



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2011 B 05560

Numéro SIREN : 784 608 416

Nom ou dénomination : CREDIT AGRICOLE SA

Ce dépôt a été enregistré le 08/08/2017 sous le numéro de dépôt 36371



6

COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2016 arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. du 14 février 2017 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 mai 2017

Cadre général

Présentation juridique de l'entité	306
Relations internes au Crédit Agricole	310
Parties liées	312

États financiers consolidés

Compte de résultat	314
Résultat net et autres éléments du résultat global	315
Bilan actif	316
Bilan passif	317
Tableau de variation des capitaux propres	318
Tableau des flux de trésorerie	320

Notes annexes aux comptes consolidés	322
--------------------------------------	-----

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	453
---	-----

Crédit Agricole S.A. :

Chiffres clés

Résultat net part du Groupe

3 540 m€

- Produit net bancaire

16 853 m€

Total bilan

1 524 232 m€

- Total crédits clientèle
- Total dépôts clientèle
- Total capitaux propres

346 254 m€

521 828 m€

63 937 m€

6

CADRE GÉNÉRAL

PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Depuis le 1^{er} juillet 2012, l'adresse du siège social de la société est : 12 place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex France.

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416.

Code NAF : 6419Z.

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistré sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. À ce titre, il est soumis aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Banque centrale européenne et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumis à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

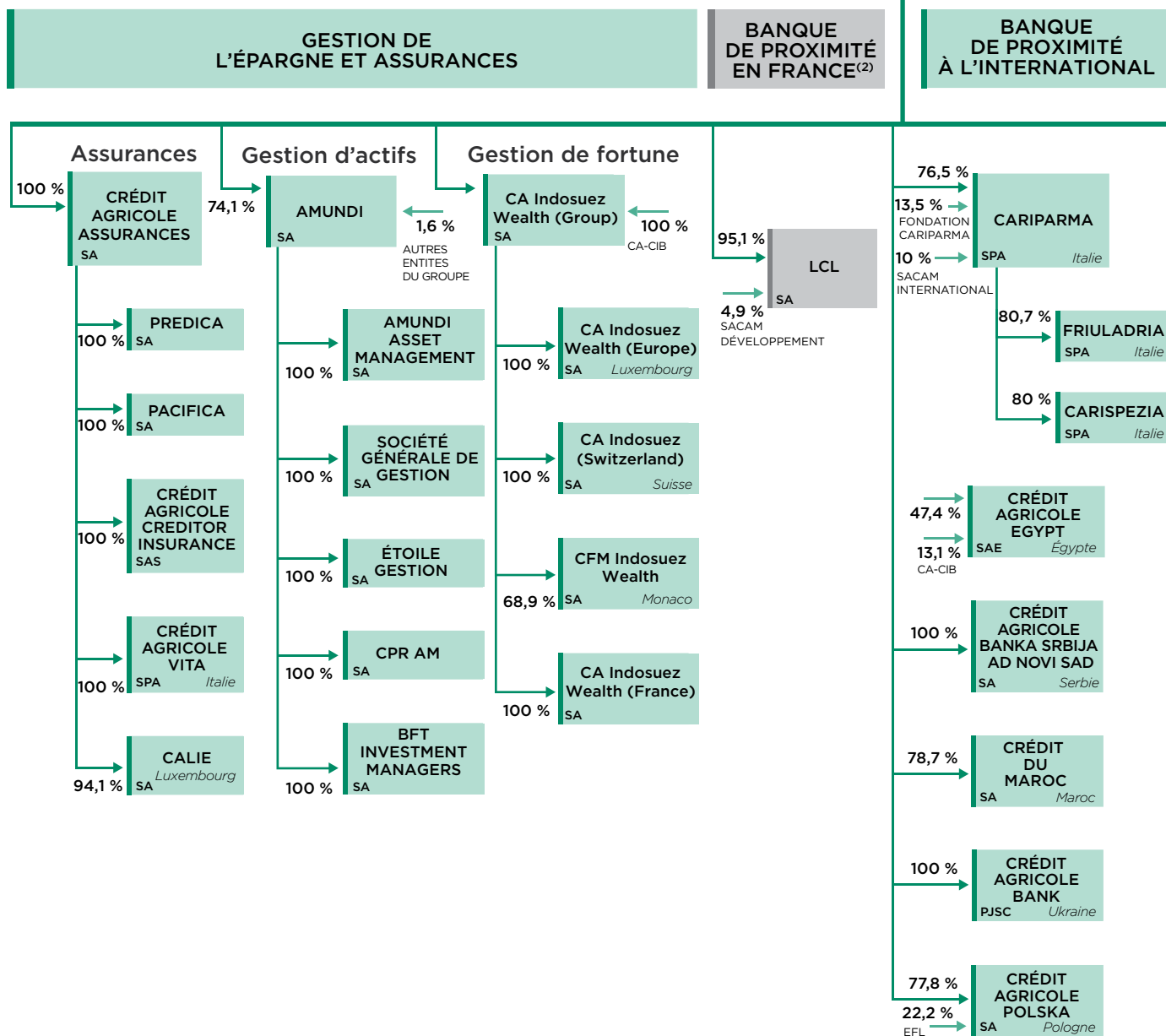
Un groupe bancaire d'essence mutualiste

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue La Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32) à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toutes mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Crédit Agricole S.A.

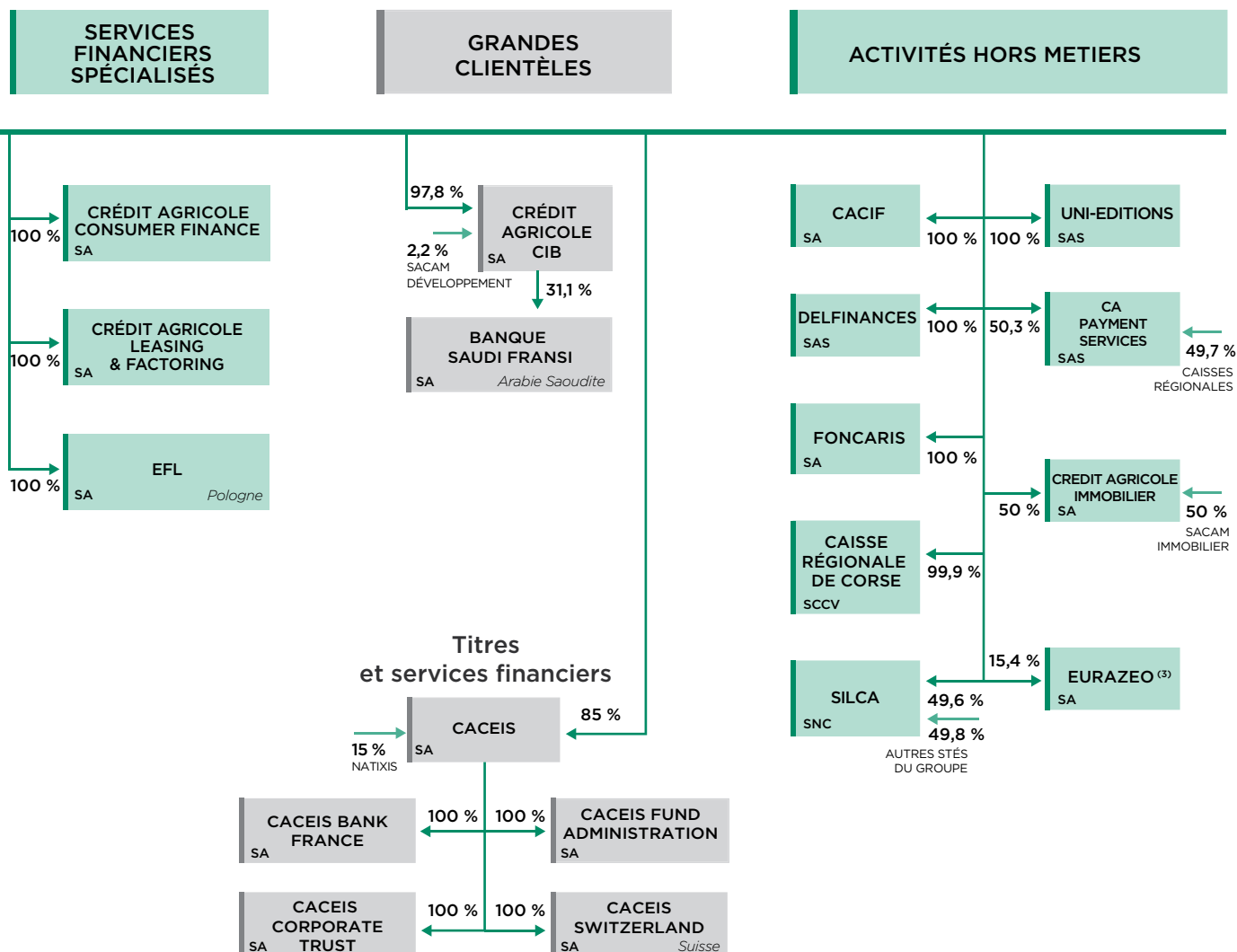


(1) Pourcentage d'intérêt direct de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales.

(2) L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et les Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") des Caisses Régionales détenus par Crédit Agricole S.A. ont été transférés à une holding ("Sacam Mutualisation") conjointement détenue par les Caisses régionales (Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Simplification capitalistique du Groupe par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales à Sacam Mutualisation").

(3) Pourcentage d'intérêt de 16,0% hors titres d'autocontrôle.

au 31/12/2016 (% d'intérêt)⁽¹⁾



Les flux financiers entre Crédit Agricole S.A. et ses filiales font l'objet, le cas échéant, de conventions réglementées, qui font elles-mêmes l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Les mécanismes internes au groupe Crédit Agricole (notamment entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales) sont détaillés dans le paragraphe "Mécanismes financiers internes", en introduction aux états financiers consolidés.

RELATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A. qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et, centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroirs" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances-miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453. Le fonds avait été doté à l'origine à hauteur de 610 millions d'euros. Il s'élève au 31 décembre 2016 à 1 076 millions d'euros, la dotation de l'année étant de 36 millions d'euros.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolution européennes,

dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toutes mesures nécessaires dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, dans la mesure où, en tant qu'organe central, il doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de Résolution Unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du *No Creditor Worse Off than on Liquidation* - NCWOL - prévu à l'article L. 613-57-I du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que l'existence de la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de résolution unique, sans qu'il soit possible de préjuger des modalités de cette prise en compte.

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (*Switch*)

L'opération de simplification de la structure du Groupe s'est traduite par le transfert des participations en CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, Sacam Mutualisation (cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Simplification capitalistique du Groupe par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales à Sacam Mutualisation"). Crédit Agricole S.A. n'étant plus actionnaire des Caisses régionales à l'issue de l'opération, celle-ci s'est accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre des garanties *Switch*.

Le dispositif des garanties *Switch*, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013

et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n° 2) et le 21 juillet (avenant n° 3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les nouvelles garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

À travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties *Switch Assurance*. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties *Switch Assurance* protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses régionales ;
- les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

Leur traduction dans les livres de l'assuré est assimilable à celui d'une garantie reçue à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée en déduction de la marge d'intérêt en Produit net bancaire.

En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Équivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; symétriquement, Crédit Agricole S.A. ne peut comptabiliser de produit équivalent, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales comptabilisent de manière symétrique les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

D'autre part, conformément aux dispositions de ce même protocole, Crédit Agricole S.A. détenait directement environ 25 % du capital de chacune des Caisses régionales (à l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est détenue à 99,9 %).

Suite à l'opération de simplification de la structure capitalistique du Groupe réalisée le 3 août 2016, l'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et les Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") détenus par Crédit Agricole S.A. ont été transférés à une holding ("Sacam Mutualisation") conjointement détenue par les Caisses régionales (cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Simplification capitalistique du Groupe par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales à Sacam Mutualisation").

PARTIES LIÉES

Les parties liées au groupe Crédit Agricole S.A. sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les principaux dirigeants du Groupe, ainsi que les Caisses régionales compte tenu de la structure juridique du Groupe et de la qualité de Crédit Agricole S.A. d'organe central du réseau Crédit Agricole.

Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit Agricole, les opérations conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales ⁽¹⁾ sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit Agricole (note 4.1 "Produits et charges d'intérêts", 4.2 "Commissions nettes", 6.5 "Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle" et 6.10 "Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle").

Autres conventions entre actionnaires

Les conventions entre actionnaires signées au cours de l'exercice sont détaillées dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

Relations entre les sociétés consolidées affectant le bilan consolidé

La liste des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. est présentée en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016". Les

transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées avec des sociétés consolidées par mise en équivalence affectent les comptes consolidés du Groupe.

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé et les principaux engagements au 31 décembre 2016 sont relatifs aux transactions avec les entités mises en équivalence pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 3 629 millions d'euros ;
- prêts et créances sur la clientèle : 2 378 millions d'euros ;
- dettes envers les établissements de crédit : 1 814 millions d'euros ;
- dettes envers la clientèle : 281 millions d'euros ;
- engagements donnés sur instruments financiers : 2 870 millions d'euros ;
- engagements reçus sur instruments financiers : 5 371 millions d'euros.

Les effets des transactions réalisées avec ces entités sur le compte de résultat de la période ne sont pas significatifs.

(1) À l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est consolidée en intégration globale.

Gestion des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière : conventions de couverture internes au Groupe

Comme présenté dans la note 1.3 "Principes et méthodes comptables", les avantages postérieurs à l'emploi peuvent être de différentes natures. Il s'agit :

- d'indemnités de fin de carrière ;
- d'engagements de retraites, qualifiés selon le cas de régime "à cotisations" ou "à prestations définies".

Ces engagements font, pour partie, l'objet de conventions d'assurances collectives contractées auprès de Predica, société d'assurance-vie du groupe Crédit Agricole.

Ces conventions ont pour objet :

- la constitution chez l'assureur, de fonds collectifs destinés à la couverture des indemnités de fin de carrière ou à la couverture des différents régimes de retraite, moyennant le versement de cotisations de la part de l'employeur ;

- la gestion de ces fonds par la société d'assurance ;
- le paiement aux bénéficiaires des primes et prestations de retraites prévues par les différents régimes.

Les informations sur les avantages postérieurs à l'emploi sont détaillées dans la note 7 "Avantages au personnel et autres rémunérations" aux points 7.3 et 7.4.

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la note 7 "Avantages au personnel et autres rémunérations" au point 7.7 ainsi que dans la partie "Politique de rémunération", chapitre 3 "Gouvernance d'entreprise" du Document de référence.

Il n'y a pas de transactions significatives entre Crédit Agricole S.A. et ses principaux dirigeants, leurs familles ou les sociétés qu'ils contrôlent et qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

SIMPLIFICATION CAPITALISTIQUE DU GROUPE PAR LE TRANSFERT
DE LA PARTICIPATION DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. DANS LES CAISSES
RÉGIONALES À SACAM MUTUALISATION

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 ont été retraités pour tenir compte du reclassement de la contribution des Caisses Régionales en Résultat net d'impôt des activités abandonnées, en Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées et en Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées. Les impacts sont présentés en note 11 "Impacts des évolutions comptables ou autres événements".

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Intérêts et produits assimilés	4.1	25 050	26 269
Intérêts et charges assimilées	4.1	(13 311)	(14 711)
Commissions (produits)	4.2	8 014	8 157
Commissions (charges)	4.2	(5 168)	(5 238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	2 337	3 757
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	6.4/4.4	2 199	2 602
Produits des autres activités	4.5	34 976	35 029
Charges des autres activités	4.5	(37 244)	(38 671)
Produit net bancaire		16 853	17 194
Charges générales d'exploitation	4.6	(10 992)	(10 931)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	(702)	(652)
Résultat brut d'exploitation		5 159	5 611
<u>Coût du risque</u>	4.8	(1 787)	(2 293)
Résultat d'exploitation		3 372	3 318
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		518	455
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	(52)	38
Variations de valeur des écarts d'acquisition		(491)	-
Résultat avant impôt		3 347	3 811
Impôts sur les bénéfices	4.10	(695)	(898)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		1 303	1 058
Résultat net		3 955	3 971
Participations ne donnant pas le contrôle	6.22	415	455
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		3 540	3 516
Résultat par action (en euros) ⁽¹⁾	6.21	1,120	1,212
Résultat dilué par action (en euros) ⁽¹⁾	6.21	1,120	1,212

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net d'impôt des activités abandonnées.

RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Résultat net		3 955	3 971
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	4.11	(127)	(38)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence		(127)	(38)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11	(9)	(6)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	23	3
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11	1	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		33	7
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	(79)	(34)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11	(245)	455
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.11	158	21
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	(64)	(206)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		(151)	270
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		39	116
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		172	73
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		4	(4)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		(238)	94
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	(174)	549
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4.11	(253)	515
RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		3 702	4 486
Dont part du Groupe		3 399	4 055
Dont participations ne donnant pas le contrôle		303	431

BILAN ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Caisse, banques centrales	6.1	28 202	36 176
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.9	326 279	348 320
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	21 928	24 806
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.7-6.8-6.9	315 916	298 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.8-6.9	382 838	367 122
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.8-6.9	346 254	331 071
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 190	13 684
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6-6.7-6.9	14 354	16 201
Actifs d'impôts courants et différés	6.13	3 993	4 311
Compte de régularisation et actifs divers	6.14	44 373	40 005
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		591	441
Participation dans les entreprises mises en équivalence	6.15	7 100	24 589
Immeubles de placement	6.16	5 617	5 390
Immobilisations corporelles	6.17	3 829	3 932
Immobilisations incorporelles	6.17	1 583	1 575
Écarts d'acquisition	6.18	13 185	13 549
TOTAL DE L'ACTIF		1 524 232	1 529 294

BILAN PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Banques centrales	6.1	3 857	3 660
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	244 008	254 515
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	17 890	23 707
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.10	112 328	139 445
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.10	521 828	505 727
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.11	159 280	158 541
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		9 444	13 153
Passifs d'impôts courants et différés	6.13	3 101	2 640
Compte de régularisation et passifs divers	6.14	47 917	41 028
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		374	385
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.19	306 658	293 543
Provisions	6.20	4 283	4 091
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.11	29 327	29 424
Total dettes		1 460 295	1 469 859
Capitaux propres		63 937	59 435
Capitaux propres part du Groupe		58 276	53 813
Capital et réserves liées		26 723	23 922
Réserves consolidées		23 481	21 702
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		4 298	4 663
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		234	10
Résultat de l'exercice		3 540	3 516
Participations ne donnant pas le contrôle		5 661	5 622
TOTAL DU PASSIF		1 524 232	1 529 294

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du				
	Capital et réserves liées				
(en millions d'euros)	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital	Élimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Capital et réserves consolidées
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2015	7 729	34 536	(153)	3 861	45 973
Augmentation de capital	189	569	-	-	758
Variation des titres auto-détenus	-	-	6	-	6
Émissions d'instruments de capitaux propres	-	(3)	-	-	(3)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(350)	-	-	(350)
Dividendes versés en 2015	-	(906)	-	-	(906)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	127	-	-	127
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	-	56	-	-	56
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1	-	-	1
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	189	(506)	6	-	(311)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(53)	-	-	(53)
Résultat 2015	-	-	-	-	-
Autres variations	-	15	-	-	15
Capitaux propres au 31 décembre 2015	7 918	33 992	(147)	3 861	45 624
Affectation du résultat 2015	-	3 516	-	-	3 516
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2016	7 918	37 508	(147)	3 861	49 140
Augmentation de capital	620	979	-	-	1 599
Variation des titres auto-détenus	-	-	15	-	15
Émissions d'instruments de capitaux propres ⁽²⁾	-	(8)	-	1 150	1 142
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(466)	-	-	(466)
Dividendes versés en 2016	-	(1 590)	-	-	(1 590)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	(28)	-	-	(28)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	16	-	-	16
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	620	(1 097)	15	1 150	688
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(32)	-	-	(32)
Résultat 2016	-	-	-	-	-
Autres variations ⁽³⁾	-	408	-	-	408
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2016	8 538	36 787	(132)	5 011	50 204

(1) En 2015, la cession des titres Amundi dans le cadre de son introduction en bourse le 12 novembre 2015 impacte les Capitaux propres - Part du Groupe pour + 55 millions d'euros et les Capitaux propres - Participations ne donnant pas le contrôle pour + 256 millions d'euros.

L'effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle, au 31 décembre 2015, intègre les effets de la liquidation des Trusts 1 et 3 de CA Preferred Funding pour - 1 861 millions d'euros.

(2) Dans le cadre du renforcement des fonds propres réglementaires du Groupe, Crédit Agricole S.A. a réalisé le 19 janvier 2016 une émission d'obligations super-subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 de 1 250 millions de dollars. Cette émission représente un solde de 1 142 millions d'euros net de frais d'émission.

Groupe					Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net		Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
4 578	(444)	4 134	-	50 107	5 956	121	(23)	98	6 054	56 161
-	-	-	-	758	-	-	-	-	-	758
-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	6
-	-	-		(3)	1 000	-	-	-	1 000	997
-	-	-		(350)		-	-	-	-	(350)
-	-	-	-	(906)	(251)	-	-	-	(251)	(1 157)
-	-	-	-	127	-	-	-	-	-	127
-	-	-	-	56	(1 606)	-	-	-	(1 606)	(1 550)
-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
-	-	-	-	(311)	(857)	-	-	-	(857)	(1 168)
383	(35)	348	-	348	-	(26)	-	(26)	(26)	322
190	1	191	-	138	4	2	-	2	6	144
-	-	-	3 516	3 516	455	-	-	-	455	3 971
(1)	-	(1)		14	(10)	-	-	-	(10)	4
5 151	(478)	4 673	3 516	53 813	5 548	97	(23)	74	5 622	59 435
-	-	-	(3 516)	-	-	-	-	-	-	-
5 151	(478)	4 673	-	53 813	5 548	97	(23)	74	5 622	59 435
-	-	-	-	1 599	-	-	-	-	-	1 599
-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	15
-	-	-	-	1 142	-	-	-	-	-	1 142
-	-	-	-	(466)	(7)	-	-	-	(7)	(473)
-	-	-	-	(1 590)	(286)	-	-	-	(286)	(1 876)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	(28)	(6)	-	-	-	(6)	(34)
-	-	-	-	16	2	-	-	-	2	18
-	-	-	-	688	(297)	-	-	-	(297)	391
(105)	(69)	(174)	-	(174)	-	(112)	(2)	(114)	(114)	(288)
41	(8)	33	-	1	-	2	-	2	2	3
-	-	-	3 540	3 540	415	-	-	-	415	3 955
-	-	-	-	408	33	-	-	-	33	441
5 087	(555)	4 532	3 540	58 276	5 699	(13)	(25)	(38)	5 661	63 937

(3) Les autres variations concernent principalement l'ajustement des opérations intragroupes au titre du traitement des placements en unité de comptes de l'assurance. Cet ajustement est sans impact significatif sur les principaux indicateurs et ratios du Groupe.

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A. y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Résultat avant impôt		3 347	3 811
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		706	667
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.18	491	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		12 377	17 017
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		(627)	(579)
Résultat net des activités d'investissement		(343)	(38)
Résultat net des activités de financement		4 041	3 765
Autres mouvements		1 112	(6 087)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		17 757	14 745
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(39 161)	7 619
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(932)	10 422
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(7 373)	(38 643)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		2 935	(3 359)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾		551	530
Impôts versés		193	(1 615)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(43 787)	(25 046)
Flux provenant des activités abandonnées		(23)	4
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		(22 706)	(6 486)
Flux liés aux participations ⁽²⁾		16 768	(442)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(784)	(868)
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		15 984	(1 310)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽³⁾		422	(1 614)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ⁽⁴⁾		1 699	(6 475)
Flux provenant des activités abandonnées		1	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		2 122	(8 089)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		799	3 919
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		(3 801)	(11 966)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		29 333	41 299
Solde net des comptes de caisse et banques centrales ^(*)		32 546	50 619
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ^(**)		(3 213)	(9 320)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		25 532	29 333
Solde net des comptes de caisse et banques centrales ^(*)		24 339	32 546
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ^(**)		1 193	(3 213)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(3 801)	(11 966)

(*) Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

(**) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs sains" et "Comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.10 (hors intérêts courus).

(1) Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence :

Au 31 décembre 2016, ce montant comprend principalement le versement des dividendes des Caisses régionales pour 286 millions d'euros, des sociétés de l'activité Assurance pour 90 millions d'euros, de FCA Bank pour 63 millions d'euros, de Banque Saudi Fransi pour 46 millions d'euros et d'Eurazeo pour 25 millions d'euros.

(2) Flux liés aux participations :

Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation.

L'impact net sur la trésorerie du Groupe des acquisitions et des cessions des titres de participation consolidés (filiales et mises en équivalence) au 31 décembre 2016 s'établit à 18 milliards d'euros. Les principales opérations concernent la simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole S.A. pour 18 542 millions d'euros ainsi que de la cession de Belgium Crédit Agricole SAS pour 16 millions d'euros, de la cession de Crédit Agricole Securities Taiwan par Crédit Agricole CIB pour 27 millions d'euros diminuées de l'acquisition de Lumis pour - 421 millions d'euros (montant net de la trésorerie acquise) ainsi que de l'acquisition de KBI pour 140 millions d'euros, de l'acquisition de Credit Agricole Securities Asia Limited Hong Kong pour 68 millions d'euros et de l'acquisition de TOBAM pour 14 millions d'euros.

Sur la même période, l'impact net des acquisitions et des cessions de titres de participations non consolidés sur la trésorerie du Groupe ressort à - 480 millions d'euros. Il concerne principalement les acquisitions/cessions réalisées dans le cadre des investissements des sociétés d'assurances pour - 847 millions d'euros, diminuées de la cession de la société Visa Europe à Visa Inc. pour 262 millions d'euros, de la cession des titres BFO pour 43 millions d'euros, de l'impact de la liquidation de la société CAIRS pour 18 millions d'euros et de la cession de société Ciam BV pour 5 millions d'euros.

(3) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires :

Ce poste inclut à hauteur de 1150 millions d'euros l'émission du 19 janvier 2016 d'instruments financiers à durée indéterminée assimilés à des capitaux propres, hors frais d'émission. En outre, 1 020 millions d'euros de dividendes, hors dividendes payés en actions, ont été versés par le groupe Crédit Agricole S.A. Ils se décomposent de la manière suivante :

Dividendes versés par Crédit Agricole S.A. pour - 269 millions d'euros ;

Dividendes versés par les filiales aux Participations ne donnant pas le contrôle pour - 278 millions d'euros ; et

Intérêts, assimilables à des dividendes, sur les instruments financiers à durée indéterminée assimilés à des capitaux propres pour - 473 millions d'euros.

(4) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement :

Au 31 décembre 2016, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 26 830 millions d'euros et les remboursements à - 21 028 millions d'euros. Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 6 160 millions d'euros et les remboursements à - 6 147 millions d'euros.

Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Sommaire détaillé des notes

NOTE 1	Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés	323	6.1	Caisse, banques centrales	370
1.1	Normes applicables et comparabilité	323	6.2	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	370
1.2	Format de présentation des états financiers	327	6.3	Instruments dérivés de couverture	372
1.3	Principes et méthodes comptables	327	6.4	Actifs financiers disponibles à la vente	373
1.4	Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)	339	6.5	Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	374
NOTE 2	Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	341	6.6	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	375
2.1	Simplification capitalistique du Groupe par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales à Sacam Mutualisation	341	6.7	Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue	376
2.2	Opération d'optimisation de la dette du groupe Crédit Agricole S.A.	342	6.8	Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers	380
2.3	Autres opérations de structure de la période	342	6.9	Exposition au risque souverain	381
2.4	Perte de valeur de l'écart d'acquisition UGT Banque de proximité en France - LCL pour 491 millions d'euros	343	6.10	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	384
2.5	Conséquences du remboursement anticipé de prêts macro-couverts	344	6.11	Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	384
2.6	Rachat de Visa Europe par Visa Inc.	344	6.12	Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers	387
2.7	Euribor/Libor	344	6.13	Actifs et passifs d'impôts courants et différés	389
2.8	Litige "Échanges Images Chèques"	344	6.14	Comptes de régularisation actif, passif et divers	390
2.9	Augmentation de capital réservée aux salariés	344	6.15	Co-entreprises et entreprises associées	390
2.10	Émission en décembre 2016 d'un milliard cinq cents millions d'euros d'obligations senior non preferred	345	6.16	Immeubles de placement	393
2.11	Rachat d'obligations zéro coupon échangeables en actions Eurazeo émises en 2013 à échéance 2016 (OEA)	345	6.17	Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	394
2.12	Modification du taux d'impôt français sur les sociétés à horizon 2019/2020	345	6.18	Écarts d'acquisition	395
NOTE 3	Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture	345	6.19	Provisions techniques des contrats d'assurance	397
3.1	Risque de crédit	346	6.20	Provisions	398
3.2	Risque de marché	351	6.21	Capitaux propres	401
3.3	Risque de liquidité et de financement	354	6.22	Participations ne donnant pas le contrôle	404
3.4	Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change	356	6.23	Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle	406
3.5	Risques opérationnels	356	NOTE 7	Avantages au personnel et autres rémunérations	407
3.6	Gestion du capital et ratios réglementaires	357	7.1	Détail des charges de personnel	407
NOTE 4	Notes relatives au compte de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	358	7.2	Effectifs fin de période	407
4.1	Produits et Charges d'intérêts	358	7.3	Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies	407
4.2	Commissions nettes	358	7.4	Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies	408
4.3	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	359	7.5	Autres avantages sociaux	410
4.4	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	360	7.6	Paiements à base d'actions	411
4.5	Produits et charges nets des autres activités	360	7.7	Rémunérations de dirigeants	411
4.6	Charges générales d'exploitation	360	NOTE 8	Engagements de financement et de garantie et autres garanties	412
4.7	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	361	NOTE 9	Reclassements d'instruments financiers	414
4.8	Coût du risque	362	NOTE 10	Juste valeur des instruments financiers	415
4.9	Gains ou pertes nets sur autres actifs	362	10.1	Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût	416
4.10	Impôts	363	10.2	Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	419
4.11	Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	364	10.3	Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine	429
NOTE 5	Informations sectorielles	366	NOTE 11	Impacts des évolutions comptables ou autres événements	430
5.1	Information sectorielle par secteur opérationnel	367	NOTE 12	Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016	433
5.2	Information sectorielle par zone géographique	368	12.1	Information sur les filiales	433
5.3	Spécificités de l'assurance	369	12.2	Composition du périmètre	434
NOTE 6	Notes relatives au bilan	370	NOTE 13	Participations et entités structurées non consolidées	450
			13.1	Participations non consolidées	450
			13.2	Entités structurées non consolidées	450
			NOTE 14	Événements postérieurs au 31 décembre 2016	452

NOTE 1

Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2016 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2015.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2016 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2016. Celles-ci portent sur :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{re} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 :	17 décembre 2014 (UE n°2015/28)		
● IFRS 2 Paiement fondé sur des actions : Reformulation de la définition d'une condition d'acquisition de droits		1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
● IFRS 3 Regroupement d'entreprises : Harmonisation sur la comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix ; évaluation à la juste valeur des compléments de prix éventuels		1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
● - IFRS 8 Secteurs opérationnels : Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs		1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
● IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles : Clarification sur la méthode optionnelle de réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles		1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Non
● IAS 24 Information relative aux parties liées : Modification de la définition d'une partie liée		1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
Amendement IAS 19 Avantages du personnel Régimes à prestations définies : précision sur la comptabilisation des cotisations des membres du personnel qui se rattachent aux services rendus mais qui ne dépendent pas du nombre d'années de service	17 décembre 2014 (UE n°2015/29)	1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 41 Agriculture Évaluation d'un actif biologique selon IAS 41 s'il ne correspond pas à une plante productrice	23 novembre 2015 (UE 2015/2113)	1 ^{er} janvier 2016	Non

(1) Soit à partir du 1^{er} janvier 2016 dans le Groupe.

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{re} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 11 Partenariats Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe selon IFRS 3 si les actifs acquis constituent un "business" au sens d'IFRS 3 et non un simple groupe d'actifs	24 novembre 2015 (UE 2015/2173)	1 ^{er} janvier 2016	Oui
Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles Clarifications sur la méthode d'amortissement fondée sur le revenu (interdite sous IAS 16 et acceptable sous IAS 38)	2 décembre 2015 (UE 2015/2231)	1 ^{er} janvier 2016	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 :	15 décembre 2015 (UE 2015/2343)		
● IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente : Précision sur les modifications apportées à un plan de cession lorsqu'un actif non courant destiné à être cédé doit être reclassé en actif non courant destiné à être distribué, et réciproquement		1 ^{er} janvier 2016	Oui
● IFRS 7 Instruments financiers Informations à fournir : Clarification sur le maintien d'implication continue aux contrats de services dont la rémunération dépend de la performance des actifs transférés Informations non obligatoires pour les arrêts intermédiaires sur la compensation des actifs et passifs financiers		1 ^{er} janvier 2016	Oui
● IAS 19 Avantages au personnel : Précision sur le taux de rendement des obligations d'État utilisé pour l'actualisation de la dette actuarielle		1 ^{er} janvier 2016	Oui
● IAS 34 Information financière intermédiaire : Clarification sur l'emplacement possible des autres informations à fournir		1 ^{er} janvier 2016	Oui
Amendement à IAS 1 Présentation des états financiers Objectif d'amélioration de la présentation d'informations	18 décembre 2015 (UE 2015/2406)	1 ^{er} janvier 2016	Oui
Amendement IAS 27 États financiers individuels Autorisation à l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	18 décembre 2015 (UE 2015/2441)	1 ^{er} janvier 2016	Non
Amendement à IFRS 10-IFRS 12-IAS 28 Entités d'investissement : application de l'exception à la consolidation	22 septembre 2016 (UE 2016/1703)	1 ^{er} janvier 2016	Non

L'application de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{re} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1 ^{er} janvier 2018	Oui
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1 ^{er} janvier 2018	Oui

NORME IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement "Clarification d'IFRS 15" qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 1^{er} janvier 2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC 31 *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Une étude d'impact de la mise œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole est en cours de réalisation, avec des premiers résultats attendus début 2017.

NORME IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS 9 *Instruments financiers* est appelée à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers*. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme

Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (*i.e.* prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (*i.e.* action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

Les trois modèles de gestion

- Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;
- Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ; et
- Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.

Les caractéristiques contractuelles (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI")

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (*i.e.* taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test "SPPI".

Sur cet aspect, certains points d'interprétation sont encore à l'étude au niveau de l'IASB. Ainsi, le Groupe suit attentivement les discussions de l'IASB relatives notamment à certaines indemnités de remboursement anticipé et prendra en compte le cas échéant les conclusions de ces discussions.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

- Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".
- Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également

représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".

- Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test "SPPI" indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 par le Groupe devrait conduire à une augmentation de la part des instruments financiers - OPCVM et instruments de capitaux propres - valorisés à la juste valeur par résultat. Globalement, les prêts et créances respectent le test "SPPI" et resteront au coût amorti.

Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues (*Expected Credit Losses* ou "ECL") sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1^{re} étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur douze mois ;
- 2^e étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un

portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;

- 3^e étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarios raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3^e phase).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus fondé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;
- Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (basculer d'un portefeuille ou sous-portefeuille en phase 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

En l'absence de modèle de notation interne, le Groupe retiendra le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en deuxième phase.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut utilisée en gestion actuellement pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

Comptabilité de couverture

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- Toutes les opérations de micro-couverture ; et
- Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application d'IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- Appliquer le volet "couverture" d'IFRS 9 ; ou
- Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Après avoir réalisé une étude d'opportunité au premier semestre 2015, le Groupe a décidé de ne pas appliquer ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

Autres dispositions de première application

La norme IFRS 9 permet d'appliquer de manière anticipée les dispositions relatives au risque de crédit propre des passifs financiers désignés en juste valeur par résultat sur option, à savoir la reconnaissance des variations de valeur liées au risque de crédit propre en autres éléments du résultat global non recyclables. À ce stade, le Groupe n'envisage pas d'appliquer par anticipation ces dispositions.

D'autre part, l'IASB a publié un amendement à IFRS 4 (phase I) Contrats d'assurance proposant aux entreprises ayant des activités d'assurance deux approches optionnelles visant à limiter les effets du décalage d'application entre IFRS 9 et la future norme sur l'évaluation des passifs d'assurance (IFRS 17). Le Groupe ne retiendra pas ces approches et appliquera la norme IFRS 9 à ses activités d'assurance dès le 1^{er} janvier 2018.

Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

Dès 2015, le Groupe s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant les fonctions comptables, finances, risques et informatiques ainsi que l'ensemble des entités.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, le Groupe a lancé la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015 en définissant les calendriers et les feuilles de route détaillées des différents chantiers qui ont été ensuite déclinés à leur niveau par l'ensemble des entités du Groupe.

Depuis le début de l'année 2016, les principales réalisations ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et par la définition du processus cible de provisionnement au travers de la rédaction d'un cadre méthodologique partagé avec les entités ;
- Les chantiers méthodologiques de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le forward looking, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne. Ces travaux ont été effectués au niveau des entités les plus significatives du Groupe, sur la base des données comptables au 31 décembre 2015 ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes cotés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test "SPPI".

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivront en 2017 et intégreront des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE).

Transition

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, le Groupe ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2016 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2016.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location* et SIC 27 *Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location*). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole sera réalisée en 2017 afin d'en évaluer les principaux enjeux.

Par ailleurs, trois amendements à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe : il s'agit des amendements à IAS 7 *État des flux de trésorerie*, à IAS 12 *Impôts sur le résultat*, applicables au groupe Crédit Agricole S.A. au 1^{er} janvier 2017 tandis que l'amendement à IFRS 2 *Classement et évaluation*

des transactions dont le paiement est fondé sur des actions sera applicable au 1^{er} janvier 2018, ces dates seront confirmées après adoption de ces textes par l'Union européenne.

1.2 Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation ANC n°2013-04 du 7 novembre 2013.

1.3 Principes et méthodes comptables

UTILISATION DE JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options* ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;
- la participation aux bénéfices différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32 ET 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de

leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Titres à l'actif

Classification des titres à l'actif

Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres, définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat/par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupe d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

À ce titre, le groupe Crédit Agricole S.A. a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option pour les actifs suivants :

- actifs représentatifs de contrats en unité de compte ;
- portefeuille de l'activité de *private equity*.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

Les encours de syndication de titres destinés à être cédés sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en *mark-to-market*.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe Crédit Agricole S.A. a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que le groupe Crédit Agricole S.A. a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des Actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres" pour les titres évalués au coût amorti.

Prêts et créances

La catégorie Prêts et créances enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenu fixe ou déterminable.

Les titres du portefeuille Prêts et créances sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres" pour les titres évalués au coût amorti.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie Actifs financiers disponibles à la vente est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres".

Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. Le groupe Crédit Agricole S.A. prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme, etc.

Au-delà de ces critères, le groupe Crédit Agricole S.A. constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation ne se fait que dans la mesure où elle se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi :

- pour les titres évalués au coût amorti *via* l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure ;
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

Date d'enregistrement des titres

Crédit Agricole S.A. enregistre à la date de règlement-livraison les titres classés dans les catégories Actifs à la juste valeur par résultat par nature, Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, ainsi que les Prêts et créances. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassements d'actifs financiers

Conformément à IAS 39, il est autorisé d'opérer des reclassements de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance en cas de changement d'intention de gestion et si les critères de reclassement en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont respectés.

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est également autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories Actifs financiers détenus à des fins de transaction et Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Prêts et créances, si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;

- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction vers les catégories Actifs financiers disponibles à la vente ou Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés par le groupe Crédit Agricole S.A. en application de l'amendement de la norme IAS 39 sont données dans la note 9 "Reclassements d'instruments financiers".

Acquisition et cession temporaire de titres

Au sens de l'IAS 39, les cessions temporaires de titres (prêts/emprunts de titres, pensions) ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation d'IAS 39 et sont considérées comme des financements garantis.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Le cas échéant, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les éléments empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire. Une créance est enregistrée en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *pro rata temporis* sauf en cas de classement en actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Activité de crédits

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie Prêts et créances. Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en *mark-to-market*.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. À ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les avances aux Caisses régionales.

Dépréciations de créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en Prêts et créances sont dépréciées lorsqu'elles présentent une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances, tel que :

- des difficultés financières importantes du débiteur ;

- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les dépréciations peuvent être réalisées sur base individuelle, sur base collective, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Dépréciations sur base individuelle

Le risque de perte avéré est tout d'abord examiné sur les créances prises individuellement. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations individuelles portant sur des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation. Le montant des dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Dépréciations sur base collective

Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non-recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, le groupe Crédit Agricole S.A. a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives. Elles sont déterminées par un ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

- Dépréciations calculées à partir de modèles bâlois :

Dans le cadre de la réglementation bâloise, chaque entité du groupe Crédit Agricole S.A. détermine, à partir d'outils et de bases statistiques, un montant de pertes attendues à horizon d'un an, en fonction de multiples critères d'observation qui répondent à la définition de l'événement de perte au sens de la norme IAS 39.

L'évaluation de la dépréciation fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant des pertes attendues calculé selon les modèles bâlois, d'un coefficient correcteur de passage à maturité,

destiné à prendre en compte la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat.

- Autres dépréciations sur base collective :

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole S.A. a également constaté à l'actif de son bilan des dépréciations sur bases collectives destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, telles que les dépréciations sectorielles ou les dépréciations sur pays à risque. Ces dernières visent à couvrir des risques estimés sur une base sectorielle ou géographique pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement un risque de non-recouvrement partiel.

Restructurations de créances

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et, depuis le 1^{er} janvier 2014, les créances saines au moment de la restructuration.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, qui peut notamment provenir du report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La perte constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'un suivi en fonction de la notation conforme aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de 30 jours d'impayés.

Les crédits restructurés restent classés dans cette catégorie pendant une période de deux ans (trois ans s'ils étaient en défaut au moment de la restructuration).

Encours en souffrance

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

Renégociations commerciales

Les créances renégociées pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisées en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette même date à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti à partir du taux d'intérêt effectif déterminé selon les conditions du nouveau contrat.

Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il

n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;
- les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Titres au passif

Distinction dettes - capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un instrument de dettes constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ; ou
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents telles les options sur actions rachetées par le groupe Crédit Agricole S.A., y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des Dettes envers la clientèle malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.20 "Provisions".

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

La comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique

de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi,

certain paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA.

Le Groupe considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe Crédit Agricole S.A. intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*credit valuation adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*debit valuation adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indicels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les *futures*.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe Crédit Agricole S.A. retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et

répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles/ accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables,
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des *swaps* de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres

Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Il s'agit principalement de titres de participation de sociétés non cotées sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe Crédit Agricole S.A. compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.12 relative à l'amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers.

Garanties financières données

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ; ou

- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires*.

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

Décomptabilisation des instruments financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative et qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

PROVISIONS (IAS 37 ET 19)

Le groupe Crédit Agricole S.A. identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont, le cas échéant, actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe Crédit Agricole S.A. a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées

sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.20 "Provisions".

AVANTAGES AU PERSONNEL (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à prestations définies

Le groupe Crédit Agricole S.A. détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de *turnover*.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le groupe Crédit Agricole S.A. impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe Crédit Agricole S.A., présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (IFRS 2)

La norme IFRS 2 *Paielements en actions et assimilés* impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2, sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en *cash* indexé ou en actions, etc).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit quatre ans pour tous les plans existants.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

Une description de la méthode, des plans attribués et des modes de valorisation est détaillée en note 7.6 "Paielements à base d'actions".

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées - part du Groupe.

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la

détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition,
 - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réelle supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique Impôts sur le bénéfice du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le groupe Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel.

TRAITEMENT DES IMMOBILISATIONS (IAS 16, 36, 38 ET 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupement d'entreprises résultant de droit contractuel (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondant ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose le groupe Crédit Agricole S.A. sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

OPÉRATIONS EN DEVICES (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

À la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

COMMISSIONS SUR PRESTATIONS DE SERVICES (IAS 18)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

- les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;
 - lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique Commissions et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :
- a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,

ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,

iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable,

b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

ACTIVITÉS D'ASSURANCE (IFRS 4)

Les passifs d'assurance restent pour partie évalués en normes françaises conformément aux dispositions réglementaires IAS et IFRS, en attendant un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Les actifs financiers des sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont quant à eux reclassés au sein des catégories d'actifs financiers définies par la norme IAS 39.

Les contrats avec participation discrétionnaire sont classés dans leur ensemble comme un passif en provisions techniques des sociétés d'assurance. Les méthodes de comptabilisation sont identiques à celles des contrats d'assurance. Les primes relatives à ces contrats sont comptabilisées en produit et l'augmentation des engagements vis-à-vis des assurés constitue une charge.

Les provisions d'assurance-vie sont estimées prudemment sur la base des taux techniques définis aux contrats. Les passifs des contrats avec participation bénéficiaire discrétionnaire, sans participation bénéficiaire ou garantie plancher sont comptabilisés par référence aux actifs servant de support à ces contrats à la valeur de marché ou son équivalent à la date d'arrêté et sont classés en passif financier.

La marge financière de ces contrats est portée au compte de résultat, après extourne des éléments techniques (primes, prestations...), suivant le principe de comptabilité de dépôt.

Les passifs des contrats d'assurance dommages sont estimés à la date de clôture, sans prise en compte de facteur d'actualisation. Les frais de gestion de sinistres liés aux provisions techniques enregistrées à la clôture sont provisionnés dans les comptes.

Pour les contrats d'assurance non-vie, les frais d'acquisition sont reportés suivant le rythme d'acquisition des primes. Pour les contrats d'assurance-vie, les frais d'acquisition précisément identifiables sont reportés sur le rythme d'émergence des profits.

Le montant total des charges relatives à l'activité d'assurance est présenté dans la note 4.5 "Produits et charges nets des autres activités".

Conformément à la prorogation des règles locales de comptabilisation des contrats d'assurance précisée par la norme IFRS 4 et le règlement CRC 2000-05 sur les comptes consolidés assurance, les contrats d'assurance avec participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité-miroir" au niveau des passifs d'assurance. Cette comptabilité-miroir consiste à enregistrer dans un poste de participation aux bénéfices différée les écarts de valorisation positive ou négative des actifs financiers qui, potentiellement, reviennent aux assurés.

Cette participation aux bénéfices différée est comptabilisée au passif (Provisions techniques des contrats d'assurance) ou à l'actif en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation de manière similaire aux plus et moins-values latentes des actifs sur laquelle elle porte.

L'évaluation de la participation aux bénéfices différée, résultant de l'application du principe de la comptabilité reflet, a fait l'objet d'une évolution de modalités d'application en 2015.

Le taux de participation aux bénéfices différée, auparavant déterminé à partir de données observées historiquement, est désormais évalué de manière prospective sur la base de scénarios étudiés cohérents avec les orientations de gestion de la compagnie, il n'est mis à jour que s'il varie significativement.

Pour justifier le caractère recouvrable de l'actif de participation aux bénéfices différée, des tests sont réalisés pour déterminer la capacité d'imputer les moins-values latentes sur les participations futures en amont du test de suffisance des passifs, en conformité avec la recommandation du CNC du 19 décembre 2008.

Ces tests s'appuient :

- en premier lieu, sur des analyses de liquidité de la compagnie ; ces dernières illustrent la capacité de l'entreprise à mobiliser des ressources pour faire face à ses engagements et sa capacité de détention des actifs en moins-values latentes même en cas d'une détérioration de la production nouvelle. Les tests ont été réalisés avec et sans production nouvelle ;
- en deuxième lieu, sur une comparaison entre la valeur moyenne des prestations futures évaluées par le modèle interne répliquant les décisions de gestion de la compagnie et la valeur de l'actif en représentation des engagements en valeur de marché ; elle illustre la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements.

Enfin, des tests de sensibilité sur la capacité d'activer la participation aux bénéfices différée sont également réalisés :

- en cas d'une hausse uniforme de 15 % des rachats s'appliquant à des taux de rachats issus des scénarios proches de ceux de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ;
- en cas de baisse supplémentaire de 10 % des marchés actions.

Par ailleurs, conformément à la norme IFRS 4, le Groupe s'assure à chaque arrêté que les passifs d'assurance (nets des frais d'acquisition reportés et des actifs incorporels rattachés) sont suffisants au regard de leurs flux de trésorerie futurs estimés.

Le test de suffisance des passifs à appliquer pour cette vérification doit respecter au minimum les critères suivants définis au paragraphe 16 de la norme :

- prise en compte de l'ensemble des flux de trésorerie futurs contractuels y compris les frais de gestion associés, les commissions ainsi que les options et garanties implicites de ces contrats ;
- si le test fait apparaître une insuffisance, celle-ci est intégralement provisionnée avec incidence en résultat.

CONTRATS DE LOCATION (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :

a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice,

b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,

c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées, et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ;
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.4 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole S.A. et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole S.A. dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

Notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque Crédit Agricole S.A. est exposé ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'il détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à Crédit Agricole S.A. la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Crédit Agricole S.A. contrôle généralement la filiale lorsqu'il détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque Crédit Agricole S.A. détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de Crédit Agricole S.A. lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par Crédit Agricole S.A., des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Crédit Agricole S.A. est présumé avoir une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28 § 18, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par Crédit Agricole S.A. sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole S.A. ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable le groupe Crédit Agricole S.A. constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

RETRAITEMENTS ET ÉLIMINATIONS

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES (IAS 21)

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de l'entité. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES - ÉCARTS D'ACQUISITION

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun (notamment les fusions de Caisses régionales) lesquels sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. Ces opérations sont traitées, conformément aux possibilités offertes par IAS 8, aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts, par référence à la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :

- des transactions qui mettent fin à une relation existante entre l'acquise et l'acquéreur ;
- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquise pour des services futurs ;
- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquise ou à ses anciens actionnaires des frais à la charge de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique Gains ou pertes nets sur autres actifs, sinon ils sont enregistrés dans le poste Charges générales d'exploitation.

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique Écarts d'acquisition lorsque l'entité acquise est intégrée globalement et au sein de la rubrique Participations dans les entreprises mises en équivalence lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste Réserves consolidées - part du Groupe ; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en Réserves consolidées - part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente

estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

NOTE 2

Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016".

2.1 Simplification capitalistique du Groupe par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales à Sacam Mutualisation

Dans le cadre de la simplification de la structure du groupe Crédit Agricole, le règlement-livraison des Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et des Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") détenus par Crédit Agricole S.A. à la holding Sacam Mutualisation, filiale à 100 % des Caisses régionales, a été réalisé le 3 août 2016.

Cette opération, décrite dans une lettre d'intention signée le 17 février 2016 par l'ensemble des parties prenantes, s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe vis-à-vis du marché et du Superviseur, de meilleure lisibilité de l'activité de Crédit Agricole S.A. et de ses métiers, de renforcement de la structure financière et de la qualité du capital de Crédit Agricole S.A. et d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales.

En effet, elle renforce la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existait déjà indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et via la garantie Switch CCI/CCA.

Cette opération conforte, en outre, la situation prudentielle du groupe Crédit Agricole S.A. par un renforcement de ses fonds propres permettant, en particulier, de sécuriser une politique de versement de dividendes en numéraire avec un taux de distribution de 50 %.

Une décision de non-lieu à l'obligation de déposer une offre publique de retrait sur les titres Crédit Agricole S.A. a été obtenue de la part de l'Autorité des marchés financiers, le 6 avril 2016. Cette décision est devenue définitive le 18 avril 2016, aucun recours n'ayant été déposé à son encontre. L'opération a été approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. le 19 mai

2016 et par l'ensemble des Conseils d'administration des Caisses régionales en mai et juin 2016. Les Comités d'entreprise de Crédit Agricole S.A. et des Caisses régionales ont également tous rendu un avis favorable.

La Banque centrale européenne a également autorisé, le 24 juin 2016, Sacam Mutualisation à acquérir des participations qualifiées dans 38 Caisses régionales.

Le protocole d'accord définitif entre Sacam Mutualisation, les 39 Caisses régionales (y compris la Caisse régionale de la Corse), la SAS Rue La Boétie et Crédit Agricole S.A. a été signé le 21 juillet 2016. Il définit l'ensemble des termes de la transaction ainsi que les modalités de calcul de l'ajustement de prix, dont les données chiffrées n'étaient pas établies au moment de la signature du protocole. Ont également été signés, à cette occasion, les contrats de financement, l'avenant à la convention de garantie de valeur de mise en équivalence (Switch) ainsi que d'autres documents juridiques impactés par l'opération.

Le contrat de transfert définitif, mentionnant un prix de transfert de 18 542 millions d'euros, a été signé le 1^{er} août 2016, pour un règlement-livraison le 3 août 2016. Cette transaction, comptabilisée au troisième trimestre 2016, donne lieu à un profit net de 1 254 millions d'euros pour Crédit Agricole S.A.

PRINCIPALES COMPOSANTES DE CETTE OPÉRATION

Le transfert à Sacam Mutualisation de la majorité des CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. à un prix de transfert défini comme un multiple des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales et établi sur la base d'une valorisation homogène de l'ensemble des Caisses régionales revue par des experts indépendants.

Pour déterminer le prix de cession final dû à Crédit Agricole S.A., le prix fixé initialement sur la base des bilans des Caisses régionales arrêtés au 31 décembre 2015, soit 18 025 millions d'euros, est ajusté de l'impact de la variation des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016, soit un ajustement de prix de 517 millions d'euros. Le prix final de cession des CCI et CCA transférés par Crédit Agricole S.A. à Sacam Mutualisation s'élève à 18 542 millions d'euros. Les dividendes versés par les Caisses régionales au titre de 2015 sont acquis à Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. et Predica conservent pour des raisons juridiques et inhérentes à leur activité un reliquat de CCA/CCI :

- des CCA de 4 Caisses régionales. Pour ces 4 CRCA, les CCI/CCA représentent plus de 50 % du capital de la Caisse régionale : dans ce cas, la loi impose que les CCI/CCA émis par la Caisse régionale et non détenus par l'organe central ne peuvent représenter plus de 50 % de son capital ;
- des CCI détenus par Predica (filiale d'assurance de Crédit Agricole S.A.) et qui, détenus en représentation de contrats d'assurance-vie, ont vocation à rester dans le portefeuille de Predica.

Ces CCA/CCI conservés par Crédit Agricole S.A. et Predica représentent, à la date de l'opération, un montant de 469 millions d'euros.

Le financement de Sacam Mutualisation se fait *via* un apport en capital des Caisses régionales : souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital permettant à Sacam Mutualisation d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A.

Des prêts à moyen et long terme de Crédit Agricole S.A. pour un montant total de 11 milliards d'euros sont accordés aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de Sacam Mutualisation.

La réalisation de l'opération entraîne le débouclage de la garantie Switch pour sa composante couvrant les CCI/CCA, tel que prévu par le contrat, et le remboursement du dépôt relatif à cette garantie, soit 5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales.

IMPACTS COMPTABLES DE L'OPÉRATION

Au 31 décembre 2015

Crédit Agricole S.A. détenait, depuis son introduction en bourse en 2001, environ 25 % du capital de 38 Caisses régionales *via* les "CCI/CCA" (titres dépourvus de droits de vote mais donnant droit au résultat).

Par cette participation, et en tant qu'organe central, Crédit Agricole S.A. avait une influence notable sur les Caisses régionales. La participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales, *via* les CCI et CCA, était donc consolidée en tant que Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Compte tenu de la signature de la lettre d'intention du 17 février 2016, l'opération a été considérée comme hautement probable au sens de la norme IFRS 5 et les titres ont été reclassés à partir de cette date en Actifs destinés à être cédés pour une valeur de 17,4 milliards d'euros correspondant au plus bas de leur valeur comptable (valeur de mise en équivalence à la date de reclassement) et de leur juste valeur correspondant au prix de vente estimé net des frais de cession.

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions des Caisses régionales au 31 décembre 2015 ont été reclassées en Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Au 31 décembre 2016

Le résultat de cette transaction, comptabilisée au troisième trimestre 2016 en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession, donne lieu à un profit net exceptionnel de 1 254 millions d'euros.

À compter du 1^{er} janvier 2016, la quote-part de résultat des CCI et CCA, antérieurement comptabilisée en Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, cesse d'être comptabilisée dans le résultat du groupe Crédit Agricole S.A. En revanche, les dividendes distribués par les Caisses régionales, antérieurement éliminés dans le cadre de la consolidation par mise en équivalence,

ont été conservés en Produit net bancaire pour un montant de 289 millions d'euros au premier semestre 2016.

Les CCI et CCA conservés par Crédit Agricole S.A. et Predica sont déconsolidés et comptabilisés en Titres disponibles à la vente. L'écart entre la valeur de mise en équivalence de ces titres et leur juste valeur en date de déconsolidation, non matériel, est comptabilisé en résultat.

Sacam Mutualisation étant intégrée fiscalement, la plus-value générée par cette opération est fiscalement neutralisée.

Les impacts de cette opération sur les comptes au 31 décembre 2015 sont présentés en note 11 "Impacts des évolutions comptables ou autres événements".

2.2 Opération d'optimisation de la dette du groupe Crédit Agricole S.A.

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Dans le cadre de l'annonce faite au marché le 17 février 2016 par Crédit Agricole S.A. du projet de réorganisation du Groupe, un volet d'optimisation de bilan a été annoncé consistant à réinvestir une partie des gains en capital générés par l'opération de simplification capitalistique du Groupe afin de baisser le coût de son passif.

Dans ce cadre, et avec l'accord de la Banque centrale européenne (BCE), Crédit Agricole S.A. a lancé le 14 mars 2016 une offre publique de rachat d'obligations clôturée le 21 mars 2016 et réglée le 24 mars 2016 portant sur :

- sept souches de *Covered bonds* émises par CAHL SFH essentiellement auprès d'investisseurs externes d'un encours total de 12,2 milliards d'euros : le rachat effectif a porté sur 3,1 milliards d'euros ;
- trois titres subordonnés Tier 2 en euros d'un encours total de 4,7 milliards d'euros et un titre subordonné Tier 2 en GBP de 450 millions de GBP émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par des investisseurs externes : le rachat effectif a porté sur 1,2 milliard d'euros ;
- un TSS (titre super-subordonné) de 500 millions d'euros émis par Crédit Agricole S.A. et souscrit par Predica.

TRAITEMENT COMPTABLE DE CES OPÉRATIONS

Les indemnités de remboursement anticipé et les coûts de résiliation des *swaps* de micro-couverture, représentant un montant avant impôt de - 683 millions d'euros, ont été comptabilisées dans le résultat de la période du groupe Crédit Agricole S.A.

2.3 Autres opérations de structure de la période

ACQUISITION PAR AMUNDI DE LA SOCIÉTÉ KBI GLOBAL INVESTORS

Amundi, Oddo & Cie et Kleinwort Benson Investors (KBI) ont annoncé le 23 mai 2016 la signature d'un accord définitif en vue de l'acquisition par Amundi d'une participation majoritaire de 87,5 % dans KBI auprès d'Oddo & Cie. Suite à la levée des conditions suspensives, l'acquisition a été réalisée en date du 31 août 2016.

Les 12,5 % détenus par l'équipe de direction seront rachetés par Amundi sur la base d'un mécanisme de put/call tripartite (vendeur, acheteur, managers) en trois ans à partir du cinquième anniversaire de l'acquisition, selon une valorisation déterminée par une formule prédéfinie, multiple du résultat net.

KBI, filiale de BHF Kleinwort Benson Group, acquis récemment par le groupe Oddo, est une société de Gestion d'actifs en forte croissance, spécialisée dans la gestion actions. Ses équipes de

gestion, basées à Dublin en Irlande, avec des bureaux à Boston et New York, gèrent 8,7 milliards d'euros d'actifs au 31 août 2016, principalement en stratégies actions globales. KBI a été renommée KBI Global Investors.

En application de la norme IFRS 3, l'opération est traitée comme un regroupement d'entreprise dès la consolidation initiale de la filiale. KBI Global Investors est donc consolidée en intégration globale. Le montant provisoire de l'écart d'acquisition s'élève à 134 millions d'euros, affecté à l'UGT Gestion de l'épargne et Assurance - Gestion d'actifs.

CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER INVESTORS

L'opération correspond à l'apport de Crédit Agricole Immobilier Investors (CAII) par Crédit Agricole Immobilier (CAI) à Amundi en rémunération de titres Amundi émis le 31 octobre 2016. Cet apport est immédiatement suivi de la fusion par voie d'absorption de CAII dans Amundi Immobilier, filiale à 100 % d'Amundi.

Cette opération se base sur la réflexion stratégique menée par le groupe Crédit Agricole S.A. en vue d'identifier les leviers de croissance et de renforcer les synergies entre métiers. La réalisation de l'apport et de la fusion subséquente visent à regrouper au sein d'une seule société de gestion, Amundi Immobilier, l'activité de conseil et de valorisation de Crédit Agricole Immobilier et d'Amundi.

En application de la norme IFRS 3 Révisée, CAII, qui était consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à hauteur de 50 %, est désormais absorbée par Amundi Immobilier, société consolidée selon la méthode de l'intégration globale à hauteur de 74,1 %.

L'opération se traduit par la revalorisation en Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, pour 12,7 millions d'euros, des titres CAII antérieurement détenus par CA Immobilier et par la constatation d'un écart d'acquisition de 25,5 millions d'euros dans le cadre de la consolidation en intégration globale. L'écart d'acquisition est affecté à hauteur de 74,1 % aux Réserves consolidées - part du Groupe.

ACCORD SIGNÉ EN VUE DE L'ACQUISITION DE PIONEER INVESTMENTS

Le 11 décembre 2016, Amundi et UniCredit ont signé un accord définitif en vue de l'acquisition par Amundi des activités de Pioneer Investments.

Au 31 décembre 2016, cette opération reste soumise à la réalisation des conditions de clôture habituelles et en particulier à l'approbation des autorités réglementaires compétentes (régulateurs et antitrust). La transaction pourrait être finalisée avant la fin du deuxième trimestre 2017.

Compte tenu de l'existence de ces clauses suspensives, la société Pioneer Investments serait consolidée au cours du premier semestre 2017, après finalisation de l'opération.

À la date de clôture des comptes, le prix de cette acquisition est estimé à 3,5 milliards d'euros et il est prévu de la financer à hauteur de 1,5 milliard d'euros environ par le capital excédentaire d'Amundi, à hauteur de 1,4 milliard d'euros environ par une augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription, et le solde par de la dette senior et subordonnée (0,6 milliard d'euros environ).

CESSION DE CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES TAIWAN

Le 31 juillet 2013, Crédit Agricole CIB s'est désengagé des activités de courtage avec notamment la cession du groupe CLSA BV à Citics International.

La loi taïwanaise interdisant toute détention supérieure à 30 % d'une société taïwanaise par des intérêts chinois (République Populaire de Chine), les activités de CLSA à Taiwan ont été filialisées et revendues à Crédit Agricole Securities Asia BV.

Dans le contrat de cession, Crédit Agricole Securities Asia BV s'était engagé à maintenir l'activité de courtage à Taiwan pendant une période de 2 ans.

La signature d'un contrat de cession des titres avec une nouvelle contrepartie a eu lieu au cours du deuxième trimestre 2015. La cession, validée par le régulateur local puis finalisée le 31 mai 2016, a permis de dégager une plus-value non significative.

LIQUIDATION DE CRÉDIT AGRICOLE BELGIUM

Le 18 mars 2016, Crédit Agricole Belgium, détenue à 45 % par la Caisse Régionale Nord de France, 45 % par Caisse Régionale Nord Est et 10 % par Crédit Agricole S.A., a été liquidée sans effet rétroactif.

Cette opération ne génère aucun impact dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2016, cette holding n'ayant plus aucun actif significatif depuis la cession de Crelan.

PROJET DE CESSION DE CARE

La société CARE, compagnie de réassurance du groupe Crédit Agricole, basée au Luxembourg et détenue à 100 % par Crédit Agricole Assurances, est classée en Activités destinées à être cédées et activités abandonnées à compter du quatrième trimestre 2016.

Au 31 décembre 2016, les reclassements réalisés au titre d'IFRS 5 représentent 284 millions d'euros à l'actif du bilan et 133 millions d'euros au passif. Le résultat opérationnel de 2016, reclassé en Résultat net d'impôt des activités abandonnées, est non significatif.

PROJET DE CESSION DE CRÉDIT AGRICOLE LIFE

La cession de la compagnie d'assurance-vie Crédit Agricole Life, située en Grèce et filiale à 100 % de Crédit Agricole Assurances, envisagée en 2015 a été reportée sans que soit remise en cause l'intention du groupe Crédit Agricole S.A. de céder cette filiale.

En application d'IFRS 5, les actifs et les passifs de Crédit Agricole Life étaient reclassés au 31 décembre 2015 au bilan en Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées pour 400 millions d'euros et en Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées pour 359 millions d'euros et le résultat net en Résultat net d'impôt des activités abandonnées pour un montant non significatif.

Au 31 décembre 2016, les reclassements réalisés au titre d'IFRS 5 représentent 285 millions d'euros à l'actif du bilan et 239 millions d'euros au passif. Le résultat opérationnel de 2016, reclassé en Résultat net d'impôt des activités abandonnées, est non significatif.

2.4 Perte de valeur de l'écart d'acquisition UGT Banque de proximité en France - LCL pour 491 millions d'euros

Au 31 décembre 2016, les tests de dépréciation réalisés sur les écarts d'acquisition ont conduit à la constatation d'une dépréciation de 491 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité en France - LCL.

L'environnement macroéconomique et financier actuel dans lequel le Groupe LCL opère, notamment le contexte de taux bas ayant conduit à des renégociations massives des prêts immobiliers, pèse sur la valeur d'utilité de l'UGT et aboutit à la constatation d'une dépréciation de l'écart d'acquisition.

Cette dépréciation de 491 millions d'euros, non déductible, impacte le Résultat net part du Groupe sans affecter la solvabilité, les écarts d'acquisition étant déjà intégralement déduits dans le calcul des ratios de solvabilité, ni la liquidité, la charge de dépréciation n'entraînant aucun décaissement en numéraire, ni la politique de distribution de résultat du groupe Crédit Agricole S.A.

2.5 Conséquences du remboursement anticipé de prêts macro-couverts

Afin de tenir compte du contexte de taux bas persistants, des effets des remboursements anticipés ainsi que des renégociations historiquement élevées constatés fin 2015 et en 2016, le groupe Crédit Agricole S.A. a mené des travaux d'analyse détaillés de sa macro-couverture. La documentation de l'efficacité de la couverture sur base générationnelle entre les opérations couvertes et instruments de couverture a révélé une situation de surcouverture nécessitant la dé-comptabilisation de l'écart de réévaluation relatif aux prêts remboursés ainsi qu'une redésignation ou une résiliation des swaps de couverture adossés.

Un impact global de - 381 millions d'euros a été comptabilisé au titre de l'annulation de la réévaluation du portefeuille de prêts remboursés initialement couverts et de l'inefficacité.

2.6 Rachat de Visa Europe par Visa Inc.

Le rachat annoncé le 2 novembre 2015 de Visa Europe, détenue par des banques européennes, par l'américain Visa Inc., est intervenu le 21 juin 2016.

Le règlement de la cession, qui a obtenu l'aval des autorités, a été structuré comme suit :

- paiement de 12,25 milliards d'euros en numéraire en juin 2016 ;
- octroi, toujours en juin 2016, d'actions privilégiées Visa Inc., pour un montant d'environ 5 milliards d'euros, convertibles en actions ordinaires Visa Inc.. La conversion interviendra annuellement entre le 4^e et 12^e anniversaire de la signature de l'opération ;
- versement en numéraire d'un complément de 1,12 milliard d'euros au troisième anniversaire de l'opération, soit juin 2019 avec comptabilisation des intérêts chaque année à un taux de 4 %.

Seuls sont éligibles à cette opération les membres de Visa Europe détenant une action d'une valeur nominale de 10 euros. Les entités concernées pour le groupe Crédit Agricole S.A. sont Crédit Agricole S.A., LCL, Crédit Agricole Polska, Crédit Agricole Romania et Credibom (filiale de Crédit Agricole Consumer Finance).

Les impacts ci-dessus, rapportés aux détentions du groupe Crédit Agricole S.A., représentent un montant global de 355,2 millions d'euros, se décomposant comme suit :

- paiement en numéraire à hauteur de 261,6 millions d'euros ;
- actions privilégiées Visa Inc. convertibles en actions ordinaires Visa Inc. valorisées à 73,6 millions d'euros, après prise en compte d'une décote de 20 % au titre de la faible liquidité des titres et de l'impact des litiges éventuels qui pourraient survenir d'ici la conversion des titres ;
- versement différé d'un complément en numéraire, valorisé à une valeur actualisée de 20 millions d'euros.

La plus-value de cession, équivalente au montant de la cession compte tenu du prix de revient historique des titres, est comptabilisée en Produit net bancaire dans le pôle Activités hors métiers.

2.7 Euribor/Libor

Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB au paiement d'une amende de 114, 7 millions d'euros dans le dossier

Euribor. Ce paiement doit intervenir dans les 3 mois suivant la notification de la décision soit le 8 mars 2017 au plus tard. La Commission ne donne aucune clé de répartition entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB et laisse à celles-ci le soin de déterminer conventionnellement la quote-part de la pénalité affectée à chacune d'elles, conformément à la jurisprudence dégagée par la Cour de justice de l'Union européenne.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB qui contestent cette décision ont décidé de déposer une requête en annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. De nombreux arguments de procédure et de fond seront développés au soutien de cet appel. Dès lors, bien que la pénalité soit immédiatement exigible, elle pourrait être annulée.

En attendant la décision des juges européens (cf. note 6.20 "Provisions"), Crédit Agricole S.A. a décidé de s'acquitter, à titre provisoire, de l'intégralité du montant de la pénalité.

Il est rappelé que Crédit Agricole S.A. est, en sa qualité d'organe central, garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB.

2.8 Litige "Échanges Images Chèques"

Par décision du 20 septembre 2010, onze banques françaises, parmi lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A., avaient été condamnées par l'Autorité de la Concurrence pour entente illicite sur les commissions applicables au traitement des chèques. La charge comptabilisée au titre de cette amende s'élevait à 103 millions d'euros, dont 21 millions d'euros pour LCL et 82 millions d'euros pour le groupe Crédit Agricole - répartie à parts égales entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le 23 février 2012, la Cour d'Appel de Paris a invalidé la décision de l'Autorité de la Concurrence du 20 septembre 2010, estimant que celle-ci n'avait pas démontré l'entente.

L'Autorité de la Concurrence a déposé le 23 mars 2012 un pourvoi en cassation contre cet arrêt de la Cour d'Appel de Paris. La décision de la Cour d'Appel étant exécutoire et le pourvoi en cassation n'étant pas suspensif, les amendes préalablement versées par les établissements de crédit en 2010 ont été remboursées le 11 avril 2012. Le Groupe a décidé de ne pas provisionner de risque en cohérence avec l'appréciation du risque juridique et la décision des autres banques parties au litige.

La décision de la Cour d'appel de Paris ayant été cassée par la Cour de Cassation le 14 avril 2015 pour un motif de procédure et l'affaire ayant été renvoyée devant la même Cour d'appel, le Groupe a reversé les sommes récupérées en 2012 et a décidé de saisir la juridiction de renvoi. L'audience de plaidoirie s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016 devant la Cour d'appel de Paris. La décision est attendue pour le 11 mai 2017. Aucune provision n'a été constituée au titre de ce litige.

2.9 Augmentation de capital réservée aux salariés

Après décision du Conseil d'administration du 19 mai 2016, l'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux salariés (ACR 2016), dont la période de souscription/révocation s'est déroulée du 8 au 11 novembre 2016, a été définitivement réalisée le 15 décembre 2016.

Les informations relatives à l'opération sont détaillées en note 7.6.3 "Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise"

2.10 Émission en décembre 2016 d'un milliard cinq cents millions d'euros d'obligations senior non préférées

Crédit Agricole S.A. a réalisé, le 13 décembre 2016, le *pricing* de son émission d'un milliard cinq cents millions d'euros d'obligations senior non préférées (cf. note 6.11 "Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées")

Pour le groupe Crédit Agricole et la place de Paris, il s'agit d'une émission inaugurale d'obligations relevant de la nouvelle catégorie de titres de créance créée par la loi Sapin 2 entrée en vigueur le 11 décembre 2016.

Cette nouvelle catégorie de titres, d'un rang inférieur à celui des créances chirographaires ordinaires, a été instaurée pour permettre aux grands groupes bancaires français de respecter les exigences TLAC (*Total loss absorbing capacity*). Elle permet aussi l'optimisation de la structure du passif et des coûts associés.

Ces exigences ont été adoptées le 9 novembre 2015 par le Financial stability board et ont été reprises, au niveau européen, dans les projets de textes publiés le 23 novembre 2016 modifiant le paquet CRD 4, la directive BRRD et le Mécanisme de résolution unique.

2.11 Rachat d'obligations zéro coupon échangeables en actions Eurazeo émises en 2013 à échéance 2016 (OEA)

Le 27 septembre 2016, Crédit Agricole S.A. a procédé au rachat de 4 964 119 OEA Eurazeo pour un montant global de 334 millions d'euros, soit 67,33 euros par obligation. Ces obligations représentent 97,6 % de l'émission de 2013. Le règlement-livraison de ces titres est intervenu le 3 octobre 2016.

À l'issue de la procédure de rachat, 120 463 OEA 2013 restaient en circulation. À leur échéance, le 6 décembre 2016, Crédit Agricole S.A. a procédé à leur remboursement en trésorerie. Les OEA rachetées par Crédit Agricole S.A. ont été annulées selon les conditions du prospectus d'émission et conformément à la loi.

Concomitamment au rachat de ces obligations, Crédit Agricole S.A. a procédé le 27 septembre 2016 à l'émission de 4 633 042 OEA Eurazeo zéro-coupon à échéance 2019, avec un règlement livraison en date du 3 octobre 2016. Cette émission obligatoire représente 6,4 % du capital d'Eurazeo à la date de l'opération.

Les OEA, d'une valeur nominale de 66,53 €, représentent un total de 308 millions d'euros. Elles sont émises à 69,27 € par titre, pour un montant global de 321 millions d'euros, faisant apparaître un taux de rendement actuariel brut annuel de - 1,34 %.

Les modalités de remboursement des OEA sont à la main de Crédit Agricole S.A. aux conditions suivantes :

- une action Eurazeo pour une OEA ; ou
- paiement en numéraire de tout ou partie de la contre-valeur des actions Eurazeo en substitution de leur livraison ;
- ou une combinaison des deux modes de règlements précédents.

Ces obligations cotées sont des instruments hybrides comptabilisés à la juste valeur sur option.

2.12 Modification du taux d'impôt français sur les sociétés à horizon 2019/2020

La loi de finances pour 2017 et la loi de finances rectificative pour 2016 ont été publiées au Journal officiel du 30 décembre 2016. Cette loi de finances pour 2017 prévoit une baisse du taux d'impôt courant sur les sociétés pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2020 ou 31 décembre 2019 pour les entités dont le chiffre d'affaires est inférieur à un milliard d'euros. Le taux d'imposition courant sera alors de 28,92 %.

En conséquence, les actifs et passifs d'impôts différés au 31 décembre 2016 sont évalués au montant que l'on s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales en fonction des dates de retournement ou de réalisation des bases d'impôts différés.

En synthèse :

- les impôts différés dont le retournement doit intervenir au cours des exercices 2017 à 2019 (ou 2018 selon le cas) ont été calculés au taux courant de 34,43 % ;
- les impôts différés dont le retournement est prévu à compter de l'exercice 2020 (ou 2019 selon le cas) ont été calculés au taux courant de 28,92 %.

Dans les comptes du groupe Crédit Agricole S.A., l'impact en Résultat net part du Groupe est une charge fiscale de 160 millions d'euros et en Capitaux propres part du Groupe de 109 millions d'euros.

NOTE 3

Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

La fonction gestion financière de Crédit Agricole S.A. a la responsabilité de l'organisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A., de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels. Elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG).

Cette direction est rattachée au Directeur général de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risques", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(cf. chapitre "Facteurs de risque – Risque de crédit")

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	267 108	289 191
Instruments dérivés de couverture	21 928	24 806
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	286 111	271 148
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	118 065	108 729
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	355 625	340 310
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 354	16 201
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	1 063 191	1 050 385
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	162 409	147 086
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	79 328	80 860
Provisions - Engagements par signature	(271)	(215)
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	241 466	227 731
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT	1 304 657	1 278 116

Les garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 224	1 697
Prêts et créances sur la clientèle	179 529	159 779
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	12 525	12 969
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	6 548	5 671

Les montants présentés correspondent aux montants de garanties et collatéraux retenus dans le calcul des exigences de fonds propres du ratio de solvabilité. Leur valorisation, issue de la filière Risques, est déterminée en fonction des règles établies par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole S.A.

Cette valorisation est mise à jour selon une méthodologie et une fréquence propres à la nature de la sûreté et *a minima* une fois par an. Le montant déclaré au titre des garanties reçues est plafonné au montant des actifs couverts.

CONCENTRATIONS PAR AGENT ÉCONOMIQUE DE L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT**PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE
(HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)**

(en millions d'euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	6 237	34	22	47	6 168
Banques centrales	14 648	-	-	-	14 648
Établissements de crédit	84 286	472	435	-	83 851
Grandes entreprises	206 480	10 600	5 236	1 633	199 611
Clientèle de détail	144 342	5 736	3 102	765	140 475
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE ⁽¹⁾	455 993	16 842	8 795	2 445	444 753

(1) Dont encours restructurés pour 12 089 millions d'euros.

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	4 061	36	21	45	3 995
Banques centrales	12 457	-	-	-	12 457
Établissements de crédit	80 261	513	468	-	79 793
Grandes entreprises	198 575	9 433	4 800	1 768	192 007
Clientèle de détail	139 177	6 035	3 313	794	135 070
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE ⁽¹⁾	434 531	16 017	8 602	2 607	423 322

(1) Dont encours restructurés pour 12 166 millions d'euros.

ENGAGEMENTS DONNÉS EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Administration générale	2 013	1 605
Grandes entreprises	117 601	103 645
Clientèle de détail	18 547	17 270
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	138 161	122 520
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
Administration générale	1 562	529
Grandes entreprises	69 586	71 581
Clientèle de détail	1 568	1 233
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE	72 716	73 343

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Administration générale	13 923	8 671
Grandes entreprises	165 365	170 937
Clientèle de détail	342 541	326 119
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	521 828	505 727

CONCENTRATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DE L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE
(HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

(en millions d'euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	220 434	4 525	2 451	611	217 372
Autres pays de l'Union européenne	122 953	8 303	3 967	830	118 156
Autres pays d'Europe	15 428	558	390	141	14 897
Amérique du Nord	27 038	575	87	211	26 740
Amériques centrale et du Sud	13 216	930	689	243	12 284
Afrique et Moyen-Orient	18 452	1 345	1 009	237	17 206
Asie et Océanie (hors Japon)	23 594	606	202	169	23 223
Japon	14 768	-	-	3	14 765
Organismes supranationaux	110	-	-	-	110
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE ⁽¹⁾	455 993	16 842	8 795	2 445	444 753

(1) Dont encours restructurés pour 12 089 millions d'euros.

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	207 860	4 693	2 589	749	204 522
Autres pays de l'Union européenne	114 821	8 546	4 073	938	109 810
Autres pays d'Europe	15 721	321	187	291	15 243
Amérique du Nord	26 523	227	89	183	26 251
Amériques centrale et du Sud	15 585	622	537	162	14 886
Afrique et Moyen-Orient	17 595	1 222	997	212	16 386
Asie et Océanie (hors Japon)	25 770	386	130	69	25 571
Japon	10 562	-	-	3	10 559
Organismes supranationaux	94	-	-	-	94
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE ⁽¹⁾	434 531	16 017	8 602	2 607	423 322

(1) Dont encours restructurés pour 12 166 millions d'euros.

ENGAGEMENTS DONNÉS EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	50 210	45 539
Autres pays de l'Union européenne	38 839	36 578
Autres pays d'Europe	5 086	4 539
Amérique du Nord	27 696	23 004
Amériques centrale et du Sud	4 208	4 144
Afrique et Moyen-Orient	3 361	2 937
Asie et Océanie (hors Japon)	6 310	4 668
Japon	2 451	1 111
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	138 161	122 520
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	38 036	43 552
Autres pays de l'Union européenne	13 209	13 602
Autres pays d'Europe	3 541	3 251
Amérique du Nord	7 319	5 833
Amériques centrale et du Sud	1 160	928
Afrique et Moyen-Orient	1 580	1 696
Asie et Océanie (hors Japon)	6 178	2 849
Japon	1 693	1 632
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE	72 716	73 343

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
France (y compris DOM-TOM)	365 784	351 457
Autres pays de l'Union européenne	86 625	79 807
Autres pays d'Europe	12 177	12 436
Amérique du Nord	14 103	21 169
Amériques centrale et du Sud	6 995	6 474
Afrique et Moyen-Orient	13 889	16 258
Asie et Océanie (hors Japon)	12 596	9 282
Japon	9 441	8 623
Organismes supranationaux	218	221
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	521 828	505 727

INFORMATIONS SUR LES ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT

ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT PAR AGENT ÉCONOMIQUE

	31/12/2016						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance						Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
(en millions d'euros)	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance	Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	1 951	1 168
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	52	409
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	151
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	52	258
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	5 262	134	111	95	5 601	8 047	11 240
Administration générale	47	2	2	1	52	13	69
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	36	3	1	6	46	37	435
Grandes entreprises	2 715	76	59	54	2 904	5 363	6 869
Clientèle de détail	2 463	53	49	33	2 599	2 634	3 867
TOTAL ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT	5 262	134	111	95	5 601	10 050	12 817

	31/12/2015 Retraité						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance						Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
(en millions d'euros)	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance	Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	2 158	1 337
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	55	611
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	8	151
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	47	460
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	5 345	230	156	98	5 829	7 416	11 211
Administration générale	72	1	-	-	73	15	66
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	239	1	19	2	261	46	468
Grandes entreprises	2 566	120	92	58	2 836	4 633	6 569
Clientèle de détail	2 468	108	45	38	2 659	2 722	4 108
TOTAL ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT	5 345	230	156	98	5 829	9 629	13 159

3.2 Risque de marché

(cf. chapitre "Facteurs de risque – Risque de marché")

OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - JUSTE VALEUR ACTIF

(en millions d'euros)	31/12/2016							31/12/2015 Retraité
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	3 871	6 115	10 799	20 785	24 137
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	3 816	6 089	10 796	20 701	24 002
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps - floors - collars	-	-	-	54	26	3	83	135
Autres instruments conditionnels	-	-	-	1	-	-	1	-
Instruments de devises et or	-	-	-	337	99	89	525	180
Opérations fermes de change	-	-	-	324	97	89	510	178
Options de change	-	-	-	13	2	-	15	2
Autres instruments	-	-	-	14	-	-	14	13
Dérivés sur actions & indices boursiers	-	-	-	14	-	-	14	13
Sous-total	-	-	-	4 222	6 214	10 888	21 324	24 330
Opérations de change à terme	-	-	-	593	11	-	604	476
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - ACTIF	-	-	-	4 815	6 225	10 888	21 928	24 806

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - JUSTE VALEUR PASSIF

(en millions d'euros)	31/12/2016							31/12/2015 Retraité
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	2 677	5 442	9 341	17 460	23 274
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	2 654	5 416	9 339	17 409	23 167
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps - floors - collars	-	-	-	23	26	2	51	107
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	150	44	10	204	232
Opérations fermes de change	-	-	-	137	42	10	189	230
Options de change	-	-	-	13	2	-	15	2
Autres instruments	-	-	-	5	-	-	5	15
Dérivés sur actions & indices boursiers	-	-	-	5	-	-	5	15
Sous-total	-	-	-	2 832	5 486	9 351	17 669	23 521
Opérations de change à terme	-	-	-	221	-	-	221	186
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - PASSIF	-	-	-	3 053	5 486	9 351	17 890	23 707

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - JUSTE VALEUR ACTIF

(en millions d'euros)	31/12/2016						31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Retraité
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	292	1 016	2 111	9 374	23 723	70 658	107 174
<i>Futures</i>	281	1 006	2 111	-	-	-	3 398
FRA	-	-	-	206	61	-	267
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	7 657	18 836	47 392	73 885
Options de taux	-	-	-	454	1 808	21 267	23 529
<i>Caps - floors - collars</i>	-	-	-	1 057	3 018	1 999	6 074
Autres instruments conditionnels	11	10	-	-	-	-	21
Instruments de devises et or	-	4	-	8 229	4 760	2 329	15 322
Opérations fermes de change	-	-	-	7 222	3 300	1 856	12 378
Options de change	-	4	-	1 007	1 460	473	2 944
Autres instruments	36	210	33	955	4 508	691	6 433
Dérivés sur actions & indices boursiers	36	210	33	723	4 062	606	5 670
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	7	-	-	7
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	174	446	84	704
Autres	-	-	-	51	-	1	52
Sous-total	328	1 230	2 144	18 558	32 991	73 678	128 929
Opérations de change à terme	-	-	-	17 131	3 246	2	20 379
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - ACTIF	328	1 230	2 144	35 689	36 237	73 680	149 308

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - JUSTE VALEUR PASSIF

(en millions d'euros)	31/12/2016						31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Retraité
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	100	955	1 620	11 216	23 690	71 211	108 792
<i>Futures</i>	98	954	1 620	-	-	-	2 672
FRA	-	-	-	198	67	-	265
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	10 205	18 052	46 868	75 125
Options de taux	-	-	-	258	2 478	21 476	24 212
<i>Caps - floors - collars</i>	-	-	-	550	3 093	2 867	6 510
Autres instruments conditionnels	2	1	-	5	-	-	8
Instruments de devises et or	9	8	2	8 322	4 353	2 702	15 396
Opérations fermes de change	-	-	-	7 260	3 797	1 978	13 035
Options de change	9	8	2	1 062	556	724	2 361
Autres instruments	36	149	55	911	3 826	784	5 761
Dérivés sur actions & indices boursiers	36	149	55	572	3 096	721	4 629
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	280	727	49	1 056
Autres	-	-	-	59	3	14	76
Sous-total	145	1 112	1 677	20 449	31 869	74 697	129 949
Opérations de change à terme	-	-	-	15 651	2 652	228	18 531
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - PASSIF	145	1 112	1 677	36 100	34 521	74 925	148 480

OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : MONTANT DES ENGAGEMENTS

	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt :	10 900 592	11 458 163
<i>Futures</i>	7 676 655	7 621 685
FRA	8 784	40 395
Swaps de taux d'intérêts	1 720 796	1 962 953
Options de taux	795 660	971 881
Caps - floors - collars	598 247	763 180
Autres instruments conditionnels	100 450	98 069
Instruments de devises et or :	3 982 012	4 047 074
Opérations fermes de change	3 592 037	3 561 272
Options de change	389 975	485 802
Autres instruments :	127 641	320 258
Dérivés sur actions & indices boursiers	61 597	60 144
Dérivés sur métaux précieux	2 809	308
Dérivés sur produits de base	3	7
Dérivés de crédits	63 228	259 795
Autres	4	4
Sous-total	15 010 245	15 825 495
Opérations de change à terme	516 900	408 137
TOTAL NOTIONNELS	15 527 145	16 233 632

RISQUE DE CHANGE

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTES DEVISES AU BILAN CONSOLIDÉ

	31/12/2016		31/12/2015 Retraité	
(en millions d'euros)	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	1 234 376	1 253 168	1 237 339	1 239 600
Autres devises de l'Union européenne	33 900	32 576	29 298	35 048
USD	177 610	173 897	187 463	190 731
JPY	29 211	29 254	31 917	28 676
Autres devises	49 135	35 337	43 277	35 239
TOTAL BILAN	1 524 232	1 524 232	1 529 294	1 529 294

Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité		
(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée
EUR	61 385	19 668	1 844	61 033	18 022	3 014
Autres devises de l'Union européenne	436	740	744	526	1 163	1 143
USD	9 893	2 555	2 294	9 558	2 702	2 220
JPY	4 920	721	-	4 297	358	-
Autres devises	3 415	312	165	3 005	329	198
TOTAL	80 049	23 996	5 047	78 419	22 574	6 575

3.3 Risque de liquidité et de financement

(cf. chapitre "Facteurs de risque – Gestion du bilan")

PRETS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31/12/2016					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	102 130	86 196	123 238	70 983	727	383 274
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	86 103	35 067	127 647	104 028	4 213	357 058
Total	188 233	121 263	250 885	175 011	4 940	740 332
Dépréciations						(11 240)
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						729 092

	31/12/2015 Retraité					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	86 988	92 814	123 514	63 466	807	367 589
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	81 518	35 563	119 168	100 789	4 776	341 814
Total	168 506	128 377	242 682	164 255	5 583	709 403
Dépréciations						(11 210)
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						698 193

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31/12/2016					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	51 364	11 475	28 871	20 589	29	112 328
Dettes envers la clientèle	442 298	36 505	36 427	5 587	1 011	521 828
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	493 662	47 980	65 298	26 176	1 040	634 156

	31/12/2015 Retraité					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	62 090	19 175	35 131	22 651	398	139 445
Dettes envers la clientèle	427 662	32 127	38 747	5 907	1 284	505 727
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	489 752	51 302	73 878	28 558	1 682	645 172

DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	31/12/2016					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	62	78	7	-	-	147
Titres du marché interbancaire	237	3 282	5 435	6 173	-	15 127
Titres de créances négociables	40 740	16 573	3 390	158	-	60 861
Emprunts obligataires	5 952	8 093	27 885	38 119	-	80 049
Autres dettes représentées par un titre	865	983	1 248	-	-	3 096
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	47 856	29 009	37 965	44 450	-	159 280
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	815	175	7 394	15 611	-	23 995
Dettes subordonnées à durée indéterminée	91	1	-	-	4 956	5 048
Dépôt de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	163	163
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	1	120	121
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	906	176	7 394	15 612	5 239	29 327

	31/12/2015 Retraité					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	72	93	9	-	-	174
Titres du marché interbancaire	138	1 190	7 430	7 703	-	16 461
Titres de créances négociables	42 119	16 569	1 261	146	-	60 095
Emprunts obligataires	2 768	35 919	25 682	14 050	-	78 419
Autres dettes représentées par un titre	1 092	1 295	996	9	-	3 392
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	46 189	55 066	35 378	21 908	-	158 541
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	802	9 344	12 428	-	22 574
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1	151	11	-	6 412	6 575
Dépôt de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	154	154
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	1	120	121
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	1	953	9 355	12 429	6 686	29 424

GARANTIES FINANCIÈRES EN RISQUE DONNÉES PAR MATURITÉ ATTENDUE

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

	31/12/2016					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
Garanties financières données	105	43				148

	31/12/2015 Retraité					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
Garanties financières données	138	42	-	-	-	180

3.4 Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change

(cf. chapitre "Facteurs de risques – Gestion du bilan")

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET EN DEVISE

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

(en millions d'euros)	31/12/2016			31/12/2015 Retraité		
	Valeur de marché		Montant Notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative		positive	négative	
Couverture de juste valeur	19 810	17 652	909 682	22 665	23 579	959 436
Taux d'intérêt	18 757	17 359	853 243	22 099	23 251	898 121
Instruments de capitaux propres	-	-	-	1	1	-
Change	1 053	293	56 439	565	327	61 315
Crédit	-	-	-	-	-	-
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	2 106	173	32 131	2 111	105	27 376
Taux d'intérêt	2 028	101	26 360	2 039	22	21 824
Instruments de capitaux propres	14	5	191	12	14	182
Change	64	67	5 580	60	69	5 370
Crédit	-	-	-	-	-	-
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	12	65	5 612	30	23	4 925
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	21 928	17 890	947 425	24 806	23 707	991 737

3.5 Risques opérationnels

(cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques opérationnels")

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes “adéquation des fonds propres des entreprises d’investissement et des établissements de crédit” et “conglomérats financiers”, le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres du groupe Crédit Agricole S.A. est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013 depuis le 1^{er} janvier 2014 et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Le dispositif prudentiel a été renforcé par la réforme Bâle 3 qui consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de capital et des exigences supplémentaires au terme de la liquidité et du levier. Certaines dispositions s’appliquent de manière progressive jusqu’au 31 décembre 2017, de même pour l’exigence de coussins en capital qui atteindra la cible en 2019.

Toutefois, le régulateur a maintenu les exigences de fonds propres au titre des niveaux plancher (l’exigence Bâle 3 ne pouvant être inférieure à 80 % de l’exigence Bâle 1).

Le niveau plancher a été supprimé. Cependant l’information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire et est prévue jusqu’à la fin de la période transitoire en fin 2017.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1) et des immobilisations incorporelles ;

- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d’instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l’émission de 5 ans.

Pour être reconnu en Bâle 3, les instruments de fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d’inclusion plus exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles Bâle 3, ils font l’objet d’une clause de “grand-père” qui s’étale sur 10 ans jusqu’à fin 2021 pour les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d’autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s’imputent respectivement selon le type de l’instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s’appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances quand l’établissement n’est pas soumis à l’application de la “directive conglomérat financier”, sinon les valeurs de mise en équivalence des titres des entreprises d’assurances détenues dans le Groupe sont pondérées en risques.

En 2016, comme en 2015, et selon la réglementation en vigueur, le groupe Crédit Agricole S.A. a répondu aux exigences réglementaires.

NOTE 4

Notes relatives au compte de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et Charges d'intérêts

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 184	947
Sur opérations internes au Crédit Agricole	3 455	3 961
Sur opérations avec la clientèle	10 472	10 973
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	6 287	6 483
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	547	596
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	2 322	2 516
Sur opérations de location-financement	725	745
Autres intérêts et produits assimilés	58	48
PRODUITS D'INTÉRÊTS ⁽¹⁾	25 050	26 269
Sur opérations avec les établissements de crédit	(870)	(850)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(1 276)	(1 533)
Sur opérations avec la clientèle	(5 072)	(5 185)
Sur dettes représentées par un titre	(3 798)	(4 440)
Sur dettes subordonnées	(1 380)	(1 373)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(727)	(1 156)
Sur opérations de location-financement	(188)	(174)
CHARGES D'INTÉRÊTS	(13 311)	(14 711)

(1) Dont 149 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2016 contre 151 millions d'euros au 31 décembre 2015.

4.2 Commissions nettes

(en millions d'euros)	31/12/2016			31/12/2015 Retraité		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	184	(42)	142	161	(34)	127
Sur opérations internes au Crédit Agricole	798	(765)	33	794	(880)	(86)
Sur opérations avec la clientèle	1 916	(193)	1 723	1 893	(194)	1 699
Sur opérations sur titres	43	(83)	(40)	56	(78)	(22)
Sur opérations de change	32	(34)	(2)	37	(38)	(1)
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors-bilan	265	(167)	98	250	(151)	99
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	2 082	(3 287)	(1 205)	2 093	(3 152)	(1 059)
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 694	(597)	2 097	2 873	(711)	2 162
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	8 014	(5 168)	2 846	8 157	(5 238)	2 919

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Dividendes reçus	691	514
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	799	1 232
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	562	2 322
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	682	(290)
Résultat de la comptabilité de couverture	(397)	(21)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	2 337	3 757

L'impact du *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB, en Produit net bancaire, est une charge de 158 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre un produit de 245 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	3 370	(3 366)	4
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 267	(1 492)	(225)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 103	(1 874)	229
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers ⁽¹⁾	25 089	(25 490)	(401)
Variations de juste valeur des éléments couverts	11 585	(13 686)	(2 101)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	13 504	(11 804)	1 700
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	28 459	(28 856)	(397)

(1) Impact de - 381 millions d'euros lié au remboursement anticipé de prêts macro-couverts (c. note 2.5).

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	4 202	(4 204)	(2)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 207	(1 326)	881
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 995	(2 878)	(883)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	10 795	(10 814)	(19)
Variations de juste valeur des éléments couverts	5 428	(5 378)	50
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	5 367	(5 436)	(69)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	14 997	(15 018)	(21)

4.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Dividendes reçus	1 117	739
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	1 375	2 149
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(267)	(282)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	(26)	(4)
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	2 199	2 602

(1) Hors Résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8 "Coût du risque".

4.5 Produits et charges nets des autres activités

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	(3)	(8)
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance ⁽¹⁾	8 281	9 458
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance ⁽²⁾	(10 913)	(13 545)
Produits nets des immeubles de placement	159	202
Autres produits (charges) nets	208	251
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	(2 268)	(3 642)

(1) La baisse de 1 177 millions d'euros des Autres produits nets de l'activité d'assurance résulte principalement d'une diminution de la collecte nette.

(2) La baisse de la dotation aux provisions techniques des contrats d'assurance de 2 632 millions d'euros est essentiellement due à la baisse de la dotation aux provisions mathématiques sur les contrats en euros pour 1 939 millions d'euros, en lien avec la diminution de la collecte, ainsi qu'à la diminution de la dotation à la provision pour participation aux excédents pour 632 millions d'euros.

4.6 Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Charges de personnel	(6 591)	(6 508)
Impôts et taxes	(693)	(737)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(3 708)	(3 686)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(10 992)	(10 931)

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. intégrées globalement est la suivante au titre de 2016 :

COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en milliers d'euros hors taxes)	Ernst & Young		PricewaterhouseCoopers		Total 2016
	2016	2015	2016	2015	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	14 983	14 308	11 594	12 026	26 577
Émetteur	1 961	1 758	1 925	1 705	3 886
Filiales intégrées globalement	13 022	12 550	9 669	10 321	22 691
Autres services	6 726	3 732	7 946	7 029	14 672
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes ⁽¹⁾	4 763	3 392	3 761	4 172	8 524
Émetteur	785	726	1 051	1 052	1 836
Filiales intégrées globalement	3 978	2 666	2 710	3 120	6 688
Autres prestations ⁽¹⁾	395	340	1 724	2 857	2 119
Services autres que la certification des comptes ⁽²⁾	1 568		2 461		4 029
TOTAL	21 709	18 040	19 540	19 055	41 249

(1) Pour 2016, prestations du 1^{er} janvier au 16 juin 2016.

(2) Pour 2016, prestations à partir du 17 juin 2016.

AUTRES COMMISSAIRES AUX COMPTES INTERVENANT SUR LES SOCIÉTÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A., CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

(en milliers d'euros hors taxes)	Mazars		KPMG		Deloitte		Autres		Total 2016
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	1 151	1 161	282	471	83	141	349	287	1 865
Autres services	10	-	55	46	4	9	24	22	93
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes ⁽¹⁾	-	-	35	46	4	9	24	22	63
Services autres que la certification des comptes ⁽²⁾	10		20		-		-		30
TOTAL	1 161	1 161	337	517	87	150	373	309	1 958

(1) Pour 2016, prestations du 1^{er} janvier au 16 juin 2016.

(2) Pour 2016, prestations à partir du 17 juin 2016.

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Dotations aux amortissements	(694)	(651)
Immobilisations corporelles	(381)	(363)
Immobilisations incorporelles	(313)	(288)
Dotations (reprises) aux dépréciations	(8)	(1)
Immobilisations corporelles	(8)	8
Immobilisations incorporelles	-	(9)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	(702)	(652)

4.8 Coût du risque

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(3 861)	(4 081)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-	(150)
Prêts et créances	(3 390)	(3 014)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Autres actifs	(59)	(60)
Engagements par signature	(87)	(100)
Risques et charges	(325)	(757)
Reprises de provisions et de dépréciations	2 154	1 884
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	14	31
Prêts et créances	1 883	1 407
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Autres actifs	10	4
Engagements par signature	46	104
Risques et charges	201	338
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(1 707)	(2 197)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	(13)	(31)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(196)	(208)
Récupérations sur prêts et créances amortis	179	230
Décotes sur crédits restructurés	(23)	(41)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(27)	(46)
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	(1 787)	(2 293)

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(45)	1
Plus-values de cession	13	12
Moins-values de cession	(58)	(11)
Titres de capitaux propres consolidés	(7)	8
Plus-values de cession	-	30
Moins-values de cession	(7)	(22)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	-	29
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	(52)	38

4.10 Impôts

CHARGE D'IMPÔT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Charge d'impôt courant	(253)	(1 083)
Charge d'impôt différé	(442)	185
CHARGE D'IMPÔT DE LA PÉRIODE	(695)	(898)

RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2016

(en millions d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 320	34,43 %	(1 143)
Effet des différences permanentes		(9,31 %)	309
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(4,06 %)	135
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		1,60 %	(53)
Effet de l'imposition à taux réduit		(4,36 %)	145
Changement de taux		4,84 %	(161)
Effet des autres éléments		(2,20 %)	73
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		20,93 %	(695)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016.

AU 31 DÉCEMBRE 2015 RETRAITÉ

(en millions d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 356	38,00 %	(1 275)
Effet des différences permanentes		(0,77 %)	26
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(7,48 %)	251
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		1,73 %	(58)
Effet de l'imposition à taux réduit		(2,50 %)	84
Effet des autres éléments		(2,21 %)	74
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		26,77 %	(898)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2015.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	(245)	455
Écart de réévaluation de la période		-
Transferts en résultat		-
Autres variations	(245)	455
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	158	21
Écart de réévaluation de la période	877	747
Transferts en résultat	(735)	(420)
Autres variations	16	(306)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(64)	(206)
Écart de réévaluation de la période	(64)	(124)
Transferts en résultat	-	(2)
Autres variations	-	(80)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	39	116
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	172	73
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4	(4)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées	(238)	94
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(174)	549
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(127)	(38)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(9)	(6)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	23	3
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	1	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées	33	7
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(79)	(34)
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(253)	515
Dont part du Groupe	(141)	539
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(112)	(24)

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔT

	31/12/2015 Retraité				Variation				31/12/2016			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	430	-	430	423	(245)	-	(245)	(153)	185	-	185	270
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4 865	(1 324)	3 541	3 473	158	130	288	306	5 023	(1 194)	3 829	3 779
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	1 045	(355)	690	675	(64)	42	(22)	(23)	981	(313)	668	652
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	6 340	(1 679)	4 661	4 571	(151)	172	21	130	6 189	(1 507)	4 682	4 701
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	322	(1)	321	314	39	4	43	41	361	3	364	355
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées	322	(56)	266	266	(294)	56	(238)	(235)	28	-	28	31
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	6 984	(1 736)	5 248	5 151	(406)	232	(174)	(64)	6 578	(1 504)	5 074	5 087
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(630)	186	(444)	(421)	(127)	23	(104)	(102)	(757)	209	(548)	(523)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(630)	186	(444)	(421)	(127)	23	(104)	(102)	(757)	209	(548)	(523)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(26)	2	(24)	(24)	(9)	1	(8)	(8)	(35)	3	(32)	(32)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées	(50)	17	(33)	(33)	50	(17)	33	33	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(706)	205	(501)	(478)	(86)	7	(79)	(77)	(792)	212	(580)	(555)
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	6 278	(1 531)	4 747	4 673	(492)	239	(253)	(141)	5 786	(1 292)	4 494	4 532

NOTE 5 Informations sectorielles

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

En application de l'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le *reporting* interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage du groupe Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondent aux métiers du Groupe.

Ces secteurs opérationnels sont modifiés à compter du 1^{er} janvier 2016 pour tenir compte à la fois du plan Ambition Stratégique 2020 et de la simplification de la structure du groupe Crédit Agricole S.A.

À compter du 1^{er} janvier 2016, la quote-part de résultat des CCI et CCA, antérieurement comptabilisée en Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, cesse d'être comptabilisée dans le résultat du groupe Crédit Agricole S.A. Ainsi, le secteur opérationnel "Banque de proximité en France - Caisses régionales" ne comprend aucun montant au sein du groupe Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2016. À compter du 3 août 2016, la participation détenue par Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales est portée par la holding Sacam Mutualisation intégralement détenue par les Caisses régionales.

Par ailleurs, le secteur opérationnel "Banque de financement et d'investissement" est renommé en "Grandes clientèles" et comprend désormais également les activités de CACEIS (auparavant intégrées dans le secteur "Gestion de l'épargne et assurances").

Au 31 décembre 2016, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont ainsi organisées en six secteurs opérationnels :

- les cinq pôles métiers suivants :
 - Gestion de l'épargne et assurances,
 - Banque de proximité en France - LCL,
 - Banque de proximité à l'international,
 - Services financiers spécialisés,
 - Grandes clientèles ;
- auxquels s'ajoute un pôle "Activités hors métiers".

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

1. Gestion de l'épargne et assurances

Cette ligne métier comprend :

- les activités d'assurance :
 - assurance-vie et assurance de personnes, exercées notamment par Predica en France et CA Vita en Italie
 - assurance de biens et de responsabilité, exercées notamment par Pacifica
 - assurance aux emprunteurs, exercés par Crédit Agricole Creditor Insurance ;
- les activités de Gestion d'actifs exercées par le groupe Amundi, offrant des solutions d'épargne pour les particuliers et des solutions d'investissement pour les institutionnels ;
- ainsi que les activités de gestion de fortune exercées principalement par les filiales de Crédit Agricole Indosuez

Wealth Management (Crédit Agricole Suisse, Crédit Agricole Luxembourg, Crédit Foncier de Monaco, CA Indosuez Wealth, etc.).

2. Banque de proximité en France - LCL

Réseau national de banque de proximité, à forte implantation urbaine, organisé autour de quatre métiers : la banque de proximité pour les particuliers, la banque de proximité pour les professionnels, la banque privée et la banque des entreprises.

L'offre bancaire englobe toute la gamme des produits et services bancaires, les produits de Gestion d'actifs et d'assurance et la gestion de patrimoine.

3. Banque de proximité à l'international

Ce pôle métier comprend les filiales et les participations étrangères dont l'activité relève majoritairement de la banque de proximité.

Ces filiales et participations sont principalement implantées en Europe : en Italie avec le groupe Cariparma, en Pologne avec Crédit Agricole Polska, ainsi qu'en Ukraine et en Serbie.

Par ailleurs, des filiales sont aussi implantées sur le pourtour de la Méditerranée avec Crédit du Maroc et Crédit Agricole Egypt.

Enfin, ce pôle comprend aussi des banques de taille non significative. À noter que Belgium CA SAS en Belgique a été liquidée le 18 mars 2016.

Les filiales étrangères de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage (filiales de Crédit Agricole Consumer Finance, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et EFL en Pologne, etc.) ne sont pas incluses dans ce pôle mais sont affectées au pôle "Services financiers spécialisés".

4. Services financiers spécialisés

Cette ligne métier rassemble les entités du Groupe offrant des produits et services financiers aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises et aux collectivités locales en France et à l'étranger. Il s'agit :

- de sociétés de crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger (Agos, Forso, Credit-Plus, Ribank, Credibom, Interbank Group et FCA Bank) ;
- des services financiers spécialisés aux entreprises, tels que l'affacturage et le crédit-bail (groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, EFL).

5. Grandes clientèles

Le pôle Grandes clientèles regroupe la Banque de financement et d'investissement, se décomposant elle-même en deux métiers principaux pour l'essentiel réalisés par Crédit Agricole CIB ainsi que les services financiers aux institutionnels CACEIS :

- la banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés. Le métier des financements structurés consiste à initier, structurer et financer, des opérations de grande exportation, d'investissement, reposant souvent sur des sûretés réelles (avions, bateaux, immobilier d'entreprise, matières premières, etc.) ou encore des crédits complexes et structurés ;

- la banque de marché et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marché de la dette) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions et acquisitions et primaire actions) ;
- les services financiers aux institutionnels : CACEIS Bank pour la fonction conservation et CACEIS Fund Administration pour la fonction administration de fonds.

6. Activités hors métiers

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion actif-passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières.

Il inclut également :

- le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-Éditions, Foncaris, etc.) ;
- les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation et des activités en réorganisation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles ;
- les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

	31/12/2016							
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'international	Gestion de l'épargne et assurances	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers ⁽¹⁾	Total
(en millions d'euros)	Caisses régionales	LCL						
Produit net bancaire		3 117	2 505	4 744	2 646	5 190	(1 349)	16 853
Charges d'exploitation		(2 539)	(1 557)	(2 156)	(1 384)	(3 187)	(871)	(11 694)
Résultat brut d'exploitation		578	948	2 588	1 262	2 003	(2 220)	5 159
Coût du risque		(182)	(454)	(9)	(558)	(557)	(27)	(1 787)
Résultat d'exploitation		396	494	2 579	704	1 446	(2 247)	3 372
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				28	208	211	71	518
Gains ou pertes nets sur autres actifs		1		2	(2)	1	(54)	(52)
Variations de valeur des écarts d'acquisition							(491)	(491)
Résultat avant impôt		397	494	2 609	910	1 658	(2 721)	3 347
Impôts sur les bénéfices		(110)	(157)	(773)	(210)	(370)	925	(695)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			(3)	23		11	1 272	1 303
Résultat net	-	287	334	1 859	700	1 299	(524)	3 955
Participations ne donnant pas le contrôle	-	14	101	169	91	44	(4)	415
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	-	273	233	1 690	609	1 255	(520)	3 540

(1) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour - 158 millions d'euros en Produit net bancaire, + 54 millions d'euros d'Impôt sur les bénéfices, - 104 millions d'euros en Résultat net dont - 2 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.

(en millions d'euros)	31/12/2016							
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'international	Gestion de l'épargne et assurances	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers	Total
	Caisses régionales	LCL						
Actifs sectoriels								
dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	2 095	1 863	2 302	840	7 100
dont écarts d'acquisition	-	4 772	1 909	4 339	1 023	1 142	-	13 185
TOTAL ACTIF	-	131 841	64 121	407 372	75 687	715 642	129 569	1 524 232

	31/12/2015 Retraité							
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'international	Gestion de l'épargne et assurances	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers ⁽¹⁾	Total
(en millions d'euros)	Caisses régionales	LCL						
Produit net bancaire	-	3 631	2 622	4 614	2 629	5 057	(1 359)	17 194
Charges d'exploitation	-	(2 561)	(1 532)	(2 156)	(1 336)	(3 136)	(862)	(11 583)
Résultat brut d'exploitation	-	1 070	1 090	2 458	1 293	1 921	(2 221)	5 611
Coût du risque	-	(134)	(589)	(29)	(657)	(655)	(229)	(2 293)
Résultat d'exploitation	-	936	501	2 429	636	1 266	(2 450)	3 318
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	25	164	60	206	455
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	(2)	2	10	4	(7)	31	38
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	-	934	503	2 464	804	1 319	(2 213)	3 811
Impôts sur les bénéfices	-	(340)	(161)	(844)	(213)	(454)	1 114	(898)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	1 072	-	(14)	3	(1)	(2)	-	1 058
Résultat net	1 072	594	328	1 623	590	863	(1 099)	3 971
Participations ne donnant pas le contrôle	-	29	102	135	106	33	50	455
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 072	565	226	1 488	484	830	(1 149)	3 516

(1) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour + 245 millions d'euros en Produit net bancaire, - 84 millions d'euros d'Impôt sur les bénéfices, + 161 millions d'euros en Résultat net dont + 5 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.

	31/12/2015 Retraité							
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'International	Gestion de l'épargne et assurances	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers	Total
(en millions d'euros)	Caisses régionales	LCL						
Actifs sectoriels								
dont parts dans les entreprises mises en équivalence	17 738	-	195	1 970	1 777	2 048	861	24 589
dont écarts d'acquisition	-	5 263	1 961	4 172	1 022	1 131	-	13 549
TOTAL ACTIF	11 254	129 129	62 737	388 441	80 295	711 091	146 347	1 529 294

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(en millions d'euros)	31/12/2016				31/12/2015 Retraité			
	Résultat net Part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	Résultat net Part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DOM-TOM)	1 360	8 656	1 239 657	9 947	1 973	9 046	1 235 800	10 412
Autres pays de l'Union européenne	1 133	5 224	150 823	2 417	834	5 230	148 896	2 290
Autres pays d'Europe	148	684	18 358	702	(360)	757	18 652	696
Amérique du Nord	315	960	57 148	38	459	920	67 834	37
Amériques centrale et du Sud	4	58	1 140	-	10	47	1 623	-
Afrique et Moyen-Orient	340	513	11 071	36	365	510	11 352	80
Asie et Océanie (hors Japon)	145	467	21 411	23	168	462	21 036	12
Japon	95	291	24 624	22	67	222	24 101	22
TOTAL	3 540	16 853	1 524 232	13 185	3 516	17 194	1 529 294	13 549

5.3 Spécificités de l'assurance

MARGE BRUTE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Primes émises	30 775	30 369
Variation des primes non acquises	(173)	(160)
Primes acquises	30 602	30 209
Autres produits d'exploitation	105	137
Produits des placements	7 849	8 404
Charges des placements	(421)	(315)
Plus ou moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	894	1 746
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	591	582
Variation des dépréciations sur placements	(248)	(243)
Produits des placements nets de charges	8 665	10 174
Charges de prestations des contrats ⁽¹⁾	(33 373)	(34 523)
Produits des cessions en réassurance	536	434
Charges des cessions en réassurance	(603)	(528)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	(67)	(94)
Frais d'acquisition des contrats	(2 063)	(2 046)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	(1)	(1)
Frais d'administration	(1 746)	(1 394)
Autres produits et charges opérationnels courants	(243)	(243)
Autres produits et charges opérationnels	(12)	(5)
Résultat opérationnel	1 867	2 214
Charge de financement	(226)	(402)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	-
Impôts sur les résultats	(483)	(636)
Résultat après impôt des activités discontinues	23	3
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 181	1 179
Participations ne donnant pas le contrôle	5	4
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 176	1 175

(1) Dont - 22 milliards d'euros de coût des rachats et des sinistres au 31 décembre 2016 (- 21 milliards d'euros au 31 décembre 2015), - 2 milliards d'euros de variation de la participation aux bénéfices des assurés au 31 décembre 2016 (- 2 milliards d'euros au 31 décembre 2015) et - 9 milliards d'euros de variation des provisions techniques au 31 décembre 2016 (- 12 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

VENTILATION DES PLACEMENTS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	31/12/2016			31/12/2015 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	35 110	2 598	(91)	26 589	2 351	(172)
Obligations et autres titres à revenu fixe	168 131	15 891	(415)	162 962	14 814	(685)
Actions et autres titres à revenu variable	18 745	1 932	(364)	18 262	2 172	(473)
Titres de participation non consolidés	7 373	1 913	(62)	5 798	1 467	(16)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	229 359	22 335	(932)	213 611	20 804	(1 346)
Impôts	(6 207)	(6 506)	299	(6 190)	(7 058)	604
GAINS ET PERTES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (NETS D'IMPÔT) COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	223 152	15 828	(633)	207 421	13 746	(742)

	31/12/2016		31/12/2015 Retraité	
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Valeur de marché	Valeur au bilan	Valeur de marché
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 059	3 934	3 050	3 910
Effets publics et valeurs assimilées	8 039	9 872	10 504	12 415
Dépréciations	-	-	-	-
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	11 098	13 806	13 554	16 325
Prêts et créances	6 131	6 113	5 682	5 663
Immeubles de placement	5 539	8 213	5 299	7 394

	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Valeur au bilan
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	97 639	94 000
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	52 432	49 056
Effets publics et valeurs assimilées	3 718	3 628
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 787	23 200
Actions et autres titres à revenu variable	15 008	16 276
Instruments dérivés	1 694	1 840

	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Valeur au Bilan
TOTAL DES PLACEMENTS ASSURANCE	349 765	334 596

NOTE 6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

	31/12/2016		31/12/2015 Retraité	
(en millions d'euros)	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1 321		1 278	
Banques centrales	26 881	3 857	34 898	3 660
VALEUR AU BILAN	28 202	3 857	36 176	3 660

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ÉMISSIONS STRUCTURÉES DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

L'évolution du *spread* émetteur sur les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, évaluées sur la base de la dernière grille d'émission en vigueur en fin de période, a généré :

- au 31 décembre 2016 : une charge de - 158 millions d'euros en Produit net bancaire et une charge de - 104 millions d'euros en Résultat net ;
- au 31 décembre 2015 : un produit de 245 millions d'euros en Produit net bancaire et un profit de 161 millions d'euros en Résultat net.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	239 187	262 490
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	87 092	85 830
VALEUR AU BILAN	326 279	348 320
Dont Titres prêtés	876	296

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Instruments de capitaux propres	2 920	3 405
Actions et autres titres à revenu variable	2 920	3 405
Titres de dettes	14 471	21 471
Effets publics et valeurs assimilées	12 010	16 012
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 461	5 459
Prêts et avances	72 488	81 871
Créances sur la clientèle	469	526
Titres reçus en pension livrée	72 019	81 345
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	149 308	155 743
VALEUR AU BILAN	239 187	262 490

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Instruments de capitaux propres	16 260	17 512
Actions et autres titres à revenu variable	16 260	17 512
Titres de dettes	70 832	67 673
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	42 934	38 910
Effets publics et valeurs assimilées	3 718	3 628
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 180	25 135
Prêts et avances	-	645
Créances sur les établissements de crédit	-	645
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
VALEUR AU BILAN	87 092	85 830

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	212 728	222 532
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	31 280	31 983
VALEUR AU BILAN	244 008	254 515

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Titres vendus à découvert	19 940	22 097
Titres donnés en pension livrée	44 306	46 690
Dettes représentées par un titre	1	3
Instruments dérivés	148 481	153 742
VALEUR AU BILAN	212 728	222 532

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

	31/12/2016		31/12/2015 Retraité	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
(en millions d'euros)				
Dépôts et passifs subordonnés	5 803	-	7 247	-
Dépôts d'établissements de crédit	-	-	-	-
Autres dépôts	5 803	-	7 247	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dette	25 477	308	24 736	220
Autres passifs financiers	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	31 280	308	31 983	220

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie dans la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêt et de change.

6.4 Actifs financiers disponibles à la vente

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en millions d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	76 973	3 180	(254)	74 353	3 130	(317)
Obligations et autres titres à revenu fixe	209 137	16 324	(1 427)	196 795	15 262	(1 946)
Actions et autres titres à revenu variable	19 346	2 129	(420)	18 570	2 315	(530)
Titres de participation non consolidés	10 460	2 741	(123)	8 404	2 311	(45)
Total des titres disponibles à la vente	315 916	24 374	(2 224)	298 122	23 018	(2 838)
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Total des créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	315 916	24 374	(2 224)	298 122	23 018	(2 838)
Impôts		(6 961)	774		(7 558)	967
GAINS ET PERTES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (NETS D'IMPÔT) ⁽²⁾		17 413	(1 450)		15 460	(1 871)

(1) La valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés est de 5 millions d'euros (30 millions d'euros au 31 décembre 2015) et la valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu variable dépréciés est de 1 953 millions d'euros (2 111 millions d'euros au 31 décembre 2015).

(2) Pour les sociétés d'assurance, les gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts) sont compensés par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt à hauteur de 12 248 millions d'euros au 31 décembre 2016 et de 10 208 millions d'euros au 31 décembre 2015 (cf. note 6.19 "Provisions techniques des contrats d'assurance").

6.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Établissements de crédit		
Titres de dettes	6 367	9 597
Titres non cotés sur un marché actif	6 367	9 597
Prêts et avances	92 567	83 121
Comptes et prêts	71 545	63 283
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	6 316	5 447
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	9 785	6 593
Valeurs reçues en pension	13	37
Titres reçus en pension livrée	20 601	19 385
Prêts subordonnés	334	334
Autres prêts et créances	74	82
Valeur brute	98 934	92 718
Dépréciations	(435)	(467)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	98 499	92 251
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	-	-
Titres non cotés sur un marché actif	-	-
Prêts et avances	284 339	274 871
Comptes ordinaires	1 224	1 387
Comptes et avances à terme	283 085	273 484
Prêts subordonnés	30	-
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	284 339	274 871
VALEUR AU BILAN	382 838	367 122

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	15 269	12 954
Titres non cotés sur un marché actif	15 269	12 954
Prêts et avances	326 894	314 607
Créances commerciales	23 956	21 151
Autres concours à la clientèle	285 757	274 330
Titres reçus en pension livrée	3 460	4 602
Prêts subordonnés	105	128
Créances nées d'opérations d'assurance directe	376	919
Créances nées d'opérations de réassurance	408	349
Avances en comptes courants d'associés	125	134
Comptes ordinaires débiteurs	12 707	12 994
Valeur brute	342 163	327 561
Dépréciations	(10 533)	(10 472)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	331 630	317 089
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	6 015	6 114
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	8 881	8 138
Valeur brute	14 896	14 252
Dépréciations	(272)	(270)
Valeur nette des opérations de location-financement	14 624	13 982
VALEUR AU BILAN	346 254	331 071

6.6 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Effets publics et valeurs assimilées	11 295	13 151
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 059	3 050
Total	14 354	16 201
Dépréciations	-	-
VALEUR AU BILAN	14 354	16 201

6.7 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2016

Nature des actifs transférés (en millions d'euros)	Actifs transférés				Actifs transférés restant
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾
Détenus à des fins de transaction	5 949	-	5 949	-	5 949
Instruments de capitaux propres	2	-	2	-	2
Titres de dette	5 947	-	5 947	-	5 947
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Désignés à la juste valeur par résultat sur option	2 286	-	2 286	-	2 261
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-
Titres de dette	2 286	-	2 286	-	2 261
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Disponibles à la vente	17 303	-	14 609	2 694	17 299
Instruments de capitaux propres	1 024	-	-	1 024	1 024
Titres de dette	16 279	-	14 609	1 670	16 275
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Prêts et créances	11 948	9 252	1 377	1 319	11 948
Titres de dette	2 696	-	1 377	1 319	2 696
Prêts et avances	9 252	9 252	-	-	9 252
Détenus jusqu'à l'échéance	875	-	875	-	872
Titres de dette	875	-	875	-	872
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Total actifs financiers	38 361	9 252	25 096	4 013	38 329
Opérations de location-financement					
TOTAL DES ACTIFS TRANSFÉRÉS	38 361	9 252	25 096	4 013	38 329

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

comptabilisés en totalité						Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Juste valeur nette			
5 850	-	5 850	-	5 850	99	-	-	-
2	-	2	-	2	-	-	-	-
5 848	-	5 848	-	5 848	99	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 286	-	2 286	-	2 286	(25)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 286	-	2 286	-	2 286	(25)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 898	-	14 517	381	14 898	2 401	-	-	-
381	-	-	381	381	644	-	-	-
14 517	-	14 517	-	14 517	1 758	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 673	6 296	1 377	-	7 673	4 275	-	-	-
1 377	-	1 377	-	1 377	1 319	-	-	-
6 296	6 296	-	-	6 296	2 956	-	-	-
875	-	875	-	875	(3)	-	-	-
875	-	875	-	875	(3)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 582	6 296	24 905	381	31 582	6 747	-	-	-
31 582	6 296	24 905	381	31 582	6 747	-	-	-

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2015

Nature des actifs transférés (en millions d'euros)	Actifs transférés					Actifs transférés restant
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	
Détenus à des fins de transaction	9 684	-	9 560	124	9 684	
Instruments de capitaux propres	124	-	-	124	124	
Titres de dette	9 560	-	9 560	-	9 560	
Prêts et avances	-	-	-	-	-	
Désignés à la juste valeur par résultat sur option	2 256	-	2 256	-	2 181	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	
Titres de dette	2 256	-	2 256	-	2 181	
Prêts et avances	-	-	-	-	-	
Disponibles à la vente	13 958	-	11 403	2 555	13 792	
Instruments de capitaux propres	1 388	-	-	1 388	1 388	
Titres de dette	12 570	-	11 403	1 167	12 404	
Prêts et avances	-	-	-	-	-	
Prêts et créances	11 440	9 809	1 269	362	11 440	
Titres de dette	1 631	-	1 269	362	1 631	
Prêts et avances	9 809	9 809	-	-	9 809	
Détenus jusqu'à l'échéance	440	-	440	-	431	
Titres de dette	440	-	440	-	431	
Prêts et avances	-	-	-	-	-	
Total Actifs financiers	37 778	9 809	24 928	3 041	37 528	
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	
TOTAL DES ACTIFS TRANSFÉRÉS	37 778	9 809	24 928	3 041	37 528	

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le Groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Groupe *via* la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Titrisations Crédit Agricole Consumer Finance

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole Consumer Finance gère en Europe 22 véhicules consolidés de titrisation de crédits à la consommation accordés aux particuliers ainsi que de financement des concessionnaires. Ces opérations de titrisation réalisées dans le groupe Crédit Agricole Consumer Finance ne sont pas considérées selon les normes IFRS comme participant de montages déconsolidants et ont été réintégrées dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

comptabilisés en totalité						Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Juste valeur nette			
9 594	-	9 470	124	9 594	90	-	-	-
124	-	-	124	124	-	-	-	-
9 470	-	9 470	-	9 470	90	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 256	-	2 256	-	2 256	(75)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 256	-	2 256	-	2 256	(75)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 769	-	11 304	465	11 769	2 023	-	-	-
465	-	-	465	465	923	-	-	-
11 304	-	11 304	-	11 304	1 100	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 286	5 977	2 309	-	8 286	3 154	-	-	-
1 270	-	1 270	-	1 270	361	-	-	-
7 016	5 977	1 039	-	7 016	2 793	-	-	-
440	-	440	-	440	(9)	-	-	-
440	-	440	-	440	(9)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
32 345	5 977	25 779	589	32 345	5 183	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
32 345	5 977	25 779	589	32 345	5 183	-	-	-

Les valeurs comptables des actifs concernés, nettes des passifs associés s'élèvent à 9 528 millions d'euros au 31 décembre 2016. Elles incluent, en particulier, des encours clientèle dont la valeur nette comptable s'établit à 14 538 millions d'euros. Le montant des titres utilisés sur le marché est de 7 591 millions d'euros. La valeur des titres restant mobilisables est de 1 950 millions d'euros.

Titrisations Cariparma

Au 31 décembre 2016, Cariparma gère deux véhicules de titrisation de crédits immobiliers. Ces opérations de titrisation ne sont pas considérées selon les normes IFRS comme participant de montages déconsolidants et ont été réintégrées dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

Les valeurs comptables des actifs concernés s'élèvent à 8 236 millions d'euros au 31 décembre 2016.

6.8 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit	467	-	2	(42)	8	-	-	435
Créances sur la clientèle	10 472	-	3 434	(3 383)	20	-	(10)	10 533
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 607	-	346	(479)	10	-	(39)	2 445
Opérations de location-financement	270	-	142	(152)	-	-	12	272
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 793	(2)	267	(501)	(3)	(138)	(8)	1 408
Autres actifs financiers	128	-	66	(26)	4	-	1	173
TOTAL DÉPRÉCIATIONS DES ACTIFS FINANCIERS	13 130	(2)	3 911	(4 104)	29	(138)	(5)	12 821

(en millions d'euros)	01/01/2015 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2015 Retraité
Créances sur les établissements de crédit	430	-	5	(6)	38	-	-	467
Créances sur la clientèle	10 735	(59)	2 999	(3 318)	205	(36)	(54)	10 472
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 653	(22)	292	(411)	99	-	(4)	2 607
Opérations de location-financement	290	(12)	193	(209)	-	-	8	270
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 573	203	432	(385)	15	-	(45)	1 793
Autres actifs financiers	109	-	63	(36)	(6)	(4)	2	128
TOTAL DÉPRÉCIATIONS DES ACTIFS FINANCIERS	13 137	132	3 692	(3 954)	252	(40)	(89)	13 130

6.9 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives du Groupe au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

31/12/2016 (en millions d'euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne	114	-	1	-	-	115	-	115
Arabie Saoudite	-	-	-	617	-	617	-	617
Belgique	-	2 383	-	-	-	2 383	(168)	2 215
Brésil	-	-	-	41	5	46	-	46
Chine	-	69	-	-	6	75	-	75
Espagne	-	2 202	-	150	-	2 352	(8)	2 344
États-Unis	-	177	-	-	25	202	(7)	195
France	3 142	22 095	1	1 162	-	26 400	(1 388)	25 012
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	1 165	-	-	28	1 193	-	1 193
Irlande	-	4	-	-	-	4	-	4
Italie	-	5 368	-	111	-	5 479	(286)	5 193
Japon	-	3 547	-	639	30	4 216	-	4 216
Maroc	-	404	-	-	131	535	-	535
Portugal	-	104	1	-	-	105	(5)	100
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	34	-	-	10	44	-	44
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	23	-	-	-	23	-	23
Venezuela	-	-	-	4	-	4	-	4
Yémen	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 256	37 575	3	2 724	235	43 793	(1 862)	41 931

31/12/2015 Retraité (en millions d'euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne	321	1 166	15	-	-	1 502	9	1 511
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	2 685	-	-	277	2 962	(141)	2 821
Brésil	-	-	-	48	104	152	-	152
Chine	-	137	-	-	13	150	-	150
Espagne	-	2 261	1	150	-	2 412	(21)	2 391
États-Unis	-	157	-	-	398	555	(5)	550
France	2 326	27 003	-	922	-	30 251	(1 429)	28 822
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	686	-	-	67	753	-	753
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	5 744	-	99	36	5 879	(267)	5 612
Japon	-	1 370	-	114	487	1 971	-	1 971
Maroc	-	371	-	-	140	511	-	511
Portugal	-	566	-	1	-	567	(2)	565
Royaume-Uni	-	-	22	-	-	22	-	22
Russie	-	18	-	-	9	27	-	27
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	6	-	6	-	6
Yémen	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 647	42 164	38	1 340	1 531	47 720	(1 856)	45 864

ACTIVITÉ D'ASSURANCE

Pour l'activité assurance, l'exposition à la dette souveraine est présentée en valeur nette de dépréciation, brute de couverture et correspond à une exposition avant application des mécanismes propres à l'assurance-vie de partage entre assureurs et assurés.

Expositions brutes (en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Allemagne	247	252
Arabie Saoudite	-	-
Belgique	2 421	427
Brésil	-	-
Chine	-	-
Espagne	1 036	843
États-Unis	14	5
France ⁽¹⁾	32 255	27 672
Grèce	-	-
Hong Kong	-	-
Irlande	612	623
Italie	5 994	6 297
Japon	-	-
Maroc	-	-
Portugal	3	3
Royaume-Uni	-	-
Russie	-	-
Syrie	-	-
Ukraine	-	-
Venezuela	-	-
Yémen	-	-
TOTAL EXPOSITION	42 582	36 122

(1) L'exposition au 31 décembre 2015 a été retraitée de - 10 millions d'euros.

6.10 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	55 131	64 047
dont comptes ordinaires créditeurs	7 744	7 535
dont comptes et emprunts au jour le jour	2 738	3 405
Valeurs données en pension	-	105
Titres donnés en pension livrée	24 682	29 982
Total	79 813	94 134
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	5 664	5 774
Comptes et avances à terme	26 851	39 537
Total	32 515	45 311
VALEUR AU BILAN	112 328	139 445

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Comptes ordinaires créditeurs	160 278	145 384
Comptes d'épargne à régime spécial	260 579	250 767
Autres dettes envers la clientèle	94 451	103 624
Titres donnés en pension livrée	4 666	3 845
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	749	1 060
Dettes nées d'opérations de réassurance	338	291
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	767	756
VALEUR AU BILAN	521 828	505 727

6.11 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	147	174
Titres du marché interbancaire	15 127	16 461
Titres de créances négociables	60 860	60 095
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	80 049	78 419
Autres dettes représentées par un titre	3 097	3 392
VALEUR AU BILAN	159 280	158 541
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée ⁽²⁾	23 996	22 574
Dettes subordonnées à durée indéterminée ⁽³⁾	5 047	6 574
Dépôt de garantie à caractère mutuel	163	155
Titres et emprunts participatifs	121	121
VALEUR AU BILAN	29 327	29 424

(1) Ce poste comprend l'émission de 1,5 milliard d'euros d'obligations senior non préférées (cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période") et les émissions de type "Covered Bonds".

(2) Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables "TSR".

(3) Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés "TSS" et de titres subordonnés à durée indéterminée "TSDI".

Au 31 décembre 2016, l'encours des titres super-subordonnés émis avant l'entrée en vigueur de CRD4/CRR est de 4 507 millions d'euros contre 4 587 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les titres de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par les sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont éliminés pour les contrats en euros. Ils sont éliminés pour la partie en représentation des contrats en unités de compte dont le risque financier est supporté par l'assuré.

ÉMISSIONS DE DETTES SUBORDONNÉES

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de Crédit Agricole S.A.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - CRD 4/CRR définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoit les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions entre le 1^{er} janvier 2014 (date d'entrée en vigueur de la CRD 4 et du CRR) et le 1^{er} janvier 2022.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("*Bail-in*") dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément à l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union européenne en matière financière transposant, en droit français, la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (DRRB) du 15 mai 2014.

Les différents types de dettes subordonnées émises par Crédit Agricole S.A. et toujours en circulation sont détaillés ci-dessous : il s'agit des titres subordonnés à durée indéterminée (émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR), des titres subordonnés remboursables, des titres super-subordonnés émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR et des titres super-subordonnés émis après l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR.

Émissions de titres super-subordonnés (TSS)

TSS - Stock émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR

Les titres super-subordonnés (TSS) émis par Crédit Agricole S.A. sont des emprunts à taux fixe ou à taux variable, de durée perpétuelle (sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement et sous réserve de certaines conditions) qui ont un rang senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., mais qui sont subordonnés (de rang inférieur) à l'ensemble des autres dettes subordonnées de rang supérieur (y compris les TSR et TSDI).

Les TSS sont généralement à taux fixe puis à taux variable au-delà d'une certaine durée et intègrent des options de remboursement anticipé au gré de Crédit Agricole S.A. (sous certaines réserves) au-delà de cette même durée.

Les coupons sont non cumulatifs et le paiement d'un dividende par Crédit Agricole S.A. entraîne l'obligation de payer le coupon des TSS pendant une durée d'un an. Toutefois, les coupons

peuvent ne pas être payés si Crédit Agricole S.A. fait l'objet d'un événement prudentiel, c'est-à-dire tombe en dessous du ratio de fonds propres minimum légal tel que défini par le Pilier 1 ou par le Pilier 2, ou si le régulateur compétent anticipe cet événement dans un avenir proche.

Le notionnel et les intérêts courus sont dépréciés jusqu'à un maximum de 0,01 unité monétaire du titre en cas de franchissement à la baisse du seuil minimum réglementaire ou contractuel applicable au ratio de fonds propres total ou sur intervention du régulateur compétent.

TSS "Additional Tier 1 (AT1)" émis après l'entrée en vigueur de CRR/CRD 4

Les TSS Additional Tier 1 (AT1) émis par Crédit Agricole S.A. sont conformes aux nouvelles exigences du CRD 4/CRR.

Les TSS AT1 émis par Crédit Agricole S.A. sont des titres à taux fixe et/ou à taux variable, de durée perpétuelle (sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement et sous réserve de certaines conditions), qui ont un rang senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., mais qui sont subordonnés à l'ensemble des autres dettes subordonnées de rang supérieur, et *pari passu* avec les TSS émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR.

Les TSS AT1 émis sont généralement à taux fixe puis à taux révisable au-delà d'une certaine durée et peuvent intégrer des options de remboursement anticipé soumises à certaines conditions au-delà de cette même durée.

Les TSS AT1 émis par Crédit Agricole S.A. comportent une clause de dépréciation partielle et temporaire des titres en cas de passage en dessous du seuil de 7 % du ratio réglementaire *Common Equity Tier 1* Bâle 3 phasé du groupe Crédit Agricole ou en cas de passage en dessous du seuil de 5,125 % du ratio réglementaire *Common Equity Tier 1* Bâle 3 phasé de Crédit Agricole S.A. La dépréciation peut aller jusqu'à un maximum de 0,01 unité monétaire de l'émission.

Les coupons sont optionnels à la discrétion de Crédit Agricole S.A. (qui peut décider de la suspension du paiement des intérêts) ou sur demande du régulateur compétent, et soumis à des limitations prévues par la réglementation en cas d'insuffisance des montants distribuables ou d'insuffisance par rapport aux exigences réglementaires de capital total (y compris les coussins de fonds propres) du groupe Crédit Agricole et du groupe Crédit Agricole S.A.

Émissions de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) (stock émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR)

Les titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) émis par Crédit Agricole S.A. avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel et à durée perpétuelle.

Ils ne sont remboursables qu'en cas de liquidation (judiciaire ou autre) de Crédit Agricole S.A., sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement sous réserve de certaines conditions (cf. ci-dessous "*Remboursements anticipés dans le cadre des conditions de toutes les émissions de titres subordonnés (TSDI, TSR ou TSS)*").

Comme les Titres subordonnés Remboursables (les "TSR" - cf. ci-dessous "*Émissions de titres subordonnés remboursables (TSR) et de titres de capital contingent*"), ce sont des titres

subordonnés (en principal et intérêts) par référence à l'article L. 228-97 du Code de commerce. En particulier, le paiement du coupon peut être différé si l'Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A. constate une absence de bénéfice distribuable pour l'exercice concerné.

À noter que les TSDI ont un rang (contractuellement défini) senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., aux titres super-subordonnés (TSS), aux prêts participatifs accordés à Crédit Agricole S.A. et aux titres participatifs émis par lui, pari passu vis-à-vis des autres TSDI et TSR (cf. ci-dessous) de même rang et subordonnés à toutes les autres dettes de rang supérieur (notamment les obligations senior préférées ou non préférées).

Émissions de titres subordonnés remboursables (TSR) et de titres de capital contingent

Les titres subordonnés remboursables (TSR) émis par Crédit Agricole S.A. sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel ou annuel et avec une échéance déterminée. Ils peuvent être remboursés avant cette échéance dans les conditions qui sont contractuellement définies et sous réserve de certaines conditions.

Les émissions de ces TSR sont réalisées soit sur le marché français, en vertu du droit français, soit sur les marchés internationaux en vertu du droit anglais, du droit de l'État de New York (États-Unis) ou japonais.

Les TSR se distinguent des obligations senior préférées ou non préférées en raison du rang de créance (principal et intérêts) contractuellement défini par la clause de subordination par référence à l'article L. 228-97 du Code de commerce.

Dans le cas des émissions réalisées par Crédit Agricole S.A., en cas de liquidation éventuelle (judiciaire ou autre), le remboursement des TSR interviendra après désintéressement des créanciers privilégiés et chirographaires (y compris les créanciers des obligations senior préférées et non préférées), mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à Crédit Agricole S.A. et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres "super-subordonnés" (les "TSS" – cf. ci-dessus "Émissions de titres super-subordonnés (TSS)").

Remboursements anticipés dans le cadre des conditions de toutes les émissions de titres subordonnés (TSDI, TSR ou TSS)

Les TSDI, TSR et TSS ci-dessus visés peuvent faire l'objet :

- de rachat en bourse ou hors bourse ou offre publique d'achat ou d'échange, sous réserve de l'accord du régulateur compétent le cas échéant, et/ou à l'initiative de Crédit Agricole S.A., selon les clauses contractuelles de chaque émission ;
- de l'exercice d'une option de remboursement anticipé au gré de Crédit Agricole S.A. ("call option"), dans les conditions et sous réserve de l'autorisation de régulateur compétent le cas

échéant, aux dates fixées par les clauses contractuelles de l'émission, dans l'hypothèse où le contrat d'émission de ces titres prévoit une telle clause.

ÉMISSIONS DE DETTE "SENIOR NON PRÉFÉRÉE"

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior "non préférée". Cette nouvelle catégorie de dette est également prévue par le projet d'amendement à la directive sur le redressement et la résolution des crises bancaires (BRRD) allant dans le sens d'une harmonisation de la hiérarchie des créanciers des banques et publié par la Commission Européenne, le 23 novembre 2016.

Dans le cadre d'une procédure de résolution (susceptible d'intervenir avant la liquidation), les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital, au titre du renflouement interne ("Bail-In"), prioritairement aux autres titres de créances senior (les senior "préférés"), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris les instruments de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et *Additional Tier 1*) et des instruments de fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des titres senior "préférés", mais avant les titres subordonnés (notamment les TSR qualifiés de fonds propres de catégorie 2 "*Tier 2*").

L'émission inaugurale de ces nouveaux titres senior non préférés a été lancée par Crédit Agricole S.A. le 13 décembre 2016. L'encours de titres senior non préférés de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole s'élève ainsi à 1,5 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

ÉMISSIONS DE TYPE "COVERED BONDS"

Afin d'accroître sa base de financement à moyen et long terme, le Groupe réalise des émissions d'obligations de type *Covered Bonds* par l'intermédiaire de deux filiales en France et une filiale en Italie :

- Crédit Agricole Home Loan SFH dont l'émission inaugurale a été lancée en janvier 2009. Au total, l'encours en vie au 31 décembre 2016 s'élève à 22,3 milliards en contre-valeur euros ;
- Crédit Agricole Public Sector SCF dont l'émission inaugurale a été lancée en octobre 2012. Au total, l'encours émis et en vie au 31 décembre 2016 s'élève à 2,5 milliards d'euros ;
- Cariparma : au total, l'encours émis et en vie au 31 décembre 2016 s'élève à 4,7 milliards d'euros d'OBG, dont 1,2 milliards d'euros retenus au 31 décembre 2016.

6.12 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

COMPENSATION - ACTIFS FINANCIERS

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2016					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Autres montants compensables sous conditions					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement ⁽⁴⁾	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés ⁽¹⁾	263 815	120 346	143 470	119 202	14 821	9 447
Prises en pension de titres ⁽²⁾	62 367	16 374	45 993	17 452	28 491	51
Prêts de titres ⁽³⁾	1 423	-	1 423	-	-	1 423
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	327 606	136 720	190 886	136 554	43 311	10 921

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 83,78 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 47,86 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(3) Le montant des prêts de titres soumis à compensation représente 32,11 % des prêts de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(4) Y compris appels de marge.

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Autres montants compensables sous conditions					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement ⁽⁴⁾	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés ⁽¹⁾	273 221	118 003	155 218	131 705	11 466	12 048
Prises en pension de titres ⁽²⁾	96 160	6 941	89 219	38 513	44 288	6 418
Prêts de titres ⁽³⁾	2 357	-	2 357	-	1 388	969
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	371 738	124 944	246 794	170 218	57 142	19 435

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 85,97 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 84,67 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(3) Le montant des prêts de titres soumis à compensation représente 62,93 % des prêts de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(4) Y compris appels de marge.

COMPENSATION – PASSIFS FINANCIERS

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2016					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Autres montants compensables sous conditions					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement ⁽³⁾	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	265 872	120 385	145 487	119 202	18 548	7 737
Mises en pension de titres ⁽²⁾	54 481	16 374	38 107	17 452	17 591	3 064
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	320 353	136 759	183 594	136 654	36 139	10 801

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 87,45 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 51,73 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

(3) Y compris appels de marge.

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Autres montants compensables sous conditions					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement ⁽³⁾	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	274 088	118 008	156 080	131 705	15 262	9 113
Mises en pension de titres ⁽²⁾	64 627	6 941	57 686	38 513	10 964	8 210
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	338 715	124 949	213 766	170 218	26 226	17 323

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 87,96 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 71,55 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

(3) Y compris appels de marge.

6.13 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Impôts courants	1 417	1 762
Impôts différés	2 576	2 549
TOTAL ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	3 993	4 311
Impôts courants	788	748
Impôts différés	2 313	1 892
TOTAL PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	3 101	2 640

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Décalages temporaires comptables-fiscaux	1 743	2 154
Charges à payer non déductibles	277	292
Provisions pour risques et charges non déductibles	2 226	2 265
Autres différences temporaires ⁽¹⁾	(760)	(403)
Impôts différés sur réserves latentes	(1 019)	(1 189)
Actifs disponibles à la vente	(735)	(880)
Couvertures de Flux de Trésorerie	(443)	(468)
Gains et Pertes sur écarts actuariels	159	159
Impôts différés sur résultat	(461)	(308)
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	263	657

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 425 millions d'euros pour 2016 contre 899 millions d'euros pour 2015 retraits.

Les impôts différés sont nettés au bilan par palier d'intégration fiscale.

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, Crédit Agricole S.A. prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

6.14 Comptes de régularisation actif, passif et divers

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Autres actifs	38 075	33 216
Comptes de stocks et emplois divers	129	112
Débiteurs divers ⁽¹⁾	34 327	30 674
Comptes de règlements	1 864	774
Autres actifs d'assurance	270	274
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	1 485	1 382
Comptes de régularisation	6 298	6 789
Comptes d'encaissement et de transfert	2 439	2 839
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	828	590
Produits à recevoir	2 275	2 225
Charges constatées d'avance	375	366
Autres comptes de régularisation	381	769
VALEUR AU BILAN	44 373	40 005

(1) Dont 41 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Autres passifs	33 713	27 673
Comptes de règlements	2 579	1 297
Créditeurs divers	30 967	26 254
Versement restant à effectuer sur titres	138	89
Autres passifs d'assurance	29	33
Comptes de régularisation	14 204	13 355
Comptes d'encaissement et de transfert	3 087	4 186
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	4 497	2 484
Produits constatés d'avance	1 375	1 422
Charges à payer	4 342	4 412
Autres comptes de régularisation	903	851
VALEUR AU BILAN	47 917	41 028

6.15 Co-entreprises et entreprises associées

INFORMATIONS FINANCIÈRES DES CO-ENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Au 31 décembre 2016 :

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises s'élève à 1 719 millions d'euros (1 590 millions d'euros au 31 décembre 2015) ;
- la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 5 381 millions d'euros (22 999 millions d'euros au 31 décembre 2015 dont 17 932 millions d'euros relatif aux Caisses régionales). Les Caisses régionales sont sorties du périmètre en 2016 suite à l'opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole S.A.

FCA Bank est une co-entreprise créée avec le groupe Fiat Chrysler Automobiles. En juillet 2013, Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Consumer Finance et Fiat Chrysler Automobiles (ex Fiat Group Automobiles) ont conclu un accord pour prolonger leur *joint venture* détenue à parts égales par les actionnaires, jusqu'au 31 décembre 2021. Présente dans 16 pays européens, la société pilote toutes les opérations de financement des concessionnaires et des clients des marques Fiat, Lancia, Alfa Roméo, Maserati, Chrysler, Jeep, Fiat Professional, Abarth, Ferrari en Europe et Jaguar Land Rover en Europe continentale. Elle est stratégique pour le développement de l'activité de *joint venture* Automobiles du Groupe.

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent le poste Participation dans les entreprises mises en équivalence.

	31/12/2016						
(en millions d'euros)	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net ⁽¹⁾	Quote-part de capitaux propres ⁽²⁾	Écarts d'acquisition
Co-entreprises							
FCA Bank ⁽³⁾	50 %	1 433	-	63	150	1 132	392
Autres		286	-	5	23	524	39
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		1 719			173	1 656	431
Entreprises associées							
Banque Saudi Fransi	30,4 %	2 302	2 459	46	211	2 334	-
Eurazeo	16,0 %	648	597	25	46	616	41
Ramsay - Générale De Santé	38,4 %	412	459	-	14	154	258
Infra Foch Topco	36,9 %	92	168	26	10	(49)	141
Altarea	26,6 %	498	740	39	17	395	104
Korian	23,7 %	490	529	11	10	451	38
Autres		939	-	52	145	814	122
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		5 381			453	4 715	704
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		7 100			626	6 371	1 135

	31/12/2015 Retraité						
(en millions d'euros)	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net ⁽¹⁾	Quote-part de capitaux propres ⁽²⁾	Écarts d'acquisition
Co-entreprises							
FCA Bank ⁽²⁾	50 %	1 378	-	46	121	1 077	392
Autres		212	-	5	(184)	464	39
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		1 590			(63)	1 541	431
Entreprises associées							
Banque Saudi Fransi	30,4 %	2 048	2 570	40	246	2 092	-
Caisses régionales et filiales	- 25 %	17 932	-	166		19 361	106
Eurazeo	15,1 %	666	650	12	203	636	41
Ramsay - Générale De Santé	38,4 %	486	443		15	228	258
Infra Foch Topco	36,9 %	152	168	45	(1)	11	141
Altarea	27,7 %	435	637	35	24	331	104
Korian	23,9 %	492	640	11	62	453	38
Autres		788	-	41	98	676	111
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		22 999			647	23 788	799
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		24 589			584	25 329	1 230

(1) La quote-part de résultat net des entreprises associées de l'assurance est classé en Produit net bancaire dans le compte de résultat.

(2) Capitaux propres - Part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe.

(3) Anciennement dénommée FGA Capital.

La valeur boursière figurant sur le tableau ci-dessus correspond à la cotation des titres sur le marché au 31 décembre 2016. Cette valeur peut ne pas être représentative de la valeur de réalisation car la valeur d'utilité des entreprises mises en équivalence peut être différente de la valeur de mise en équivalence déterminée en conformité avec IAS 28. Les participations dans les entreprises

mises en équivalence, en cas d'indice de perte de valeur, font l'objet de tests de dépréciation selon la même méthodologie que celle retenue pour les écarts d'acquisition.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives du groupe Crédit Agricole S.A. sont présentées ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2016			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
FCA Bank	725	301	23 301	2 263
Entreprises associées				
Banque Saudi Fransi	1 547	845	51 432	7 503
Eurazeo ⁽¹⁾	1 248	74	8 700	3 852
Ramsay - Générale De Santé	37	37	2 354	438
Infra Foch Topco	28	28	3 049	674
Altarea	64	64	6 872	2 552
Korian	42	42	6 292	1 911

(1) Le Résultat net mentionné correspond à la somme du résultat net du deuxième semestre 2015 et du premier semestre 2016.

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
FCA Bank	651	245	19 487	2 153
Entreprises associées				
Banque Saudi Fransi	1 518	974	44 966	6 724
Caisses régionales et filiales	15 065	4 133	543 667	74 610
Eurazeo ⁽¹⁾	3 686	1 258	7 349	4 199
Ramsay - Générale De Santé	5	5	2 374	610
Infra Foch Topco	11	11	2 869	764
Altarea	53	53	5 716	2 156
Korian	49	49	5 313	1 904

(1) Le Résultat net mentionné correspond à la somme du résultat net du deuxième semestre 2014 et du premier semestre 2015.

RESTRICTIONS SIGNIFICATIVES SUR LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le groupe Crédit Agricole S.A. ne peut recevoir de dividendes de certaines sociétés du fait des restrictions suivantes :

Contraintes réglementaires

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au groupe Crédit Agricole S.A.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à

distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contraintes sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte du groupe Crédit Agricole S.A. sont détenus au profit des souscripteurs des contrats. Les actifs figurant au bilan des filiales d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont essentiellement détenus en vue de satisfaire leurs obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

Autres contraintes

Une filiale du groupe Crédit Agricole CIB, Banque Saudi Fransi, doit soumettre à l'accord préalable de son autorité de tutelle (*Saudi Monetary Authority*) toute distribution de dividendes.

6.16 Immeubles de placement

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	5 473		2 296	(2 135)		63	5 697
Amortissements et dépréciations	(83)		(2)	11		(6)	(80)
VALEUR AU BILAN ⁽¹⁾	5 390	-	2 294	(2 124)	-	57	5 617

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(en millions d'euros)	01/01/2015 Retraité	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015 Retraité
Valeur brute	4 214	-	1 711	(838)	-	386	5 473
Amortissements et dépréciations	(73)	-	(3)	15	-	(22)	(83)
VALEUR AU BILAN ⁽¹⁾	4 141	-	1 708	(823)	-	364	5 390

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie "à dire d'expert", s'élève à 8 364 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 7 565 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(en millions d'euros)		31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	8 312	7 511
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	52	54
VALEUR DE MARCHÉ DES IMMEUBLES DE PLACEMENT		8 364	7 565

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.17 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	7 918	(29)	386	(417)	(65)	91	7 884
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(3 986)	10	(396)	332	29	(44)	(4 055)
VALEUR AU BILAN	3 932	(19)	(10)	(85)	(36)	47	3 829
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	5 267	-	465	(332)	(12)	(2)	5 386
Amortissements et dépréciations	(3 692)	3	(334)	256	8	(44)	(3 803)
VALEUR AU BILAN	1 575	3	131	(76)	(4)	(46)	1 583

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en millions d'euros)	01/01/2015 Retraité	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015 Retraité
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	7 846	(269)	522	(323)	55	87	7 918
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(3 885)	126	(372)	231	(32)	(54)	(3 986)
VALEUR AU BILAN	3 961	(143)	150	(92)	23	33	3 932
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4 916	14	426	(97)	11	(3)	5 267
Amortissements et dépréciations	(3 372)	12	(324)	39	(10)	(37)	(3 692)
VALEUR AU BILAN	1 544	26	102	(58)	1	(40)	1 575

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.18 Écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité BRUT	31/12/2015 Retraité NET	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016 BRUT	31/12/2016 NET
Banque de proximité en France	5 263	5 263	-	-	(491)	-	-	5 263	4 772
dont LCL	5 263	5 263	-	-	(491)	-	-	5 263	4 772
Banque de proximité à l'international	3 318	1 961	-	-	-	(52)	-	3 224	1 909
dont Italie	2 872	1 660	-	-	-	-	-	2 872	1 660
dont Pologne	221	221	-	-	-	(7)	-	213	214
dont Ukraine	50	-	-	-	-	-	-	46	-
dont autres pays	175	80	-	-	-	(45)	-	93	35
Gestion de l'épargne et assurances	4 172	4 172	160	-	-	7	-	4 339	4 339
dont <u>Gestion d'actifs</u>	2 158	2 158	160	-	-	-	-	2 318	2 318
dont assurances	1 214	1 214	-	-	-	-	-	1 214	1 214
dont banque privée internationale	800	800	-	-	-	7	-	807	807
Services financiers spécialisés	2 713	1 022	-	-	-	1	-	2 714	1 023
dont crédit à la consommation (hors Agos)	1 692	953	-	-	-	1	-	1 692	954
dont crédit à la consommation - Agos	569	-	-	-	-	-	-	569	-
dont factoring	452	69	-	-	-	-	-	453	69
Grandes clientèles	2 356	1 131	11	-	-	-	-	2 367	1 142
dont banque de financement et d'investissement	1 701	476	11	-	-	-	-	1 712	487
dont services financiers aux institutionnels	655	655	-	-	-	-	-	655	655
Activités hors métiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	17 822	13 549	171	-	(491)	(44)	-	17 907	13 185
Part du Groupe	17 261	13 167	129	-	(491)	(45)	-	17 303	12 760
Participations ne donnant pas le contrôle	561	382	42	-	-	1	-	604	425

DÉTERMINATION DE LA VALEUR D'UTILITÉ DES UGT

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des UGT auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résulteraient de trajectoires d'activité établies pour les besoins de pilotage du Groupe.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Une politique monétaire toujours très accommodante conduite par la Banque centrale européenne (BCE) induisant des taux courts Euro négatifs sur l'horizon triennal de projection des flux ;
- Une croissance en zone euro qui demeure modérée et hétérogène : reprise très graduelle en France qui s'appuie sur la consommation et consolidation du retour progressif

de la croissance en Italie. Les taux longs européens, malgré des accès de volatilité, devraient rester bas même en cas de remontée progressive ;

- Une légère accélération de la croissance aux États-Unis après une année 2016 modeste, grâce à la consommation des ménages et à une politique monétaire conciliante malgré le resserrement progressif attendu ;
- Une croissance qui devrait s'améliorer modérément dans les pays émergents mais avec des situations différenciées : ralentissement très progressif de l'économie en Chine sur plusieurs années, amélioration du Brésil et de la Russie qui peinent à s'extraire de la récession.

Au 31 décembre 2016, les taux de croissance à l'infini, les taux d'actualisation et les taux d'allocation de fonds propres se répartissent par pôle métier selon le tableau ci-après :

En 2016	Taux de croissance à l'infini	Taux d'actualisation	Fonds propres alloués
Banque de proximité en France - LCL	2,0 %	7,9 %	8,0 %
Banque de proximité à l'international	2,0 % à 7,0 %	9,2 % à 18,5 %	9,5 %
Services financiers spécialisés	2,0 %	7,9 % à 8,4 %	8,0 % à 9,5 %
Gestion de l'épargne et assurances	2,0 %	7,9 % à 8,8 %	9,5 % 80 % de la marge de solvabilité (Assurances)
Grandes clientèles	2,0 %	8,4 % à 9,7 %	9,5 %

Le relèvement des exigences prudentielles à partir de 2016 au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 par la Banque centrale européenne a conduit Crédit Agricole S.A. dès l'an passé, à relever le niveau de fonds propres alloués en pourcentage des emplois pondérés pour certaines entités. Les nouvelles exigences de fonds propres communiquées fin 2016 à l'issue du SREP ont, dans l'ensemble, réduit les exigences prudentielles au titre du Pilier 2 appliquées à Crédit Agricole S.A. et à certaines de ses filiales. À titre de prudence, nous avons toutefois retenu, pour chacune des UGT, une exigence de fonds propres correspondant au niveau le plus élevé entre le ratio exigé au titre du Pilier 2 Requirement et le taux d'allocation retenu en 2015.

Ainsi, au 31 décembre 2016, les fonds propres alloués aux Grandes clientèles, à la Gestion d'actifs, aux Services financiers aux

institutionnels, aux Activités de crédit à la consommation et à la Banque de proximité à l'international restent à 9,5 % des emplois pondérés.

La détermination des taux d'actualisation au 31 décembre 2016 pour l'ensemble des pôles métiers reflète le maintien à un niveau faible des taux d'intérêt à long terme que l'on observe en Europe et plus particulièrement en France. Cette évolution se traduit par une relative stabilité des taux retenus par rapport à fin 2015.

Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2016 sont inchangés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2015 à l'exception du taux appliqué aux activités en Égypte pour refléter une prévision d'inflation durablement plus élevée dans ce pays, dont la contrepartie est l'accroissement sensible du taux d'actualisation.

SENSIBILITÉ DE LA VALORISATION DES UGT AUX PRINCIPAUX PARAMÈTRES DE VALORISATION

	Sensibilité aux fonds propres alloués	Sensibilité au taux d'actualisation		Sensibilité au coût du risque en année terminale	
En 2016	+ 100 bp	- 50 bp	+ 50 bp	- 10 %	+ 10 %
Banque de proximité en France - LCL	(4,8 %)	+ 8,3 %	(7,0 %)	+ 2,4 %	(2,4 %)
Banque de proximité à l'international	(4,5 %)	+ 7,0 %	(6,1 %)	+ 4,0 %	(4,0 %)
Services financiers spécialisés	(6,7 %)	+ 8,9 %	(7,6 %)	+ 10,4 %	(10,4 %)
Gestion de l'épargne et assurances	(0,6 %)	+ 7,3 %	(6,2 %)	n.s.	n.s.
Grandes clientèles	(8,2 %)	+ 7,3 %	(6,4 %)	+ 2,2 %	(2,2 %)

Des tests de sensibilité ont été effectués sur les écarts d'acquisition - part du Groupe avec des variations des principaux paramètres de valorisation appliquées de manière uniforme pour toutes les UGT. Ces tests montrent que les UGT de Banque de proximité en France et en Italie, affectées par la prise en considération de taux durablement bas, sont les plus sensibles aux dégradations des paramètres du modèle. Concernant l'UGT Banque de proximité en France - LCL, l'écart d'acquisition qui lui est attaché ayant été déprécié cette année, la valeur d'utilité est égale à la valeur consolidée.

- S'agissant des paramètres financiers, outre l'UGT Banque de proximité en France - LCL pour les raisons exposées précédemment, les scénarios testés ne conduisent à identifier un besoin de dépréciation que pour l'UGT Banque de proximité à l'international - Italie. En effet :

- une variation de + 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à un besoin de dépréciation complémentaire de l'ordre de 630 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité en France - LCL et entraînerait un besoin de

dépréciation de 140 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité à l'international - Italie,

- une variation de + 100 points de base du niveau de fonds propres alloués aux UGT bancaires conduirait à un besoin de dépréciation complémentaire de l'ordre de 425 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité en France - LCL et entraînerait une dépréciation d'environ 60 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité à l'international - Italie.
- S'agissant des paramètres opérationnels, ils montrent que la valorisation des UGT est surtout sensible à une dégradation des hypothèses de coût du risque en dernière année de projection. Ainsi :
 - une variation de + 10 % du coût du risque en année terminale des projections financières conduirait à un besoin

de dépréciation de l'ordre de 320 millions d'euros, réparti de la manière suivante :

- 210 millions d'euros complémentaires sur l'UGT Banque de proximité en France - LCL,
- 100 millions d'euros sur l'UGT crédit à la consommation (hors Agos),
- 10 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité à l'international - Italie,
- un scénario de variation de 100 points de base du coefficient d'exploitation en dernière année de projection entraînerait une dépréciation d'environ 40 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité à l'international - Italie et un complément de l'ordre de 300 millions sur l'UGT Banque de proximité en France - LCL.

6.19 Provisions techniques des contrats d'assurance

VENTILATION DES PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	31/12/2016				
	Vie	Non-vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	159 397	4 442	14 314	1 636	179 789
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	91 550	-	12 017	-	103 567
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 476	-	1 193	-	3 669
Participation aux bénéfices différée passive	20 554	-	474	-	21 028
Total des provisions techniques ventilées	273 977	4 442	27 998	1 636	308 053
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(827)	(342)	(55)	(261)	(1 485)
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	273 150	4 100	27 943	1 375	306 568

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité				
	Vie	Non-vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	149 093	3 414	13 140	1 542	167 189
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	94 317	-	10 825	-	105 142
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 349	-	1 139	-	3 488
Participation aux bénéfices différée passive	18 612	-	701	-	19 313
Total des provisions techniques ventilées	264 371	3 414	25 805	1 542	295 132
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(817)	(214)	(50)	(302)	(1 382)
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	263 554	3 200	25 755	1 240	293 750

La part des réassureurs dans les provisions techniques et les autres passifs d'assurance est comptabilisée dans les Comptes de régularisation. La ventilation des provisions techniques des contrats d'assurance est présentée avant élimination des émissions en euros et en unités de compte souscrites par les sociétés d'assurance.

La participation aux bénéfices différée, avant impôt, au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 s'analyse ainsi :

Participation aux bénéfices différée avant impôt (en millions d'euros)	31/12/2016 PBD passive	31/12/2015 Retraité PBD passive
Participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente et sur dérivés de couverture	18 830	17 225
<i>Dont participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente ⁽¹⁾</i>	17 933	15 568
<i>Dont participation différée sur dérivés de couverture</i>	897	1 657
Participation différée sur revalorisation des titres de trading	(323)	(711)
Autres participations différées (annulation provision pour risque d'éligibilité)	2 521	2 799
TOTAL	21 028	19 313

(1) Cf. note 6.4 "Actifs financiers disponibles à la vente".

6.20 Provisions

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Risques sur les produits épargne-logement	380	-	83	-	-	-	-	463
Risques d'exécution des engagements par signature	215	(1)	87	(1)	(46)	17	-	271
Risques opérationnels	64	-	127	(10)	(14)	-	-	167
Engagements sociaux (retraites) et assimilés ⁽¹⁾	1 719	-	210	(185)	(84)	(3)	105	1 762
Litiges divers	919	1	265	(103)	(156)	(2)	(29)	895
Participations	6	-	3	-	(2)	-	(1)	6
Restructurations	12	3	34	(5)	-	-	-	44
Autres risques	776	-	191	(158)	(162)	3	25	675
TOTAL	4 091	3	1 000	(462)	(464)	15	100	4 283

(1) Cf. notes 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi" et 7.5 "Autres avantages sociaux".

(en millions d'euros)	01/01/2015 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015 Retraité
Risques sur les produits épargne-logement	410	-	46	-	(76)	-	-	380
Risques d'exécution des engagements par signature	238	2	100	(2)	(105)	(17)	(1)	215
Risques opérationnels	68	-	27	(8)	(24)	-	1	64
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 801	1	129	(203)	(40)	28	3	1 719
Litiges divers	1 240	(1)	675	(913)	(123)	43	(2)	919
Participations	10	-	3	(3)	(5)	-	1	6
Restructurations	22	(3)	-	(2)	(1)	-	(4)	12
Autres risques	927	1	260	(41)	(385)	(5)	19	776
TOTAL	4 716	-	1 240	(1 172)	(759)	49	17	4 091

Au 31 décembre 2016, les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent 120 millions d'euros (131 millions d'euros en 2015) de provisions au titre des coûts sociaux des plans et la provision pour restructurations enregistre les coûts non sociaux de ces plans.

CONTRÔLES FISCAUX

Contrôle fiscal Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2012 et 2013.

L'administration fiscale a notifié un redressement visant à refuser la déduction fiscale opérée, consécutive à la moins-value correspondant à la cession des titres Emporiki Bank issus d'une augmentation de capital réalisée le 28 janvier 2013, soit quatre jours avant la cession d'Emporiki Bank à Alpha Bank. L'administration fiscale conteste le fait que les titres de cette filiale aient été traités en titres de placement.

Ce redressement est contesté. Au regard des circonstances de l'espèce, il n'est pas provisionné.

La Commission Nationale des Impôts a, le 13 janvier 2017, considéré que le redressement fiscal devrait être abandonné.

Contrôle fiscal LCL

En 2010 et 2011, LCL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009 ainsi que d'un contrôle sur l'épargne réglementée. L'ensemble des conséquences financières en résultant a été payé, seule une sanction relative à l'épargne réglementée fait actuellement l'objet d'un contentieux.

LCL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité ainsi que d'un contrôle de l'épargne réglementée portant sur les exercices 2011, 2012 et 2013. Le contrôle a pris fin en 2016 et tous les redressements ont été réglés.

La provision qui couvrirait l'ensemble des conséquences du contrôle a été reprise à hauteur des règlements effectués.

Contrôle fiscal Crédit Agricole CIB Paris

Crédit Agricole CIB fait actuellement l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015. Une proposition de rectification effectuée à titre interruptif a été reçue fin 2016. Crédit Agricole CIB conteste de façon motivée les points rectifiés. Une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Contrôle fiscal Merisma

Merisma, filiale de Crédit Agricole CIB, société fiscalement intégrée au groupe Crédit Agricole S.A. a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur les exercices 2006 à 2010, assortis de majorations pour abus de droit.

Quoique toujours contestés, les redressements sont provisionnés.

Contrôle fiscaux Crédit Agricole CIB Milan et Londres en matière de prix de transfert

Crédit Agricole CIB Milan et Londres ont, suite à contrôles, reçu des propositions de rectification respectivement sur les exercices 2005 à 2011, 2003 à 2006 et 2008 émises par les autorités fiscales italiennes et britanniques en matière de prix de transfert. Crédit Agricole CIB a contesté de façon motivée les points

redressés. Parallèlement, le processus de saisine des autorités compétentes franco-italiennes et franco-britanniques a été engagé concernant l'ensemble des exercices. Une provision a été comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Garantie de passif CLSA

Le groupe Crédit Agricole S.A. a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois Citics.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, Citics a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du groupe Crédit Agricole S.A. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée. Une provision a été comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Crédit Agricole Indosuez Wealth

Crédit Agricole Indosuez Wealth (anciennement Crédit Agricole Private Banking) a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2012 et 2013. Une proposition de rectification a été reçue fin 2015. La plupart des redressements ont été contestés, une provision a été comptabilisée à hauteur des risques estimés. Des échanges avec l'Administration sont intervenus en 2016. À défaut de conclusion au 31 décembre 2016, cette provision est maintenue.

Crédit Agricole Indosuez Wealth fait de nouveau l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2014 et 2015. Une provision a été comptabilisée à hauteur des risques estimés.

Contrôle fiscal Crédit Agricole Assurances

Crédit Agricole Assurances a subi un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009. Le redressement notifié, d'un montant peu significatif, fait l'objet d'un contentieux et est soumis au Conseil d'État en l'état de la procédure. Il a été intégralement acquitté.

Contrôle fiscal Pacifica

Pacifica a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009 et 2010. Un règlement d'ensemble a été obtenu. Seul un redressement notifié, entièrement provisionné, subsiste et fait l'objet d'un contentieux.

Pacifica a également fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2013 et 2014. Les redressements notifiés ont été partiellement contestés et sont provisionnés.

ENQUÊTES ET DEMANDES D'INFORMATIONS DE NATURE RÉGLEMENTAIRE

Les principaux dossiers en lien avec des enquêtes et demandes d'informations de nature réglementaire sont :

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords

de suspension des poursuites pénales (*Deferred Prosecution Agreements*) avec l'*US Attorney Office du District de Columbia* (USAO) et le *District Attorney de New York* (DANY), pour une durée de trois ans. Le USAO et le DANY ont accepté de lever les poursuites relatives aux faits visés par cette enquête à l'encontre de Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. et de chacune des filiales ou affiliées de Crédit Agricole CIB dès lors que Crédit Agricole CIB se conformera aux obligations mises à sa charge dans le cadre de ces accords.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces accords, le groupe Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de ce dossier, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité du groupe Crédit Agricole sera soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprendront une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices (cf. note 2.7 "Euribor/Libor")

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines - DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) - avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'*Attorney General* de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor. Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114,7 millions d'euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et en ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois

de juin 2016. L'enquête ouverte par la KFTC sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) se poursuit.

S'agissant des deux actions de groupe (*class actions*) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), celles-ci sont toujours au stade préliminaire de l'examen de leur recevabilité.

L'action de groupe "Lieberman" est pour le moment suspendue pour des raisons de procédure devant la Cour fédérale de l'État de New York. S'agissant de l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé une requête visant à obtenir le rejet de cette demande (*motion to dismiss*).

Depuis le 1^{er} juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis ("*Frontpoint*") relative aux indices SIBOR (*Singapore Interbank Offered Rate*) et SOR (*Singapore Swap Offer Rate*). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé une requête visant à obtenir le rejet de cette demande (*motion to dismiss*).

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Bonds SSA

Crédit Agricole CIB a reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre des enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché des obligations SSA (*Supranational, Sub-Sovereign and Agencies*). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont cités avec d'autres banques, dans plusieurs actions de groupe (*class actions*) consolidées devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB procède à des investigations internes afin de réunir les informations requises. Ce travail se poursuivra au cours de l'année 2017. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

PROVISION ÉPARGNE-LOGEMENT

ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE LOGEMENT SUR LA PHASE D'ÉPARGNE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	41 725	33 038
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	26 152	25 103
Ancienneté de plus de 10 ans	25 919	26 448
Total plans d'épargne-logement	93 796	84 589
Total comptes épargne-logement	11 380	11 554
TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	105 175	96 143

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2016 pour les données au 31 décembre 2016 et à fin novembre 2015 pour les données au 31 décembre 2015.

ENCOURS DE CRÉDITS EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE LOGEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Plans d'épargne-logement	10	15
Comptes épargne-logement	66	100
TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	76	115

PROVISION AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE LOGEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	22	19
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	8	9
Ancienneté de plus de 10 ans	433	352
Total plans d'épargne-logement	463	380
Total comptes épargne-logement		-
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	463	380

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	380	83	-	-	463
Comptes épargne-logement	-	-	-	-	-
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	380	83	-	-	463

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les plans et les comptes épargne-logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100 % au passif des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

L'encours de crédits des plans et comptes épargne-logement est affecté pour moitié au groupe Crédit Agricole S.A. et pour moitié aux Caisses régionales dans les tableaux ci-dessus.

Les montants comptabilisés en provisions sont représentatifs de la part du risque supporté par Crédit Agricole S.A. et LCL.

En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne - logement.

6.21 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2016

Au 31 décembre 2016, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 31/12/2016	% du capital	% des droits de vote
SAS Rue La Boétie	1 611 969 963	56,64 %	56,69 %
Actions en autodétention	2 765 736	0,10 %	
Salariés (FCPE)	130 088 666	4,57 %	4,58 %
Public	1 101 280 161	38,69 %	38,73 %
TOTAL	2 846 104 526	100,00 %	100,00 %

Le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 8 538 313 578 euros composé de 2 846 104 526 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Concernant le titre Crédit Agricole S.A., un contrat de liquidité a été signé le 25 octobre 2006 avec Crédit Agricole Cheuvreux S.A., racheté par Kepler, devenu Kepler Cheuvreux en 2013.

Ce contrat est reconduit chaque année par tacite reconduction. Afin que l'opérateur puisse réaliser les opérations prévues au

contrat, en toute indépendance, le contrat est doté d'un montant de 50 millions d'euros.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Au cours de l'année 2016, Crédit Agricole S.A. a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés et ayants droit du groupe Crédit Agricole pour un montant total de 278 millions d'euros. Cette augmentation de capital a donné lieu à la création le 15 décembre 2016 de 36 813 711 actions nouvelles.

RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	3 540	3 516
Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés	(474)	(353)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	3 066	3 163
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	2 736 877 451	2 609 187 553
Coefficient d'ajustement	1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	2 736 877 451	2 609 187 553
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros)	1,120	1,212
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	0,644	0,807
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	0,476	0,405
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (en euros)	1,120	1,212
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,644	0,807
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	0,476	0,405

Au 31 décembre 2015, la quote-part de résultat des Caisses régionales a été traitée en Résultat net des activités abandonnées conformément à IFRS 5.

Au 31 décembre 2016, la plus-value, générée par le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales à Sacam Mutualisation, est classée en Résultat net des activités abandonnées conformément à IFRS 5.

Le calcul intègre les frais d'émission et les intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées Additional Tier 1 réalisées en 2016 pour un montant de - 474 millions d'euros et en 2015 pour un montant de - 353 millions d'euros.

Compte tenu de l'évolution du cours moyen de l'action Crédit Agricole S.A., l'ensemble des plans d'options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. sont non dilutifs. En l'absence d'émission

dilutive par Crédit Agricole S.A., le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2016, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. dans sa séance du 14 février 2017, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2017 le paiement d'un dividende en numéraire de 0,60 euro, augmenté d'une prime de 10 % pour les titres répondant aux conditions d'éligibilité du dividende majoré à la date de mise en paiement fixée au 31 mai.

Proposition au titre de l'exercice (en euros)	2016	2015	2014	2013	2012
Dividende ordinaire	0,60	0,60	0,35	0,35	-
Dividende majoré	0,66	0,66	0,385	0,385	-

DIVIDENDES PAYÉS AU COURS DE L'EXERCICE

Au titre de l'exercice 2015, l'Assemblée générale des actionnaires du 19 mai 2016 a approuvé le paiement d'un dividende par action de 0,60 euro augmenté d'une prime de 10 % pour les titres répondant aux conditions d'éligibilité du dividende majoré, avec une option pour un paiement en numéraire ou en action(s) nouvelle(s).

Une option a été offerte à chaque actionnaire entre le paiement du dividende en numéraire ou en action(s) nouvelle(s) de Crédit Agricole S.A. Cette option a porté sur 100 % du dividende unitaire, sur la base d'un prix des actions nouvelles égal à 90 % de la moyenne des cours cotés des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision de l'Assemblée générale, diminué du montant net du dividende. Cette décote de 10 % correspond à la décote maximale autorisée par l'article L. 232-19 du Code de commerce en matière de paiement de dividende en action.

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élèvent à 1 590 millions d'euros. Le paiement s'est effectué pour 1 322 millions d'euros en actions Crédit Agricole S.A. (soit une émission de 169 963 858 actions) et 268 millions d'euros en numéraire.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'affectation du résultat est proposée dans les projets de résolutions présentés par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte de Crédit Agricole S.A. du mercredi 24 mai 2017.

Le résultat net de Crédit Agricole S.A. au titre de l'exercice 2016 est positif et s'élève à 13 818 771 822,95 euros.

Le Conseil d'administration décide de proposer à l'Assemblée générale :

- de constater que le bénéfice de l'exercice et le bénéfice distribuable s'élèvent respectivement à 13 818 771 822,95 euros et 15 863 336 254,35 euros compte tenu d'un report à nouveau de 2 044 564 431,40 euros ;
- de fixer le montant du dividende ordinaire à 0,60 euro par action et celui du dividende majoré à 0,66 euro par action arrondi au rompu inférieur pour les titres répondant aux conditions d'éligibilité du dividende majoré à la date de mise en paiement du dividende ;

- de doter la réserve légale pour un montant de 62 033 270,70 euros par prélèvement sur le résultat de l'exercice afin de porter celle-ci à 10 % du capital social ;

- de distribuer le dividende versé, soit 1 717 626 404,46 euros ⁽¹⁾ par prélèvement sur le bénéfice distribuable ;
- de porter le solde du bénéfice non distribué, soit 14 083 676 579,19 euros ⁽¹⁾, en report à nouveau.

INSTRUMENTS FINANCIERS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact en Capitaux propres part du Groupe sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2015 Retraité (en millions de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises d'émission)	Au 31 décembre 2016				
				Montant en devises au 31 décembre 2016 (en millions de devises d'émission)	Montant en euros au cours d'origine (en millions d'euros)	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée (en millions d'euros)	Frais d'émission net d'impôt (en millions d'euros)	Impact en Capitaux propres part du Groupe Cumulé (en millions d'euros)
23/01/2014	USD	1 750	-	1 750	1 283	(347)	(8)	928
08/04/2014	GBP	500	-	500	607	(131)	(4)	472
08/04/2014	EUR	1 000	-	1 000	1 000	(176)	(6)	818
18/09/2014	USD	1 250	-	1 250	971	(168)	(6)	797
19/01/2016	USD			1 250	1 150	(85)	(8)	1 057
Émissions Crédit Agricole S.A.					5 011	(907)	(32)	4 072
14/10/2014	EUR					(68)	(3)	(71)
13/01/2015	EUR					(43)	(3)	(46)
Émissions Assurance						(111)	(6)	(117)
Émissions souscrites en interne (effet part Groupe/ Participations ne donnant pas le contrôle)						(7)		(7)
TOTAL					5 011	(1 025)	(38)	3 948

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact sur les participations ne donnant pas le contrôle sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2015 Retraité (en millions de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises d'émission)	Montant en devises au 31 décembre 2016 (en millions de devises d'émission)	Montant en euros au cours d'origine (en millions d'euros)
14/10/2014	EUR	745	-	745	745
13/01/2015	EUR	1 000	-	1 000	1 000
TOTAL				1 745	1 745

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(390)	(316)
Économie d'impôts relative à la rémunération à verser aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	134	120
Frais d'émission nets d'impôt comptabilisés en réserves	(8)	-
Titres subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(76)	(34)
Économie d'impôts relative à la rémunération à verser aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	26	13
Frais d'émission nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	(3)

(1) Ce montant sera ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte les événements suivants : (a) création d'actions nouvelles donnant droit au dividende avant la date de détachement, (b) variation du nombre d'actions autodétenues antérieurement à la date de détachement, (c) perte du droit à majoration de 10 % du dividende pour certaines actions nominatives avant la date de mise en paiement.

6.22 Participations ne donnant pas le contrôle

INFORMATIONS SUR L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS PAR LES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

	31/12/2016				
(en millions d'euros)	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Groupe Cariparma	23 %	23 %	56	1 189	48
Groupe Amundi	26 %	26 %	143	1 103	89
Groupe CACEIS	15 %	15 %	18	219	-
Agos	39 %	39 %	87	489	66
Autres entités ⁽¹⁾			111	2 661	83
TOTAL			415	5 661	286

(1) Dont 1 745 millions d'euros liés aux émissions d'obligations subordonnées perpétuelles *Additional Tier 1* réalisées le 14 octobre 2014 et le 13 janvier 2015 par Crédit Agricole Assurances comptabilisées en capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle.

	31/12/2015 retraité				
(en millions d'euros)	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Groupe Cariparma	23 %	23 %	59	1 212	32
Groupe Amundi	26 %	26 %	120	1 044	52
Groupe CACEIS	15 %	15 %	17	199	6
CA Preferred Funding LLC	0 %	0 %	49	-	54
Agos	39 %	39 %	102	467	-
Autres entités ⁽¹⁾			108	2 700	107
TOTAL			455	5 622	251

(1) Dont 1 745 millions d'euros liés aux émissions d'obligations subordonnées perpétuelles *Additional Tier 1* réalisées le 14 octobre 2014 et le 13 janvier 2015 par Crédit Agricole Assurances comptabilisées en capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle.

INFORMATIONS FINANCIÈRES INDIVIDUELLES RÉSUMÉES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE SIGNIFICATIVES

Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le groupe Crédit Agricole S.A. sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

	31/12/2016			
(en millions d'euros)	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Groupe Cariparma	52 992	1 710	219	125
Groupe Amundi	13 918	1 677	569	602
Groupe CACEIS	62 087	750	118	198
Agos	17 078	913	240	240
TOTAL	146 075	5 050	1 146	1 165

	31/12/2015 retraité			
(en millions d'euros)	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Groupe Cariparma	51 377	1 770	230	266
Groupe Amundi	12 932	1 657	520	512
Groupe CACEIS	54 999	748	114	135
CA Preferred Funding LLC	-	12	12	12
Agos	17 154	973	298	300
TOTAL	136 462	5 160	1 174	1 225

6.23 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminé".

Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont considérés comme ayant une échéance indéterminée compte tenu de l'absence de maturité définie.

(en millions d'euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	28 202	-	-	-	-	28 202
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	85 926	28 160	44 925	94 391	72 877	326 279
Instruments dérivés de couverture	1 942	2 873	6 225	10 888	-	21 928
Actifs financiers disponibles à la vente	17 675	28 752	86 956	149 077	33 456	315 916
Prêts et créances sur les établissements de crédit	101 735	86 156	123 237	70 983	727	382 838
Prêts et créances sur la clientèle	81 212	34 381	125 848	102 227	2 586	346 254
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8 190	-	-	-	-	8 190
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	666	312	4 296	9 080	-	14 354
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	325 548	180 634	391 487	436 646	109 646	1 443 961
Banques centrales	1 957	-	1 900	-	-	3 857
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	72 745	21 118	52 291	97 823	31	244 008
Instruments dérivés de couverture	1 222	1 830	5 486	9 352	-	17 890
Dettes envers les établissements de crédit	51 364	11 475	28 871	20 589	29	112 328
Dettes envers la clientèle	442 298	36 505	36 427	5 587	1 011	521 828
Dettes représentées par un titre	47 856	29 009	37 965	44 450	-	159 280
Dettes subordonnées	906	176	7 394	15 612	5 239	29 327
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9 444	-	-	-	-	9 444
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	627 792	100 113	170 334	193 413	6 310	1 097 962

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	36 176	-	-	-	-	36 176
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	94 991	23 056	53 301	104 077	72 895	348 320
Instruments dérivés de couverture	1 720	3 034	7 342	12 715	(5)	24 806
Actifs financiers disponibles à la vente	19 847	23 154	86 581	137 193	31 347	298 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit	86 618	92 812	123 514	63 371	807	367 122
Prêts et créances sur la clientèle	76 387	34 776	117 736	99 110	3 062	331 071
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 684	-	-	-	-	13 684
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	2 680	2 382	11 139	-	16 201
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	329 423	179 512	390 856	427 605	108 106	1 435 502
Banques centrales	2 257	-	1 403	-	-	3 660
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	72 983	17 179	58 187	106 260	(94)	254 515
Instruments dérivés de couverture	1 475	1 370	7 773	13 094	(5)	23 707
Dettes envers les établissements de crédit	62 090	19 175	35 131	22 651	398	139 445
Dettes envers la clientèle	427 662	32 127	38 747	5 907	1 284	505 727
Dettes représentées par un titre	46 189	55 066	35 378	21 908	-	158 541
Dettes subordonnées	1	953	9 355	12 429	6 686	29 424
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 153	-	-	-	-	13 153
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	625 810	125 870	185 974	182 249	8 269	1 128 172

NOTE 7 Avantages au personnel et autres rémunérations**7.1 Détail des charges de personnel**

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(4 503)	(4 426)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(364)	(375)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(52)	(27)
Autres charges sociales	(1 100)	(1 097)
Intéressement et participation	(224)	(235)
Impôts et taxes sur rémunération	(348)	(348)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	(6 591)	(6 508)

(1) Au titre de la rémunération variable différée versée aux professionnels des marchés, le groupe Crédit Agricole S.A. a comptabilisé une charge relative aux paiements à base d'actions de 55 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre une charge de 56 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Parmi les différents systèmes de rémunération variable collective existant dans le Groupe, la rémunération variable collective (RVC) de Crédit Agricole S.A. constitue une enveloppe globale regroupant l'intéressement et la participation. Cette enveloppe est calculée en fonction du niveau de performance de l'entreprise, mesurée au travers du Résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.

Un niveau de Résultat net part du Groupe donné permet ainsi de déterminer un pourcentage de masse salariale à distribuer.

Le montant de la participation, calculée selon la formule légale, est déduit de la RVC, pour obtenir l'intéressement.

7.2 Effectifs fin de période

Effectifs	31/12/2016	31/12/2015
France	36 968	37 559
Étranger	33 862	33 936
TOTAL	70 830	71 495

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les

sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Il existe au sein du Groupe divers régimes de retraite obligatoires à cotisations définies dont le principal est le régime des retraites complémentaires françaises Agirc/Arrco, complété par des régimes supplémentaires en vigueur notamment au sein de l'UES Crédit Agricole S.A.

CARTOGRAPHIE DES RÉGIMES DE RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES EN FRANCE

Pôles	Entités	Régimes supplémentaires obligatoires	Nombre de salariés couverts Estimation au 31/12/2016	Nombre de salariés couverts Estimation au 31/12/2015
Pôles Fonctions centrales	UES Crédit Agricole S.A.	Régime professionnel agricole 1,24 %	2 883	2 843
Pôles Fonctions centrales	UES Crédit Agricole S.A.	Régime cadres dirigeants art. 83	202	211
Pôle Banque de proximité France - LCL	LCL	Régime cadres dirigeants art. 83	338	330
Pôle Grandes clientèles	CACIB	Régime type art. 83	4 402	4 275
Pôle Gestion de l'épargne et assurances	Predica/CAA/Caagis/Pacifica/SIRCA/LA MDF	Régime professionnel agricole 1,24 %	3 511	3 351
Pôle Gestion de l'épargne et assurances	Predica/CAA/Caagis/Pacifica/CACI/LA MDF	Régime cadres dirigeants art. 83	68	69
Pôle Gestion de l'épargne et assurances	CACI/CA Indosuez Wealth (France)/CA Indosuez Gestion/CA Indosuez Wealth (Group)	Régime type art. 83	758	723

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DETTE ACTUARIELLE

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dettes actuarielles au 31/12/N-1	1 414	1 589	3 002	2 939
Écart de change	-	(87)	(87)	129
Coût des services rendus sur l'exercice	53	42	95	97
Coût financier	23	35	58	63
Cotisations employés	-	13	13	12
Modifications, réductions et liquidations de régime	(19)	(29)	(48)	(43)
Variation de périmètre	10	-	10	13
Prestations versées (obligatoire)	(70)	(59)	(128)	(185)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques ⁽¹⁾	2	(57)	(55)	7
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières	71	169	240	(30)
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	1 484	1 616	3 100	3 002

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	(34)	(13)	(47)	(53)
Charge/produit d'intérêt net	(12)	(5)	(17)	(18)
IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/N	(46)	(18)	(64)	(71)

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL NON RECYCLABLES

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net	-	-	-	-
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en autres éléments du résultat global non recyclables au 31/12/N-1	312	307	619	573
Écart de change	-	1	1	23
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	3	(75)	(72)	43
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques ⁽¹⁾	2	(57)	(55)	7
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières	71	169	240	(30)
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
TOTAL DES ÉLÉMENTS RECONNUS IMMÉDIATEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL AU 31/12/N	76	38	114	43

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	375	1 252	1 627	1 570
Écart de change	-	(88)	(88)	103
Intérêt sur l'actif (produit)	7	30	37	42
Gains/(pertes) actuariels	(2)	75	73	(42)
Cotisations payées par l'employeur	14	73	87	46
Cotisations payées par les employés	1	12	13	12
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variation de périmètre	8	-	8	-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	(1)
Prestations payées par le fonds	(17)	(57)	(73)	(103)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS AU 31/12/N	386	1 297	1 683	1 627

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES DROITS À REMBOURSEMENT

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1	289	-	289	261
Écart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursements (produit)	4	-	4	4
Gains/(pertes) actuariels	(1)	-	(1)	(1)
Cotisations payées par l'employeur	47	-	47	52
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variation de périmètre	2	-	2	9
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(17)	-	(17)	(36)
JUSTE VALEUR DES DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	324	-	324	289

POSITION NETTE

	31/12/2016			31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	(1 484)	(1 616)	(3 100)	(3 002)
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	386	1 297	1 683	1 627
POSITION NETTE (PASSIF)/ ACTIF FIN DE PÉRIODE	(1 098)	(319)	(1 417)	(1 375)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES : PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

	31/12/2016		31/12/2015	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	1,20 %	1,85 %	1,66 %	2,42 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,32 %	8,39 %	1,16 %	0,21 %
Taux attendus d'augmentation des salaires ⁽²⁾	1,37 %	1,87 %	1,36 %	1,83 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	4,59 %	10,00 %	4,60 %	10,00 %

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

INFORMATION SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES – ALLOCATIONS D'ACTIFS ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions	7,7 %	55	54	24,6 %	319	319	18,6 %	374	373
Obligations	49,5 %	351	342	49,3 %	639	639	49,3 %	990	981
Immobiliers	3,7 %	26		7,1 %	93		5,9 %	119	
Autres actifs	39,2 %	277		19,0 %	248		26,1 %	524	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2016, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,80 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7,68 %.

Les prestations attendues sur les régimes postérieurs à l'emploi sur 2017 sont les suivantes :

- prestations versées par l'employeur ou les fonds de droits à remboursements : 106 millions d'euros (versus 55 millions d'euros versés en 2016) ;
- prestations versées par les actifs de couverture : 75 millions d'euros (versus 73 millions d'euros versés en 2016).

La politique de couverture des engagements sociaux du groupe Crédit Agricole S.A. répond aux règles de financement locales des régimes postérieurs à l'emploi dans les pays où un financement minimum est exigé. Au global, les engagements liés aux régimes postérieurs à l'emploi du Groupe sont couverts à hauteur de 65 % au 31 décembre 2016 (droits à remboursements inclus).

7.5 Autres avantages sociaux

En France, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur.

Les provisions constituées par le groupe Crédit Agricole S.A. au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 339 millions d'euros au 31 décembre 2016.

7.6 Paiements à base d'actions

7.6.1 PLAN D'ATTRIBUTION D'OPTIONS

Le dernier plan d'option d'achat d'actions de 2008 est arrivé à échéance le 15 juillet 2015 sans que le prix d'exercice ait été atteint. Aucun nouveau plan n'a été mis en place en 2015 et en 2016.

7.6.2 RÉMUNÉRATIONS VARIABLES DIFFÉRÉES VERSÉES EN ACTIONS OU EN ESPÈCES INDEXÉES SUR LA VALEUR DE L'ACTION

Les plans de rémunération variable différée mis en œuvre au sein du Groupe peuvent être de deux natures :

- plans dénoués en actions ;
- plans dénoués en espèces indexées sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, tous les plans de rémunération variable différée en cours et à venir sont désormais dénoués en trésorerie avec indexation sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. L'impact de la revalorisation de l'engagement sur la base du cours de l'action Crédit Agricole S.A., non significatif, a été comptabilisé en capitaux propres.

Ces rémunérations variables différées sont assujetties à des conditions de présence et de performance et différées par tiers en mars 2017, mars 2018 et mars 2019.

La charge relative à ces plans est enregistrée en charges de rémunération. Elle est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, afin de tenir compte des conditions de présence, avec une contrepartie directe en dettes vis-à-vis du personnel avec réévaluation de la dette par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement, en fonction de l'évolution du cours de l'action Crédit Agricole S.A. et des *vesting conditions* (conditions de présence et de performance).

7.6.3 SOUSCRIPTION D'ACTIONS PROPOSÉES AUX SALARIÉS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

L'augmentation de capital 2016 réservée aux salariés a été souscrite par 22 240 collaborateurs et ayants droit du Groupe pour un montant global de 278 millions d'euros pour l'ensemble des deux formules proposées (les salariés ont pu souscrire en "formule classique" et/ou à effet de levier dans "la formule multiple").

Les actions ont été souscrites à 7,56 € en formule classique (8,17 € aux États-Unis). Ce prix est égal à la moyenne des 20 cours d'ouverture de l'action Crédit Agricole S.A. constatés lors des séances de bourse du 10 octobre au 4 novembre 2016 inclus (ou "le prix de référence"), à laquelle a été appliquée une décote de 20 % (15 % en formule classique pour les États-Unis sur la moyenne des cours du 4 et 7 novembre 2016).

L'avantage ainsi octroyé aux salariés s'est traduit par la comptabilisation d'une charge de -16 millions d'euros représentant la différence entre la décote de 20 % appliquée au prix de référence et le coût d'incessibilité de chacune des deux formules.

7.7 Rémunérations de dirigeants

Par principaux dirigeants, Crédit Agricole S.A. comprend l'ensemble des membres du Comité exécutif : le Directeur général, le Directeur général délégué, les Directeurs généraux adjoints en charge des différents pôles du Groupe, les Directeurs généraux des principales filiales et les Directeurs et responsables des principales activités stratégiques du Groupe.

Les rémunérations et avantages versés aux membres du Comité exécutif en 2016 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 19,7 millions d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables (dont 1,7 millions d'euros versés en instruments indexés à l'action) y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature ;
- avantages postérieurs à l'emploi : 4,4 millions d'euros au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du Groupe ;
- autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif ;
- indemnités de fin de contrat de travail : non significatif ;
- autre paiement en actions : sans objet.

Les membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. ont perçu en 2016, au titre de leurs mandats à Crédit Agricole S.A., un montant global de jetons de présence de 669 004 euros.

Ces montants intègrent les rémunérations et avantages versés au Directeur général et au Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A.

NOTE 8 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités arrêtées ou en cours de cession.

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Engagements donnés		
Engagements de financement	164 999	150 087
Engagements en faveur des établissements de crédit	26 838	27 567
Engagements en faveur de la clientèle	138 161	122 520
● Ouverture de crédits confirmés	110 761	102 805
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>4 803</i>	<i>3 138</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>105 958</i>	<i>99 667</i>
● Autres engagements en faveur de la clientèle	27 400	19 715
Engagements de garantie	79 464	80 991
Engagements d'ordre des établissements de crédit	6 748	7 648
● Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 238	2 140
● Autres garanties	4 510	5 508
Engagements d'ordre de la clientèle	72 716	73 343
● Cautions immobilières	2 395	2 205
● Autres garanties d'ordre de la clientèle	70 321	71 138
Engagements reçus		
Engagements de financement	83 572	73 329
Engagements reçus des établissements de crédit	80 028	69 450
Engagements reçus de la clientèle	3 544	3 879
Engagements de garantie	248 146	253 571
Engagements reçus des établissements de crédit ⁽¹⁾	74 730	82 148
Engagements reçus de la clientèle	173 416	171 423
● Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	20 886	20 884
● Autres garanties reçues	152 530	150 539

(1) Dont 9,2 milliards d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 23,9 milliards d'euros.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garantie des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH...)	181 227	190 110
Titres prêtés	11 726	9 030
Dépôts de garantie sur opérations de marché	26 488	23 670
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	73 664	80 623
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	293 105	303 433
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie ⁽¹⁾	3 102	8 059
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	5	319
Titres et valeurs reçus en pension	233 246	239 767
Titres vendus à découvert	19 937	22 092
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	253 188	262 178

(1) L'opération de simplification capitalistique qui s'est traduite par la cession des parts CCI/CCA le 3 août 2016 s'est accompagnée de deux avenants au dispositif switch qui ont pris effet le 1er juillet 2016. Dans ce contexte, l'assiette de la garantie globale switch (garantie sur CCI/CCA et garantie Assurance) et le dépôt de gage espèces ont été en partie réduits. Ainsi, le montant plafond de la garantie a baissé à concurrence de la composante liée aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et la partie correspondante du dépôt de gage espèces a été remboursée. À l'issue de l'opération, l'entité conserve un dépôt de 3,1 milliards d'euros relatif aux exigences prudentielles liées à la mise en équivalence des participations dans Crédit Agricole Assurance détenues par Crédit Agricole S.A.

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2016, dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la Banque de France, Crédit Agricole S.A. a déposé 73,6 milliards d'euros de créances (principalement pour le compte des Caisses régionales), contre 72,3 milliards d'euros au 31 décembre 2015, et 14,5 milliards d'euros ont été déposés directement par les filiales.

Au 31 décembre 2016, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Agricole S.A. a déposé 16,6 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales, contre 17,1 milliards d'euros au 31 décembre 2015, et 5,9 milliards d'euros ont été déposés directement par LCL.

Au 31 décembre 2016, dans le cadre des émissions sécurisées de *European Secured Notes Issuer* (ESNI), société de titrisation de droit français créée par cinq banques dont le groupe Crédit Agricole, 3,9 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et 1,4 milliard d'euros de créances de Crédit Agricole CIB ont été cédées en pleine propriété à titre de garantie.

Au 31 décembre 2016, dans le cadre des émissions sécurisées de Crédit Agricole Home Loan SFH, société financière contrôlée à 100 % par Crédit Agricole S.A., 31,1 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et de LCL ont été apportés en garantie.

Ces dispositifs pour lesquels il n'y a pas de transfert de flux de trésorerie contractuels n'entrent pas dans le cadre des transferts d'actifs mentionnés dans la note 6.7 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

GARANTIES DÉTENUES

Les garanties détenues et actifs reçus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont pour l'essentiel logés chez Crédit Agricole S.A. pour 92,2 milliards d'euros et chez Crédit Agricole CIB pour 105,9 milliards d'euros. Il s'agit principalement de créances apportées en garanties par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A., celui-ci jouant un rôle de centralisateur vis-à-vis des différents organismes de refinancement externes en vue d'obtenir des refinancements. Ces créances (immobilières, ou prêts auprès d'entreprises ou de collectivités locales) sont sélectionnées et marquées pour leur qualité et conservées au bilan des Caisses régionales.

La plus grande partie de ces garanties correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis et porte principalement sur les pensions et titres en garanties d'opérations de courtage.

La politique du groupe Crédit Agricole S.A. consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. n'en possèdent pas au 31 décembre 2016.

NOTE 9 Reclassements d'instruments financiers

PRINCIPES RETENUS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les reclassements hors de la catégorie "Actifs financiers détenus à des fins de transaction" ou hors de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008, des reclassements ont été réalisés tels que permis par cet amendement. Les informations sur ces reclassements et sur les reclassements antérieurs sont données ci-dessous.

Nature, justification et montant des reclassements opérés

Le Groupe a opéré au cours de l'année 2016 des reclassements de la catégorie "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" vers la catégorie "Prêts et créances".

Les reclassements opérés lors des exercices antérieurs concernent des reclassements de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" et "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" vers la catégorie "Prêts et créances".

Pour les actifs reclassés au cours de l'année 2016, le tableau ci-dessous reprend leur valeur en date de reclassement ainsi que leur valeur au 31 décembre 2016 et la valeur au 31 décembre 2015 des actifs reclassés antérieurement et toujours à l'actif du Groupe à cette date :

	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2016			Actifs reclassés antérieurement			
	Valeur au bilan 31/12/2016	Valeur de marché estimée au 31/12/2016	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 31/12/2016	Valeur de marché estimée 31/12/2016	Valeur au bilan 31/12/2016	Valeur de marché estimée 31/12/2016	Valeur au bilan 31/12/2015 Retraité	Valeur de marché estimée 31/12/2015 Retraité
(en millions d'euros)									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	638	629		9	8	629	621	806	795
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	139	139				139	139	359	359
TOTAL ACTIFS RECLASSÉS	777	768	-	9	8	768	760	1 165	1 154

CONTRIBUTION DES ACTIFS TRANSFÉRÉS AU RÉSULTAT DEPUIS LE RECLASSEMENT

La contribution des actifs transférés dans le résultat de l'exercice, depuis la date de reclassement comprend l'ensemble des profits, pertes, produits et charges comptabilisés en résultat ou dans les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Actifs reclassés en 2016		Actifs reclassés antérieurement					
	Impact en 2016		Impact cumulé au 31/12/2015		Impact en 2016		Impact cumulé au 31/12/2016	
			Retraité					
	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	Produits et charges réellement comptabilisés	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances			(39)	(119)	1	(3)	(38)	(122)
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances			20	20			20	20
TOTAL ACTIFS RECLASSÉS	-	-	(19)	(99)	1	(3)	(18)	(102)

NOTE 10 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué

à partir de cotations de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	729 092	755 412	-	464 363	291 049
Créances sur les établissements de crédit	382 838	389 757	-	389 145	612
Comptes ordinaires et prêts JJ	17 311	17 311	-	17 275	36
Comptes et prêts à terme	338 095	345 010	-	344 838	172
Valeurs reçues en pension	13	13	-	-	13
Titres reçus en pension livrée	20 614	20 614	-	20 614	-
Prêts subordonnés	364	368	-	74	294
Titres non cotés sur un marché actif	6 367	6 367	-	6 270	97
Autres prêts et créances	74	74	-	74	-
Créances sur la clientèle	346 254	365 655	-	75 218	290 437
Créances commerciales	38 469	38 590	-	19 000	19 590
Autres concours à la clientèle	276 151	294 746	-	39 983	254 763
Titres reçus en pension livrée	3 460	3 460	-	3 345	115
Prêts subordonnés	104	105	-	3	102
Titres non cotés sur un marché actif	15 101	15 101	-	168	14 933
Créances nées d'opérations d'assurance directe	376	376	-	-	376
Créances nées d'opérations de réassurance	408	408	-	2	406
Avance en comptes courants d'associés	125	125	-	11	114
Comptes ordinaires débiteurs	12 060	12 744	-	12 706	38
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 354	17 044	16 378	666	-
Effets publics et valeurs assimilées	11 295	13 110	12 444	666	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 059	3 934	3 934	-	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	743 446	772 456	16 378	465 029	291 049

(en millions d'euros)

	Valeur au bilan au 31 décembre 2015 Retraité	Juste valeur au 31 décembre 2015 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	698 193	724 777	-	448 958	275 819
Créances sur les établissements de crédit	367 122	373 408	-	372 723	685
Comptes ordinaires et prêts JJ	13 427	13 819	-	13 813	6
Comptes et prêts à terme	324 260	330 153	-	329 914	239
Valeurs reçues en pension	37	37	-	-	37
Titres reçus en pension livrée	19 385	19 386	-	19 386	-
Prêts subordonnés	334	334	-	40	294
Titres non cotés sur un marché actif	9 597	9 597	-	9 488	109
Autres prêts et créances	82	82	-	82	-
Créances sur la clientèle	331 071	351 369	-	76 235	275 134
Créances commerciales	35 000	35 808	-	18 004	17 804
Autres concours à la clientèle	264 811	283 619	-	40 907	242 712
Titres reçus en pension livrée	4 602	4 602	-	4 449	153
Prêts subordonnés	127	127	-	3	124
Titres non cotés sur un marché actif	12 799	12 800	-	152	12 648
Créances nées d'opérations d'assurance directe	919	919	-	-	919
Créances nées d'opérations de réassurance	349	349	-	-	349
Avance en comptes courants d'associés	134	133	-	11	122
Comptes ordinaires débiteurs	12 330	13 012	-	12 709	303
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	16 201	18 957	18 957	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	13 151	15 047	15 047	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 050	3 910	3 910	-	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	714 394	743 734	18 957	448 958	275 819

PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	112 328	112 847	-	112 025	822
Comptes ordinaires et emprunts JJ	16 146	16 146	-	16 146	-
Comptes et emprunts à terme	71 500	72 017	-	71 195	822
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	24 682	24 684	-	24 684	-
Dettes envers la clientèle	521 828	521 848	-	186 472	335 376
Comptes ordinaires créditeurs	160 278	160 278	-	156 858	3 420
Comptes d'épargne à régime spécial	260 579	260 579	-	846	259 733
Autres dettes envers la clientèle	94 451	94 463	-	24 059	70 404
Titres donnés en pension livrée	4 666	4 674	-	4 674	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	749	749	-	35	714
Dettes nées d'opérations de réassurance	338	338	-	-	338
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	767	767	-	-	767
Dettes représentées par un titre	159 280	175 634	25 044	150 374	216
Dettes subordonnées	29 327	29 649	26 720	2 824	105
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	822 763	839 978	51 764	451 695	336 519

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2015 Retraité	Juste valeur au 31 décembre 2015 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	139 445	140 223	-	139 373	850
Comptes ordinaires et emprunts JJ	16 714	16 713	-	16 713	-
Comptes et emprunts à terme	92 644	93 416	-	92 566	850
Valeurs données en pension	105	105	-	105	-
Titres donnés en pension livrée	29 982	29 989	-	29 989	-
Dettes envers la clientèle	505 727	506 584	-	176 680	329 904
Comptes ordinaires créditeurs	145 384	145 655	-	145 557	98
Comptes d'épargne à régime spécial	250 767	250 767	-	-	250 767
Autres dettes envers la clientèle	103 624	104 216	-	27 279	76 937
Titres donnés en pension livrée	3 845	3 844	-	3 844	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 060	1 055	-	-	1 055
Dettes nées d'opérations de réassurance	291	291	-	-	291
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	756	756	-	-	756
Dettes représentées par un titre	158 541	178 798	32 611	144 751	1 436
Dettes subordonnées	29 424	29 748	24 706	2 330	2 712
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	833 137	855 353	57 317	463 134	334 902

10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

DISPOSITIF DE VALORISATION

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou validés par le département des Risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers...);
- de modèles validés par les équipes quantitatives du département des Risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de *mark-to-market* : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue *via* les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;

Les réserves *bid/ask* : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :

- les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;

- les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*credit valuation adjustment* ou *CVA*) et le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*debit valuation adjustment* ou *DVA* ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*CVA*) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*DVA*) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du *CVA/DVA* repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

L'ajustement de *FVA* (*Funding Valuation Adjustment*)

La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés intègre un ajustement de *FVA* ou *Funding Valuation Adjustment* lié au financement de ces instruments.

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	239 187	19 620	217 004	2 563
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	469	-	-	469
Titres reçus en pension livrée	72 019	-	72 019	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	17 391	15 925	1 248	218
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	12 010	11 134	876	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	2 461	1 894	349	218
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	2 920	2 897	23	-
Instruments dérivés	149 308	3 695	143 737	1 876
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	87 092	52 010	30 907	4 175
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	42 934	22 943	19 989	2
Titres à la juste valeur par résultat sur option	44 158	29 067	10 918	4 173
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	3 718	3 718	-	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	24 180	17 254	6 746	180
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	16 260	8 095	4 172	3 993
Actifs financiers disponibles à la vente	315 916	271 078	42 400	2 438
Effets publics et valeurs assimilées	76 973	76 512	461	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	209 137	174 881	33 981	275
Actions et autres titres à revenu variable	29 806	19 685	7 958 ⁽¹⁾	2 163
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	21 928	3	21 908	17
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	664 123	342 711	312 219	9 193
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			9 697	9
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		870		260
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		4	1 372	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		874	11 069	269

(1) Les titres SAS Rue La Boétie, détenus par la Caisse régionale de Corse, sont intégrés au poste Actions et autres titres à revenus variable dans le niveau 2 pour 47 millions d'euros.

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 2 concernent des titres AFS.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des dérivés de taux.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des dérivés de taux.

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	262 490	25 806	233 381	3 303
Créances sur la clientèle	526	-	-	526
Titres reçus en pension livrée	81 345	-	81 345	-
Titres détenus à des fins de transaction	24 876	23 109	1 493	274
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	16 012	15 810	202	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	5 459	3 894	1 291	274
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	3 405	3 405	-	-
Instruments dérivés	155 743	2 697	150 543	2 503
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	85 830	58 408	23 180	4 242
Créances sur les établissements de crédit	645	-	645	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	38 910	23 391	15 501	18
Titres à la juste valeur par résultat sur option	46 275	35 017	7 034	4 224
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	3 628	3 628	-	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	25 135	21 977	2 977	181
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	17 512	9 412	4 057	4 043
Actifs financiers disponibles à la vente	298 122	260 866	34 785	2 471
Effets publics et valeurs assimilées	74 353	73 967	386	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	196 795	167 807	28 859	129
Actions et autres titres à revenu variable	26 974	19 092	5 540 ⁽¹⁾	2 342 ⁽²⁾
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	24 806	8	24 781	17
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	671 248	345 088	316 127	10 033
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			1 115	109
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1 740		61
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		17	453	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		1 757	1 568	170

(1) Les titres SAS Rue La Boétie sont intégrés au poste Actions et autres titres à revenus variable dans le niveau 2 pour 47 millions d'euros.

(2) Dont 245 millions d'euros de plus-value latente (dont - 13 millions d'euros d'impôt différé) constatée sur les titres Visa Europe rachetés le 21 juin 2016 (c. note 2.4 Rachat de Visa Europe par Visa Inc.).

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 3 concernent des obligations.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des dérivés de taux.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 1 concernent essentiellement des titres AFS et des obligations.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des dérivés de taux.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	212 728	23 199	186 319	3 210
Titres vendus à découvert	19 940	19 376	504	60
Titres donnés en pension livrée	44 306	389	43 917	-
Dettes représentées par un titre	1	1	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	148 481	3 433	141 898	3 150
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	31 280	4 093	18 483	8 704
Instruments dérivés de couverture	17 890	-	17 456	434
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	261 898	27 292	222 258	12 348

Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			505	9
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		731
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	808	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		-	1 313	740

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des passifs détenus à des fins de transaction.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent des titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur sur option.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur sur option.

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	222 532	25 370	193 949	3 213
Titres vendus à découvert	22 097	22 096	-	1
Titres donnés en pension livrée	46 690	390	46 300	-
Dettes représentées par un titre	3	3	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	153 742	2 881	147 649	3 212
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	31 983	8 762	16 349	6 872
Instruments dérivés de couverture	23 707	1	23 303	403
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	278 222	34 133	233 601	10 488

Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		46		176
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	306	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		46	306	176

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des dérivés de taux et les titres de créances négociables comptabilisés en juste valeur sur option.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des dérivés de taux et les titres de créances négociables comptabilisés en juste valeur sur option.

Les instruments classés en niveau 1

Le niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés (options, *futures*, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et d'agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes, considérées comme exécutables, et mises à jour régulièrement sont classées en niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock d'obligations souveraines, d'agences et de titres *corporates*. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en niveau 3.

Les instruments classés en niveau 2

Les principaux produits comptabilisés en niveau 2 sont les suivants :

■ Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2 ;

■ Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les *swaps* de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres soit directement observables (cours de change, taux d'intérêts), soit pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les *caps*, *floors*, *swaptions*, options de change, options sur actions, *credit default swaps*, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres utilisés sont pour l'essentiel observables et

des prix observables dans le marché, *via* notamment les prix de courtiers et/ou les consensus de place, permettent de corroborer les valorisations internes ;

- les titres cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

Les instruments classés en niveau 3

Sont classés en niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en niveau 1 et 2, et donc principalement les produits présentant un risque modèle élevé ou des produits dont la valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables significatifs.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est réintégrée au résultat soit de manière étalée sur la durée d'inobservabilité soit en une seule fois à la date à laquelle les paramètres deviennent observables.

Ainsi, le niveau 3 regroupe notamment :

■ Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible,
- les ABS et CLO pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables,
- les ABS, CLO, tranches super senior et mezzanines de CDO pour lesquels le caractère actif du marché n'est pas démontré ;

■ Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3 ;

■ Dérivés de gré à gré

Produits non observables du fait du sous-jacent : certains produits dont l'essentiel du stock est classé en Niveau 2 sont considérés comme relevant du Niveau 3 du fait de leur devise sous-jacente ou de leur maturité. Une grille d'observabilité définit pour chaque couple instrument/devise, la maturité maximale considérée comme observable. Cette observabilité est fonction de la liquidité du paramètre et de la disponibilité de sources observables permettant sa valorisation.

Principalement, sont classées en Niveau 3 :

- des expositions sur taux d'intérêts ou *swap* de change de maturité très longue ;
- des expositions sur actions, principalement des produits sur des marchés optionnels insuffisamment profonds ou des produits indexés sur la volatilité et contrats à terme dont la maturité est longue ;
- des expositions sur produits non linéaires (de taux, de change) de maturité longue sur des devises/indices majeures. Sont inclus dans cette catégorie les options vanille, mais également les dérivés exotiques simples comme les *swaps* annulables ;

- des expositions non linéaires sur devises émergentes.

Produits dérivés complexes : ces produits relèvent du niveau 3 car leur valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables. Les principales expositions concernées sont :

- les produits dont le sous-jacent est la différence entre deux taux d'intérêt, de type Option, Option binaire ou produits exotiques. Ces produits font appel à une corrélation entre les deux taux qui n'est pas considérée comme observable du fait d'une liquidité réduite. La valorisation des expositions est cependant ajustée en fin de mois sur la base des niveaux de corrélations dérivés de consensus de place ;
- les produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice (Euribor, *Spread* de CMS). Ces produits ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation ;
- les *swaps* de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires. Les hypothèses et paramètres retenus sont contrôlés régulièrement sur la base des amortissements effectivement constatés ;
- les produits hybrides taux/change long terme de type *Power Reverse Dual Currency*, portant principalement sur le couple USD/JPY ou des produits dont le sous-jacent est un panier de devises. Les paramètres de corrélation entre les taux d'intérêt et les devises ainsi qu'entre les deux taux d'intérêts sont déterminés sur la base d'une méthodologie interne fondée sur les données historiques. L'observation des consensus de marché permet de s'assurer de la cohérence d'ensemble du dispositif ;
- les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations, quels que soient les sous-jacents considérés (taux, crédit, change, inflation). Dans cette catégorie on

trouvera les produits *cross-asset* de type *dual range*, les *baskets* de change sur devises émergentes, *Credit Default Baskets*. La détermination des corrélations est effectuée de façon conservatrice en fonction de l'exposition globale de l'établissement, sur la base de données historiques. Si la diversité des corrélations est importante, les expositions à chacune d'entre elles demeurent mesurées ;

- les produits de corrélation actions et hybrides actions, dont le *pay-off* dépend du comportement relatif d'actions ou indices d'un panier (panier qui dans certains cas est composé non seulement d'actions mais aussi d'autres instruments tels qu'indices sur matières premières). La valorisation de ces produits est sensible à la corrélation entre les composantes du panier et leur classification en niveau 3 est déterminée par leur maturité, leur nature hybride et la composition du panier sous-jacent ;
- les instruments dérivés à sous-jacent taux dont le coupon est indexé sur la volatilité *forward* (aussi appelés "Vol Bonds") ;
- les parts de CDO sur des expositions portant des paniers de crédit *corporate*. Le modèle de valorisation de ces produits utilise à la fois des données observables (prix de CDS) et non observables (corrélations entre les défauts). Sur les tranches Senior, les plus illiquides, Crédit Agricole CIB a introduit des paramètres de valorisation adaptés à son appréciation du risque intrinsèque de ses expositions. Le risque de marché du portefeuille de CDO dérivés a été cédé à un fonds géré par Blue Mountain Capital en 2012 ;
- le risque de marché des portefeuilles de dérivés complexes sur actions a été transféré à une contrepartie externe au Groupe au 31 décembre 2013.

Pour la plupart de ces produits, le tableau ci-après fournit les techniques de valorisations et les principales données non observables avec leur intervalle de valeurs. Cette analyse a été réalisée sur les instruments dérivés du pôle Grandes clientèles.

AU 31 DÉCEMBRE 2016

Classes d'instruments	Évaluation bilan (en millions d'euros)		Principaux types de produits composant le niveau 3	Technique de valorisation utilisée	Principales données non observables	Intervalle des données non observables
	Actif	Passif				
Dérivés de taux	1 766	3 200	Produits annulables de maturité longue (<i>swaps</i> annulables, <i>swaps</i> zéro coupons annulables)	Modèle de valorisation des options de taux d'intérêt	Volatilité <i>forward</i>	
			Options portant sur une différence de taux		Corrélation CMS	0 %/100 %
			<i>Swaps</i> de titrisation	Modélisation des remboursements anticipés et actualisation des flux de trésorerie attendus	Taux de prépaiement	0 %/50 %
			Produits hybrides taux/change de maturité longue (PRDC)	Modèle de valorisation des produits hybrides taux/change	Corrélation taux/taux	50 %/80 %
					Corrélation taux/change	- 50 %/50 %
			Produits multi-sous-jacent (<i>dual range</i> , etc.)	Modèles de valorisation des instruments multi-sous-jacents	Corrélation -Fx/ <i>Equity</i>	- 50 %/75 %
					Corrélation - Change/Change	- 20 %/50 %
					Corrélation - Taux d'intérêt/ <i>Equity</i>	- 25 %/75 %
					Corrélation - Taux d'intérêt/Taux d'intérêt	- 10 %/100 %
					Corrélation - Taux d'intérêt/Change	- 75 %/75 %
Dérivés de crédit	70	30	CDO sur panier de crédit corporate	Techniques de projection de la corrélation et modélisation des flux de trésorerie attendus	Corrélations entre les défauts des composantes	50 %/90 %

VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

(en millions d'euros)	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
		Créances sur la clientèle	Titres détenus à des fins de transaction			Instruments dérivés
			Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
Solde d'ouverture retraité (01/01/2016)	10 033	526	274	-	274	2 503
Gains/pertes de la période	155	(72)	(55)	-	(55)	(77)
Comptabilisés en résultat	254	(65)	(55)	-	(55)	(77)
Comptabilisés en capitaux propres	(99)	(7)	-	-	-	-
Achats de la période	1 608	75	4	-	4	229
Ventes de la période	(1 814)	(385)	(2)	-	(2)	(207)
Émissions de la période	83	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(96)	-	(1)	-	(1)	(121)
Reclassements de la période	325	325	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	6	-	-	-	-	-
Transferts	(1 107)	-	(2)	-	(2)	(451)
Transferts vers niveau 3	269	-	-	-	-	25
Transferts hors niveau 3	(1 376)	-	(2)	-	(2)	(476)
SOLDE DE CLÔTURE (31/12/2016)	9 193	469	218	-	218	1 876

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					Actifs financiers disponibles à la vente			Instruments dérivés de couverture
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Créances sur la clientèle	Titres à la juste valeur par résultat sur option			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	
		Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Titres à la juste valeur par résultat sur option				
18	-	181	4 043	4 224	-	129	2 342	17
(8)	-	(1)	68	67	-	247	53	-
(8)	-	(1)	68	67	-	247	145	-
-	-	-	-	-	-	-	(92)	-
-	-	-	1 130	1 130	-	26	144	-
(8)	-	-	(602)	(602)	-	(253)	(357)	-
-	-	-	-	-	-	-	83	-
-	-	-	-	-	-	-	26	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	(3)	9	-
-	-	-	(646)	(646)	-	129	(137)	-
-	-	-	2	2	-	223	19	-
-	-	-	(648)	(648)	-	(94)	(156)	-
2	-	180	3 993	4 173	-	275	2 163	17

PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

(en millions d'euros)	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction			Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Instruments dérivés		
Solde d'ouverture retraité (01/01/2016)	10 488	1	-	3 212	6 872	403
Gains/pertes de la période	98	60	-	94	(102)	46
Comptabilisés en résultat	98	60	-	94	(102)	46
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	187	-	-	185	-	2
Ventes de la période	(221)	(1)	-	(220)	-	-
Émissions de la période	3 191	-	-	-	3 169	22
Dénouements de la période	(1 327)	-	-	(85)	(1 212)	(30)
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-
Transferts	(68)	-	-	(36)	(23)	(9)
Transferts vers niveau 3	740	-	-	41	699	-
Transferts hors niveau 3	(808)	-	-	(77)	(722)	(9)
SOLDE DE CLÔTURE (31/12/2016)	12 348	60	-	3 150	8 704	434

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS SUR UN MODÈLE DE VALORISATION DE NIVEAU 3

Le caractère non observable des paramètres introduit une incertitude que nous venons évaluer ci-après à travers un calcul de sensibilité sur les instruments évalués à partir de ces mêmes paramètres.

Sur le périmètre des dérivés de taux, deux facteurs principaux sont considérés comme non observables et entraînent de fait la classification des produits dont la valorisation y fait appel en Niveau 3 : la corrélation et les taux de prépaiement (*i.e.* remboursement anticipé).

La corrélation

De nombreux produits sont sensibles à un paramètre de corrélation. Cependant, ce paramètre n'est pas unique et il existe de nombreux types de corrélations parmi lesquels :

- corrélation forward entre index successifs sur une même devise - ex : CMS 2 ans/CMS 10 ans ;
- corrélation taux/taux (index différents) - ex : Libor 3M USD/ Libor 3M EUR ;
- corrélation taux/change (ou Quanto) - ex : USD/JPY - USD ;
- corrélation equity/equity ;
- corrélation equity/change ;
- corrélation equity/taux ;
- corrélation change/change.

L'exposition aux corrélations provient essentiellement, au sein de la ligne d'activité Non Linéaire, des activités Cross Assets.

Le taux de prépaiement

Le taux de prépaiement correspond au taux de remboursement anticipé sur des portefeuilles de titrisation, qu'il s'agisse de remboursements anticipés volontaires ou involontaires (défaut). L'exposition à ce facteur de risque peut provenir de deux types de sources : d'une part, l'exposition directe à ces classes d'actifs, d'autre part, certains *swaps* dits "de titrisation", *i.e.* dont les variations de nominal s'ajustent automatiquement au nominal du portefeuille sous-jacent, sans paiement du *Mark to Market*. Le taux de prépaiement peut être un facteur significatif dans leur valorisation.

Calcul des impacts

Au titre de la corrélation

Les résultats présentés ci-dessous ont été obtenus en appliquant les chocs suivants :

- corrélations entre index successifs d'une même devise (*i.e.* corrélations CMS) : 3 %
- corrélations *cross assets* (ex : Equity/FX ou IR/Equity) et entre deux courbes de taux de devises différentes : 5 %

Le résultat du stress est alors obtenu en sommant les valeurs absolues obtenues. Pour chaque type de corrélation, nous avons considéré les valeurs absolues par devise et par book, faisant ainsi l'hypothèse que les corrélations n'étaient pas corrélées entre elles. Pour les corrélations CMS, nous avons considéré indépendamment les différents sous-jacents (ex : 1y10y, 2y10y).

Au 31 décembre 2016, la sensibilité aux paramètres utilisés dans les modèles de dérivés de taux ressort ainsi à +/- 6,8 millions d'euros, en léger retrait par rapport au 31 décembre 2015 (+/- 6,7 millions d'euros). Il n'y plus d'activités "*Legacy*", les opérations ont été annulées ou transférées dans les *books Structured Euro, Non Euro* et JPY.

Les principaux contributeurs sont désormais :

- *Cross Asset* : 2 millions d'euros (vs 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2015) avec une baisse de - 1,3 million d'euros principalement expliquée par la baisse de la corrélation taux-taux EUR/GBP suite à l'annulation de certaines opérations.
- *Structured Non Euro* : 1,9 million d'euros (vs 1,3 million d'euros).
- *Structured Euro* : 2 million d'euros. L'augmentation des stress sur les activités Structured est expliquée par le développement du business et donc à un accroissement de ce facteur de risque.
- *Long Term FX* : 0,6 million d'euros (vs 0,8 million d'euros).

Les contributions des autres périmètres sont peu significatives.

Au titre du taux de prépaiement

Les expositions directes aux actifs comprenant un risque de prépaiement sont liées aux titrisations de type RMBS, CLO et tranches mezzanines de CDO. Ces expositions sont marginales. Elles peuvent être captées par la sensibilité à une variation de 1 bp des *spreads* de crédit. Cette sensibilité étant très faible (< 50 k€/bp), l'exposition au taux de prépaiement est donc considérée comme négligeable.

Le taux de prépaiement n'est pas un paramètre de marché observable et le modèle de valorisation retenu pour les *swaps*

de titrisation est particulièrement conservateur. La valorisation retenue est définie comme le minimum entre la valorisation obtenue avec un taux de prépaiement très rapide et avec un taux de prépaiement très lent. Ainsi, une variation "normale" du taux de prépaiement n'aura aucun impact significatif sur le *Mark to Market*, aucun *Day One* n'est donc retenu pour ces produits.

10.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

La marge différée est la marge non enregistrée en date de comptabilisation initiale. Elle est constituée par la différence entre le prix de transaction payé ou reçu pour un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale et sa juste valeur à cette même date.

Elle concerne le périmètre des instruments financiers de niveau 3 pour lesquels la juste valeur est déterminée sur la base de modèles de valorisation complexes intégrant des paramètres non observables.

Cette marge différée est réintégrée au résultat, soit de manière étalée sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables, soit en une seule fois à la date à laquelle les paramètres deviennent observables.

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité
Marge différée au 1^{er} janvier	45	65
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	33	16
Comptabilisée en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées/remboursées/échues	(9)	(36)
Intéressement et participation		-
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant la période		-
MARGE DIFFÉRÉE EN FIN DE PÉRIODE	69	45

NOTE 11 Impacts des évolutions comptables ou autres événements**COMPTE DE RÉSULTAT****IMPACTS DE L'OPÉRATION DE SIMPLIFICATION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL DU GROUPE
SUR LES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2015 Retraité	Impacts de l'opération	31/12/2015 Publié
Intérêts et produits assimilés	26 269		26 269
Intérêts et charges assimilées	(14 711)		(14 711)
Commissions (produits)	8 157		8 157
Commissions (charges)	(5 238)		(5 238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 757		3 757
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2 602		2 602
Produits des autres activités	35 029		35 029
Charges des autres activités	(38 671)		(38 671)
Produit net bancaire	17 194	-	17 194
Charges générales d'exploitation	(10 931)		(10 931)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(652)		(652)
Résultat brut d'exploitation	5 611	-	5 611
Coût du risque	(2 293)		(2 293)
Résultat d'exploitation	3 318	-	3 318
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	455	(1 079)	1 534
Gains ou pertes nets sur autres actifs	38		38
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-		-
Résultat avant impôt	3 811	(1 079)	4 890
Impôts sur les bénéfices	(898)		(898)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	1 058	1 079	(21)
Résultat net	3 971	-	3 971
Participations ne donnant pas le contrôle	455	-	455
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 516	-	3 516

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

IMPACTS DE L'OPÉRATION DE SIMPLIFICATION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL DU GROUPE
SUR LES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Impacts de l'opération	31/12/2015 Publié
Résultat net	3 971	-	3 971
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(38)	-	(38)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(38)	-	(38)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(6)	(11)	5
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	3	-	3
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	4	(4)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des activités abandonnées	7	7	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(34)	-	(34)
Gains et pertes sur écarts de conversion	455	-	455
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	21	-	21
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(206)	-	(206)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	270	-	270
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entreprises mises en équivalence	116	(61)	177
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	73	-	73
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	(4)	(19)	15
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des activités abandonnées	94	80	14
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	549	-	549
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	515		515
RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	4 486		4 486
Dont part du Groupe	4 055		4 055
Dont participations ne donnant pas le contrôle	431		431

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

IMPACTS DE L'OPÉRATION DE SIMPLIFICATION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL DU GROUPE
SUR LES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en millions d'euros)	31/12/2015 Retraité	Impacts de l'opération	31/12/2015 publié
Résultat avant impôt	3 811	(1 079)	4 890
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	667		667
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-		-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	17 017		17 017
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(579)	1 079	(1 658)
Résultat net des activités d'investissement	(38)		(38)
Résultat net des activités de financement	3 765		3 765
Autres mouvements	(6 087)		(6 087)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	14 745	1 079	13 666
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	7 619		7 619
Flux liés aux opérations avec la clientèle	10 422		10 422
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(38 643)		(38 643)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(3 359)		(3 359)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	530		530
Impôts versés	(1 615)		(1 615)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(25 046)		(25 046)
Flux provenant des activités abandonnées	4		4
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(6 486)		(6 486)
Flux liés aux participations	(442)		(442)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(868)		(868)
Flux provenant des activités abandonnées	-		-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(1 310)		(1 310)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(1 614)		(1 614)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(6 475)		(6 475)
Flux provenant des activités abandonnées	-		-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(8 089)		(8 089)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	3 919		3 919
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	(11 966)		(11 966)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	41 299		41 299
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	50 619		50 619
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(9 320)		(9 320)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	29 333		29 333
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	32 546		32 546
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(3 213)		(3 213)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(11 966)		(11 966)

NOTE 12 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016**12.1 Information sur les filiales****12.1.1 RESTRICTIONS SUR LES ENTITÉS**

Le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes réglementaires

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au groupe Crédit Agricole S.A.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contrainte sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte du groupe Crédit Agricole S.A. sont détenus au profit des souscripteurs des contrats. Les actifs figurant au bilan des filiales d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont essentiellement détenus en vue de satisfaire leurs obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

Autres contraintes

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB Algérie et Crédit Agricole Ukraine, doivent soumettre à l'accord préalable de leur autorité de tutelle (Banque d'Algérie et la Banque Nationale d'Ukraine) la distribution de dividendes.

Le paiement des dividendes de CA Egypt est limité par la restriction imposée par la Banque centrale d'Égypte sur la conversion de la livre égyptienne.

12.1.2 SOUTIEN AUX ENTITÉS STRUCTURÉES CONTRÔLÉES

Crédit Agricole CIB a des accords contractuels avec certaines entités structurées consolidées assimilables à des engagements de fournir un soutien financier.

Pour ses besoins de financement et ceux de sa clientèle, Crédit Agricole CIB utilise des véhicules d'émission de dettes structurées afin de lever de la liquidité sur les marchés financiers. Les titres émis par ces entités sont intégralement garantis par Crédit Agricole CIB. Au 31 décembre 2016, le montant de ces émissions est de 21 milliards d'euros contre 19 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Dans le cadre de son activité de titrisation pour compte de tiers, Crédit Agricole CIB apporte des lignes de liquidités à ses conduits ABCP (voir note 1.1 pour plus de détail). Au 31 décembre 2016, le montant de ces lignes de liquidités est de 31 milliards d'euros contre 25 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Crédit Agricole S.A. n'a accordé aucun autre soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015.

12.1.3 OPÉRATIONS DE TITRISATION ET FONDS DÉDIÉS

Diverses entités du Groupe procèdent à des opérations de titrisation pour compte propre dans le cadre d'opérations de refinancement collatéralisées. Ces opérations peuvent être, selon le cas, totalement ou partiellement placées auprès d'investisseurs, données en pension ou conservées au bilan de l'émetteur pour constituer des réserves de titres liquides utilisables dans le cadre de la gestion du refinancement. Selon l'arbre de décision d'IAS 39, ces opérations entrent dans le cadre de montages déconsolidants ou non déconsolidants : pour les montages non déconsolidants, les actifs sont maintenus au bilan consolidé du groupe Crédit Agricole S.A.

12.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Banque de proximité en France									
Établissement bancaire et financier									
Banque Chalus	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Banque Thémis	■		France		F	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse Régionale Alpes Provence	▲	D4 ; S2	France		EA		25,2		25,2
Caisse Régionale Alsace Vosges	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Aquitaine	▲	D4 ; S2	France		EA		29,3		29,3
Caisse Régionale Atlantique Vendée	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
Caisse Régionale Brie Picardie	▲	D4 ; S2	France		EA		27,3		27,3
Caisse Régionale Centre Est	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Centre France	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Centre Loire	▲	D4 ; S2	France		EA		27,7		27,7
Caisse Régionale Centre Ouest	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Champagne Bourgogne	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Charente Maritime - Deux Sèvres	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Charente-Périgord	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Côtes D'Armor	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale de L'Anjou et du Maine	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale des Savoie	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Finistère	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Franche Comté	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Guadeloupe	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Ile et Vilaine	▲	D4 ; S2	France		EA		26,0		26,0
Caisse Régionale Languedoc	▲	D4 ; S2	France		EA		25,8		25,8
Caisse Régionale Loire - Haute Loire	▲	D4 ; S2	France		EA		25,4		25,4
Caisse Régionale Lorraine	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Martinique	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Morbihan	▲	D4 ; S2	France		EA		28,1		28,1

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Caisse Régionale Nord de France	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Nord-Est	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Caisse Régionale Normandie	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Normandie Seine	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
Caisse Régionale Paris et Ile de France	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
Caisse Régionale Provence - Côte d'Azur	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Pyrénées Gascogne	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Réunion	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Sud Méditerranée	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caisse Régionale Sud Rhône Alpes	▲	D4 ; S2	France		EA		25,8		25,8
Caisse Régionale Toulouse 31	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Caisse Régionale Touraine Poitou	▲	D4 ; S2	France		EA		26,4		26,4
Caisse Régionale Val de France	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Cofam	▲	D4 ; S2	France		EA		25,4		25,4
CRCAM SUD MED. SUC	▲	D4 ; S2	Espagne	France	EA		25,0		25,0
Interfirmo	■		France		F	99,0	99,0	94,1	94,1
LCL	■		France		F	95,1	95,1	95,1	95,1
LCL succursale de Monaco	■		Monaco	France	S	95,1	95,1	95,1	95,1
Sircam	▲	D4 ; S2	France		EA		25,4		25,4
Sociétés de crédit-bail et location									
Locam	▲	D4 ; S2	France		EA		25,4		25,4
Sociétés d'investissement									
Bercy Participations	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
CA Centre France Développement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
CACF Immobilier	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
CADS Développement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Calixte Investissement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Crédit Agricole FC Investissement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
L'Immobilier d'A Côté	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		25,2
Nord Capital Investissement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		26,8
NECI	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Nord Est Expansion	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,5		26,5
Sequana	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Socadif	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,7
Groupe Rossel La Voix	▲	D1 ; D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Audaxis France	▲	D4 ; S2	France		EA		6,3		1,6
Cercle Bleu	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
CINENEWS	▲	D4 ; S1	France		EA		9,4		2,4
Contact FM	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Courrier Picard	▲	D4 ; S2	France		EA		24,7		6,2
Images en Nord	▲	D4 ; S2	France		EA		13,1		3,3
Internep	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
La Voix Conseil	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
La Voix du Nord	▲	D4 ; S2	France		EA		24,0		6,1
L'Aisne Nouvelle	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
L'Indépendant du Pas de Calais	▲	D4 ; S2	France		EA		12,4		3,1
Nord Eclair	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Nord Littoral	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Nordispress	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Nep TV	▲	D4 ; S2	France		EA		22,4		5,6
Picardie Matin	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Presse Flamande	▲	D4 ; S2	France		EA		24,7		6,2
La Voix Medias	▲	D1 ; D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Répondances	▲	D4 ; S2	France		EA		22,9		5,8
STM	▲	D4 ; S2	France		EA		15,5		3,9
Tele Saint Quentin	▲	D4 ; S2	France		EA		5,6		1,4
Imprimerie du Messager	▲	D1 ; D4 ; S2	France		EA		25,0		6,3
Voix du Nord Etudiant	▲	D4 ; S2	France		EA		12,5		3,2
Développement touristique-immobilier									
Aquitaine Immobilier Investissement	▲	D4 ; S2	France		EA		29,3		29,3
Franche Comté Développement Foncier	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Franche Comté Développement Immobilier	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
L'Allan Immobilier Montbeliard	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Immeuble Franche Comté	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caroline Immo	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Square Jura	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Nacarot	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		7,7
Nord Est Aménagement Promotion	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Nord Est Gestion Immobilière	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Nord Est Immo	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Nord Est Optimmo S.A.S.	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Nord Est Patrimoine Immobilier	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
Native Immobilier	▲	D1 ; D4 ; S2	France		EA		26,5		10,6
Normandie Seine Foncière	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
S.A. Foncière de l'Erable	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
S.A.S. Chalons Mont Bernard	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
S.A.S. Charleville Forest	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
SCI Euralliance Europe	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
S.A.S. Laon Brossette	▲	D4 ; S2	France		EA		26,5		26,5
SCI 15 place du General de Gaulle	▲	D4 ; S1	France		EA		17,5		17,5
SAS Centre d'affaires du parc Lumiere	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
SCI Le Bretagne	▲	D4 ; S2	France		EA		18,8		18,8
SCI Crystal Europe	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
SCI Quartz Europe	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Square Habitat Nord de France	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Divers									
Adret Gestion	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Alsace Elite	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		23,7
Amundi diversifié 1	▲	S1	France		EAS		25,6		25,6
Anjou Maine Gestion	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Aquitaine Rendement	▲	D4 ; S2	France		EA		29,3		29,3
Armor Fonds Dédié	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Bercy Champ de Mars	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,6
BFT diversifié 1	▲	S1	France		EAS		25,6		25,6

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Brie Picardie Croissance	▲	D4 ; S2	France		EAS		27,3		27,3
C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft GmbH	■		Allemagne		F	100,0	100,0	95,1	95,1
CA Aquitaine Agences Immobilières	▲	D4 ; S2	France		EA		29,3		29,3
CA Aquitaine Immobilier	▲	D4 ; S2	France		EA		29,3		29,3
CA Participations	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Caapimmo 4	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		24,9
Caapimmo 6	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		25,2
CAP Actions 2	▲	D4 ; S2	France		EA		25,2		25,2
CAP ACTIONS 3	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		25,2
CAP Obligataire	▲	D4 ; S2	France		EA		25,2		25,2
CAP Régulier 1	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		25,2
CAPI Centre-Est	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Centre France Location Immobilière	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Chabrillac	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		22,2
CPR diversifié 1	▲	S1	France		EAS		25,6		25,6
Crédit Agricole Centre Est Immobilier	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Prestimmo	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Sepi	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Mercagentes	▲	D4 ; S2	Espagne		EA		30,0		28,7
CAM Energie SAS	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)	■		France		F	100,0	100,0	95,1	95,1
Edokial	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		14,7
Emeraude Croissance	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,0		26,0
Europimmo	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
ARGOAT Finances	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Everbreizh	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,0		26,0
FCP Centre Loire	▲	D4 ; S2	France		EAS		27,7		27,7
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 (sauf compartiment Corse) (2)	▲	D4 ; S2	France		ESC		Env. 25 %		Env. 25 %
Financière PCA	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Finarmor Gestion	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Fonds dédié Elstar	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Force 29	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Force Alsace	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Force Charente Maritime Deux Sèvres	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Force Iroise	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Force Languedoc	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,8		25,8
Force Lorraine Duo	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Force Profile 20	▲	D4 ; S2	France		EA		25,6		25,8
Force Run	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Force Toulouse Diversifié	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,5		26,5
Force 4	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Inforsud Diffusion	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		22,2
Inforsud Gestion	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		22,2
Merico Delta Print	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		22,2
Morbihan Gestion	▲	D4 ; S2	France		EAS		28,1		28,1
NMP Gestion	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,0		25,0
Ozenne Institutionnel	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,5		26,5
PCA IMMO	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
PG IMMO	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
PG Invest	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Pyrénées Gascogne Altitude	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Pyrénées Gascogne Gestion	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
SAS Brie Picardie Expansion	▲	D4 ; S2	France		EA		27,3		27,3
SNC Les Fauvins	▲	D4 ; S2	France		EAS		25,2		25,2
Scica HL	▲	D4 ; S2	France		EA		25,4		25,1
Sud Rhône Alpes Placement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,8		26,0
Toulouse 31 Court Terme	▲	D4 ; S2	France		EAS		26,5		26,5
Val de France Rendement	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		25,0
Société d'exploitation des téléphériques Tarentaise-Maurienne	▲	D4 ; S2	France		EA		25,0		9,5

Banque de proximité à l'international

Établissement bancaire et financier

Arc Broker	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Banca Popolare Friuladria S.p.A.	■		Italie		F	80,7	80,2	61,7	61,3
Bankoia	▲	D4 ; S2	Espagne		EA		30,0		28,7
Crédit Agricole Cariparma	■	D1	Italie		F	76,5	76,5	76,5	76,5
Carispezia	■		Italie		F	80,0	80,0	61,2	61,2

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

(2) Chaque compartiment du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 était consolidé au pourcentage de détention et selon la même méthode de consolidation que la Caisse régionale qui le détient.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Crédit Agricole Financement	▲	D4 ; S2	Suisse		EA		34,9		32,2
Crédit Agricole Group Solutions	■		Italie		ESC	100,0	100,0	74,8	74,8
Credit Agricole Bank	■		Ukraine		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Bank Polska S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Banka Srbija a.d. Novi Sad	■		Serbie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Egypt S.A.E.	■		Egypte		F	60,5	60,5	60,2	60,2
Crédit Agricole Polska S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Romania	■		Roumanie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Service sp z o.o.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc	■		Maroc		F	78,7	78,7	78,7	78,7
Lukas Finance S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
Belgium CA S.A.S.	▲	S1	France		EA		10,0		33,2
Crédit du Maroc Succursale de France	■	D4	France	Maroc	S	78,7	78,7	78,7	78,7
IUB Holding	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Services financiers spécialisés									
Établissement bancaire et financier									
Agos	■		Italie		F	61,0	61,0	61,0	61,0
Alsolia	▲		France		EA	20,0	20,0	20,0	20,0
Antera Incasso B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crealfi	■		France		F	51,0	51,0	51,0	51,0
Crediborn	■		Portugal		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crediet Maatschappij "De Ijssel" B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Polska S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Creditplus Bank AG	■		Allemagne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
De Kredietdesk B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
DNV B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor GmbH	■		Allemagne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Hispania S.A.	■	S4	Espagne		F		100,0		100,0
Eurofactor Italia Sp.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Eurofactor Nederland	■	E2	Pays-bas	Allemagne	S	100,0		100,0	
Eurofactor SA - NV (Benelux)	■		Belgique		S	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)	■		Portugal		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofintus Financieringen B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
FCA Capital France S.A.	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank	▲		Italie		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Danmark A/S	▲		Danemark		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital España EFC S.A.	▲		Espagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Ireland Plc	▲		Irlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Nederland B.V.	▲		Pays-Bas		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Suisse S.A.	▲		Suisse		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Group Bank Polska S.A.	▲	D1	Pologne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank Germany GmbH	▲		Allemagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank GmbH	▲		Autriche		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank GmbH, Hellenic Branch	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Belgium S.A.	▲		Belgique		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Danmark A/S, Finland Branch	▲		Finlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Hellas S.A.	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital IFIC	▲		Portugal		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Re Limited	▲		Irlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Automotive Services UK Ltd	▲		Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer Services Portugal S.A.	▲		Portugal		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Insurance Hellas S.A.	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Leasing GmbH	▲		Autriche		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Leasing Polska	▲		Pologne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer Services Espana SA, Morocco Branch	▲	E3	Maroc	Espagne	Co-E	50,0		50,0	
FCA Dealer Services UK Ltd	▲		Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Ferrari Financial Services GMBH	▲	E3	Allemagne		Co-E	50,0		25,0	
Financierings Data Netwerk B.V.	▲		Pays-Bas		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
NL Findio B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Finata Bank NV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Zuid-Nederland BV.	■		Pays-Bas		F	97,9	97,9	97,9	97,9
FCA Leasing France	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Denmark	▲		Danemark		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Forso Finance OY	▲		Finlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Forso Norge	▲		Norvège		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Forso Nordic A.B.	▲		Suède		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
GAC - Sofinco Auto Finance Co.	▲		Chine		EA	50,0	50,0	50,0	50,0
GSA Ltd	■		Maurice		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Finance BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Financieringen BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM lease maatschappij NV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Iebe Lease BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
FCA Capital Norge AS	▲		Norvège		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
InterBank group	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
FCA Capital Sverige	▲		Suède		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Krediet '78 BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Mahuko Financieringen BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Menafinance	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Money Care BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
NVF Voorschotbank BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Ribank	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Ste Européenne de développement du financement	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Themis Courtage	▲	E3	Maroc		EA	49,0		49,0	
VoordeelBank BV.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Wafasalaf	▲		Maroc		EA	49,0	49,0	49,0	49,0
Sociétés de crédit-bail et location									
Auxifp	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CAL Espagne	■		Espagne	France	S	100,0	100,0	100,0	100,0
Carefleet S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing & Factoring	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing Italia	■		Italie		F	100,0	100,0	80,0	80,0
Crédit du Maroc Leasing et Factoring	■	D1	Maroc		F	100,0	100,0	85,8	85,8

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Europejski Fundusz Leasingowy (EFL)	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
FAL Fleet Services	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer services España, S.A.	▲		Espagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Fleet Services Uk Ltd	▲		Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Finamur	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Leasys	▲		Italie		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Lioxbail	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Lioxcourtage	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Lioxcredit	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucafleet	▲		France		EA	35,0	35,0	35,0	35,0
Unifergie	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement									
Argence Investissement S.A.S.	■	S5	France		F		100,0		100,0
Assurance									
ARES Reinsurance Ltd.	■		Irlande		F	100,0	100,0	61,0	61,0
Divers									
Smart Prepaid	▲	D1	France		EA	49,0	49,0	49,0	49,0
Crédit LIFT	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Green FCT Lease	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Ste Européenne de développement d'assurances	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Finance S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofinco Participations	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Gestion de l'épargne et assurances									
Établissement bancaire et financier									
ABC-CA Fund Management CO	▲		Chine		EA	33,3	33,3	24,7	24,7
AMUNDI Asset management	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI (UK) Ltd.	■		Royaume-Uni		F	100,0	100,0	74,1	74,2
Amundi AI LONDON BRANCH	■	S4	Royaume-Uni		S		100,0		74,2
AMUNDI AI S.A.S.	■	S4	France		F		100,0		74,2
AMUNDI Asset management BELGIUM	■	D1	Belgique		S	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Asset management DEUTSCHLAND	■	D1	Allemagne		S	100,0	100,0	74,1	74,2
Amundi Distributors Usa Llc	■		États-Unis		F	100,0	100,0	74,1	74,2

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
AMUNDI Finance	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Finance Emissions	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Global Servicing	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI	■		France		F	74,3	74,2	74,1	74,2
AMUNDI Hellas MFMC S.A.	■		Grèce		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Asset management HONG KONG BRANCH	■	D1	Hong Kong		S	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Hong Kong Ltd.	■		Hong Kong		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Iberia SGIIC S.A.	■		Espagne		F	100,0	100,0	74,1	84,8
AMUNDI Immobilier	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI India Holding	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Intermédiation	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Issuance	■	E1	France		F	100,0		74,1	
AMUNDI Japan	■		Japon		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Japan Holding	■		Japon		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Japan Securities Cy Ltd.	■	S4	Japon		F		100,0		74,2
AMUNDI Asset management LONDON BRANCH	■	D1	Royaume-Uni		S	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Luxembourg S.A.	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Malaysia Sdn Bhd	■		Malaisie		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Asset management NEDERLAND	■	D1	Pays-Bas		S	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Polska	■		Pologne		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Private Equity Funds	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Real Estate Italia SGR S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI SGR S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Singapore Ltd.	■		Singapour		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Smith Breeden	■		États-Unis		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Suisse	■		Suisse		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Tenue de Comptes	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI USA Inc	■		États-Unis		F	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI Ventures	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Amundi Austria	■	D1	Autriche		F	100,0	100,0	74,1	74,2
BFT Investment Managers	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
CA Indosuez Gestion	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (France)	■	D1	France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Clam Philadelphia	■	S4	France		F		100,0		74,2
CPR AM	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
CA Indosuez Wealth (Europe)	■	D1	Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Belgium Branch	■	D1	Belgique	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Spain Branch	■	D1	Espagne	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch	■	D1	Italie	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Suisse) S.A.	■	D1	Suisse		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Suisse) S.A. Hong Kong Branch	■	D1	Hong Kong	Suisse	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Suisse) S.A. Singapore Branch	■	D1	Singapour	Suisse	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CFM Indosuez Wealth	■	D1	Monaco		F	70,1	70,1	67,4	67,4
Etoile Gestion	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
CA Indosuez Finanziaria S.A.	■	D1	Suisse		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel	▲		Luxembourg		EA	50,0	50,0	37,1	37,1
IKS KB	■		République tchèque		F	100,0	100,0	74,1	74,2
KBI Global Investors Limited	■	E3	Irlande		F	87,5		74,1	
KBI Fund Managers Limited	■	E3	Irlande		F	87,5		74,1	
KBI Global Investors (North America) Limited	■	E3	Irlande		F	87,5		74,1	
LCL Emissions	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
NH-AMUNDI Asset management	▲	D1	Corée du Sud		EA	30,0	30,0	22,2	22,2
Société Générale Gestion (S2G)	■		France		F	100,0	100,0	74,1	74,2
State Bank of India Fund Management	▲		Inde		EA	37,0	37,0	27,4	27,4
Tobam Holding Company	▲	E3	France		EA	25,6		18,9	
Tobam	▲	E3	France		EA	4,1		14,8	
WAFA Gestion	▲		Maroc		EA	34,0	34,0	25,2	25,2
Sociétés d'investissement									

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
CA Indosuez Wealth (Brazil) S.A. DTVM	■	D1	Brésil		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Group)	■	D1	France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Assurance									
ASSUR&ME	■	D3	France		ESC	100,0		100,0	
CA Assicurazioni	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI DANNI	■		Italie	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI LIFE LIMITED	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON LIFE LIMITED	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON VIE	■		France	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Reinsurance Ltd.	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VIE	■		France	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VITA	■		Italie	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CALIE Europe Succursale France	■		France		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CALIE Europe Succursale Pologne	■		Pologne	Luxembourg	S	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Assurances (CAA)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life	■	D4	Grèce		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.	■		Japon		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Europe	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Reinsurance S.A.	■	D4	Luxembourg		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Vita SpA	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances S.A.S.	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
GNB Seguros	■		Portugal		F	50,0	50,0	50,0	50,0
Médicale de France	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Pacifica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica - Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole	■		Espagne		S	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Holding (Ireland) Limited	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Spirica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCVM									

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Acacia	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2
Acajou	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUNDI ARMONIA	■	S4	Italie		ESC		100,0		100,0
AMUNDI GRD 24 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Amundi Hk - Green Planet Fund	■		Hong Kong		ESC	99,4	98,9	73,6	73,4
Amundi Performance Absolue Equilibre	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2
AMUN TRESO CT PC 3D	■	S2	France		ESC		54,2		54,2
BFT opportunité	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2014 INVESTISSEMENT PART A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIV/FINANC. COMPT A1 FIC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIV/FINANC. COMPT A2 FIC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAREPTA R 2016	■	E1	France		ESC	100,0		100,0	
CAA SECONDAIRE IV	■	E1	France		ESC	100,0		100,0	
CEDAR	■	E2	France		ESC	100,0		74,1	
RED CEDAR	■	E2	France		ESC	100,0		74,1	
Chorial Allocation	■		France		ESC	99,7	99,7	73,9	73,9
CNP ACP 10 FCP	▲		France		Co-ES	50,2	49,9	50,2	49,9
CNP ACP OBLIG	▲		France		Co-ES	50,2	50,0	50,2	50,0
CA-EDRAM OPPORTUNITES FCP 3DEC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FPCI Cogeneration France I	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
FCPR CAA 2013	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR B1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR C1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR D1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2016	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	
IAA CROISSANCE INTERNATIONALE	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	
CAA INFRASTRUCTURE	■	D3	France		ESC	100,0		100,0	
CA VITA PRIVATE DEBT CHOICE FIPS dLA	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
FCPR CAA COMP TER PART A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPART BIS PART A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA France croissance 2 A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2007 A	■		France		ESC	100,0	99,9	100,0	99,9
FCPR PREDICA 2007 C2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
ARTEMID	■		France		ESC	100,0	90,0	100,0	90,0
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II B	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR Roosevelt Investissements	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP AGRO	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP SANTE A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT BRIDGE 2016-1	■	E1	France		ESC	100,0		100,0	
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-1	■		France		ESC	100,0	93,8	100,0	93,8
CA VITA INFRASTRUCTURE CHOICE FIPS c.l.a.	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	
CA VITA PRIVATE EQUITY CHOICE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT RE-2016-1	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	
FCT CAREPTA 2-2016	■	E1	France		ESC	100,0		100,0	
FCT MID CAP 2 05/12/22	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Federal	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Genavent	■		France		ESC	52,3	52,3	38,7	38,8
Genavent Partners Lp	■	S1	États-Unis		ESC		100,0		74,2
GRD TOBAM AB A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
GRD01	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD02	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD03	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD04	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD05	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD07	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD08	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD09	■		France		ESC	100,0	97,0	100,0	97,0
GRD10	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD13	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD14	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD16	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD17	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD18	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD19	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD20	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA - RE 2015 -1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD21	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD23	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Londres Croissance C16	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2
FEDERIS CORE EU CR 19 MM	■		France		ESC	43,6	43,6	43,6	43,6
LRP - CPT JANVIER 2013 0.30 13-211/01A	■		Luxembourg		ESC	84,2	84,2	84,2	84,2
OBJECTIF LONG TERME FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Peg - Portfolio Eonia Garanti	■		France		ESC	96,4	95,1	71,4	70,6
Predica 2005 FCPR A	■		France		ESC	100,0	99,9	100,0	99,9
Predica 2006 FCPR A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006-2007 FCPR	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA SECONDAIRES III	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A1 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A2 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A3 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Prediquant Eurocroissance A2	■	E2	France		ESC	100,0		100,0	
Prediquant opportunité	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDIQUANT STRATEGIES	■		France		ESC	99,6	100,0	99,6	100,0
PREMIUM GR 0% 28	■		Irlande		ESC	100,0	94,9	100,0	94,9
PREMIUM GREEN 4.52%06-21 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.54%06-13.06.21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.5575%21 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.56%06-21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.7% EMTN 08/08/21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.72%12-250927	■		Irlande		ESC	100,0	80,7	100,0	80,7
PREMIUM GREEN PLC 4.30%2021	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 06/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07-22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 26/07/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV06-16 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV07-17 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV2027	■		Irlande		ESC	100,0	75,9	100,0	75,9
PREMIUM GREEN TV23/05/2022 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.33%06-29/10/21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2015 COMPARTIMENT 1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2015 COMPARTIMENT 2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CORSAIR 1.5255% 25/04/35	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 1.24% 25/04/35	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
AGRICOLE RIVAGE DETTE	■		France		ESC	100,0	88,0	100,0	88,0
Fonds UC									

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
74 fonds UC (1) dont le taux de détention est supérieur ou égal à 95%	■		France		ESC	≥ 95 %	/	≥ 95 %	/
AF EQUIGLOB. AHE CAP	■		Luxembourg		ESC	88,3	50,8	88,3	50,8
AF INDEX EQ JAPAN AE CAP	■		Luxembourg		ESC	47,0	48,5	47,0	48,5
AF INDEX EQ USA A4E	■		Luxembourg		ESC	69,3	82,7	69,3	82,7
AMAC.EU.ISR-P-3D	■	S2	France		ESC		81,2		41,6
AM CR I-3 EU PC 3D	■	S3	France		ESC		75,3		75,3
AMUNDI 3 M P	■	E1	France		ESC	77,6		77,6	
AMUNTRESEONIA ISR E FCP 3DEC	■		France		ESC	87,6	88,9	84,6	86,3
AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC	■		France		ESC	50,3	36,1	50,3	36,1
AMUNDI AFD AV DURABL P1 FCP 3DEC	■		France		ESC	72,7	67,2	72,7	67,2
AMUNDI B EU COR AEC	■	S3	Luxembourg		ESC		59,4		59,4
AMUNDI CREDEURO ISR P FCP 3DEC	■		France		ESC	62,0	62,5	62,0	62,5
AMUNDI EQ E IN AHEC	■		Luxembourg		ESC	58,6	68,8	58,6	68,8
AMUNDI GBL MACRO MULTI ASSET P	■		France		ESC	71,4	70,8	71,4	70,8
AMUNDI HORIZON 3D	■		France		ESC	65,2	64,0	65,2	64,0
AMUNDI PATRIMOINE C 3DEC	■		France		ESC	81,4	77,1	81,4	77,1
AMUNDI PULSACTIONS	■		France		ESC	57,0	44,4	57,0	44,4
AMUNDI VALEURS DURAB	■		France		ESC	52,3	45,1	52,3	45,1
AMUNDI 12 M P	■		France		ESC	79,8	88,8	79,8	88,8
ANTINEA FCP	■		France		ESC	53,9	54,3	53,9	54,3
ARAMIS PATRIM D 3D	■		France		ESC	44,4	48,0	44,4	48,0
ARC FLEXIBOND-D	■		France		ESC	60,7	61,4	60,7	61,4
ATOUT EUROPE C FCP 3DEC	■		France		ESC	81,4	80,6	81,4	80,6
ATOUT FRANCE C FCP 3DEC	■		France		ESC	41,1	40,7	41,1	40,7
AMACMINER-P-3D	■		France		ESC	44,6	42,6	44,6	42,6
ATOUT MONDE C FCP 3DEC	■		France		ESC	87,9	87,6	87,9	87,6
ATOUT SERENATIONS	■	S4	France		ESC		99,6		99,6
ATOUT VERT HORIZON FCP 3 DEC	■		France		ESC	35,1	34,3	35,1	34,3
TRIALIS 6 ANS N3 FCP	■	E3	France		ESC	60,1		60,1	

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SOLIDARITE AMUNDI P	■	E1	France		ESC	47,4		47,4	
AMUNDI BD EU HY AEC	■	S3	Luxembourg		ESC		32,0		32,0
AXA EUR.SM.CAP E 3D	■		France		ESC	53,9	40,8	53,9	40,8
BEST BUS MODELS RC	■	S4	France		ESC		44,5		44,5
CA MASTER EUROPE	■		France		ESC	47,3	49,3	47,3	49,3
CONVERTEUROPAE	■		Luxembourg		ESC	59,5	39,1	59,5	39,1
CPR CONSO ACTIONNAIRE FCP P	■		France		ESC	49,9	52,2	49,9	52,2
CPR EUROLAND P 3D	■	E1	France		ESC	50,1		50,1	
CPR GLO SILVER AGE P	■	E1	France		ESC	85,2		85,2	
CPR OBLIG 12 MP 3D	■		France		ESC	41,2	37,5	41,2	37,5
CPR REFLRESPO-100 P FCP 3DEC	■		France		ESC	61,5	62,6	61,5	62,6
CPR RENAISSANCE JAPON HP 3D	■	S2	France		ESC		44,5		44,5
CPR SILVER AGE P 3DEC	■		France		ESC	43,2	41,3	43,2	41,3
DNA 0% 12-21/20	■		Luxembourg		ESC	92,7	86,8	92,7	86,8
DNA 0% 16/10/2020	■	S2	Luxembourg		ESC		92,6		92,6
DNA 0% 21/12/20 EMTN	■		Luxembourg		ESC	71,1	70,6	71,1	70,6
DNA 0% 23/07/18 EMTN INDX	■		Luxembourg		ESC	77,5	77,9	77,5	77,9
DNA 0% 27/06/18 INDX	■		Luxembourg		ESC	82,9	80,9	82,9	80,9
DNA 0% 11-23/12/16 INDX	■		Luxembourg		ESC	77,7	76,8	77,7	76,8
DNA 0% 12-24/04/18 INDX	■		Luxembourg		ESC	79,9	82,7	79,9	82,7
ECOFI MULTI OPPORTUN.FCP 3DEC	■		France		ESC	87,9	84,5	87,9	84,5
EMERITE	■	S2	France		ESC		99,8		99,8
CPR CROISREAP	■		France		ESC	23,4	20,3	23,4	20,3
FONDS AV ECHU N 1 3DEC	■	S2	France		ESC		97,7		97,7
HMG GLOBETROTTER D	■		France		ESC	57,3	61,8	57,3	61,8
INDCAP EMERG-C-3D	■		France		ESC	59,6	59,0	59,6	59,0
INDOFLEX100-C-3D	■		France		ESC	92,7	92,6	92,7	92,6
INDOCAM FLAMME FCP 3DEC	■	S2	France		ESC		99,8		99,8
INVEST RESP S3 3D	■		France		ESC	62,6	63,2	62,6	63,2
JAYANNE 5 FCP 3DEC	■	S2	France		ESC		98,9		98,9

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
JAYANNE 6 FCP	■	S2	France		ESC		98,0		98,0
JAYANNE 7 FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
JPM-US S E P-AEURA	■	S2	Luxembourg		ESC		88,0		88,0
LCL ACDEV. DUEURO	■		France		ESC	49,3	46,2	49,3	46,2
LCL ACEMERGENTS 3D	■		France		ESC	49,9	47,1	49,9	47,1
LCL ACTIMMOBI.3D	■		France		ESC	75,5	48,1	75,5	48,1
LCL ACTUSA ISR 3D	■		France		ESC	49,7	48,9	49,7	48,9
LCL ACTIONS EURO C	■		France		ESC	68,1	77,5	68,1	77,5
LCL ALLOCATION DYNAMIQUE 3D FCP	■		France		ESC	94,4	99,9	94,4	94,6
LCL ALLOCATION EQUILIBRE 3DEC	■	S4	France		ESC		96,5		92,1
LCL D.CAPT.JU.10 3D	■		France		ESC	84,3	84,4	84,3	84,4
LCL D.H.2-4 ANS AV NOV 13	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
LCL DEVELOPP. PME C	■		France		ESC	75,3	80,2	75,3	80,2
LCL FDS ECH. MONE.3D	■		France		ESC	84,6	85,1	84,6	85,1
INDOSEURO.PAT. PD 3D	■		France		ESC	45,6	40,5	45,6	40,5
LCL FLEX 30	■		France		ESC	67,0	60,0	67,0	60,0
LCL INVESTEQ C	■	E2	France		ESC	91,8		91,8	
LCL INVEST.PRUD.3D	■	E2	France		ESC	91,6		91,6	
LCL MGEST 60 3DEC	■		France		ESC	83,9	85,3	83,9	85,3
LCL MGEST FLO-100	■		France		ESC	81,0	81,9	81,0	81,9
LCL OBLIGATIONS INFLATION C EUR	■	S3	France		ESC		39,8		39,8
LCL ORIENTATION DYNAM FCP3D	■	S4	France		ESC		89,9		89,9
LCL ORIENTATION EQUIL.FCP 3DEC	■	S4	France		ESC		91,0		91,0
LCL ORIENTATION PRUDENT	■	S4	France		ESC		92,6		92,6
LCL PHOENIX VIE 2016	■	E2	France		ESC	93,7		93,7	
LCL PREMIUM VIE 14 C	■	S1	France		ESC		95,3		95,3
LCL PREMIUM VIE 2015	■		France		ESC	94,8	95,3	94,8	95,3
LCL SEC 106(MARS 10) FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		99,8		99,8
LCL SECUI00(JUIL11)	■		France		ESC	48,4	48,7	48,4	48,7
LCL TRIPLE HORIZON AV 09/13 C 3D	■	S1	France		ESC		97,4		97,4
LCL TRIP HORIZ SEPI6	■	E2	France		ESC	78,3		78,3	

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
LCL VOCATION RENDEMENT NOV 12 3D	■		France		ESC	79,9	79,7	79,9	79,7
LCL MONETAIRE -C-	■	S2	France		ESC		40,2		40,2
OBJECTIF PRUDENCE FCP	■		France		ESC	94,9	99,2	94,9	99,2
OPCIMMO LCL SPICAV SDEC	■		France		ESC	93,1	94,1	93,1	94,1
OPCIMMO PREM SPICAV SDEC	■		France		ESC	94,9	96,1	94,9	96,1
OPTALIS DYNAMIQUE C FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		92,6		92,6
LCL TR 3 MOIS PC 3D	■	S2	France		ESC		65,5		65,5
OPTIMIZ BES TIMING II 3DEC	■		France		ESC	87,3	88,6	87,3	88,6
PIMENTO 4 FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		98,7		98,7
PIMENTO 5 FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
RONDEYS 2 3DEC FCP	■	S1	France		ESC		99,3		99,3
RONDEYS 3 FCP	■	S2	France		ESC		98,4		98,4
SOLIDARITE INITIATIS SANTE	■		France		ESC	83,9	56,7	83,9	56,7
TRIALIS 6 ANS N2 C	■	E2	France		ESC	61,0		61,0	
TRIALIS C	■		France		ESC	66,7	67,0	66,7	67,0
TRIANANCE 5 ANS	■	S1	France		ESC		57,6		57,6
TRIANANCE 6 ANS	■		France		ESC	61,6	61,3	61,6	61,3
VAR FLAMME FCP	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
CPR ACTIVE US -P-	■	S2	France		ESC		29,9		29,9
LCL ACTE-U ISR 3D	■	S2	France		ESC		39,7		39,7
AMUNDI OBLIG EURO C	■		France		ESC	43,6	41,2	43,6	41,2
CPR RENAIJAP-P-3D	■		France		ESC	56,0	46,2	56,0	46,2
AM AC FR ISR PC 3D	■		France		ESC	46,2	44,5	46,2	44,5
BNP PAR.CRED.ERSC	■		France		ESC	64,7	65,7	64,7	65,7
OBLIG INF CM CIC 3D	■	S2	France		ESC		45,0		45,0
BARCLAYS QUAN MER AR	■	S2	Irlande		ESC		100,0		100,0
VENDOME INV/FCP 3DEC	■		France		ESC	91,5	90,6	91,5	90,6
TRIALIS 6 ANS	■		France		ESC	68,0	69,1	68,0	69,1
OPCI									
OPCI Camp Invest	■		France		ESC	80,1	68,8	80,1	68,8
OPCI ECO CAMPUS SPICAV	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI Immanens	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2
OPCI Immo Emissions	■		France		ESC	100,0	100,0	74,1	74,2

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
OPCI Iris Invest 2010	■		France		ESC	80,1	80,1	80,1	80,1
OPCI KART	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI MASSY BUREAUX	■		France		ESC	100,0	89,4	100,0	89,4
OPCI Messidor	■		France		ESC	94,5	93,7	94,5	93,6
Nexus 1	■		Italie		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Bureau	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Commerces	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Habitation	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI									
SCI BMEDIC HABITATION	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI CAMPUS MEDICIS ST DENIS	■		France		F	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI CAMPUS RIMBAUD ST DENIS	■		France		F	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI FEDERALE PEREIRE VICTOIRE	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI FEDERALE VILLIERS	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI FEDERLOG	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
SCI FEDERLONDRES	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI FEDERPIERRE	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI GRENIER VELLEF	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 001	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 002	■	D3	France		F	100,0		100,0	
SCI IMEFA 003	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 004	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 005	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 006	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 008	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 009	■	D3	France		F	100,0		100,0	
SCI IMEFA 010	■	D3	France		F	100,0		100,0	
SCI IMEFA 011	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 012	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 013	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 016	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 017	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 018	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 020	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 022	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 025	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SCI IMEFA 032	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 033	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 034	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 035	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 036	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 037	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 038	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 039	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 042	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 043	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 044	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 047	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 048	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 051	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 052	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 054	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 057	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 058	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 060	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 061	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 062	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 063	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 064	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 067	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 068	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 069	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 072	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 073	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 074	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 076	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 077	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 078	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 079	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 080	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 081	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 082	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 083	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 084	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SCI IMEFA 085	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 089	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 091	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 092	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 096	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 100	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 101	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 102	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 103	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 104	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 105	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 107	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 108	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 109	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 110	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 112	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 113	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 115	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 116	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 117	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 118	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 120	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 121	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 122	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 123	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 126	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 128	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 129	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 131	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 132	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 140	■		France		ESC	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMEFA 148	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMEFA 149	■	EI	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 156	■		France		F	90,0	99,0	90,0	99,0
SCI IMEFA 157	■	D3	France		F	90,0		90,0	
HDP BUREAUX	■	D1; D3	France		F	95,0		95,0	
HDP HOTEL	■	D1; D3	France		F	95,0		95,0	

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
HDP LA HALLE BOCCA	■	D1 ; D3	France		F	95,0		95,0	
SCI IMEFA 169	■	D3	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 170	■	E2	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 171	■	E2	France		ESC	99,0		99,0	
SCI IMEFA 172	■	D3	France		ESC	99,0		99,0	
SCI IMEFA 173	■	E1	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 174	■	E1	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 175	■	E1	France		F	99,0		99,0	
SCI IMEFA 176	■	E1	France		F	99,0		99,0	
SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO	■		France		F	100,0	96,4	100,0	96,4
SCI MEDI BUREAUX	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PACIFICA HUGO	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PORTE DES LILAS - FRERES FLAVIEN	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI VALHUBERT	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 150	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMEFA 155	■		France		F	99,0	74,0	99,0	74,0
SCI IMEFA 158	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMEFA 159	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMEFA 164	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
Divers									
AMUNDI IT Services	■		France		F	99,6	99,8	74,8	76,3
CACI Gestion	■		France		F	100,0	82,0	100,0	82,0
CA Indosuez Wealth (Global Structuring)	■	D1 ; S4	Luxembourg		F		100,0		97,8
CA Indosuez Wealth (Asset management)	■	D1	Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Foncière Hypersud	▲	E1	France		Co-E	51,4		51,4	
SA Resico	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SAS Caagis	■		France		F	50,0	50,0	50,2	62,9
Via Vita	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Altarea	▲		France		EA	26,6	27,7	26,6	27,7
European Motorway Investments I	■	E3	Luxembourg		F	60,0		60,0	
Eurosic	▲		France		EA	24,3	21,3	24,3	21,3
FREY	▲		France		EA	20,0	20,0	20,0	20,0
Predipark	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
RAMSAY - GENERALE DE SANTE	▲		France		EA	38,4	38,4	38,4	38,4
INFRA FOCH TOPCO	▲		France		EA	36,9	36,9	36,9	36,9
KORIAN	▲		France		EA	23,7	23,9	23,7	23,9

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Grandes clientèles									
Établissement bancaire et financier									
Banco Crédito Agrícola Brasil S.A.	■		Brésil		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Banque Saudi Fransi - BSF	▲		Arabie saoudite		EA	31,1	31,1	30,4	30,4
CACEIS S.A.	■		France		F	85,0	85,0	85,0	85,0
CACEIS (USA) Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS (Canada) Ltd.	■		Canada		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Deutschland GmbH	■	S4	Allemagne		F		100,0		85,0
CACEIS Bank S.A., Germany Branch	■	E2	Allemagne		S	100,0		85,0	
CACEIS Bank	■	D1	France		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg	■	S4	Luxembourg		F		100,0		85,0
CACEIS Bank, Luxembourg Branch	■	E2	Luxembourg		S	100,0		85,0	
CACEIS Bank, Netherlands Branch	■	D1	Pays-Bas		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank, Belgium Branch	■	D1	Belgique		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank, Ireland Branch	■	D1	Irlande		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank, UK Branch	■	D1	Royaume-Uni		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank, Italy Branch	■	D1	Italie		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank, Switzerland Branch	■	D1	Suisse		S	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Belgium	■		Belgique		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Corporate Trust	■		France		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Fund Administration	■		France		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Ireland Limited	■		Irlande		F	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Switzerland S.A.	■		Suisse		F	100,0	100,0	85,0	85,0
Crédit Agricole CIB S.A.	■		France		F	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (ABU DHABI)	■		Émirats arabes unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)	■		Hong Kong	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Allemagne)	■		Allemagne	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Îles Caïmans)	■		Îles Caïmans	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Inde)	■		Inde	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Italie)	■		Italie	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Japon)	■		Japon	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Crédit Agricole CIB (Luxembourg)	■		Luxembourg	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Belgique)	■		Belgique	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Canada)	■	E2	Canada	France	S	97,8		97,8	
Crédit Agricole CIB (Chicago)	■	S3	États-Unis	France	S		97,8		97,8
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)	■		Corée du Sud	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Dubai)	■		Émirats arabes unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)	■		Émirats arabes unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Miami)	■		États-Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (New - York)	■		États-Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)	■		Royaume-Uni	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Singapour)	■		Singapour	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Suède)	■		Suède	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Espagne)	■		Espagne	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Finlande)	■		Finlande	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Taipei)	■		Taiwan	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Vietnam)	■		Vietnam	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Algérie Bank Spa	■		Algérie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB AO	■		Russie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.	■		Australie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB China Ltd.	■		Chine		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.	■		Inde		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Ester Finance Titrisation	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
UBAF	▲		France		Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Corée du Sud)	▲		Corée du Sud	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Japon)	▲		Japon	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Singapour)	▲		Singapour	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
Sociétés de Bourse									
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities (Asia) Limited Hong Kong	■	E3	Hong Kong		F	100,0		97,8	
Crédit Agricole Securities (Asia) Limited Seoul Branch	■	E3	Corée du Sud		S	100,0		97,8	

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Sociétés d'investissement									
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	■		Royaume-Uni		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Global Partners Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	■		Japon	Pays-Bas	S	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Taiwan	■	D4 ; S2	Taiwan		F		100,0		97,8
Doumer Finance S.A.S.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest	■		France		F	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletrec	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
IPFO.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez CM II Inc.	■	S1	États-Unis		ESC		100,0		97,8
L.F. Investment Inc.	■	S1	États-Unis		F		100,0		97,8
L.F. Investment L.P.	■	S1	États-Unis		F		100,0		97,8
Assurance									
CAIRS Assurance S.A.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers									
Acieralliage EURO FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Acieralliage USD FCC	■		États-Unis		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Armo-Invest	■	S4	France		F		100,0		94,5
Atlantic Asset Securitization LLC	■		États-Unis		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Benelpart	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,3	94,5
Calciphos	■	S4	France		F		100,0		94,4
Calixis Finance	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Calliope SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Pension Limited Partnership	■		Royaume-Uni		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Cifap	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CLSA Financial Products Ltd	■	S3	Bermudes		ESC		100,0		97,8
Crédit Agricole America Services Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd.	■		Hong Kong		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.	■		Guernesey		ESC	99,9	99,9	97,7	97,7

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Crédit Agricole CIB Financial Prod. (Guernsey) Ltd.	■		Guernsey		ESC	99,9	99,9	97,7	97,7
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	■		France		ESC	99,7	99,6	97,5	97,3
Crédit Agricole CIB Global Banking	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
DGAD International SARL	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Elipso Finance S.r.l.	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	48,9	48,9
ESNI (compartiment Crédit Agricole CIB)	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Eucalyptus FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
FCT Cablage FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
FIC-FIDC	■		Brésil		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Financière des Scarabées	■		Belgique		F	100,0	100,0	96,5	96,2
Financière Lumis	■	E3	France		F	100,0		97,8	
Héphaïstos EUR FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos GBP FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos Multidevises FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Immobilière Sirius S.A.	■	S3	Luxembourg		F		100,0		97,8
Indosuez Holding SCA II	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Management Luxembourg II	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Investor Service House S.A.	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	85,0	85,0
Island Refinancing SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
La Fayette Asset Securitization LLC	■	E2	États-Unis		ESC	100,0		0,0	
Lafina	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,6	94,9
LMA SA	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Merisma	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Miladim	■	S4	France		F		99,2		93,6
Molinier Finances	■		France		F	100,0	100,0	95,0	94,4
Pacific EUR FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Pacific IT FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Pacific USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Partinvest S.A.	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	85,0	85,0
Placements et réalisations immobilières (SNC)	■		France		F	100,0	100,0	95,3	94,6
Sagrantino Italy SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Shark FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SNGI	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
SNGI Belgium	■		Belgique		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Socodabecq	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,6	94,9
Sofipac	■		Belgique		F	98,6	99,6	93,9	94,0
TCB	■		France		F	98,7	98,6	95,3	95,0
Triple P FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcain EUR FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcain GBP FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcain USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	0,0	0,0
ItalAsset Finance SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8

Activités hors métiers

Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A.	●		France		Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Succursale Credit Agricole SA	■		Royaume-Uni	France	S	100,0	100,0	100,0	100,0

Établissement bancaire et financier

Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
CL Développement de la Corse	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Agricole Home Loan SFH	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Fia-Net	■	S2	France		F		50,0		50,0
Foncaris	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

Sociétés d'investissement

Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo	▲		France		EA	23,2	22,1	16,0	15,1
Sodica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

Divers

CA Grands Crus	■		France		F	77,9	100,0	77,9	82,5
Crédit Agricole Payment Services	■	D1	France		ESC	50,0	50,0	50,3	63,0
Crédit Agricole Immobilier	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Immobilier Facilities	▲	S4	France		Co-E		50,0		50,0
Crédit Agricole Public Sector SCF	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
ESNI (compartiment Crédit Agricole S.A.)	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT Evergreen HLI	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 Compartiment Corse	■	D3	France		ESC	100,0	100,0	99,9	99,9
Fia Net Europe	■		Luxembourg		F	50,0	50,0	50,0	50,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/ 2016	31/12/ 2015	31/12/ 2016	31/12/ 2015
Finasic	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDIA	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
S.A.S. Evergreen Montrouge	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI D2 CAM	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
SCI Quentyvel	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SILCA	■		France		ESC	100,0	100,0	93,9	94,9
SIS (Société Immobilière de la Seine)	■		France		F	72,9	72,9	72,9	79,8
SNC Kalliste Assur	■		France		F	100,0	100,0	99,9	99,9
UI Vavin1	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens	▲	S4	France		Co-E		50,0		50,0
Uni-Edition	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Développement touristique-immobilier									
Crédit Agricole Immobilier Entreprise	▲	S4	France		Co-E		50,0		50,0
Crédit Agricole Immobilier Promotion	▲	D1	France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Immobilier Services	▲	D1	France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
SASU Crédit Agricole Immobilier Investors	▲	S4	France		Co-E		50,0		50,0
Selexia S.A.S.	▲	S4	France		Co-E		50,0		50,0
SNC Alsace	▲	S1	France		Co-E		50,0		50,0
SNC Ecole	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0

Les succursales sont mentionnées en italique.

(a) Modification de périmètre

Entrées (E) dans le périmètre :

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sorties (S) du périmètre :

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité en IFRS 5

(b) Type d'entité et nature du contrôle

F : Filiale

S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée

Co-E : Co-entreprise

Co-ES : Co-entreprise structurée

OC : Opération en commun

EA : Entreprise associée

EAS : Entreprise associée structurée

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

NOTE 13

Participations et entités structurées non consolidées

13.1 Participations non consolidées

Ce poste s'élève à 10 460 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 8 404 millions d'euros au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2016, la principale participation non consolidée pour laquelle le pourcentage de contrôle est supérieur à 20 % et dont la valeur au bilan est significative est Crédit Logement (titres A et B). La participation représentative de 33 % du capital de Crédit Logement s'élève à 617 millions d'euros et ne confère pas d'influence notable sur ce groupe codétenu par différentes banques et entreprises françaises.

13.2 Entités structurées non consolidées

INFORMATIONS SUR LA NATURE ET L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2016, les entités du groupe Crédit Agricole S.A. ont des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Titrisation

Le groupe Crédit Agricole S.A., principalement *via* ses filiales du pôle métier Grandes clientèles, a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances commerciales ou financières. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules. Il investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

Gestion d'actifs

Le groupe Crédit Agricole S.A., par l'intermédiaire de ses filiales du pôle métier Gestion de l'épargne et assurances, structure et gère des entités pour le compte de clients qui souhaitent investir dans des actifs spécifiques afin d'en tirer le meilleur rendement possible en fonction d'un niveau de risque choisi. Ainsi, les entités du groupe Crédit Agricole S.A. peuvent être amenées soit à détenir des intérêts dans ces entités afin d'en assurer le lancement soit à garantir la performance de ces structures.

Fonds de placement

Les entités du pôle métier Gestion de l'épargne et assurances du groupe Crédit Agricole S.A. investissent dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Financement structuré

Enfin, le groupe Crédit Agricole S.A., *via* ses filiales du pôle métier Grandes clientèles, intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du Groupe est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

Entités sponsorisées

Le groupe Crédit Agricole S.A. sponsorise une entité structurée dans les cas suivants :

- le groupe Crédit Agricole S.A. intervient à la création de l'entité et cette intervention, rémunérée, est jugée substantielle pour assurer la bonne fin des opérations ;
- une structuration intervient à la demande du groupe Crédit Agricole S.A. et il en est le principal utilisateur ;
- le groupe Crédit Agricole S.A. cède ses propres actifs à l'entité structurée ;
- le groupe Crédit Agricole S.A. est gérant ;
- le nom d'une filiale ou de la société mère du groupe Crédit Agricole S.A. est associé au nom de l'entité structurée ou aux instruments financiers émis par elle.

Les revenus bruts d'entités sponsorisées sont composés essentiellement des commissions dans les métiers de titrisation et de fonds de placement, dans lesquels Crédit Agricole Assurances et Crédit Agricole CIB ne détiennent pas d'intérêt à la clôture de l'exercice. Pour Crédit Agricole Assurances, ils s'élèvent à 48 millions d'euros et pour Crédit Agricole CIB à 3 millions d'euros au 31 décembre 2016.

INFORMATION SUR LES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS

Soutien financier apporté aux entités structurées

Au cours de l'année 2016, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas fourni de soutien financier à des entités structurées non consolidées.

En date du 31 décembre 2016, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas l'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

Risques associés aux intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées

	31/12/2016							
	Titrisation		Gestion d'actifs		Fonds de placement ⁽¹⁾		Financement structuré ⁽¹⁾	
	Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale	
	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte
(en millions d'euros)								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	394	394	885	885	335	335	67	67
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	462	462	17 444	17 444	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	56	56	1 555	1 555	4 187	4 187	92	92
Prêts et créances	16 770	16 770	-	-	171	171	3 461	3 461
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	17 220	17 220	2 902	2 902	22 137	22 137	3 620	3 620
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 099	-	1 220	-	609	-	6	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	1 642	-	-	-	1 153	-	646	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	2 741		1 220		1 762		652	
Engagements donnés								
Engagements de financement		13 442		-		9		975
Engagements de garantie		-		17 487		-		222
Autres		-		-		-		-
Provisions - Engagements par signature		-		(8)		-		-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		13 442		17 479		9		1 197
TOTAL BILAN DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES	17 401	-	76 484	-	224 029	-	3 809	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liés à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition maximale au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2015 Retraité							
	Titrisation		Gestion d'actifs		Fonds de placement ⁽¹⁾		Financement structuré ⁽¹⁾	
	Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale	
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	379	396	604	604	350	350	109	109
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	1 163	1 163	16 954	16 954	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	43	43	1 228	1 227	5 536	5 536	107	107
Prêts et créances	13 183	13 183	-	-	5	5	3 602	3 371
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	13 605	13 622	2 995	2 994	22 845	22 845	3 818	3 587
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	976	-	1 265	-	144	-	6	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	1 570	-	-	-	436	-	775	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	2 546	-	1 265	-	580	-	781	-
Engagements donnés								
Engagements de financement	-	15 539	-	-	-	1 237	-	735
Engagements de garantie	-	33	-	18 150	-	-	-	237
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions - Engagements par signature	-	2	-	(6)	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	15 574	-	18 144	-	1 237	-	972
TOTAL BILAN DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES	17 117	-	82 398	-	220 502	-	4 893	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition maximale au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels

l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

NOTE 14

Événements postérieurs au 31 décembre 2016

Aucun événement externe significatif n'a eu lieu postérieurement à la date d'arrêté.



4

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2016

Activité et informations financières

Présentation des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.	178
Environnement économique et financier	178
Activité et résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.	179
Bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.	190
Informations relatives aux implantations du groupe Crédit Agricole S.A.	192
Transactions avec les parties liées	201
Contrôle interne	201
Tendances récentes et perspectives	202

178

Informations sur les comptes

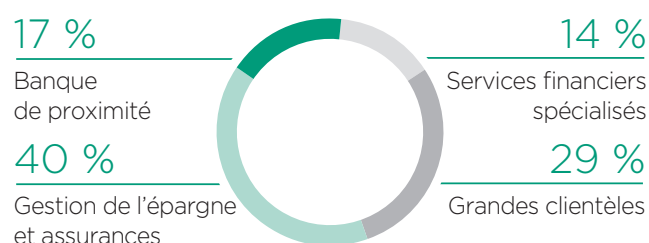
de Crédit Agricole S.A. (société mère)

206

Analyse des résultats de Crédit Agricole S.A. (société mère)	206
Résultats financiers des cinq derniers exercices	207
Informations sur les délais de règlement fournisseurs	207
Informations sur les comptes bancaires inactifs	207

Un résultat **en progression**, des indicateurs **au vert**

»» Simplification de la structure du Groupe : un business mix équilibré



Une solidité financière renforcée,
augmentation de 140 points de base
du ratio CET1 non phasé

10,7 %
2015



12,1 %
2016

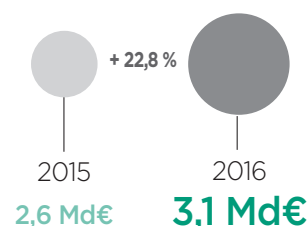
4

»» Amélioration des résultats sous-jacents et de l'efficacité opérationnelle

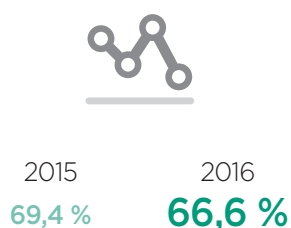
Hausse du résultat brut d'exploitation



Hausse du résultat net part du Groupe



Amélioration de 2,8 points du coefficient d'exploitation sous-jacent



ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Évolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans les notes 2 et 12 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'année 2016 a été riche en événements marquants qui ont conduit à une volatilité forte et des tendances contrastées sur les marchés financiers, sans toutefois modifier fondamentalement la trajectoire des économies à court terme. L'année 2015 s'était terminée par une activité économique mondiale en ralentissement avec de fortes disparités selon les zones : ralentissement de la croissance chinoise (ralentissement assorti de doutes quant à sa véritable ampleur), fragilité aux États-Unis, enlisement dans les pays émergents mais accélération en Europe. 2016 a donc débuté avec fébrilité sur les marchés financiers avec, par ailleurs, en toile de fond, des inquiétudes liées à la solidité du système bancaire et spécifiquement la solvabilité de certaines banques italiennes et allemandes. Par la suite, deux chocs politiques aussi redoutés qu'imprévus, le "Brexit" et l'élection de Donald Trump, sont venus bouleverser fortement les marchés, provoquant des réactions tant négatives que positives. Tout cela alors même que les implications économiques, financières et politiques de ces bouleversements, tant sur les économies concernées que sur celles de leurs partenaires, étaient et restent inconnues. Début 2016, les contours du scénario économique étaient relativement simples à tracer, notamment dans le monde développé : croissance modeste et absence d'inflation. Mais les marchés financiers ont redouté un scénario défavorable, avec un ralentissement prononcé de la croissance chinoise, une dépréciation incontrôlée de sa devise, un nouveau plongeon des cours des matières premières, un ralentissement de la croissance américaine, une déflation en zone euro et, enfin, l'enlisement du monde émergent dans la récession. Ces craintes se sont matérialisées par une poussée d'aversion au risque et une recherche désespérée d'actifs défensifs. Celle-ci s'est traduite par une baisse des taux d'intérêt des titres d'État américains et des pays "cœur" de la zone euro, un élargissement des primes de risque acquittées par les pays dits "périphériques" et des *spreads* sur les marchés du crédit ainsi qu'une baisse sensible des marchés actions.

Cependant, progressivement rassurés par les discours réconfortants des banques centrales, les marchés se sont engagés de nouveau sur une tendance à la hausse. Cet épisode de volatilité des marchés de **la première partie de l'année 2016** n'a toutefois pas fondamentalement altéré le panorama économique global. Afin de contrer ces turbulences financières et limiter leurs dommages potentiels sur l'économie réelle, les stratégies monétaires de la

Réserve fédérale (la Fed) et de la Banque centrale européenne (la BCE) ont quant à elles évolué. La Fed et la BCE ont opté pour une politique, respectivement, encore plus prudente et encore plus souple : remontée des *Fed Funds* différée pour la première ; mise en place de mesures vigoureuses en mars pour la seconde (baisse des trois Taux directeurs, élargissement du *Quantitative Easing*, mise en place d'une nouvelle série de *Targeted Longer-Term Refinancing Operations*).

Après le retour d'un calme relatif sur les marchés, deux événements politiques aussi décisifs qu'inattendus ont bouleversé **le second semestre 2016**. Tout d'abord, fin juin 2016, les Britanniques se sont largement prononcés en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Pris par surprise, les marchés financiers ont réagi fortement en s'éloignant de ce qui de près ou de loin recelait du risque. La recherche d'actifs sûrs a de nouveau fait baisser les taux d'intérêt des titres publics américains, japonais et allemands. Mais, à l'exception de la dépréciation de la livre britannique, la correction n'a été que de courte durée. Ensuite, en novembre 2016, les Américains ont, quant à eux, élu Donald Trump à la présidence des États-Unis. Sourds aux risques géopolitiques et aux guerres commerciales potentielles dans un environnement économique mondial déjà fragile, les marchés ont été séduits par les perspectives d'accélération de la croissance, notamment portée par les promesses de baisse d'impôts sur les sociétés et de dépenses d'infrastructures. Le cours de l'or s'est replié, les marchés actions ont progressé, le dollar s'est sensiblement apprécié, les taux longs américains mais également européens se sont tendus. En dépit des turbulences financières et des incertitudes multiples, les grandes économies développées se sont révélées "résilientes". En effet, en zone euro, la reprise fondée sur le dynamisme de la demande interne s'est confirmée. Aux États-Unis, la croissance s'est poursuivie à un rythme légèrement moins soutenu : la consommation et l'investissement résidentiel ont continué de bien se comporter mais l'investissement productif ne s'est pas repris et les échanges extérieurs ont contribué négativement à la croissance. En 2016, en zone euro tout comme aux États-Unis, la croissance atteindrait 1,6 %. Enfin, en décembre 2016, la Fed a procédé à son premier mouvement de resserrement monétaire (remontée des *Fed Funds* de + 25 points de base) alors que la BCE assouplissait sa politique en optant pour un prolongement du "*Quantitative Easing*".

L'impact du Brexit

Le résultat négatif du référendum relatif au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne ("Brexit") aura sans doute des conséquences importantes sur l'industrie des services financiers en Europe, notamment au Royaume-Uni. Le Groupe reste mobilisé pour étudier toutes ces conséquences, qu'elles soient directes, sur la capacité d'entités basées au Royaume-Uni d'opérer dans l'Union européenne ou *vice versa*, ou indirectes, sur la bonne marche des économies et des marchés britanniques, européens ou même mondiaux. Le

Groupe dispose de tous les passeports européens nécessaires pour continuer à exercer l'ensemble de ses activités et à servir l'ensemble de ses clients quel que soit les modalités de sortie qui seront négociées entre le gouvernement britannique et l'Union européenne. Sa présence au Royaume Uni est relativement limitée par rapport à l'ensemble de ses activités, et elle peut être dans une large mesure relocalisée si les conditions d'exercice à partir de la plate-forme de Londres venaient à être modifiées.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les données du compte de résultat 2015 sont présentées *pro forma* : transfert de CACEIS du pôle Gestion de l'épargne et assurances au pôle Grandes clientèles, transfert du Switch Assurances du pôle Activités hors métiers au métier Assurances et passage de la contribution des Caisses régionales en IFRS 5 (enregistrée en "Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession"). Au sein de Crédit Agricole S.A., le terme "Banque de proximité" couvre LCL et la Banque de proximité à l'international.

Par ailleurs, les valeurs contenues dans les tableaux et les analyses ci-dessous ne tiennent pas compte de la gestion des arrondis, elles peuvent pour cette raison différer légèrement des valeurs figurant dans les états financiers.

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	16 855	17 194	(2,0 %)	17 425	16 683	+ 4,4 %
Charges d'exploitation	(11 695)	(11 583)	+ 1,0 %	(11 603)	(11 583)	+ 0,2 %
Résultat brut d'exploitation	5 160	5 611	(8,0 %)	5 822	5 100	+ 14,2 %
Coût du risque de crédit	(1 687)	(1 793)	(5,9 %)	(1 687)	(1 793)	(5,9 %)
Coût du risque juridique	(100)	(500)	(80,0 %)	(100)	-	n.s.
Sociétés mises en équivalence	518	455	+ 14,0 %	518	455	+ 14,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(52)	38	n.s.	(52)	38	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(491)	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	3 348	3 811	(12,1 %)	4 502	3 800	+ 18,5 %
Impôt	(695)	(898)	(22,6 %)	(960)	(767)	+ 25,3 %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	1 303	1 058	+ 23,1 %	31	(20)	n.s.
Résultat net	3 956	3 971	(0,4 %)	3 572	3 013	+ 18,5 %
Intérêts minoritaires	415	455	(8,7 %)	435	459	(5,2 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 541	3 516	+ 0,7 %	3 137	2 555	+ 22,8 %

En 2016, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. publié atteint 3 541 millions d'euros. Outre les éléments comptables usuels que sont le *spread* émetteur (- 85 millions d'euros d'impact sur le résultat net part du Groupe), le *DVA* courant (- 25 millions d'euros) et les couvertures de prêts (- 16 millions d'euros), des éléments spécifiques significatifs ont impacté l'exercice 2016 :

- les impacts non récurrents liés à l'opération de simplification de la structure du Groupe appelée "Eurêka" : le résultat de cession de 1 254 millions d'euros (net de frais liés à la transaction et après impôt) et les *dividendes* des Caisses régionales enregistrés dans le pôle AHM en 2016 pour un montant de 285 millions d'euros ;
- les charges liées aux ajustements des coûts de refinancement chez Crédit Agricole S.A. et chez LCL, soit respectivement - 448 millions d'euros (au premier trimestre 2016) et - 187 millions d'euros (au troisième trimestre) après impôt ;
- la plus-value réalisée au deuxième trimestre sur la cession de titres VISA pour 327 millions d'euros ;

- les provisions comptabilisées pour l'adaptation des réseaux de LCL et du Groupe Cariparma, respectivement - 26 millions d'euros (au troisième trimestre) et - 25 millions (au quatrième trimestre) en résultat net part du Groupe ;
- une dépréciation de l'*écart d'acquisition* comptabilisée sur le groupe LCL, expliquée dans le communiqué de presse publié le 20 janvier dernier, soit un impact pour le groupe Crédit Agricole S.A. de - 491 millions d'euros non déductible fiscalement ;
- une charge d'ajustement des impôts différés, pour - 160 millions d'euros (impact en résultat net part du Groupe) : la loi de finance 2017 prévoit une baisse du taux normal d'impôt sur les sociétés en France de 34,4 % à 28,9 % à partir de 2020, ce qui contraint dès l'exercice 2016 à une réévaluation au nouveau taux des actifs et passifs d'impôts différés dont l'échéance est en 2020 ou après.

Hors ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint 3 137 millions d'euros en 2016, en hausse de + 22,8 % par rapport à 2015.

Ce bon niveau de résultat sous-jacent a été obtenu grâce à une forte dynamique commerciale dans tous les métiers et réseaux de distribution du groupe Crédit Agricole S.A., ainsi que dans les Caisses régionales qui distribuent ses produits.

L'activité a été soutenue dans tous les métiers :

- **L'Assurance** a ouvert 661 000 nouveaux contrats en assurance dommages sur l'année, portant le stock de contrats dommages à 12 millions à fin décembre ; les encours en assurance-vie ont augmenté de + 3,5 % sur un an, à 269 milliards d'euros à fin décembre 2016, avec une forte progression de la part des unités de comptes dans la collecte au quatrième trimestre (27,1 %, soit + 7,8 points par rapport au même trimestre en 2015) ;
- **la Gestion d'actifs (Amundi)** voit ses encours sous gestion augmenter de + 9,9 % sur un an, à 1 083 milliards d'euros, grâce notamment à une forte collecte : + 62,2 milliards d'euros en 2016, dont + 23,1 milliards d'euros au quatrième trimestre ;
- **les réseaux de Banque de proximité**, notamment en **France** et en **Italie**, ont connu une bonne progression des crédits et de la collecte : LCL a vu ses encours augmenter de + 4,8 % sur un an pour les crédits à l'habitat, de + 8,1 % pour les crédits aux entreprises, et de + 15,3 % pour les dépôts à vue, alors que la Banque de proximité en Italie connaissait des succès équivalents : + 6,4 % pour les crédits à l'habitat, + 3,7 % pour les grandes entreprises, + 7,8 % pour la collecte hors bilan ;
- **les Services financiers spécialisés** poursuivent leur croissance, avec une production en crédit à la consommation en hausse de + 9,4 % sur le trimestre par rapport au quatrième trimestre 2015 ;
- Enfin, **le pôle Grandes clientèles** a enregistré un bon niveau d'activité dans les métiers de taux, change et crédits pour un quatrième trimestre, et un fort dynamisme de la banque d'investissement ; Crédit Agricole CIB occupe la première place au classement des teneurs de livre d'émissions obligataires pour des entreprises françaises avec une part de marché de 6 % à fin décembre, soit + 0,6 point par rapport à fin décembre 2015.

La croissance organique a également connu au quatrième trimestre une accélération significative avec la signature de l'accord en vue de l'acquisition par Amundi de Pioneer Investments, pour 3,5 milliards d'euros ; cette opération s'inscrit pleinement dans la stratégie du Groupe détaillée dans le Plan à Moyen Terme : le développement organique en Gestion d'actifs peut être accéléré par des acquisitions créatrices de valeur, dans le respect des critères financiers d'Amundi (retour sur investissement de 10 % en trois ans) et du Groupe. Dans le cadre de l'augmentation de capital d'Amundi pour financer cette opération, le groupe Crédit Agricole a décidé de baisser sa participation dans Amundi à 70 % (contre 75,6 % actuellement) par la cession de droits préférentiels de souscription, afin d'améliorer le flottant et la valorisation du titre Amundi.

Le produit net bancaire s'élève à 16 855 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 17 194 millions au 31 décembre 2015. Il intègre en 2016 des éléments spécifiques représentant -570 millions d'euros, à comparer à + 511 millions d'euros en 2015. Retraité de ces impacts, le produit net bancaire des métiers est en progression de + 4,4 % par rapport à l'année 2015. Les revenus sous-jacents du pôle Gestion de l'épargne et assurances sont

en effet en progression de + 130 millions d'euros portés par le développement d'Amundi et des Assurances. Par ailleurs, le produit net bancaire sous-jacent de la Banque de proximité est en baisse sur l'année de - 330 millions d'euros, la marge d'intérêt ayant été affectée par le contexte de taux bas en France et en Italie ainsi que les dévaluations en Égypte et en Ukraine. Le produit net bancaire sous-jacent des Services financiers spécialisés a poursuivi sa stabilisation en 2016 dans un contexte de développement de l'activité des joint-ventures automobiles. Les revenus sous-jacents du pôle Grandes clientèles, retraités des impacts comptables, sont en croissance de + 273 millions d'euros sur l'année. Enfin, en 2016, le pôle Activités hors métiers réduit sa contribution négative sous-jacente de + 652 millions d'euros.

La bonne performance de l'activité a été amplifiée par un très bon contrôle des coûts. En effet, retraitées des provisions pour l'adaptation des réseaux de la Banque de détail en France et en Italie, **les charges d'exploitation** sous-jacentes atteignent 11 603 millions d'euros, en hausse seulement de + 0,2 % par rapport à l'année 2015. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances a maintenu un niveau de charges stable ; la Banque de proximité a poursuivi les efforts de réductions des coûts avec une baisse de - 89 millions d'euros ; les Services financiers spécialisés ont mis en œuvre le programme d'investissement prévu dans le Plan à moyen terme annoncé le 9 mars 2016 (sur l'année les charges du pôle progressent de 48 millions d'euros) et le pôle Grandes clientèles a été impacté par des charges non récurrentes principalement liées au regroupement immobilier (+ 51 millions d'euros sur l'année). Enfin, les charges des Activités hors métiers s'inscrivent en hausse sur l'année de + 10 millions d'euros.

Au total, **le coefficient d'exploitation** s'établit à 66,6 % sur l'année, en amélioration de 2,8 points par rapport à l'année 2015.

Le coût du risque s'élève à 1 787 millions d'euros en 2016, contre 2 293 millions d'euros pour l'année 2015. Retraité des provisions pour litiges (500 millions d'euros en 2015 et 100 millions d'euros en 2016), le coût du risque reste modéré et représente 41 points de base sur encours, contre 55 points de base en 2014. En baisse depuis huit trimestres pour la Banque de proximité en Italie (93 points de base), il augmente très légèrement pour le métier de crédit à la consommation (140 points de base) à cause du durcissement des paramètres de provisionnement en lien avec le redémarrage de l'activité, et reste à des niveaux faibles pour LCL (17 points de base) et la Banque de financement du pôle Grandes clientèles (33 points de base), tout en augmentant dans les deux cas légèrement par rapport à des bases très faibles en 2015.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location-financement avec la clientèle et hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées) est légèrement en hausse à 15,6 milliards d'euros à fin décembre 2016 et représente 3,5 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, au même niveau que fin 2014. Agos Ducato a cédé en fin d'année 380 millions d'euros de créances douteuses provisionnées, après 579 millions d'euros en 2015 et 872 millions d'euros en 2014. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 52,1 %, à comparer à 53,9 % au 31 décembre 2015. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 67,7 % au 31 décembre 2016 (calcul sur la base d'encours sans prise en compte des garanties et des sûretés).

Le résultat avant impôt sous-jacent progresse de + 18,5 % à 4 502 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente augmente de + 25,3 %, à 960 millions d'euros, hors réévaluation des impôts différés inscrite en éléments spécifiques.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'établit à 518 millions d'euros sur l'année 2016, en hausse de + 14,0 % par rapport à 2015.

Le **taux effectif d'imposition** de Crédit Agricole S.A. s'établit à 20,93 % en 2016.

Sur l'exercice 2016, le résultat net part du Groupe publié atteint 3 541 millions d'euros. Après ajustement de l'ensemble des éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent progresse de + 22,8 %, à 3 137 millions d'euros.

Banque de proximité en France – Caisses régionales de Crédit Agricole

Un modèle unique de banque universelle de proximité

Les Caisses régionales, premier réseau de banque de proximité en France, ont un rôle central au sein du Groupe et dans la stratégie qu'il met en œuvre. Elles sont au cœur du modèle de Banque Universelle de Proximité (BUP). Ce modèle repose sur un savoir-faire reconnu dans la capacité à distribuer dans les banques de proximité du Groupe en France et à l'international, tous les produits et les services financiers des métiers spécialisés pour servir tous les types de clientèle.

Avec ce modèle, le groupe Crédit Agricole marque sa volonté d'être au service de tous les acteurs du territoire, depuis les clients particuliers jusqu'aux grandes entreprises et aux institutions financières, en passant par les agriculteurs, les autres professionnels, les PME et les ETI, et de couvrir l'ensemble de leurs besoins financiers et patrimoniaux : moyens de paiement, assurances, gestion de l'épargne, financement, immobilier, accompagnement à l'international.

Ces services et expertises sont proposés dans une relation de proximité en s'appuyant sur les banques de proximité du Groupe, en France (Caisses régionales, LCL), et à l'international (Crédit Agricole Cariparma, CA Bank Polska, Crédit du Maroc, CA Egypt, CA Ukraine, CA Serbie). Les contacts entretenus par les collaborateurs et les élus des Caisses locales et régionales sur le terrain permettent une bonne connaissance des clients et de leurs problématiques tout au long de leur vie. Cette connaissance des attentes et des besoins des clients ainsi que la taille des réseaux servis par le Groupe, permettent en retour aux métiers spécialisés de Crédit Agricole S.A. d'améliorer en permanence leurs offres et leur compétitivité.

Le Crédit Agricole combine ainsi proximité géographique et technologique avec les métiers spécialisés, majoritairement détenus par Crédit Agricole S.A. et rassemblés dans ses trois pôles qui font partie intégrante de l'ambition du Groupe : Gestion de l'épargne et assurances, Services financiers spécialisés, pôle Grande clientèle. Avec ses filiales spécialisées (assurances, Gestion d'actifs, immobilier, gestion de fortune, banque de financement et d'investissement, services financiers aux investisseurs institutionnels, financements spécialisés, moyens de paiement), le Groupe peut proposer des solutions globales et sur mesure à tous ses clients, dans les bons comme les mauvais moments, dans le cadre d'une relation durable.

La progression de l'équipement des clients constitue à la fois un facteur de fidélisation et un vecteur de croissance des revenus, au travers des synergies développées entre la banque de proximité et les métiers spécialisés. Le nouveau plan stratégique à moyen terme du groupe Crédit Agricole, "Ambition Stratégique 2020", présenté au mois de mars 2016 et élaboré conjointement par les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A., a conforté la mise en œuvre de ce modèle.

Activité et organisation des Caisses régionales

Sociétés coopératives et banques de plein exercice, les Caisses régionales de Crédit Agricole occupent des positions de leader ⁽¹⁾ sur tous les marchés de proximité en France, notamment le premier rang pour les particuliers ⁽¹⁾, les professionnels ⁽²⁾, les agriculteurs ⁽³⁾, les entreprises ⁽⁴⁾ et les associations employeuses ⁽⁵⁾.

S'appuyant sur les métiers du Groupe, elles commercialisent toute une gamme de produits et services destinés à couvrir les besoins financiers et patrimoniaux de leurs clients : moyens de paiement, assurances, épargne, financement, haut de bilan, immobilier, accompagnement à l'international.

Elles disposent d'un réseau de plus de 7 000 agences, renforcé par environ 6 000 points verts installés chez des commerçants et mettent à la disposition de leurs clients un dispositif complet de banque à distance.

Avec 21 millions de clients particuliers, les Caisses régionales représentent 23,3 % du marché des dépôts bancaires des ménages ⁽⁶⁾.

Banques professionnelles de plus de 80 % des agriculteurs ⁽³⁾, elles restent largement leader au niveau de la bancarisation à titre privé à hauteur de 76 % ⁽³⁾.

Les Caisses régionales sont également leader sur le marché des professionnels, tant sur l'accompagnement des besoins privés que professionnels avec une part de marché de 34 % ⁽²⁾. Les 3 800 conseillers professionnels et les experts du Crédit Agricole accompagnent chaque jour plus d'un million d'entrepreneurs.

Sur le marché des entreprises, les Caisses régionales occupent aussi la première place avec un taux de pénétration commerciale de 36 %. Les 750 chargés d'affaires constituent les chefs de file de la relation commerciale avec près de 90 000 clients.

Enfin, avec quelque 200 chargés d'affaires spécialisés, elles poursuivent l'accompagnement des collectivités locales et plus largement des acteurs du secteur public local et de l'économie sociale.

Solvabilité

À fin septembre 2016, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'est renforcée : **le ratio Common Equity Tier 1 non phasé s'établit à 12,1 %**, soit + 140 points de base par rapport à fin décembre 2015, et + 10 points de base par rapport à fin septembre 2016. L'amélioration en 2016 s'explique notamment par l'intégration dans le calcul du résultat net part du Groupe de l'année hors Eurêka, après ajustements prudentiels, soit + 85 points de base, l'opération Eurêka pour + 72 points de base, l'augmentation de capital réservée aux salariés pour + 8 points de base et, en contrepartie et la variation des réserves de plus-values latentes sur

(1) Source : Sofia 2016.

(2) Source : Pépites CSA 2015-2016.

(3) Source : Adéquation 2016.

(4) Source : TNS-Sofres 2015.

(5) Source : CSA 2015.

(6) Source : Banque de France, septembre 2016.

les actifs financiers disponibles à la vente (+ 3 points de base) et en contrepartie la distribution du dividende et des coupons AT1 (- 61 points de base). Les encours pondérés sont restés stables sur le trimestre à 301 milliards d'euros.

Le ratio global phasé s'élève à 20,1 % au 31 décembre 2016, soit + 80 points de base par rapport à fin 2015.

Enfin, le ratio de levier phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 5,0 % ⁽¹⁾ à fin décembre 2016 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Liquidité

Le bilan *cash* bancaire du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 085 milliards d'euros à fin décembre 2016, à comparer à 1 058 milliards d'euros à fin décembre 2015.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables ressort à 111 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Il est supérieur à l'objectif du Plan à moyen terme de plus de 100 milliards d'euros. Il ressortait à 108 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, les réserves de liquidité incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres s'élèvent à 247 milliards d'euros, soit 305 % de l'endettement court terme brut, contre 257 % au 31 décembre 2015. Le ratio LCR du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. reste supérieur à 110 % à fin décembre 2016.

Les émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 33,1 milliards d'euros de dette senior et subordonnée dans le marché en 2016.

De plus, 7,4 milliards d'euros ont été placés par le Groupe dans ses réseaux *retail*. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé l'équivalent de 12,2 milliards d'euros de dette senior préférée et de 2,9 milliards d'euros de dette subordonnée et senior non préférée, dont une émission d'Additional Tier 1 en dollars US pour 1,15 milliard d'euros équivalent, réalisée au début de l'année 2016 et une émission de dette senior non préférée de 1,5 milliard d'euros réalisée en décembre 2016. Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole S.A. avait réalisé 108 % de son programme de financement moyen long terme sur les marchés (dette senior et subordonnée) de 14 milliards d'euros.

Activité et résultats par pôle d'activité

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les métiers sont structurés en cinq pôles métiers :

- Gestion de l'épargne et assurances ;
- Banque de proximité en France - LCL ;
- Banque de proximité à l'international ;
- Services financiers spécialisés ;
- Grandes clientèles.

auxquels s'ajoute le pôle Activités hors métiers (AHM).

Les pôles métiers du Groupe sont définis dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2016 - note 5 "Informations sectorielles". L'organisation et les activités sont décrites dans le chapitre 1 du présent document.

CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	2016	2015 Retraité
Banque de proximité en France - Caisses régionales		1 072
Banque de proximité en France - LCL	273	565
Banque de proximité à l'international	233	226
Gestion de l'épargne et assurances	1 690	1 488
Services financiers spécialisés	610	484
Grandes clientèles	1 255	830
Activités hors métiers	(520)	(1 149)
TOTAL	3 541	3 516

(1) Selon l'Acte Délégué en vigueur. Sous réserve d'autorisation de la BCE, hypothèse d'exonération des opérations intragroupe pour Crédit Agricole S.A. (avec un impact de + 130 points de base) et de non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC, conformément à notre compréhension d'informations obtenues de la BCE.

1. Gestion de l'épargne et assurances - GEA

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	4 744	4 614	+ 2,8 %	4 744	4 614	+ 2,8 %
Charges d'exploitation	(2 156)	(2 156)	+ 0,0 %	(2 156)	(2 141)	+ 0,7 %
Résultat brut d'exploitation	2 588	2 458	+ 5,3 %	2 588	2 473	+ 4,6 %
Coût du risque	(9)	(29)	(67,9) %	(9)	(29)	(67,9) %
Sociétés mises en équivalence	28	25	12,7 %	28	25	12,7 %
Gains ou pertes sur autres actifs	2	10	(80,8) %	2	10	(80,8) %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	2 609	2 464	+ 5,9 %	2 609	2 479	+ 5,2 %
Impôt	(773)	(844)	(8,5) %	(693)	(850)	(18,5) %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	23	3	x 6,8	23	3	x 6,8
Résultat net	1 858	1 623	+ 14,5 %	1 938	1 632	+ 18,8 %
Intérêts minoritaires	169	135	+ 25,3 %	169	137	+ 23,3 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 690	1 489	+ 13,5 %	1 770	1 495	+ 18,3 %

Le pôle Gestion de l'épargne et assurances comprend la Gestion d'actifs, les assurances et la gestion de fortune.

Au 31 décembre 2016, les encours gérés du pôle progressent de + 7,6 % par rapport au 31 décembre 2015, soit + 107 milliards d'euros, dont une collecte nette de + 71 milliards d'euros (+ 62 milliards pour Amundi, + 8 milliards pour l'assurance-vie et + 1 milliard d'euros pour la gestion de fortune), soit 5 % des encours de début de période, confirmant ainsi le dynamisme de ce pôle. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de + 22 milliards d'euros et un effet périmètre de

+ 14 milliards d'euros (acquisitions de KBI GI : + 9 milliards d'euros et CAI Investors : + 5 milliards d'euros). L'encours global s'élève ainsi à 1 503 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle est en hausse de + 18,3 % par rapport à 2015 (après retraitement des effets liés à l'activation du Switch au T2-15 et au retour à meilleure fortune au T3-15) pour atteindre 1 770 millions d'euros.

Le coefficient d'exploitation du pôle s'établit à 45,4 % et le RONE à 22,2 % sur base du résultat sous-jacent après impôts de l'année 2016.

CONTRIBUTION DES ASSURANCES AU RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	2 337	2 189	+ 6,8 %	2 337	2 189	+ 6,8 %
Charges d'exploitation	(693)	(661)	+ 4,9 %	(693)	(661)	+ 4,9 %
Résultat brut d'exploitation	1 644	1 528	+ 7,6 %	1 644	1 528	+ 7,6 %
Coût du risque	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Sociétés mises en équivalence	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	(2)	(5)	(58,0) %	(2)	(5)	(58,0) %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	1 642	1 523	+ 7,8 %	1 642	1 523	+ 7,8 %
Impôt	(483)	(524)	(8,2) %	(403)	(524)	(23,4) %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	23	3	x 6,8	23	3	x 6,8
Résultat net	1 182	1 002	+ 18,2 %	1 262	1 002	+ 26,2 %
Intérêts minoritaires	5	4	+ 73,3 %	5	4	+ 73,3 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 177	998	+ 18,0 %	1 257	998	+ 26,0 %

Le résultat de **Crédit Agricole Assurances** intègre en 2016 une charge d'impôt spécifique de - 80 millions d'euros relative à la réévaluation des impôts différés du fait du changement du taux d'imposition à partir de 2020.

Pour l'année 2016, les Assurances affichent un chiffre d'affaires de près de 30,8 milliards d'euros, en hausse de + 1,2 % sur le chiffre d'affaires de 30,4 milliards d'euros de 2015 ⁽¹⁾.

(1) Chiffres pro forma 2015 : décomposition du chiffre d'affaires en IFRS par nouvelles lignes métiers avec transfert de la santé individuelle et de la GAV de "Prévoyance/santé/emprunteur" vers "Assurances dommages"

Le chiffre d'affaires du segment Épargne/Retraite s'élève à près de 24 milliards d'euros, stable sur l'année (- 0,3 %). Crédit Agricole Assurances poursuit sa stratégie de diversification du mix produits en faveur des unités de compte (UC), comme l'illustre la progression des contrats UC dans la collecte brute au cours de la seconde moitié de l'année 2016. Les encours gérés continuent de progresser, s'établissant à 269 milliards d'euros à fin décembre 2016 (+ 3,5 % sur un an) tirés principalement par la hausse de + 6,7 % des encours en UC. À fin décembre 2016, les contrats UC représentent 19,5 % des encours (+ 0,5 point par rapport à fin décembre 2015). La collecte nette en épargne/retraite s'élève à + 5,8 milliards d'euros en 2016 dont + 3,1 milliards d'euros en France.

Le segment Prévoyance/Emprunteur/Collectives voit son chiffre d'affaires progresser de + 8,5 % en 2016 par rapport à 2015 pour atteindre 3,2 milliards d'euros. Cette croissance est attribuable à l'ensemble des trois segments d'activité et a plus particulièrement été portée par une bonne dynamique en prévoyance/santé (+ 15,4 % en un an) et une belle progression de l'assurance emprunteur sur le crédit à l'habitat (+ 12,3 % en un an).

À 3,6 milliards d'euros pour l'exercice 2016, le chiffre d'affaires de l'assurance Dommages continue d'afficher une croissance dynamique. En France, le Groupe enregistre une croissance

supérieure au marché, avec une augmentation du chiffre d'affaires de + 6 %, soutenue par une bonne dynamique aussi bien sur le marché des particuliers que sur celui des professionnels. En dépit des événements climatiques de l'année, le ratio combiné ⁽¹⁾ reste bien maîtrisé à 95,9 % ⁽²⁾.

Le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole Assurances s'établit à 29,7 % pour l'année 2016.

Ces bonnes performances commerciales et le résultat financier exceptionnellement élevé lié au portefeuille de placement compensent largement la charge de réévaluation des impôts différés en fin d'année (inscrite en éléments spécifiques pour - 80 millions d'euros). Le métier de l'assurance affiche ainsi une forte croissance de sa contribution aux résultats 2016 de Crédit Agricole S.A., à 1 177 millions d'euros, soit une hausse de + 18,0 % par rapport à 2015. Retraité de la charge d'impôt spécifique liée à la réévaluation des impôts différés, le résultat net part du Groupe sous-jacent de Crédit Agricole Assurances s'établit à 1 257 millions d'euros, en hausse de + 26,0 % par rapport à 2015.

La solvabilité de Crédit Agricole Assurances reste solide, son ratio prudentiel s'élevant à 161 % au 31 décembre 2016. Parallèlement, la société continue de renforcer ses réserves : la provision pour excédent (PPE) ⁽³⁾ s'élève à 7,0 milliards d'euros, soit 3,5 % de l'encours d'épargne en contrats euros à fin 2016.

CONTRIBUTION D'AMUNDI AU RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	1 677	1 657	+ 1,2 %	1 677	1 657	+ 1,2 %
Charges d'exploitation	(895)	(899)	(0,5 %)	(895)	(884)	+ 1,2 %
Résultat brut d'exploitation	783	758	+ 3,2 %	783	773	+ 1,3 %
<u>Coût du risque</u>	(1)	(7)	(90,9 %)	(1)	(7)	(90,9 %)
Sociétés mises en équivalence	28	25	12,7 %	28	25	12,7 %
Gains ou pertes sur autres actifs	-	14	(100,0 %)	-	14	(100,0 %)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	810	790	+ 2,6 %	810	805	+ 0,7 %
Impôt	(253)	(280)	(9,8 %)	(253)	(286)	(11,6 %)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat net	558	510	+ 9,3 %	558	519	+ 7,5 %
Intérêts minoritaires	147	115	+ 28,2 %	147	117	+ 25,8 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	411	395	+ 3,9 %	411	402	+ 2,1 %

En Gestion d'actifs, Amundi⁽⁴⁾ affiche des encours de 1 083 milliards d'euros, soit + 9,9 % sur un an, grâce à un bon niveau de collecte nette, des effets positifs de marché (+ 21,8 milliards d'euros sur l'année 2016) et de périmètre (+ 13,6 milliards d'euros d'actifs sous gestion supplémentaire via l'acquisition de KBI Global Investors, finalisée le 29 août et l'intégration de Crédit Agricole Immobilier Investors).

Sur l'ensemble de l'année 2016, la collecte nette atteint + 62,2 milliards d'euros. Elle est portée par une dynamique

commerciale soutenue sur les actifs moyen-long terme ⁽⁵⁾ : + 45,5 milliards d'euros, sur toutes les classes d'actifs du segment. Le segment Institutionnel a collecté + 27,5 milliards d'euros, dont + 9,4 milliards d'euros en actifs moyen-long terme, complétés par des flux importants en produits de trésorerie. Le segment Retail quant à lui a collecté + 34,7 milliards d'euros, dont + 34,2 milliards d'euros sur les actifs moyen-long terme, principalement portés par les *joint ventures* en Asie (+ 24,8 milliards d'euros). L'activité des réseaux France est légèrement positive en actifs moyen-long terme à + 2,0 milliards d'euros.

(1) Ratio (Sinistralité + frais généraux) rapporté aux cotisations.

(2) Périmètre Pacifica.

(3) Périmètre Predica.

(4) Amundi est une société cotée et a publié ses résultats détaillés pour l'année 2016 le 10 février 2017.

(5) Actions, obligations, multi-actifs, structures, actifs réels et spécialisés.

Pour l'ensemble de l'année 2016, les revenus s'établissent à 1 677 millions d'euros. Le produit net bancaire progresse de + 1,2 %, en ligne avec les charges. Le coefficient d'exploitation est stable par rapport à l'année 2015 à 53,3 %, traduisant une très bonne efficacité opérationnelle. Le résultat net part du Groupe, à 411 millions d'euros, progresse de seulement + 2,1 %, à cause de la baisse de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Amundi de 78,6 % en 2015 à 74,2 % à la fin de 2016. Le résultat net avant déduction des intérêts minoritaires progresse de + 7,5 %.

La **Gestion de fortune** voit une légère progression de ses encours gérés sur l'année en lien avec des conditions de marché difficiles. Ils s'élèvent à 152,4 milliards d'euros à fin décembre 2016 (+ 0,9 % par rapport à fin décembre 2015). Le résultat net part du Groupe annuel est de 103 millions d'euros en hausse de + 6,8 %, favorisé par un rebond de l'activité notamment aux États-Unis et les premiers effets de la politique de recentrage de l'activité sur les pays ayant adhéré aux règles d'échange automatique d'information fiscale.

2. Banque de proximité en France - LCL

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	3 118	3 631	(14,1 %)	3 418	3 631	(5,9 %)
Charges d'exploitation	(2 539)	(2 561)	(0,9 %)	(2 498)	(2 561)	(2,5 %)
Résultat brut d'exploitation	578	1 070	(45,9 %)	919	1 070	(14,0 %)
Coût du risque	(182)	(134)	+ 36,3 %	(182)	(134)	+ 36,3 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	0	n.s.	-	0	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	1	(2)	n.s.	1	(2)	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	0	n.s.	-	0	n.s.
Résultat avant impôt	397	934	(57,5 %)	738	934	(20,9 %)
Impôt sur les bénéfices	(110)	(340)	(67,5 %)	(203)	(340)	(40,3 %)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	0	n.s.	-	0	n.s.
Résultat net de l'exercice	287	594	(51,7 %)	535	594	(9,9 %)
Intérêts minoritaires	14	29	(52,4 %)	27	29	(9,7 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	273	565	(51,6 %)	509	565	(9,9 %)

L'activité commerciale est restée soutenue sur l'ensemble de l'année 2016. Les encours de crédit enregistrent une nette progression sur l'année 2016 de + 5,6 % pour s'établir à 102,7 milliards d'euros à fin décembre 2016. Ainsi, les encours de crédit habitat augmentent de + 4,8 % sur l'année, tandis que les encours de crédit à la consommation enregistrent une hausse de + 3,0 % et les crédits aux professionnels et aux entreprises de + 8,1 %. De la même façon, les encours de collecte globale progressent de + 2,3 % entre décembre 2015 et décembre 2016 pour atteindre 179,1 milliards d'euros. La collecte bilan augmente de + 5,3 % et s'élève à 99,8 milliards d'euros à fin décembre 2016, tirés par la hausse de + 15,3 % des dépôts à vue. LCL poursuit également la très bonne dynamique engagée durant l'année sur les produits d'assurance. Ainsi, le niveau de production en assurance dommages affiche une progression de + 13 % sur l'année 2016 et le stock de contrats augmente de + 8 % entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016.

Le contexte actuel de taux d'intérêt à des niveaux bas, qui s'est amplifié au second semestre de l'année après le vote en faveur du Brexit, a généré une vague spécifique de renégociations. Sur l'ensemble de l'année 2016, les renégociations et les

remboursements anticipés atteignent respectivement 11,9 milliards d'euros et 4,8 milliards d'euros, contre respectivement 14,2 milliards d'euros et 6,1 milliards d'euros en 2015.

Sur l'année 2016, le résultat net part du Groupe sous-jacent de LCL s'établit à 509 millions d'euros, en baisse de - 9,9 % par rapport à 2015. Il a été retraité de trois éléments spécifiques en 2016 : la charge d'impôt différés du quatrième trimestre 2016 pour -25 millions d'euros, la provision de 41 millions d'euros pour aménagement du réseau d'agences comptabilisée en charges d'exploitation au deuxième trimestre 2016, l'ajustement du coût de refinancement de 300 millions d'euros enregistré en produit net bancaire au troisième trimestre 2016.

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 3 418 millions d'euros sur l'année 2016, en baisse de - 5,9 % par rapport à l'année 2015, sous l'effet de la poursuite de l'environnement de taux bas au second semestre 2016, post-Brexit, qui a généré une vague de renégociations et de remboursements anticipés.

Les charges d'exploitation sous-jacentes sont bien maîtrisées et s'établissent à 2 498 millions d'euros sur l'année 2016, en baisse de - 2,5 % par rapport à l'année 2015.

Le coût du risque demeure à un niveau faible à 182 millions d'euros pour l'année 2016 (contre 134 millions d'euros pour l'année 2015). Il représente 17 points de base rapporté aux encours ⁽¹⁾ et reflète un niveau de risque qui demeure bas depuis plusieurs trimestres.

3. Banque de proximité à l'international - BPI

Le pôle Banque de proximité à l'international enregistre un **résultat net part du Groupe** de 233 millions d'euros à comparer à 226 millions d'euros sur l'année 2015, soit une hausse de + 3,1 %.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 258 millions d'euros, en augmentation de + 17,3 % ⁽²⁾ par rapport à 2015.

Un seul élément spécifique a affecté l'exercice 2016, un plan d'adaptation pour - 51 millions d'euros du Groupe Cariparma (- 25 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Sur l'exercice 2015 un résultat net des activités cédées ou en cours de cessions de + 6 millions d'euros avait été inscrit en élément spécifique concernant la contribution des filiales des Caisses régionales à l'international.

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	2 505	2 622	(4,4 %)	2 505	2 622	(4,4 %)
Charges d'exploitation	(1 557)	(1 532)	+ 1,6 %	(1 506)	(1 532)	(1,8 %)
Résultat brut d'exploitation	949	1 090	(12,9 %)	1 000	1 090	(8,2 %)
Coût du Risque	(454)	(589)	(22,9 %)	(454)	(589)	(22,9 %)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	2	n.s.	(1)	2	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	494	503	(1,8 %)	545	503	+ 8,3 %
Impôt sur les bénéfices	(157)	(161)	(2,8 %)	(174)	(161)	+ 7,6 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(3)	(14)	(79,7 %)	(3)	(20)	n.s.
Résultat net de l'exercice	335	328	+ 2,0 %	369	322	+ 14,5 %
Intérêts minoritaires	102	102	(0,4 %)	111	102	+ 8,4 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	233	226	+ 3,1 %	258	220	+ 17,3 %

En Italie, l'environnement reste marqué par le contexte de taux bas qui pèse sur le produit net bancaire, notamment la marge nette d'intérêt. Dans ce contexte, Cariparma fait preuve d'une réelle résistance grâce à son réseau régional principalement implanté dans le nord du pays, et continue de démontrer un fort dynamisme commercial. D'autre part, la normalisation du coût du risque, en baisse prononcée sur l'exercice, explique la forte croissance du résultat.

L'activité commerciale est restée dynamique en 2016. L'encours de collecte enregistre une forte progression de + 4,3 % par rapport au 31 décembre 2015 pour s'établir à 99,4 milliards d'euros ⁽³⁾ à fin 2016. La collecte hors bilan est particulièrement dynamique, avec une progression de + 7,8 % sur la même période pour atteindre 64,9 milliards d'euros. En légère baisse sur douze mois (- 1,6 %), l'encours de collecte bilan s'élève à 34,5 milliards d'euros ⁽³⁾ à fin 2016. L'encours de crédit atteint 34,7 milliards d'euros à fin 2016, en hausse de + 2,9 % par rapport à décembre 2015 alors que le marché italien est en repli. Cette hausse est toujours tirée par le crédit à l'habitat dont l'encours progresse de + 6,4 % sur un an. De plus, les crédits aux grandes entreprises progressent de + 3,7 % sur l'année alors que l'encours de crédit aux professionnels et aux PME baisse de - 0,4 % sur la même période.

Sur l'année 2016, le produit net bancaire s'établit à 1 626 millions d'euros, en baisse de - 3,7 % par rapport à l'année 2015.

La marge d'intérêt est en baisse dans un contexte d'environnement de taux bas mais elle est partiellement compensée par un fort volume de production.

Les charges d'exploitation publiables s'élèvent à 1 026 millions d'euros et sont impactées sur l'année 2016 par le coût du Fonds de Résolution Unique (FRU) pour - 10 millions d'euros (- 8 millions d'euros en 2015), par la cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts (FGD) pour un montant de - 11 millions d'euros (- 6,4 millions d'euros en 2015), par le coût du plan de sauvegarde des banques italiennes pour - 24 millions d'euros (- 27 millions d'euros en 2015) et par la charge relative au plan d'adaptation de Groupe Cariparma enregistrée au quatrième trimestre 2016 pour - 51 millions d'euros. Au final, hors ces éléments, les charges d'exploitation courantes s'élèvent à 940 millions d'euros (y compris le FRU), stables par rapport à l'exercice 2015 (- 0,1 %). Le coefficient d'exploitation ⁽⁴⁾ s'établit ainsi à 57,8 % pour l'année 2016.

Le coût du risque s'établit à 303 millions d'euros sur l'année 2016, il enregistre une baisse de - 22,2 % par rapport à l'exercice 2015. Le coût du risque sur encours ⁽¹⁾ passe ainsi à 93 points de base à fin 2016 contre 117 points de base en 2015. Après la cession au quatrième trimestre 2016 d'un portefeuille de *sofferenze* de 10 millions d'euros (152 millions d'euros de cessions au total sur l'année 2016), le taux de créances dépréciées s'élève à 13,1 % à fin 2016 (contre 13,8 % à fin 2015) et le niveau de couverture à

(1) Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

(2) Retraitement du plan d'adaptation du réseau de Cariparma pour - 25 millions d'euros en 2016 et + 6 millions d'euros de la contribution des filiales de Caisses régionales à l'international en 2015.

(3) Pro forma du reclassement au T3-16 de dépôts de clients financiers de la collecte bilan vers les ressources marché.

(4) Charges d'exploitation sous-jacentes (y compris le FRU) divisé par le produit net bancaire.

46,5 % y compris provisions collectives contre 45,5 % en 2015. Cette amélioration s'explique par l'amélioration de la qualité du portefeuille de BPI Italie qui enregistre une nouvelle baisse des entrées en défaut de - 37 % en 2016 par rapport à 2015.

Au total, sur l'année 2016, le résultat net part du Groupe sous-jacent de BPI Italie atteint 166 millions ⁽¹⁾ d'euros, en croissance de + 8,5 % par rapport à l'année 2015.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent de l'ensemble des métiers du groupe Crédit Agricole S.A. en Italie ⁽²⁾ s'élève quant à lui à 482 millions d'euros pour 2016 en hausse de + 6 % par rapport à l'exercice 2015.

La Banque de proximité à l'international hors Italie (Autres BPI) enregistre également une activité commerciale dynamique et des résultats soutenus en 2016. Exprimés en euros, ils sont toutefois obérés par des effets de change négatifs, plus particulièrement par la baisse des devises égyptienne et ukrainienne, de respectivement - 23,4 % et - 14,1 % en cours moyens entre 2015 et 2016. L'encours de collecte bilan s'élève à 10,8 milliards d'euros à fin décembre 2016, en hausse de + 9,6 % ⁽³⁾ sur douze mois. Il est notamment porté par de fortes hausses en Égypte (+ 47 % ⁽³⁾), en Ukraine (+ 37 % ⁽³⁾) et en Pologne (+ 7 % ⁽³⁾), l'encours restant stable au Maroc.

Toujours hors effet change, le total d'encours de collecte bilan et hors bilan augmente de + 11,5 % ⁽³⁾ entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016. L'encours de crédit atteint 9,9 milliards d'euros à fin décembre, en hausse de + 7,7 % ⁽³⁾ sur un an. L'excédent global de collecte crédit s'élève à 1,6 milliard d'euros à fin décembre 2016.

Sur l'année 2016 et hors effets change, le produit net bancaire s'élève à 879 millions d'euros en hausse de + 4,2 % ⁽³⁾ par rapport à 2015 tiré notamment par l'Égypte (+ 26 %) et l'Ukraine (+ 4 %).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 530 millions d'euros pour 2016 contre 557 millions d'euros pour 2015, soit une hausse de + 2 % ⁽³⁾ notamment à cause de l'augmentation des charges en Égypte (+ 13 % ⁽³⁾) et en Ukraine (+ 17 % ⁽³⁾).

Le coût du risque, est quant à lui en forte baisse sur l'année à - 151 millions d'euros soit une diminution de - 17 % ⁽³⁾ expliquée principalement par la baisse du même indicateur au Maroc (- 33 % ⁽³⁾) et en Ukraine (- 39 % ⁽³⁾).

Au final, le résultat net part du Groupe de la BPI hors Italie s'établit en 2016 à 92 millions d'euros, en nette progression par rapport à l'exercice 2015 (+ 37,5 % ⁽³⁾⁽⁴⁾) et + 66 % hors effet change. Le coefficient d'exploitation est stable sur l'ensemble de l'année pour s'établir à 60,3 %.

4. Services financiers spécialisés - SFS

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	2 646	2 629	+ 0,7 %	2 646	2 629	+ 0,7 %
Charges d'exploitation	(1 384)	(1 336)	+ 3,6 %	(1 384)	(1 336)	+ 3,6 %
Résultat brut d'exploitation	1 262	1 293	(2,4 %)	1 262	1 293	(2,4 %)
Coût du risque	(558)	(657)	(15,2 %)	(558)	(657)	(15,2 %)
Sociétés mises en équivalence	208	164	+ 26,8 %	208	164	+ 26,8 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(2)	4	n.s.	(2)	4	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	911	804	+ 13,3 %	911	804	+ 13,3 %
Impôt	(210)	(213)	(1,3 %)	(206)	(213)	(2,9 %)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	(1)	n.s.	-	(1)	n.s.
Résultat net	701	590	+ 18,8 %	704	590	+ 19,4 %
Intérêts minoritaires	91	106	(13,8 %)	91	106	(13,8 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	610	484	+ 25,9 %	613	484	+ 26,6 %

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger, et l'affacturage et le crédit-bail, autour de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

L'activité du **Crédit à la consommation (CACF)** en 2016 a été dynamique dans l'ensemble des réseaux partenaires. Les encours gérés augmentent de + 8,4 % entre décembre 2015 et

décembre 2016, malgré la cession d'un portefeuille de créances douteuses de 380 millions d'euros au quatrième trimestre 2016 chez Agos. Ils atteignent ainsi 77,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, à comparer à 71,2 milliards d'euros au 31 décembre 2015, avec la répartition géographique suivante fin 2016 : 38 % des encours sont localisés en France, 31 % en Italie et 31 % dans les autres pays. Les encours consolidés, en progression sur l'année, s'élèvent à 32,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

(1) Hors plan d'adaptation, mais y compris FRU, fonds de garantie des dépôts et plan de sauvetage des banques italiennes.

(2) Agrégation des contributions des entités de Crédit Agricole S.A. en Italie, notamment le Groupe Cariparma ; CACIB ; CA Vita ; Amundi ; Agos ; FCA Bank (sous l'hypothèse que seulement la moitié de la contribution du résultat de FCA Bank est réalisée en Italie).

(3) Hors effet de change.

(4) Retraitement de + 2 millions d'euros au T4-15 et + 6 millions en 2015 au titre de la contribution des filiales des Caisses régionales à l'international.

En ce qui concerne l'activité de **Leasing & Factoring (CAL&F)**, les encours de crédit-bail progressent sur l'année de + 3,7 % pour atteindre 15,5 milliards d'euros à fin décembre 2016. Le chiffre d'affaires factoré est stable en 2016 par rapport à 2015, à 18 milliards d'euros.

Sur l'année 2016, le produit net bancaire du pôle Services financiers spécialisés est en légère progression de + 0,7 % par rapport à l'année 2015, à 2 646 millions d'euros. Retraité de l'effet périmètre du quatrième trimestre 2015 (déconsolidation de Crédium et de Credicom), il est stable par rapport à 2015.

Les charges d'exploitation sont en hausse, de + 3,6 % par rapport à l'année 2015, à 1 384 millions d'euros. Cette hausse provient de la mise en œuvre du plan d'investissement prévu dans le Plan à moyen terme annoncé en mars 2016. Le coefficient d'exploitation du pôle s'établit à 52,3 %.

Le coût du risque est en baisse sous l'effet de l'amélioration du portefeuille clients. À 558 millions d'euros sur la période, le coût du risque est en baisse de - 15,2 % en un an. Il s'établit à 140 points ⁽¹⁾ de base sur l'année 2016, contre 162 points de base sur l'année 2015.

Les joint-ventures participent à la rentabilité de CACF et du pôle avec une contribution en hausse de + 26,8 % de la quote-part des sociétés mises en équivalence, grâce notamment à la forte progression des partenariats automobiles.

Le résultat net part du Groupe du pôle Services financiers spécialisés intègre l'impact de la réévaluation des impôts différés pour - 3 millions d'euros. Retraité de cet élément spécifique, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 613 millions d'euros, en hausse de + 26,6 %. Le résultat net part du Groupe sous-jacent du crédit consommation progresse de + 31,7 % à 483 millions d'euros, celui du crédit-bail et de l'affacturage de + 10,8 % à 130 millions d'euros.

5. Grandes clientèles - GC

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié	Variation 2016/2015 publié	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	5 190	5 057	+ 2,6 %	5 253	4 981	+ 5,5 %
Charges d'exploitation	(3 187)	(3 136)	+ 1,6 %	(3 187)	(3 136)	+ 1,6 %
Résultat brut d'exploitation	2 003	1 921	+ 4,2 %	2 066	1 845	+ 12,0 %
<u>Coût du risque</u>	(457)	(306)	+ 49,6 %	(457)	(306)	+ 49,6 %
Sociétés mises en équivalence	212	60	x 3,6	212	60	x 3,6
Gains ou pertes sur autres actifs	1	(7)	n.s.	1	(7)	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	1 658	1 318	+ 25,8 %	1 721	1 592	+ 8,1 %
Impôt	(370)	(453)	(18,3 %)	(392)	(425)	(7,9 %)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	11	(3)	n.s.	11	(3)	n.s.
Résultat net	1 299	863	+ 50,5 %	1 340	1 164	+ 15,1 %
Intérêts minoritaires	44	33	+ 31,8 %	45	40	+ 11,4 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 255	829	+ 51,3 %	1 295	1 124	+ 15,2 %

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de banque de marché, de banque d'investissement, de financements structurés, de banque commerciale et de services aux institutionnels.

Après un début d'année volatil, les marchés ont connu une période d'accalmie à partir de la fin du premier trimestre grâce aux actions des banques centrales et notamment de la BCE avec l'extension de son programme de rachats de titres aux contreparties *corporates*. La volatilité sur les marchés est néanmoins réapparue dès le mois de mai avec les diverses incertitudes au sujet de la croissance mondiale et les craintes autour du Brexit.

Le second semestre s'est également caractérisé par de nombreuses périodes d'incertitudes en lien avec des échéances politiques importantes, notamment les élections présidentielles américaines et le référendum en Italie, qui, lors de leur dénouement, ont rendu l'environnement de marché plus volatil.

La fin de l'année a également vu l'évolution des politiques monétaires des banques centrales américaine et européenne : la Fed a augmenté ses taux directeurs suite à l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis et la BCE a annoncé la poursuite de

son programme de rachat jusqu'en décembre 2017 et un maintien de ses Taux directeurs.

Les activités du Pôle ont su tirer parti de cet environnement complexe, affichant des revenus sous-jacents en progression de + 5,5 % sur une année pour atteindre 5 253 millions d'euros sur l'exercice 2016.

Les revenus de la Banque de marché et d'investissement profitent de la très bonne performance des activités de taux, change, crédit et de titrisation. Les revenus des activités de Taux sont principalement tirés par la bonne performance des activités de Repos. Les activités de Change profitent quant à elles du regain de la volatilité sur les marchés notamment suite au résultat du référendum sur l'UE au Royaume-Uni. Enfin, les activités de Crédit ont bénéficié de l'extension du programme de rachat d'actifs de la BCE aux *corporates* à partir de mars, favorisant la demande d'émissions.

Crédit Agricole CIB maintient son premier rang mondial en tant que teneur de livres sur l'activité titrisation ABCP (*Asset Backed Commercial Paper*) en Europe pour la troisième année consécutive (source : CPWare) et est classé deuxième sur les Green Bonds dans

(1) Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

le monde (*source* : Crédit Agricole CIB). La Banque est intervenue sur les opérations les plus marquantes de 2016, notamment celle avec Sanofi (premier placement à s'être dénoué par l'obtention d'un rendement négatif pour un *corporate*) et qui a été nommée "European Investment Grade Corporate Bond of the Year" aux 2016 IFR Awards. Crédit Agricole CIB a également participé à l'émission la plus importante en taille réalisée par un groupe français (Danone) et à l'émission de la plus grande tranche de *Green Bonds* en euros avec EDF.

Les revenus des activités de Banque d'investissement sont également en hausse, grâce à des opérations significatives en fusions-acquisitions et sur les marchés primaires actions, notamment des augmentations de capital ou des émissions d'obligations convertibles. Crédit Agricole CIB progresse également de la 14^e à la 4^e place dans le classement des fusions-acquisitions en France comprenant au moins une entreprise française. Par ailleurs, la Banque confirme sa position au deuxième rang en tant que teneur de livres sur l'offre de convertible en France (*source* : Thomson Financial).

En Banque de financement, les activités de financements structurés enregistrent un bon niveau de production nouvelle en dépit d'une conjoncture difficile sur certains secteurs (Énergie et Maritime).

Dans ce métier, Crédit Agricole CIB a obtenu les distinctions suivantes : "Best Project Finance Arranger of the Year" (*source* : Global Capital) et "European Bank of the Year" pour l'Aéronautique (*source* : Airline Economics). La Banque maintient par ailleurs sa position de leader mondial en financements aéronautiques (*source* : Air Finance Journal).

Les activités de la Banque commerciale résistent bien dans un environnement de marché qui reste défavorable (ralentissement

du commerce mondial et prix du pétrole en diminution de - 17 % en moyenne d'une année à l'autre), avec cependant une légère inflexion sur le dernier trimestre pour les activités de *Trade Commodities Finance* dans un contexte de remontée des prix du baril.

Crédit Agricole CIB conserve sa deuxième place sur les activités de syndication en France (*source* : Thomson Financial) dans un marché des crédits syndiqués en repli en France durant l'année 2016.

La croissance des charges reste maîtrisée (+ 1,6 %) et traduit l'accompagnement du développement des métiers ainsi que les nombreux projets réglementaires. Le coefficient d'exploitation du Pôle s'établit à 60,7 % sur l'exercice 2016.

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent du pôle est ainsi en progression de + 12,0 % d'une année sur l'autre, traduisant la très bonne performance des métiers opérationnels.

Hors provisions juridiques, le coût du risque est en croissance significative avec une hausse de + 49,6 % par rapport à 2015 du fait de la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'Énergie et du Maritime.

Le résultat des sociétés mises en équivalence, multiplié par 3,6 à 212 millions, bénéficie d'un effet de base favorable en 2015 du fait notamment de la dépréciation de la participation dans l'UBAF.

Le résultat net part du groupe du Pôle en vision sous-jacente s'élève à 1 295 millions d'euros, en hausse de + 15,2 % par rapport à 2015.

Les encours pondérés sont en baisse de - 2 %, à 130 milliards pour le pôle, malgré la pression réglementaire.

6. Activités hors métiers - AHM

(en millions d'euros)	2016 publié	2015 publié ⁽¹⁾	Variation 2016/2015 publié ⁽¹⁾	2016 sous-jacent	2015 sous-jacent	Variation 2016/2015 sous-jacent
Produit net bancaire	(1 348)	(1 359)	(0,8 %)	(1 142)	(1 794)	(36,3 %)
Charges d'exploitation	(872)	(862)	+1,1 %	(872)	(862)	+1,1 %
Résultat brut d'exploitation	(2 220)	(2 221)	(0,0 %)	(2 014)	(2 656)	(24,2 %)
<u>Coût du risque</u>	(27)	(228)	(88,2) %	(27)	(78)	(65,7) %
Sociétés mises en équivalence	71	206	(65,6) %	71	206	(65,6) %
Gains ou pertes sur autres actifs	(54)	30	n.s.	(54)	30	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(491)	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	(2 721)	(2 213)	+23,0 %	(2 024)	(2 498)	(19,0 %)
Impôt	925	1 113	(16,9) %	707	1 218	(41,9) %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	1 272	0	n.s.	0	0	(90,0) %
Résultat net	(523)	(1 099)	(52,4 %)	(1 317)	(1 280)	+2,9 %
Intérêts minoritaires	(4)	50	n.s.	(7)	47	n.s.
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(520)	(1 149)	(54,8 %)	(1 310)	(1 327)	(1,3 %)

(1) Pro forma des impacts de l'opération Eurêka.

Pour l'année 2016, le résultat net part du Groupe du pôle Activités hors métiers s'établit à - 520 millions d'euros, à comparer à - 1 149 millions d'euros pour l'année 2015.

Le produit net bancaire de l'exercice 2016 a été largement impacté par l'opération de simplification de la structure capitalistique du

Groupe (opération "Eurêka"), tant par des impacts exceptionnels (résultat de cession des CCI/CCA pour + 1 254 millions d'euros et opération de *liability management* pour - 683 millions d'euros) que par des impacts nouveaux mais devenus récurrents depuis le troisième trimestre de l'année (optimisation du bilan, élimination

du coût du Switch 1, revenus d'intérêts sur le prêt octroyé aux Caisses régionales, élimination des dividendes versés par celles-ci).

L'année a par ailleurs été marquée par la comptabilisation d'une plus-value sur titres Visa (+ 355 millions d'euros en revenus) et la dépréciation de l'écart d'acquisition de LCL (- 491 millions d'euros en variation de valeur des écarts d'acquisition).

Pour l'année 2016, l'impact des *spreads* émetteurs s'élève à - 140 millions d'euros en revenus et à - 85 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Retraité de ces éléments, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Activités hors métiers s'élève à - 1 310 millions d'euros pour l'année 2016, quasiment stable par rapport à 2015.

BILAN CONSOLIDÉ DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ACTIF

(en milliards d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité	Variation
Caisse, Banques centrales	28,2	36,2	(22 %)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	326,3	348,3	(6,3 %)
Instruments dérivés de couverture	21,9	24,8	(11,6 %)
Actifs financiers disponibles à la vente	315,9	298,1	+ 6,0 %
Prêts et créances sur les établissements de crédit	382,8	367,1	+ 4,3 %
Prêts et créances sur la clientèle	346,3	331,1	+ 4,6 %
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14,4	16,2	(11,4 %)
Compte de régularisation et actifs divers	56,6	58,0	(2,5 %)
Actifs non courants destinés à être cédés	0,6	0,4	n.s.
Participation dans les entreprises mises en équivalence	7,1	24,6	(71,1 %)
Valeurs immobilisées	11,0	10,9	+ 1,2 %
Écarts d'acquisition	13,2	13,6	(2,7 %)
TOTAL	1 524,2	1 529,3	(0,3 %)

PASSIF

(en milliards d'euros)	31/12/2016	31/12/2015 Retraité	Variation
Banques centrales	3,9	3,7	+ 5,4 %
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	244,0	254,5	(4,1 %)
Instruments dérivés de couverture	17,9	23,7	(24,5 %)
Dettes envers les établissements de crédit	112,3	139,5	(19,4 %)
Dettes envers la clientèle	521,8	505,7	+ 3,2 %
Dettes représentées par un titre	159,3	158,5	+ 0,5 %
Compte de régularisation et passifs divers	60,5	56,8	+ 6,4 %
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,4	0,4	n.s.
Provisions techniques des contrats d'assurance	306,7	293,6	+ 4,5 %
Provisions	4,3	4,1	+ 4,7 %
Dettes subordonnées	29,3	29,4	(0,3 %)
Total dettes	1 460,3	1 469,9	(0,7 %)
Capitaux propres	63,9	59,4	+ 7,6 %
Capitaux propres - part du Groupe	58,3	53,8	+ 8,3 %
Participations ne donnant pas le contrôle	5,7	5,6	+ 0,7 %
TOTAL	1 524,2	1 529,3	(0,3 %)

Principales variations du bilan consolidé

Au 31 décembre 2016, le total du bilan consolidé s'élève à 1 524,2 milliards d'euros, en réduction de - 5,1 milliards d'euros, soit - 0,3 % par rapport au bilan retraité en 2015. Cette stabilité relative correspond à plusieurs variations contraires :

- une baisse sensible du poste des entreprises mises en équivalences (cession des Caisses régionales et de leurs filiales pour - 17,4 milliards d'euros) ;
- une baisse des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ; en particulier les instruments dérivés ;
- la bonne dynamique commerciale de l'année 2016 ayant permis une progression des encours avec les établissements de crédit, les dépôts clientèle et des crédits clientèle.

Analyse des principaux postes

Les prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit s'élèvent à 729,1 milliards d'euros à fin décembre 2016, en hausse de + 4,4 % par rapport à 2015, soit + 30,9 milliards d'euros.

Les prêts et créances sur la clientèle (y compris les opérations de crédit-bail) s'élèvent à 346,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016, contre 331,1 milliards d'euros au 31 décembre 2015, soit une augmentation de + 4,6 %. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des opérations avec la clientèle chez Crédit Agricole CIB pour + 5 milliards d'euros et chez LCL pour + 5,4 milliards d'euros en particulier sur les crédits immobiliers.

Les prêts et créances sur les établissements de crédit augmentent également (+ 4,3 %) au 31 décembre 2016 pour atteindre 382,8 milliards d'euros contre 367,1 milliards d'euros au 31 décembre 2015. La hausse de + 15,7 milliards d'euros provient essentiellement de la hausse des opérations internes avec les Caisses régionales (+ 9,3 milliards d'euros dont + 11 milliard d'euros liés aux prêts accordés aux Caisses régionales dans le cadre du projet Euréka).

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle représentent 634,2 milliards d'euros à fin 2016, en légère baisse de - 1,7 % par rapport à fin 2015, soit - 11,0 milliards d'euros.

Les dettes envers les établissements de crédit reculent de - 27,1 milliards d'euros, à 112,3 milliards d'euros. Cette baisse est liée principalement à la diminution des emprunts des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A., liés principalement à des tombées d'échéance pour - 10,7 milliards d'euros ainsi que le remboursement net de Crédit Agricole S.A. auprès des Caisses régionales suite à l'arrêt du contrat Switch pour - 5 milliards d'euros.

Les dettes envers la clientèle augmentent de + 16,1 milliards d'euros, à 521,8 milliards d'euros en raison principalement du fort niveau de la collecte (+ 10,1 milliards d'euros de la collecte sur le Plan Épargne-Logement, les comptes sur livrets et Livrets A) chez Crédit Agricole S.A.

Les actifs financiers enregistrés à la juste valeur par résultat représentent 326,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016, contre 348,3 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en baisse de - 6,3 % sur un an. Cette baisse de - 22 milliards d'euros s'explique principalement par Crédit Agricole CIB qui enregistre une baisse des dérivés de transaction pour - 13,4 milliards d'euros en lien avec la variation des *swaps* de taux d'intérêt ainsi que par une diminution des effets publics pour - 4 milliards d'euros.

Par ailleurs, cette diminution s'explique également par l'arrêt de la triplification (mécanisme d'enregistrement des dérivés conclus entre Crédit Agricole CIB et les Caisses régionales, dans lequel Crédit Agricole S.A. s'interpose systématiquement entre les parties). Voir la note 1.3 "Événements significatifs relatifs à l'exercice 2016" du chapitre 7 "États financiers individuels" (impact de - 5,4 milliards d'euros).

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** représentent 244,0 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en baisse de - 10,5 milliards d'euros sur un an (- 4,1 %). Cette baisse, cohérente avec le poste d'actifs équivalents, s'explique par la diminution des postes "Instruments dérivés" (- 5,3 milliards d'euros) et "Titres donnés en pension livrée" (- 2,4 milliards d'euros).

Les **actifs financiers disponibles à la vente** (nets de dépréciations) s'élèvent à 315,9 milliards d'euros contre 298,1 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de + 6,0 %. Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, avec sa filiale d'assurance Predica, est le plus important détenteur de ces titres, suivi par Crédit Agricole S.A. Ces actifs sont constitués d'obligations et autres titres à revenu fixe (209,1 milliards d'euros, soit + 6,3 % sur un an), d'effets publics et valeurs assimilées (77,0 milliards d'euros), d'actions et autres titres à revenu variable (19,3 milliards d'euros), ainsi que de titres de participation non consolidés (10,5 milliards d'euros).

Le montant **des participations dans les entreprises mises en équivalence** s'élève à 7,1 milliards d'euros à fin 2016 contre 24,6 milliards d'euros en 2015. Cette diminution résulte du transfert des CCI/CCA des Caisses régionales détenus par Crédit Agricole S.A. à Sacam Mutualisation pour - 17,9 milliards d'euros.

Les instruments dérivés de couverture enregistrent une baisse de - 11,6 % à l'actif et une baisse de - 24,5 % au passif, provenant essentiellement de la résiliation des *swaps* de taux de macro-couverture chez Crédit Agricole S.A. pour l'actif et de la résiliation des *swaps* emprunteurs à taux fixe chez LCL pour le passif.

Les provisions techniques des contrats d'assurance ont progressé de + 4,5 % en 2016 par rapport à 2015, pour atteindre 306,7 milliards d'euros. Cette augmentation provient essentiellement de Predica pour + 9,2 milliards d'euros du fait de la hausse des provisions mathématiques sur les contrats euros et UC.

Le poste **des Dettes représentées par un titre** reste globalement stable sur l'année. Il atteint 159,3 milliards d'euros à fin 2016, contre 158,5 milliards d'euros à fin 2015.

Les **capitaux propres** s'élèvent à 63,9 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit une hausse de + 4,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Les capitaux propres, part du Groupe s'établissent à 58,3 milliards d'euros à fin 2016, en hausse de + 4,5 milliards d'euros sur la période, reflétant principalement la prise en compte du résultat de l'exercice.

Gestion du capital et ratios prudentiels

L'amendement de la norme IAS 1 adopté par l'Union européenne le 11 janvier 2006 impose de publier des informations quantitatives et qualitatives sur le capital de l'émetteur et sa gestion : les objectifs, politique et procédures de gestion du capital. Ces informations sont fournies dans la note 3.6 de l'annexe aux états financiers, ainsi que dans la partie "Informations au titre du Pilier 3 de Bâle 3" présentée ci-après.

INFORMATIONS RELATIVES AUX IMPLANTATIONS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les informations relatives aux implantations du groupe Crédit Agricole S.A. requises par l'article 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 sur la séparation et la régulation des activités bancaires et par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, complétés par le décret d'application n° 2014-1657 du 29 décembre 2014 pris pour l'application de l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier, sont détaillées ci-après.

Les implantations consolidées retenues dans le périmètre de ce reporting sont l'entité mère, les filiales et les succursales. Sont exclues les entités classées en "Activités destinées à être cédées et activités abandonnées" selon la norme IFRS 5 ainsi que celles

consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Les Caisses régionales sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence et font partie du groupe d'intégration fiscale France.

Le montant du "Produit net bancaire" des implantations étrangères correspond à leur contribution territoriale aux comptes consolidés avant élimination des opérations intragroupes réciproques.

Les "Effectifs" correspondent aux effectifs équivalent temps plein fin de période.

Les informations au 31 décembre 2016 agrégées à l'échelle des États et territoires sont les suivantes (en millions d'euros) :

Localisation géographique	Produit net bancaire hors éliminations intragroupes	Effectifs (en équivalent temps plein)	Résultat avant impôts	Impôts sur les bénéfices - courants ⁽¹⁾	Impôts sur les bénéfices - différés ⁽¹⁾	Subventions publiques reçues
France (y compris DOM TOM)						
France ⁽²⁾	7 894	36 968	78	537	(337)	-
Autres pays de l'UE						
Allemagne	390	1 190	147	(43)	(9)	-
Autriche	14	42	5	(3)	1	-
Belgique	51	115	21	(6)	(1)	-
Espagne	156	242	94	(27)	-	-
Finlande	10	13	6	(2)	-	-
Grèce	-	5	(2)	(1)	-	-
Irlande ⁽³⁾	145	240	95	(6)	-	-
Italie	2 763	10 491	693	(170)	(51)	-
Luxembourg	530	1 306	239	(57)	23	-
Pays-Bas	119	346	32	(16)	(1)	-
Pologne	399	5 230	63	(24)	5	-
Portugal	115	447	69	(9)	(10)	-
République tchèque	12	47	8	(1)	-	-
Roumanie	10	275	(7)	-	-	-
Royaume-Uni	1 014	900	606	(177)	(5)	-
Suède	23	42	8	(2)	-	-
Autres pays de l'Europe						
Monaco	137	422	54	(3)	-	-
Russie	22	172	6	(2)	-	-
Serbie	34	875	2	-	-	-
Suisse	343	1 140	104	(31)	3	-
Ukraine	101	2 270	35	(8)	1	-
Guernesey ⁽⁴⁾	1	-	-	-	-	-
Amérique du Nord						
Canada	1	69	(2)	-	-	-
États-Unis	1 069	781	432	(43)	(74)	-
Amérique centrale et du Sud						
Bermudes ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-
Brésil	64	125	20	(8)	(7)	-
Îles Caïmans ^{(4) (5)}	12	-	12	-	-	-

Localisation géographique	Produit net bancaire hors éliminations intragroupes	Effectifs (en équivalent temps plein)	Résultat avant impôts	Impôts sur les bénéfices - courants ⁽¹⁾	Impôts sur les bénéfices - différés ⁽¹⁾	Subventions publiques reçues
Afrique et Moyen-Orient						
Algérie	6	25	3	(1)	-	-
Égypte	246	2 331	145	(37)	-	-
Émirats Arabes Unis	67	87	30	(2)	-	-
Maroc	195	2 483	45	(26)	10	-
Maurice	3	107	1	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)						
Australie	54	30	43	(13)	1	-
Chine	48	134	23	-	-	-
Corée du sud	28	80	2	21	(27)	-
Hong-Kong	223	608	8	(3)	(1)	-
Inde	43	140	(11)	(33)	37	-
Malaisie	8	23	5	(1)	-	-
Singapour	176	515	44	(6)	-	-
Taiwan	26	70	10	-	(1)	-
Vietnam	-	-	5	-	-	-
Japon						
Japon	301	444	149	(50)	1	-
TOTAL	16 853	70 830	3 320	(253)	(442)	-

(1) Les montants positifs représentent un produit et les montants négatifs une charge.

(2) La politique fiscale de Crédit Agricole S.A. est présentée au chapitre 2 - Informations économiques, sociales et environnementales.

(3) Les OPCVM irlandais détenus par le Groupe sont fiscalement transparents. Leur résultat est fiscalisé en France.

(4) Les entités implantées à Guernesey, aux îles Caïmans et aux Bermudes sont respectivement fiscalisées en France (application de l'article 209 B du Code général des impôts), aux États-Unis et au Royaume-Uni.

(5) Les effectifs de l'entité implantée aux îles Caïmans sont situés aux États-Unis.

Les implantations au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

IMPLANTATIONS

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
ACACIA	GEA	France
ACAJOU	GEA	France
Acieralliage EURO FCC	GC	France
Acieralliage USD FCC	GC	États-Unis
AF EQUI.GLOB.AHE CAP	GEA	Luxembourg
AF INDEX EQ JAPAN AE CAP	GEA	Luxembourg
AF INDEX EQ USA A4E	GEA	Luxembourg
Agos	SFS	Italie
AGRICOLE RIVAGE DETTE	GEA	France
ALTAREA	GEA	France
AM AC FR ISR PC 3D	GEA	France
AM CR 1-3 EU PC 3D	GEA	France
AM.AC.EU.ISR-P-3D	GEA	France
AM.AC.MINER.-P-3D	GEA	France
AMUN TRESO CT PC 3D	GEA	France
AMUN.TRES.EONIA ISR E FCP 3DEC	GEA	France
AMUNDI	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
AMUNDI (UK) Ltd.	GEA	Royaume-Uni
AMUNDI 12 M P	GEA	France
AMUNDI 3 M P	GEA	France
AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC	GEA	France
AMUNDI AFD AV DURABL P1 FCP 3DEC	GEA	France
AMUNDI AI S.A.S.	GEA	France
Amundi AI LONDON BRANCH	GEA	Royaume-Uni
AMUNDI ARMONIA	GEA	Italie
AMUNDI <u>Asset management</u>	GEA	France
AMUNDI <u>Asset management</u> BELGIUM	GEA	Belgique
AMUNDI <u>Asset management</u> DEUTSCHLAND	GEA	Allemagne
AMUNDI <u>Asset management</u> HONG KONG BRANCH	GEA	Hong Kong
AMUNDI <u>Asset management</u> LONDON BRANCH	GEA	Royaume-Uni
AMUNDI <u>Asset management</u> NEDERLAND	GEA	Pays-Bas
Amundi Austria	GEA	Autriche

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
AMUNDI B EU COR AEC	GEA	Luxembourg
AMUNDI BD EU HY AEC	GEA	Luxembourg
AMUNDI CRED.EURO ISR P FCP 3DEC	GEA	France
Amundi Distributors Usa Llc	GEA	États-Unis
AMUNDI EQ E IN AHEC	GEA	Luxembourg
AMUNDI Finance	GEA	France
AMUNDI Finance Emissions	GEA	France
AMUNDI GBL MACRO MULTI ASSET P	GEA	France
AMUNDI GLOBAL SERVICING	GEA	Luxembourg
AMUNDI GRD 24 FCP	GEA	France
AMUNDI Hellas MFMC S.A.	GEA	Grèce
Amundi Hk - Green Planet Fund	GEA	Hong Kong
AMUNDI Hong Kong Ltd.	GEA	Hong Kong
AMUNDI HORIZON 3D	GEA	France
AMUNDI Iberia S.G.I.I.C S.A.	GEA	Espagne
AMUNDI Immobilier	GEA	France
AMUNDI India Holding	GEA	France
AMUNDI Intermédiation	GEA	France
AMUNDI Issuance	GEA	France
AMUNDI IT Services	GEA	France
AMUNDI Japan	GEA	Japon
AMUNDI Japan Holding	GEA	Japon
AMUNDI Japan Securities Cy Ltd.	GEA	Japon
AMUNDI Luxembourg S.A.	GEA	Luxembourg
AMUNDI Malaysia Sdn Bhd	GEA	Malaisie
AMUNDI OBLIG EURO C	GEA	France
AMUNDI PATRIMOINE C 3DEC	GEA	France
Amundi Performance Absolue Equilibre	GEA	France
AMUNDI Polska	GEA	Pologne
AMUNDI Private Equity Funds	GEA	France
AMUNDI PULSACTIONS	GEA	France
AMUNDI Real Estate Italia SGR S.p.A.	GEA	Italie
AMUNDI SGR S.p.A.	GEA	Italie
AMUNDI Singapore Ltd.	GEA	Singapour
AMUNDI Smith Breeden	GEA	États-Unis
AMUNDI Suisse	GEA	Suisse
AMUNDI Tenue de Comptes	GEA	France
AMUNDI USA Inc	GEA	États-Unis
AMUNDI VALEURS DURAB	GEA	France
AMUNDI Ventures	GEA	France
Antera Incasso B.V.	SFS	Pays-Bas
ANTINEA FCP	GEA	France
ARAMIS PATRIM D 3D	GEA	France
Arc Broker	BPI	Pologne
ARC FLEXIBOND-D	GEA	France
ARES Reinsurance Ltd.	SFS	Irlande
Argence Investissement S.A.S.	SFS	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
Armo-Invest	GC	France
ARTEMID	GEA	France
ASSUR&ME	GEA	France
Atlantic Asset Securitization LLC	GC	États-Unis
ATOUT EUROPE C FCP 3DEC	GEA	France
ATOUT FRANCE C FCP 3DEC	GEA	France
ATOUT MONDE C FCP 3DEC	GEA	France
ATOUT SERENATIONS	GEA	France
ATOUT VERT HORIZON FCP 3 DEC	GEA	France
Auxifip	SFS	France
AXA EUR.SM.CAP E 3D	GEA	France
Banca Popolare Friuladria S.p.A.	BPI	Italie
Banco Crédito Agrícola Brasil S.A.	GC	Brésil
Banque Thémis	BPF	France
BARCLAYS QUAN MER AR	GEA	Irlande
Benelpart	GC	Belgique
BEST BUS MODELS RC	GEA	France
BFT INVESTMENT MANAGERS	GEA	France
BFT opportunité	GEA	France
BNP PAR.CRED.ERSC	GEA	France
C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft GmbH	BPF	Allemagne
CA Assicurazioni	GEA	Italie
CA Grands Crus	AHM	France
CA Indosuez (Suisse) S.A. Hong Kong Branch	GEA	Hong Kong
CA Indosuez (Suisse) S.A. Singapore Branch	GEA	Singapour
CA Indosuez (Switzerland) S.A.	GEA	Suisse
CA Indosuez Finanziaria S.A.	GEA	Suisse
CA Indosuez Gestion	GEA	France
CA Indosuez Wealth (Asset management)	GEA	Luxembourg
CA Indosuez Wealth (Brazil) S.A. DTVM	GEA	Brésil
CA Indosuez Wealth (Europe)	GEA	Luxembourg
CA Indosuez Wealth (Europe) Belgium Branch	GEA	Belgique
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch	GEA	Italie
CA Indosuez Wealth (Europe) Spain Branch	GEA	Espagne
CA Indosuez Wealth (France)	GEA	France
CA Indosuez Wealth (Global Structuring)	GEA	Luxembourg
CA Indosuez Wealth (Group)	GEA	France
CA MASTER EUROPE	GEA	France
CA VITA INFRASTRUCTURE CHOICE FIPS c.I.A.	GEA	France
CA VITA PRIVATE DEBT CHOICE FIPS cl.À	GEA	France
CA VITA PRIVATE EQUITY CHOICE	GEA	France
CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
CAA 2013 FCPR B1	GEA	France
CAA 2013 FCPR C1	GEA	France
CAA 2013 FCPR D1	GEA	France
CAA 2013-2	GEA	France
CAA 2013-3	GEA	France
CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1	GEA	France
CAA 2014 INVESTISSEMENT PART A3	GEA	France
CAA 2015 COMPARTIMENT 1	GEA	France
CAA 2015 COMPARTIMENT 2	GEA	France
CAA 2016	GEA	France
CAA INFRASTRUCTURE	GEA	France
CAA PRIV.FINANC.COMP.1 A1 FIC	GEA	France
CAA PRIV.FINANC.COMP.2 A2 FIC	GEA	France
CAA SECONDAIRE IV	GEA	France
CACEIS (Canada) Ltd.	GC	Canada
CACEIS (USA) Inc.	GC	États-Unis
CACEIS Bank	GC	France
CACEIS Bank Deutschland GmbH	GC	Allemagne
CACEIS Bank Luxembourg	GC	Luxembourg
CACEIS Bank S.A., Germany Branch	GC	Allemagne
CACEIS Bank, Belgium Branch	GC	Belgique
CACEIS Bank, Ireland Branch	GC	Irlande
CACEIS Bank, Italy Branch	GC	Italie
CACEIS Bank, Luxembourg Branch	GC	Luxembourg
CACEIS Bank, Netherlands Branch	GC	Pays-Bas
CACEIS Bank, Switzerland Branch	GC	Suisse
CACEIS Bank, UK Branch	GC	Royaume-Uni
CACEIS Belgium	GC	Belgique
CACEIS Corporate Trust	GC	France
CACEIS Fund Administration	GC	France
CACEIS Ireland Limited	GC	Irlande
CACEIS S.A.	GC	France
CACEIS Switzerland S.A.	GC	Suisse
CACI DANNI	GEA	Italie
CACI Gestion	GEA	France
CACI LIFE LIMITED	GEA	Irlande
CACI NON LIFE LIMITED	GEA	Irlande
CACI NON VIE	GEA	France
CACI Reinsurance Ltd.	GEA	Irlande
CACI VIE	GEA	France
CACI VITA	GEA	Italie
CA-EDRAM OPPORTUNITES FCP 3DEC	GEA	France
CAIRS Assurance S.A.	GC	France
Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse	AHM	France
CAL Espagne	SFS	Espagne
Calciphos	GC	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
CALIE Europe Succursale France	GEA	France
CALIE Europe Succursale Pologne	GEA	Pologne
Calixis Finance	GC	France
Calliope SRL	GC	Italie
Carefleet S.A.	SFS	Pologne
CAREPTA R 2016	GEA	France
Carispezia	BPI	Italie
CEDAR	GEA	France
CFM Indosuez Wealth	GEA	Monaco
Chorial Allocation	GEA	France
CL Développement de la Corse	AHM	France
Clam Philadelphia	GEA	France
Clifap	GC	France
CLSA Financial Products Ltd	GC	Bermudes
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	GC	France
CONVERT.EUROP.AE	GEA	Luxembourg
CORSAIR 1.5255 % 25/04/35	GEA	Irlande
CPR ACTIVE US -P-	GEA	France
CPR AM	GEA	France
CPR CONSO ACTIONNAIRE FCP P	GEA	France
CPR CROIS.REA.-P	GEA	France
CPR EUROLAND P 3D	GEA	France
CPR GLO SILVER AGE P	GEA	France
CPR OBLIG 12 M.P 3D	GEA	France
CPR REFL.RESP.0-100 P FCP 3DEC	GEA	France
CPR RENAI.JAP.-P-3D	GEA	France
CPR RENAISSANCE JAPON HP 3D	GEA	France
CPR SILVER AGE P 3DEC	GEA	France
Crealfi	SFS	France
Credibom	SFS	Portugal
Crediet Maatschappij "De Ijssel" B.V.	SFS	Pays-Bas
Crédit Agricole CIB (Belgique)	GC	Belgique
Crédit Agricole America Services Inc.	GC	États-Unis
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd.	GC	Hong Kong
Crédit Agricole Assurances (CAA)	GEA	France
CREDIT AGRICOLE BANK	BPI	Ukraine
Crédit Agricole Bank Polska S.A.	BPI	Pologne
Crédit Agricole Banka Srbija a.d. Novi Sad	BPI	Serbie
Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)	AHM	France
Crédit Agricole Cariparma	BPI	Italie
Crédit Agricole CIB (ABU DHABI)	GC	Émirats arabes unis
Crédit Agricole CIB (Allemagne)	GC	Allemagne
Crédit Agricole CIB (Canada)	GC	Canada
Crédit Agricole CIB (Chicago)	GC	États-Unis
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)	GC	Corée du sud

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)	GC	Émirats arabes unis
Crédit Agricole CIB (Dubai)	GC	Émirats arabes unis
Crédit Agricole CIB (Espagne)	GC	Espagne
Crédit Agricole CIB (Finlande)	GC	Finlande
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)	GC	Hong Kong
Crédit Agricole CIB (Îles Caïmans)	GC	Îles Caïmans
Crédit Agricole CIB (Inde)	GC	Inde
Crédit Agricole CIB (Italie)	GC	Italie
Crédit Agricole CIB (Japon)	GC	Japon
Crédit Agricole CIB (Luxembourg)	GC	Luxembourg
Crédit Agricole CIB (Miami)	GC	États-Unis
Crédit Agricole CIB (New York)	GC	États-Unis
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)	GC	Royaume-Uni
Crédit Agricole CIB (Singapour)	GC	Singapour
Crédit Agricole CIB (Suède)	GC	Suède
Crédit Agricole CIB (Taipei)	GC	Taiwan
Crédit Agricole CIB (Vietnam)	GC	Vietnam
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.	GC	France
Crédit Agricole CIB Algérie Bank Spa	GC	Algérie
Crédit Agricole CIB AO	GC	Russie
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.	GC	Australie
Crédit Agricole CIB China Ltd.	GC	Chine
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.	GC	Guernesey
Crédit Agricole CIB Financial Prod. (Guernsey) Ltd.	GC	Guernesey
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	GC	France
Crédit Agricole CIB Global Banking	GC	France
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	GC	Royaume-Uni
Crédit Agricole CIB Pension Limited Partnership	GC	Royaume-Uni
Crédit Agricole CIB S.A.	GC	France
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.	GC	Inde
Crédit Agricole Consumer Finance	SFS	France
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland	SFS	Pays-Bas
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)	GEA	France
Crédit Agricole Egypt S.A.E.	BPI	Égypte
Crédit Agricole Global Partners Inc.	GC	États-Unis
Crédit Agricole Group Solutions	BPI	Italie
Crédit Agricole Home Loan SFH	AHM	France
Crédit Agricole Leasing & Factoring	SFS	France
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.	GC	États-Unis
Crédit Agricole Leasing Italia	SFS	Italie
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.	GEA	Japon
Crédit Agricole Life Insurance Europe	GEA	Luxembourg
Crédit Agricole Payment Services	AHM	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
Crédit Agricole Polska S.A.	BPI	Pologne
Crédit Agricole Public Sector SCF	AHM	France
Credit Agricole Romania	BPI	Roumanie
Credit Agricole Securities (Asia) Limited Hong Kong	GC	Hong Kong
Credit Agricole Securities (Asia) Limited Seoul Branch	GC	Corée du sud
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	GC	États-Unis
Crédit Agricole Securities Asia BV	GC	Pays-Bas
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	GC	Japon
Credit Agricole Service sp z o.o.	BPI	Pologne
Crédit Agricole Vita S.p.A.	GEA	Italie
Crédit Agricole S.A.	AHM	France
Crédit du Maroc	BPI	Maroc
Crédit du Maroc Leasing et Factoring	SFS	Maroc
Crédit LIFT	SFS	France
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)	BPF	France
Creditplus Bank AG	SFS	Allemagne
De Kredietdesk B.V.	SFS	Pays-Bas
Delfinances	AHM	France
DGAD International SARL	GC	Luxembourg
DNA 0% 12-211220	GEA	Luxembourg
DNA 0% 16/10/2020	GEA	Luxembourg
DNA 0% 21/12/20 EMTN	GEA	Luxembourg
DNA 0% 23/07/18 EMTN INDX	GEA	Luxembourg
DNA 0% 27/06/18 INDX	GEA	Luxembourg
DNA 0%11-231216 INDX	GEA	Luxembourg
DNA 0%12-240418 INDX	GEA	Luxembourg
DNV B.V.	SFS	Pays-Bas
Doumer Finance S.A.S.	GC	France
ECOFI MULTI OPPORTUN.FCP 3DEC	GEA	France
EFL Finance S.A.	SFS	Pologne
EFL Services	SFS	Pologne
EMERITE	GEA	France
ESNI (compartiment Crédit Agricole CIB)	GC	France
ESNI (compartiment Crédit Agricole S.A.)	AHM	France
Ester Finance Titrisation	GC	France
Etoile Gestion	GEA	France
Eucalyptus FCT	GC	France
EUROFACTOR GmbH	SFS	Allemagne
Eurofactor Hispania S.A.	SFS	Espagne
Eurofactor Italia S.p.A.	SFS	Italie
EUROFACTOR NEDERLAND	SFS	Pays-Bas
EUROFACTOR POLSKA S.A.	SFS	Pologne
Eurofactor SA - NV (Benelux)	SFS	Belgique
Eurofactor S.A. (Portugal)	SFS	Portugal
Eurofintus Financieringen B.V.	SFS	Pays-Bas

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
EUROPEAN MOTORWAY INVESTMENTS 1	GEA	Luxembourg
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)	SFS	Pologne
EUROSIC	GEA	France
FCPR CAA 2013	GEA	France
FCPR CAA COMP TER PART A3	GEA	France
FCPR CAA COMPART BIS PART A2	GEA	France
FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1	GEA	France
FCPR CAA France croissance 2 A	GEA	France
FCPR PREDICA 2007 A	GEA	France
FCPR PREDICA 2007 C2	GEA	France
FCPR PREDICA 2008 A1	GEA	France
FCPR PREDICA 2008 A2	GEA	France
FCPR PREDICA 2008 A3	GEA	France
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A1	GEA	France
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A2	GEA	France
FCPR PREDICA SECONDAIRES II A	GEA	France
FCPR PREDICA SECONDAIRES II B	GEA	France
FCPR Roosevelt Investissements	GEA	France
FCPR UI CAP AGRO	GEA	France
FCPR UI CAP SANTE A	GEA	France
FCT BRIDGE 2016-1	GEA	France
FCT Cablage FCT	GC	France
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-1	GEA	France
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-2	GEA	France
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT RE-2016-1	GEA	France
FCT CAREPTA - RE 2015 -1	GEA	France
FCT CAREPTA 2-2016	GEA	France
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 Compartiment Corse	AHM	France
FCT Evergreen HL1	AHM	France
FCT MID CAP 2 05/12/22	GEA	France
FEDERIS CORE EU CR 19 MM	GEA	France
Federval	GEA	France
Fia Net Europe	AHM	Luxembourg
Fia-Net	AHM	France
FIC-FIDC	GC	Brésil
Finamur	SFS	France
Financière des Scarabées	GC	Belgique
Financière Lumis	GC	France
Finaref Assurances S.A.S.	GEA	France
Finaref Risques Divers	GEA	France
Finaref Vie	GEA	France
Finasic	AHM	France
Finata Bank N.V.	SFS	Pays-Bas
Finata Zuid-Nederland B.V.	SFS	Pays-Bas
Fininvest	GC	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
Fletirec	GC	France
Foncaris	AHM	France
FONCIERE HYPERSUD	GEA	France
FONDS AV ECHU N 1 3DEC	GEA	France
FPCI Cogeneration France I	GEA	France
FREY	GEA	France
Genavent	GEA	France
Genavent Partners Lp	GEA	États-Unis
GNB SEGUROS	GEA	Portugal
GRD TOBAM AB A	GEA	France
GRD01	GEA	France
GRD02	GEA	France
GRD03	GEA	France
GRD04	GEA	France
GRD05	GEA	France
GRD07	GEA	France
GRD08	GEA	France
GRD09	GEA	France
GRD10	GEA	France
GRD11	GEA	France
GRD12	GEA	France
GRD13	GEA	France
GRD14	GEA	France
GRD16	GEA	France
GRD17	GEA	France
GRD18	GEA	France
GRD19	GEA	France
GRD20	GEA	France
GRD21	GEA	France
GRD23	GEA	France
Green FCT Lease	SFS	France
GSA Ltd	SFS	Maurice
HDP BUREAUX	GEA	France
HDP HOTEL	GEA	France
HDP LA HALLE BOCA	GEA	France
Héphaïstos EUR FCC	GC	France
Héphaïstos GBP FCT	GC	France
Héphaïstos Multidevises FCT	GC	France
Héphaïstos USD FCT	GC	France
HMG GLOBETROTTER D	GEA	France
I.P.F.O.	GC	France
IAA CROISSANCE INTERNATIONALE	GEA	France
IDIA	AHM	France
IDM Finance B.V.	SFS	Pays-Bas
IDM Financieringen B.V.	SFS	Pays-Bas
IDM lease maatschappij N.V.	SFS	Pays-Bas

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
lebe Lease B.V.	SFS	Pays-Bas
IKS KB	GEA	République Tchèque
Immobilière Sirius S.A.	GC	Luxembourg
IND.CAP EMERG.-C-3D	GEA	France
INDO.FLEX.100 -C-3D	GEA	France
INDOCAM FLAMME FCP 3DEC	GEA	France
INDOS.EURO.PAT.PD 3D	GEA	France
Indosuez CM II Inc.	GC	États-Unis
Indosuez Holding SCA II	GC	Luxembourg
Indosuez Management Luxembourg II	GC	Luxembourg
INFRA FOCH TOPCO	GEA	France
InterBank group	SFS	Pays-Bas
Interfimo	BPF	France
INVEST RESP S3 3D	GEA	France
Investor Service House S.A.	GC	Luxembourg
Island Refinancing SRL	GC	Italie
ItalAsset Finance SRL	GC	Italie
IUB Holding	BPI	France
JAYANNE 5 FCP 3DEC	GEA	France
JAYANNE 6 FCP	GEA	France
JAYANNE 7 FCP 3DEC	GEA	France
JPM-US S E P-AEURA	GEA	Luxembourg
KBI Fund Managers Limited	GEA	Irlande
KBI Global Investors (North America) Limited	GEA	Irlande
KBI Global Investors Limited	GEA	Irlande
KORIAN	GEA	France
Krediet '78 B.V.	SFS	Pays-Bas
L.F. Investment Inc.	GC	États-Unis
L.F. Investment L.P.	GC	États-Unis
La Fayette Asset Securitization LLC	GC	États-Unis
Lafina	GC	Belgique
LCL	BPF	France
LCL AC.DEV.DU.EURO	GEA	France
LCL AC.EMERGENTS 3D	GEA	France
LCL ACT.E-U ISR 3D	GEA	France
LCL ACT.IMMOBI.3D	GEA	France
LCL ACT.USA ISR 3D	GEA	France
LCL ACTIONS EURO C	GEA	France
LCL ALLOCATION DYNAMIQUE 3D FCP	GEA	France
LCL ALLOCATION EQUILIBRE 3DEC	GEA	France
LCL D.CAPT.JU.10 3D	GEA	France
LCL D.H.2-4 ANS AV NOV 13	GEA	France
LCL DEVELOPPM.PME C	GEA	France
LCL Emissions	GEA	France
LCL FDS ECH.MONE.3D	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
LCL FLEX 30	GEA	France
LCL INVEST.EQ C	GEA	France
LCL INVEST.PRUD.3D	GEA	France
LCL MGEST 60 3DEC	GEA	France
LCL MGEST FL.0-100	GEA	France
LCL MONETAIRE -C-	GEA	France
LCL OBLIGATIONS INFLATION C EUR	GEA	France
LCL ORIENTATION DYNAM FCP3D	GEA	France
LCL ORIENTATION EQUIL.FCP 3DEC	GEA	France
LCL ORIENTATION PRUDENT	GEA	France
LCL PHOENIX VIE 2016	GEA	France
LCL PREMIUM VIE 14 C	GEA	France
LCL PREMIUM VIE 2015	GEA	France
LCL SEC 106(MARS 10)FCP 3DEC	GEA	France
LCL SECU.100(JUIL.11)	GEA	France
LCL succursale de Monaco	BPF	Monaco
LCL TR 3 MOIS PC 3D	GEA	France
LCL TRIP HORIZ SEP16	GEA	France
LCL TRIPLE HORIZON AV 09/13 C 3D	GEA	France
LCL VOCATION RENDEMENT NOV 12 3D	GEA	France
Lixxbail	SFS	France
Lixxcourtage	SFS	France
Lixxcredit	SFS	France
LMA SA	GC	France
Londres Croissance C16	GEA	France
LRP - CPT JANVIER 2013 0.30 13-21 11/01A	GEA	Luxembourg
Lukas Finance S.A.	BPI	Pologne
Mahuko Financieringen B.V.	SFS	Pays-Bas
Médicale de France	GEA	France
Merisma	GC	France
Miladim	GC	France
Molinier Finances	GC	France
Money Care B.V.	SFS	Pays-Bas
Nexus 1	GEA	Italie
NL Findio B.V.	SFS	Pays-Bas
NVF Voorschotbank B.V.	SFS	Pays-Bas
OBJECTIF LONG TERME FCP	GEA	France
OBJECTIF PRUDENCE FCP	GEA	France
OBLIG INF CM CIC 3D	GEA	France
OPCI Camp Invest	GEA	France
OPCI ECO CAMPUS SPPICAV	GEA	France
OPCI Immanens	GEA	France
OPCI Immo Emissions	GEA	France
OPCI Iris Invest 2010	GEA	France
OPCI KART	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
OPCI MASSY BUREAUX	GEA	France
OPCI Messidor	GEA	France
OPCIMMO LCL SPPICAV 5DEC	GEA	France
OPCIMMO PREM SPPICAV 5DEC	GEA	France
OPTALIS DYNAMIQUE C FCP 3DEC	GEA	France
OPTIMIZ BES TIMING II 3DEC	GEA	France
Pacific EUR FCC	GC	France
Pacific IT FCT	GC	France
Pacific USD FCT	GC	France
Pacifica	GEA	France
Partinvest S.A.	GC	Luxembourg
Peg - Portfolio Eonia Garanti	GEA	France
PIMENTO 4 FCP	GEA	France
PIMENTO 5 FCP 3DEC	GEA	France
Placements et réalisations immobilières (SNC)	GC	France
Predica	GEA	France
Predica - Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole	GEA	Espagne
Predica 2005 FCPR A	GEA	France
Predica 2006 FCPR A	GEA	France
Predica 2006-2007 FCPR	GEA	France
PREDICA 2010 A1	GEA	France
PREDICA 2010 A2	GEA	France
PREDICA 2010 A3	GEA	France
Predica OPCI Bureau	GEA	France
Predica OPCI Commerces	GEA	France
Predica OPCI Habitation	GEA	France
PREDICA SECONDAIRES III	GEA	France
Predicant A1 FCP	GEA	France
Predicant A2 FCP	GEA	France
Predicant A3 FCP	GEA	France
PREDIPARK	GEA	France
Prediquant Eurocroissance A2	GEA	France
Prediquant opportunité	GEA	France
PREDIQUANT STRATEGIES	GEA	France
PREMIUM GR 0% 28	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 1.24% 25/04/35	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.52%06-21 EMTN	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.54%06-13.06.21	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.5575 %21 EMTN	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.56%06-21	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.7% EMTN 08/08/21	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN 4.72%12-250927	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN PLC 4.30%2021	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV 06/22	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV 07/22	GEA	Irlande

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
PREMIUM GREEN TV 07-22	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV 22	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV 26/07/22	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV06-16 EMTN	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV07-17 EMTN	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV2027	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN TV23/05/2022 EMTN	GEA	Irlande
PREMIUM GREEN4.33%06-29/10/21	GEA	Irlande
RAMSAY - GENERALE DE SANTE	GEA	France
RED CEDAR	GEA	France
Ribank	SFS	Pays-Bas
RONDEYS 2 3DEC FCP	GEA	France
RONDEYS 3 FCP	GEA	France
S.A.S. Evergreen Montrouge	AHM	France
SA RESICO	GEA	France
Sagrantino Italy SRL	GC	Italie
SAS Caagis	GEA	France
SCI BMEDIC HABITATION	GEA	France
SCI CAMPUS MEDICIS ST DENIS	GEA	France
SCI CAMPUS RIMBAUD ST DENIS	GEA	France
SCI FEDERALE PEREIRE VICTOIRE	GEA	France
SCI FEDERALE VILLIERS	GEA	France
SCI FEDERLOG	GEA	France
SCI FEDERLONDRES	GEA	France
SCI FEDERPIERRE	GEA	France
SCI GRENIER VELLEF	GEA	France
SCI IMEFA 001	GEA	France
SCI IMEFA 002	GEA	France
SCI IMEFA 003	GEA	France
SCI IMEFA 004	GEA	France
SCI IMEFA 005	GEA	France
SCI IMEFA 006	GEA	France
SCI IMEFA 008	GEA	France
SCI IMEFA 009	GEA	France
SCI IMEFA 010	GEA	France
SCI IMEFA 011	GEA	France
SCI IMEFA 012	GEA	France
SCI IMEFA 013	GEA	France
SCI IMEFA 016	GEA	France
SCI IMEFA 017	GEA	France
SCI IMEFA 018	GEA	France
SCI IMEFA 020	GEA	France
SCI IMEFA 022	GEA	France
SCI IMEFA 025	GEA	France
SCI IMEFA 032	GEA	France
SCI IMEFA 033	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
SCI IMEFA 034	GEA	France
SCI IMEFA 035	GEA	France
SCI IMEFA 036	GEA	France
SCI IMEFA 037	GEA	France
SCI IMEFA 038	GEA	France
SCI IMEFA 039	GEA	France
SCI IMEFA 042	GEA	France
SCI IMEFA 043	GEA	France
SCI IMEFA 044	GEA	France
SCI IMEFA 047	GEA	France
SCI IMEFA 048	GEA	France
SCI IMEFA 051	GEA	France
SCI IMEFA 052	GEA	France
SCI IMEFA 054	GEA	France
SCI IMEFA 057	GEA	France
SCI IMEFA 058	GEA	France
SCI IMEFA 060	GEA	France
SCI IMEFA 061	GEA	France
SCI IMEFA 062	GEA	France
SCI IMEFA 063	GEA	France
SCI IMEFA 064	GEA	France
SCI IMEFA 067	GEA	France
SCI IMEFA 068	GEA	France
SCI IMEFA 069	GEA	France
SCI IMEFA 072	GEA	France
SCI IMEFA 073	GEA	France
SCI IMEFA 074	GEA	France
SCI IMEFA 076	GEA	France
SCI IMEFA 077	GEA	France
SCI IMEFA 078	GEA	France
SCI IMEFA 079	GEA	France
SCI IMEFA 080	GEA	France
SCI IMEFA 081	GEA	France
SCI IMEFA 082	GEA	France
SCI IMEFA 083	GEA	France
SCI IMEFA 084	GEA	France
SCI IMEFA 085	GEA	France
SCI IMEFA 089	GEA	France
SCI IMEFA 091	GEA	France
SCI IMEFA 092	GEA	France
SCI IMEFA 096	GEA	France
SCI IMEFA 100	GEA	France
SCI IMEFA 101	GEA	France
SCI IMEFA 102	GEA	France
SCI IMEFA 103	GEA	France
SCI IMEFA 104	GEA	France
SCI IMEFA 105	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
SCI IMEFA 107	GEA	France
SCI IMEFA 108	GEA	France
SCI IMEFA 109	GEA	France
SCI IMEFA 110	GEA	France
SCI IMEFA 112	GEA	France
SCI IMEFA 113	GEA	France
SCI IMEFA 115	GEA	France
SCI IMEFA 116	GEA	France
SCI IMEFA 117	GEA	France
SCI IMEFA 118	GEA	France
SCI IMEFA 120	GEA	France
SCI IMEFA 121	GEA	France
SCI IMEFA 122	GEA	France
SCI IMEFA 123	GEA	France
SCI IMEFA 126	GEA	France
SCI IMEFA 128	GEA	France
SCI IMEFA 129	GEA	France
SCI IMEFA 131	GEA	France
SCI IMEFA 132	GEA	France
SCI IMEFA 140	GEA	France
SCI IMEFA 148	GEA	France
SCI IMEFA 149	GEA	France
SCI IMEFA 150	GEA	France
SCI IMEFA 155	GEA	France
SCI IMEFA 156	GEA	France
SCI IMEFA 157	GEA	France
SCI IMEFA 158	GEA	France
SCI IMEFA 159	GEA	France
SCI IMEFA 164	GEA	France
SCI IMEFA 169	GEA	France
SCI IMEFA 170	GEA	France
SCI IMEFA 171	GEA	France
SCI IMEFA 172	GEA	France
SCI IMEFA 173	GEA	France
SCI IMEFA 174	GEA	France
SCI IMEFA 175	GEA	France
SCI IMEFA 176	GEA	France
SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO	GEA	France
SCI MEDI BUREAUX	GEA	France
SCI PACIFICA HUGO	GEA	France
SCI PORTE DES LILAS - FRERES FLAVIEN	GEA	France
SCI Quentyvel	AHM	France
SCI VALHUBERT	GEA	France
Shark FCC	GC	France
SILCA	AHM	France
SIS (Société Immobilière de la Seine)	AHM	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
SNC Kalliste Assur	AHM	France
SNGI	GC	France
SNGI Belgium	GC	Belgique
Société Générale Gestion (S2G)	GEA	France
Sococlabeq	GC	Belgique
Sodica	AHM	France
Sofinco Participations	SFS	France
Sofipac	GC	Belgique
SOLIDARITE AMUNDI P	GEA	France
SOLIDARITE INITIATIS SANTE	GEA	France
Space Holding (Ireland) Limited	GEA	Irlande
Space Lux	GEA	Luxembourg
Spirica	GEA	France
Ste Européenne de développement d'assurances	SFS	France
Ste Européenne de développement du financement	SFS	France
Succursale Credit Agricole SA	AHM	Royaume-Uni
TCB	GC	France
TRIALIS 6 ANS	GEA	France
TRIALIS 6 ANS N2 C	GEA	France
TRIALIS 6 ANS N3 FCP	GEA	France

Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
TRIALIS C	GEA	France
TRIANANCE 5 ANS	GEA	France
TRIANANCE 6 ANS	GEA	France
Triple P FCC	GC	France
UI Vavin 1	AHM	France
Uni-Edition	AHM	France
Unifergie	SFS	France
VAR FLAMME FCP	GEA	France
VENDOME INV.FCP 3DEC	GEA	France
Via Vita	GEA	France
VoordeelBank B.V.	SFS	Pays-Bas
Vulcain EUR FCT	GC	France
Vulcain GBP FCT	GC	France
Vulcain USD FCT	GC	France
74 fonds UC dont le taux de détention est supérieur ou égal à 95 %	GEA	France

BPF : Banque de proximité en France ;

BPI : Banque de proximité à l'international ;

GEA : Gestion de l'épargne et assurances ;

SFS : Services financiers spécialisés ;

GC : Grandes clientèles ;

AHM : Activités hors métiers.

Crédit Agricole S.A. n'a pas pris de participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France au cours de l'exercice.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions conclues entre parties liées sont décrites dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 "Cadre général - Parties liées".

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'alinéa 13 de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous mentionnons qu'aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, entre, (i) d'une part, le Directeur général,

l'un des Directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, de Crédit Agricole S.A. et, (ii) d'autre part, une autre société dont Crédit Agricole S.A. possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, sauf, le cas échéant, lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

CONTRÔLE INTERNE

Dans le cadre issu de la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, il appartient au Président du Conseil d'administration de rendre compte, dans un rapport joint au rapport de gestion, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société, sur base consolidée.

Ce rapport, rendu public dans les conditions prévues par l'Autorité des marchés financiers et intégré au présent document (chapitre 3, rapport du Président) comporte deux parties :

- la première, relative aux travaux du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. ;

- la seconde partie du rapport rassemble quant à elle des informations sur les principes d'organisation des dispositifs de contrôle interne et de maîtrise et surveillance des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Y sont décrits notamment les dispositifs de maîtrise des risques et de contrôle permanent, de prévention et contrôle des risques de non-conformité et de contrôle périodique.

TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Perspectives

En ce début 2017, il s'agit de dessiner les contours d'un scénario économique "fondamental" dans le cadre d'un environnement politique incertain et potentiellement anxiogène, et donc d'isoler les risques les plus patents. En dépit d'une posture très agressive en termes d'échanges extérieurs, seule une fraction des mesures protectionnistes annoncées par le nouveau Président des États-Unis Donald Trump semble pouvoir être mise en œuvre. Des changements significatifs des droits de douane sont peu probables. Alors que le financement d'un vaste programme de dépenses d'infrastructures est loin d'être réglé, les ambitions fiscales du candidat Trump devraient donner lieu à des arbitrages complexes et risquent d'être revues à la baisse. La politique budgétaire prendra cependant une tournure expansionniste. Par ailleurs, le Brexit n'est pas susceptible de faire "dérailer" le scénario économique : le Brexit n'est un problème majeur qu'en ce qu'il est révélateur des problèmes politiques européens, et sa mise en œuvre quoi qu'il en soit sera un processus long. Brillante aux États-Unis, honorable en zone euro, la croissance reposerait sur le soutien d'un indéfectible consommateur qui continue de bénéficier, à des degrés évidemment divers, d'une amélioration du marché du travail, de gains de pouvoir d'achat et d'effets de richesse positifs.

Une croissance réelle de 2,3 % en 2017 est ainsi attendue aux États-Unis. Le taux de chômage y est actuellement inférieur à la plupart des estimations de son niveau "naturel" (autour de 4,5 % - 5 %). L'économie évolue donc au plein-emploi ce qui entraîne des pressions à la hausse sur les salaires, soutient les revenus des ménages, même si celles-ci ont tardé à se manifester. Solide, la consommation serait donc le principal moteur de la croissance en 2017. En revanche, l'investissement des entreprises ne se reprendrait que légèrement et les exportations nettes pèseraient sur la croissance : la vigueur du dollar et la faiblesse de la croissance à l'étranger pénalisent les exportations américaines alors même que la consommation des ménages soutient les importations. La zone euro quant à elle, en dépit d'une dissipation progressive des facteurs passés de soutien (dépréciation de l'euro, faiblesse des prix des matières premières), croîtrait au rythme de 1,5 % en 2017. Un rééquilibrage progressif des sources de croissance se dessine : la croissance décélère légèrement, tout en se maintenant sur un rythme supérieur à sa tendance de long terme (son "potentiel", d'environ 1 %). La remontée des cours des matières premières allège en effet les pressions déflationnistes et réduit les gains de pouvoir d'achat des ménages. Elle offre en revanche aux entreprises une meilleure capacité de fixation des prix, propice à une amélioration des marges et de l'investissement.

Ce scénario amène les taux d'intérêt à long terme sur une pente ascendante. Pente douce en zone euro où la BCE, accommodante et active, guide encore les taux des pays *core*. Pente plus raide aux États-Unis, où la Fed s'apprête à resserrer sa politique monétaire, dans un environnement d'accélération de la croissance nominale. Aux États-Unis, les mesures d'expansion budgétaire et l'amélioration des perspectives de croissance nominale sont générateurs de remontée des taux longs, remontée que les marchés ont déjà largement intégrée depuis les élections américaines. En zone euro, les taux évoluent encore sous l'influence de la BCE. L'amélioration économique, l'influence des taux américains et le "*tapering*" (réduction progressive des achats d'obligations par la BCE) à partir de 2018 (au plus tôt) se traduiront par une hausse des taux

"*core*". Cette dernière devrait être lente compte tenu du dispositif et de l'activisme de la BCE qui prévient toute remontée violente et durable. Nous tablons sur des taux à 10 ans respectivement proches de 2,7 % pour les États-Unis et 0,8 % en Allemagne, fin 2017. Enfin, les différentiels de croissance nominale et de taux d'intérêt à long terme, les évolutions divergentes des politiques monétaires, les risques politiques potentiels en Europe, constituent un cocktail propice à une appréciation modérée du dollar.

En revanche, si le scénario d'une politique budgétaire nettement plus expansionniste aux États-Unis se mettait en place, cela propulserait brutalement le taux de croissance nominal américain bien au-delà de son rythme potentiel (2 % en termes réels auxquels s'ajoutent 2 % d'inflation en tendance). Une telle accélération de la croissance risquerait de se traduire par une hausse bien plus sensible des taux longs américains, une appréciation forte du dollar et une politique monétaire plus agressive de la part de la Fed, surtout à partir de 2018. En 2017, la zone euro ne serait pas impactée *via* une transmission directe à l'économie réelle des risques américains mais par les canaux financiers : resserrement des conditions financières puis monétaires aux États-Unis se traduisant par des tensions haussières sur les taux d'intérêt européens auxquelles s'ajouteraient les pressions fortes émanant de son propre risque politique (élections en France puis en Allemagne). Et c'est ainsi à la BCE seule qu'incombera la lourde tâche d'assurer une visibilité minimale, de piloter les taux et de calmer des marchés anxieux et volatils par une politique toujours extrêmement accommodante.

Accord Amundi-Unicredit en vue de l'acquisition par Amundi de Pioneer Investments

Le 12 décembre 2016, Amundi a signé avec Unicredit un accord en vue de l'acquisition auprès de ce dernier de Pioneer Investments, pour 3,5 milliards d'euros ; cette opération s'inscrit pleinement dans la stratégie du Groupe détaillée dans le Plan à moyen terme : le développement organique en *Gestion d'actifs* peut être accéléré par des acquisitions créatrices de valeur, dans le respect des critères financiers d'Amundi (retour sur investissement de 10 % en trois ans). Dans le cadre de l'augmentation de capital d'Amundi pour financer cette opération, le groupe Crédit Agricole a décidé de baisser sa participation dans Amundi à 70 % (contre 75,6 % actuellement) par la cession de droits préférentiels de souscription, afin d'améliorer le *flottant* et la valorisation du titre Amundi. Sous cette hypothèse, l'impact de cette acquisition sur le ratio CET1 non phasé de Crédit Agricole S.A. serait de - 63 points de base.

Événements récents

Les événements récents postérieurs à la clôture sont décrits dans la note annexe 14 aux comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Présentation du Plan à moyen terme "Ambition stratégique 2020" le 9 mars 2016.

Le 9 mars 2016, le groupe Crédit Agricole a présenté son Plan à moyen terme "Ambition stratégique 2020" qui se fonde sur son **leadership en banque de proximité et dans ses métiers spécialisés ainsi que sur sa capacité à publier des résultats en ligne avec ses engagements dans un contexte de changements durables, économique, réglementaire et bancaire.**

Nos points de force

En France, le Crédit Agricole reste leader sur tous les segments de clientèle avec des positionnements différenciés et complémentaires en fonction de ses enseignes : Caisses régionales, LCL et BforBank. En Italie, Cariparma est présent dans les territoires les plus prospères et figure parmi les banques les mieux notées par Moody's. Au niveau européen, Amundi est le 1^{er} gestionnaire d'actifs européen et Crédit Agricole Assurances le 1^{er} bancassureur. La Banque de financement et d'investissement se classe au 1^{er} rang mondial en matière de financement aéronautique et sur le marché des obligations vertes.

Uni par des mécanismes de solidarité interne, son modèle distributif et la mise en commun de moyens opérationnels, le groupe Crédit Agricole réaffirme son modèle de banque universelle de proximité. C'est notamment au regard de ses performances sur les dernières années – progression continue de ses encours de crédit et de sa collecte bilan de plus + 2 % par an entre 2013 et 2015 ⁽¹⁾ ; forte dynamique commerciale de l'épargne et l'assurance avec un taux de croissance annuel moyen de + 10 % sur la même période – que ce plan a été construit.

L'ambition stratégique du plan

Ce projet s'articule autour de quatre axes prioritaires : la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe, le déploiement du projet client, le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs et l'amélioration de son efficacité industrielle.

La **simplification de la structure du Groupe**, appelée Euréka, qui avait été annoncée en février 2016, a été réalisée au troisième trimestre 2016, illustrant la capacité du Groupe à mener des opérations majeures dans des délais réduits. Elle a consisté à transférer la participation sans droit de vote des 25 % que Crédit Agricole S.A. détenait depuis sa cotation dans les Caisses régionales via des CCIs/CCAs vers une entité qu'elles détiennent à 100 % – Sacam Mutualisation, structure qui permet désormais aux Caisses régionales de récupérer et mutualiser environ 25 % de leurs résultats – pour un prix final de cession de 18,5 milliards d'euros. Elle permet à Crédit Agricole S.A. d'afficher des ratios de solvabilité supérieurs aux obligations réglementaires et donne aux actionnaires une visibilité accrue sur la politique de dividende sur la durée du Plan à moyen terme. Les effets comptables de cette opération sont annulés ou se compensent au niveau du groupe Crédit Agricole, mais ils sont significatifs dans les comptes de l'exercice 2016 de Crédit Agricole S.A. d'une part, des Caisses régionales, d'autre part.

Cette opération ne modifie pas la constitution du produit net bancaire de Crédit Agricole S.A. (puisque les Caisses régionales étaient mises en équivalence) tandis que la structure du résultat évolue en conservant une large part des activités liées à la Banque de proximité et en augmentant légèrement la contribution de la Banque de financement et d'investissement (25 % vs 20 % avant)

ainsi qu'une hausse de la contribution du pôle Gestion de l'épargne et assurances.

Notre Plan s'appuie sur la pertinence de notre modèle de banque universelle de proximité, source de valeur pour nos clients. Il vise à **déployer notre projet Client et à intensifier la transformation digitale** à leur service en renforçant notre modèle distributif. Ce dernier associe le multicanal et la proximité grâce à la transformation digitale de l'ensemble des métiers. Il concilie également la recherche de la part des clients de plus de fluidité, de flexibilité, à la valeur ajoutée du conseil personnalisé.

Le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs s'appuie sur plusieurs priorités : l'amélioration de nos positions en Banque de proximité, en Gestion de l'épargne et assurances, dans les Services financiers spécialisés et dans le pôle Grandes clientèles, la transformation digitale tout en maîtrisant la base des coûts et enfin l'augmentation des synergies intragroupes. En Banque de proximité, la conquête de nouveaux clients, la poursuite de notre stratégie de multi-équipement en lien avec nos métiers spécialisés, la transformation digitale et la maîtrise des coûts entraîneront l'amélioration de la rentabilité de LCL et Cariparma. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances va contribuer pour environ 45 % à la croissance du PNB des métiers de Crédit Agricole S.A. Après plusieurs années sous contrainte, les Services financiers spécialisés vont bénéficier d'une relance sélective qui, conjuguée à la baisse des charges, permettra d'améliorer la rentabilité. Le nouvel ensemble dessiné par le pôle Grandes clientèles – banque de financement et d'investissement, et services financiers aux institutionnels – est porteur de synergies additionnelles.

Au total, la croissance des synergies intragroupes doit permettre de générer 8,8 milliards d'euros de PNB en 2019 (vs 7,8 en 2015) dont 6,0 milliards d'euros (vs 5,3 en 2015) pour Crédit Agricole S.A. En 2019, les synergies représenteront ainsi plus de 25 % du PNB des métiers du groupe Crédit Agricole, grâce par exemple à la collecte hors bilan sur la clientèle haut de gamme, aux crédits à la consommation distribués par la Banque de proximité en lien avec Crédit Agricole Consumer Finance, aux ventes croisées entre Crédit Agricole CIB et CACEIS.

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle va permettre de réduire de six points le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. et de le ramener en deçà de 60 % à horizon 2019, ce qui représente 900 millions d'euros d'économies sur une période de trois ans. La convergence applicative entre les systèmes d'information des Caisses régionales et de LCL, de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB, est désormais portée par un Directeur des systèmes d'information Groupe. Le renforcement des contrôles sur l'engagement des dépenses, et la réduction des dépenses externes tout comme la massification des achats vont contribuer à l'atteinte de ces objectifs. D'autres leviers d'efficacité opérationnelle ont été identifiés : la poursuite de la baisse des effectifs des back-offices et des fonctions d'accueil dans le cadre du plan validé en 2015 au sein de LCL, la dématérialisation et digitalisation des processus ou encore l'optimisation des coûts immobiliers.

LA TRAJECTOIRE FINANCIÈRE ET PRUDENTIELLE

Notre Plan a été élaboré sur la base d'hypothèses prudentes. Nous cibons une évolution de la croissance modérée en zone euro et dans nos deux principaux marchés domestiques, la France et l'Italie, ainsi que le maintien de taux d'intérêt, Euribor 3 mois et OAT 10 ans, durablement bas.

(1) Caisses régionales, LCL et Cariparma.

		Groupe Crédit Agricole		Dont Crédit Agricole S.A.	
		Au 31/12/2015	Objectifs 2019	Au 31/12/2015	Objectifs 2019
Activité	TCAM ⁽¹⁾ PNB 2015-2019	31 836 M€	> + 1,5 %	17 194 M€	> + 2,5 %
	Coefficient d'exploitation	63 %	< 60 %	66 %	< 60 %
	Coût du risque/encours	30 pb ⁽²⁾	< 35 pb	41 pb	< 50 pb
Rentabilité	Résultat net – part du Groupe	6,0 Mds€	> 7,2 Mds€	3,5 Mds€	> 4,2 Mds€
	Return on Tangible Equity (RoTE)	-	-	10,0 %	> 10 %
Solvabilité	Ratio Common Equity Tier 1 non phasé	13,7 %	16 %	10,7 %	≥ 11 %
	Ratio TLAC ⁽³⁾ hors dette senior éligible	19,7 %	22 %		

(1) Taux de croissance annuel moyen vs 2015 retraité de l'opération de simplification du Groupe.

(2) Points de base.

(3) Total Loss-Absorbing Capacity.

L'atteinte des objectifs financiers se fera par :

- une croissance équilibrée du PNB dans les différents pôles métiers (cf. détail ci-après) ;
- la maîtrise des charges dans chaque pôle métier. Ainsi, la croissance des charges va être inférieure à celle des revenus ; l'effort réalisé sur les charges courantes permettant de financer les 4,4 milliards d'euros d'investissements prévus pour les métiers de Crédit Agricole S.A. ;
- la normalisation de la contribution du pôle Activités hors métiers (AHM). Elle sera ramenée à environ - 700 millions d'euros par an, grâce à l'opération de simplification capitalistique, à la baisse progressive des coûts de financements alloués aux participations et à la limitation du coût de la convergence du ratio Total Loss Absorbing Capacity (TLAC).

Sur le plan de la solvabilité, les projections tiennent compte :

- d'un taux de distribution du résultat de Crédit Agricole S.A. de 50 % en numéraire ;
- de la pondération du capital et des réserves de Crédit Agricole Assurances à 370 % ;
- de la garantie Switch 2 entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A., éliminée au niveau du groupe Crédit Agricole.

Au niveau du Groupe, l'atteinte du ratio CET1 non phasé à 16 % s'explique par la génération organique du capital dans les Caisses régionales. Au niveau de l'entité cotée, le ratio non phasé sera maintenu au-dessus de 11 % sur la durée du plan, grâce notamment à la hausse limitée des emplois pondéré.

OBJECTIFS FINANCIERS À 2019 DES MÉTIERS

	LCL	Cariparma	Pôle Gestion de l'épargne et assurances ⁽¹⁾	dont assurances	dont gestion d'actifs	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles
Indicateurs d'activité				285 Mds€ d'encours	+ 160 Mds€ de collecte nette		
TCAM ⁽²⁾ PNB	- + 0,5 %	- + 3 %	> + 3 %	> + 4 %	- + 3 %	> + 2,5 %	- + 2 %
Coefficient d'exploitation	- 65 %	- 55 %	< 45 %	< 30 %	< 55 %	< 46 %	< 60 %
TCAM ⁽²⁾ RNPG			> + 5 %	> + 5 %	+ 5 % ⁽³⁾		
RONE ⁽⁴⁾	> 16 %	> 16 %	> 25 %	> 22 %	> 30 %	> 13 %	> 11 %
RWA							134 Mds€

(1) Y compris Indosuez Wealth Management, hors Crédit Agricole Immobilier.

(2) Taux de croissance annuel moyen vs 2015 retraité de l'opération de simplification du Groupe.

(3) Pro forma : taux de participation de Crédit Agricole S.A. dans Amundi à 74,2 % en 2015.

(4) Return on Normalised Equity calculé sur la base de fonds propres alloués en fonction des besoins et risques propres à chacun des métiers.

TRAJECTOIRE DE SOLVABILITÉ

Une croissance maîtrisée des emplois pondérés

EMPLOIS PONDÉRÉS

(en milliards d'euros)	31/12/2015	Objectif au 31/12/2019
Groupe Crédit Agricole	509	534
Crédit Agricole S.A. ⁽¹⁾	296	303

(1) Pro forma retraités de l'opération de simplification.

Le groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les banques les plus solides d'Europe sur le plan de la solvabilité
RATIO COMMON EQUITY TIER 1 NON PHASÉ

	31/12/2015	Objectif au 31/12/2019
Groupe Crédit Agricole	13,70 %	16 %
Crédit Agricole S.A.	10,7 % ⁽¹⁾	≥ 11 %

(1) Calculs pro forma de l'opération de simplification capitalistique.

La structure de capital du groupe Crédit Agricole est d'ores et déjà adaptée aux exigences futures du ratio TLAC, sans prendre en compte la dette senior éligible qui constitue un coussin supplémentaire de 2,5 % à 3,5 %. En effet, à fin décembre 2015, le ratio TLAC s'élève à 19,7 %, soit au-dessus de l'exigence de 19,5 % à fin 2019. Le Groupe vise un objectif de ratio de 22,0 %, hors

dette senior éligible au 31 décembre 2019, sans avoir à émettre d'émissions AT1 supplémentaires.

Concernant le ratio MREL, le Groupe s'engage sur un ratio durablement supérieur à 8 % ⁽¹⁾ hors dette senior préférée. Au 31 décembre 2015, il atteint déjà 8,2 %, hors dette senior potentiellement éligible supérieure à un an.

GESTION DE LIQUIDITÉ

	Exigence réglementaire		Situation à fin 2015	Objectif 2016-2019
<u>LCR</u>	70 % au 01/01/2016 ↓	Crédit Agricole S.A.	> 100 %	- 110 %
	100 % à partir du 01/01/2018	Groupe Crédit Agricole	> 100 %	- 110 %
NSFR ⁽¹⁾	100 % à partir du 01/01/2018	Groupe Crédit Agricole	> 100 %	> 100 %
PRS ⁽²⁾		Groupe Crédit Agricole	108 Mds€	> 100 Mds€

(1) Estimation réalisée sur la base de notre compréhension du texte de l'ABE du 18 décembre 2015.

(2) Position de Ressources stables : excédent de ressources stables au bilan.

(1) Niveau minimum permettant d'accéder au Fonds de Résolution sous réserve de la décision de l'Autorité de résolution.

INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

ANALYSE DES RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

Au 31 décembre 2016, le produit net bancaire de Crédit Agricole S.A. s'établit à 1 334 millions d'euros, en baisse de - 565 millions d'euros par rapport à l'exercice 2015.

Cette variation s'explique par :

- une baisse de la marge d'intérêt de - 103 millions d'euros, notamment liée au projet d'optimisation de la dette du Groupe dont le coût hors commissions s'élève à 674 millions d'euros ; cette charge est toutefois diminuée par la variation des intérêts perçus sur les titres "*Additionnal Tier 1*" acquis des filiales du Groupe pour + 293 millions d'euros. Par ailleurs, le débouclage en juillet 2016 de la garantie Switch pour sa composante couvrant les Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et les Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") des Caisses régionales, et le remboursement du dépôt relatif à cette garantie consécutive à l'opération de simplification du Groupe a entraîné une diminution des intérêts versés pour + 230 millions d'euros entre les deux exercices ;
- une diminution de - 501 millions d'euros des revenus des titres à revenu variable (dividendes des filiales et participations principalement) qui s'explique par une baisse des dividendes perçus de Crédit Agricole CIB et LCL pour respectivement 909 et 359 millions d'euros, non compensée par l'augmentation des dividendes versés par Crédit Agricole Assurances et Crédit Agricole Consumer Finance pour respectivement + 588 et + 151 millions d'euros ;
- une baisse des charges nettes sur commissions de - 124 millions d'euros imputable à la baisse des marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée rétrocédées aux Caisses régionales (plans d'épargne-logement et Livrets A principalement) ;
- une augmentation du résultat du portefeuille de négociation de + 227 millions d'euros liée principalement au résultat de change de + 205 millions d'euros généré par les positions de change des émissions "*Additionnal Tier 1*" en devises ;
- une diminution sur les portefeuilles de placement et assimilés de - 309 millions d'euros liée à un niveau de plus-values de cession plus significatif en 2015 qu'en 2016 (notamment suite à la cession de Titres subordonnés Crédit Agricole Assurances pour + 185 millions d'euros et à l'indemnisation de + 164 millions d'euros reçue d'Alpha Bank dans le cadre du suivi de l'ajustement des fonds propres d'Emporiki) ;

- enfin, une baisse des autres produits nets d'exploitation bancaire de - 3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole S.A. enregistre 746 millions d'euros de charges générales d'exploitation, en hausse de + 11 millions d'euros par rapport à 2015. Cette variation s'explique principalement par l'abandon d'un projet informatique entraînant le passage en pertes d'immobilisations constatées pour + 14 millions d'euros.

Compte tenu de ces évolutions, le résultat brut d'exploitation est un gain de 575 millions d'euros au 31 décembre 2016, en baisse de - 574 millions d'euros par rapport à l'exercice 2015.

Le coût du risque s'établit à - 16 millions d'euros pour l'année 2016, en baisse de - 204 millions d'euros par rapport à l'exercice 2015 où une provision pour risques juridiques avait été dotée à hauteur de 150 millions d'euros.

Le poste "résultat net sur actifs immobilisés" s'élève à 13 074 millions d'euros en 2016 et présente une variation de + 13 881 millions d'euros entre les deux exercices. Cette hausse s'explique principalement par la cession des CCI/CCA des Caisses régionales réalisée dans le cadre de l'opération de simplification du Groupe Crédit Agricole générant une plus-value de + 12 153 millions d'euros. Par ailleurs, la plus-value de cession des titres Visa Europe réalisée en 2016 pour + 123 millions d'euros ainsi que la reprise de dépréciation de + 1 236 millions d'euros sur CA Consumer Finance contribuent à la variation constatée entre les deux exercices.

Les gains fiscaux, résultant principalement des mécanismes de l'intégration fiscale en France dont Crédit Agricole S.A. est tête de groupe, s'élèvent à 213 millions d'euros en 2016, en baisse de - 1 144 millions d'euros entre les deux exercices. Cette baisse est principalement due à la dette d'impôt constatée vis-à-vis de Crédit Agricole CIB pour - 1 076 millions d'euros suite à l'application de la convention d'intégration fiscale.

Le poste FRBG et provisions réglementées diminue de - 6 millions d'euros au cours de l'exercice 2016.

Au total, le résultat net de l'exercice de Crédit Agricole S.A. est un gain de 13 819 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre un gain de 1 446 millions d'euros réalisé en 2015. Retraité des opérations exceptionnelles réalisées en 2016 (opération de simplification du Groupe et optimisation de la dette du Groupe), le résultat net de Crédit Agricole S.A. s'élèverait à 2 781 millions d'euros.

RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2012	2013	2014	2015	2016
Capital en fin d'exercice (en euros)	7 494 061 611	7 504 769 991	7 729 097 322	7 917 980 871	8 538 313 578
Nombre d'actions émises	2 498 020 537	2 501 589 997	2 576 365 774	2 639 326 957	2 846 104 526
Opérations et résultat de l'exercice (en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	21 646	16 604	17 684	15 792	15 112
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	692	(9 884)	967	1 501	12 916
Participation des salariés	2	1	1	1	2
Impôt sur les bénéfices	(767)	(2 777)	(1 509)	(1 357)	(213)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(4 235)	3 531	3 112	1 446	13 819
Bénéfice distribuable en date d'Assemblée générale	-	881	907	1 593	1 718
Résultats par action (en euros)					
Résultat après impôts et participation des salariés mais avant amortissements et provisions	0,583	(2,841)	0,961	1,082	4,462 ⁽¹⁾
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(1,695)	1,412	1,208	0,548	4,855
Dividende ordinaire ⁽³⁾	-	0,35	0,35	0,60	0,60
Dividende majoré ⁽³⁾	-	0,385	0,385	0,660	0,660
Personnel					
Effectif moyen du personnel ⁽²⁾	2 757	2 571	2 307	2 251	2 238
Montant de la masse salariale de l'exercice (en millions d'euros)	203	197	191	191	186
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (charges et œuvres sociales) (en millions d'euros)	106	115	121	156	145

(1) Calcul tenant compte du nombre d'actions émises à la date de l'Assemblée générale du 23 mai 2017 soit 2 846 104 526 actions.

(2) Il s'agit de l'effectif du siège.

(3) Le montant du dividende (ordinaire et majoré) est éligible en totalité, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40% prévu par le 2^e du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE RÈGLEMENT FOURNISSEURS

L'article L. 441-6-1 du Code de commerce impose aux sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes de publier dans leur rapport de gestion le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance suivant les modalités du décret n° 2008-1492 article D 441-4.

DÉLAIS DE RÈGLEMENT FOURNISSEURS

(en millions d'euros)	2016	2015
Échues	-	-
Non échues	-	-
< 30 jours	-	1
> 30 jours < 45 jours	-	-
> 45 jours	-	-
TOTAL	-	1

INFORMATIONS SUR LES COMPTES BANCAIRES INACTIFS

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires

inactifs. A fin 2016, Crédit Agricole S.A. compte 10 comptes bancaires inactifs pour un montant total estimé à 887 581 euros. Aucun transfert de comptes bancaires vers la Caisse des Dépôts et Consignations n'a été effectué.



5

FACTEURS DE RISQUE ET PILIER 3

Facteurs de risque

Appétence aux risques, gouvernance et organisation de la gestion des risques, <u>stress tests</u>	210
Risques de crédit	214
Risques de marché	223
Expositions sensibles selon les recommandations du <u>Financial Stability Board</u>	230
Gestion du bilan	232
Risques du secteur de l'assurance	239
Risques opérationnels	248
Risques juridiques	250
Risques de non-conformité	252

210

Informations au titre du Pilier 3 de Bâle 3

253

Contexte réglementaire et périmètre prudentiel	256
Indicateurs et ratios prudentiels	261
Composition et évolution des fonds propres prudentiels	268
Composition et évolution des emplois pondérés	273
Risque de crédit et de contrepartie	275
Titrisation	293
Risques de marché	300
Risque de taux d'intérêt global	302
Risque opérationnel	302
Politique de rémunération	302

Un contexte réglementaire **renforcé**, un contrôle des risques **efficace**

»» Ratios prudentiels

Ratio CET1 phasé

12,1 %

Ratio CET1 non phasé

12,1 %

Ratio de levier

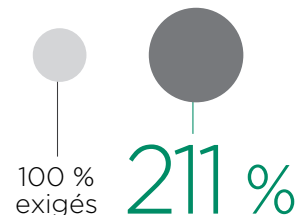
5,0 %

TLAC

20,3 %

hors dette senior

Ratio conglomérat



100 % exigés 211 %

»» Emplois pondérés

Répartition par type de risque

87,0 %

Risque de crédit



9,1 %

Risque opérationnel

2,6 %

Risque de marché

1,3 %

Risque d'ajustement de la valeur de crédit

Répartition par pôle métier

26,6 %

Banques de proximité

7,7 %

Gestion de l'épargne et assurances

45,4 %

Grandes clientèles

20,3 %

Services financiers spécialisés

»» Rendement des actifs ⁽¹⁾



0,23 %

(1) En application de l'article R 511-16-1 du Code monétaire et financier, le rendement des actifs correspond au résultat comptable divisé par le total du bilan comptable sur base consolidée.

FACTEURS DE RISQUE

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque du Groupe, la nature des risques auxquels le Groupe est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les types de risques suivants ⁽¹⁾ :

- les risques de crédit (comprenant le risque pays) : risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie entraînant l'incapacité de faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe ;
- les risques de marché : risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, prix, *spreads* de crédit) ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risques de pertes liés à la variation des taux d'intérêt (risque de taux d'intérêt global) ou des taux de change (risque de change) et risque de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses engagements (risque de liquidité), y compris les risques du secteur de l'assurance.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels : risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations ;
- les risques juridiques : risques résultant de l'exposition du Groupe à des procédures civiles ou pénales ;
- les risques de non-conformité : risques liés au non-respect des dispositions légales et réglementaires des activités bancaires et financières exercées par le Groupe.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein du groupe Crédit Agricole S.A. se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle du Groupe.

APPÉTENCE AUX RISQUES, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES, *STRESS TESTS*

Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration du groupe Crédit Agricole exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2017, celle-ci a été discutée et validée le 20 janvier 2017 après examen et recommandation du Comité des risques. La déclaration d'appétence au risque du Groupe est élaborée en cohérence avec la démarche d'appétence menée dans les différentes entités. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale du Groupe. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme, de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

L'appétence au risque (*Risk Appetite*) du groupe Crédit Agricole est le type et le niveau agrégé de risque que le Groupe est prêt à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque du Groupe s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent encadrée par les stratégies risques, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations ;
- l'objectif maintenir une exposition réduite au risque de marché ;
- l'encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel ;
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré ;

- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés ;
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement du Groupe en cohérence avec le Plan Moyen Terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions stratégie, finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque est coordonnée avec les Directions opérationnelles des différentes entités et vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque ;
- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque du Groupe s'exprime au moyen :

- **d'indicateurs clés** :
 - la notation externe de Crédit Agricole S.A., car elle a un impact direct sur les conditions de refinancement, l'image du Groupe dans le marché, et le cours de ses titres,

(1) Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2016 et, à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

- la solvabilité qui garantit la pérennité du Groupe en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement,
- la liquidité dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement du Groupe pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
- le risque d'activité ou "*business risk*", dont le suivi permet d'assurer l'atteinte de la stratégie définie par le Groupe et ainsi de garantir sa pérennité à long terme. Cet indicateur a été ajouté en 2016
- le résultat, car il nourrit directement la solvabilité future et la capacité de distribution aux actionnaires, et constitue donc un élément clé de la communication financière du Groupe,
- le risque de crédit du groupe Crédit Agricole qui constitue son principal risque ;
- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels ;
- **d'axes qualitatifs**, inhérents à la stratégie et aux activités du Groupe, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de Responsabilité Sociétale d'entreprise qui traduit la préoccupation du Groupe de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra-financiers.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information immédiate au Président du Comité des risques, puis le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que le Groupe pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le dispositif d'appétence au risque du Groupe s'appuie sur le processus d'identification des risques formalisé en 2016 qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories selon une nomenclature homogène.

Les travaux menés en 2016 ont ainsi permis d'enrichir le périmètre des risques couverts par la déclaration d'appétence et fournir ainsi à la gouvernance un cadre plus complet et anticipatif.

Le profil de risque du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les principaux risques du profil de risque du Groupe au 31 décembre 2016 sont par ailleurs détaillés par type de risque dans les "Facteurs de risque et Pilier 3" du présent document.

Au 31 décembre 2016, les indicateurs d'appétence au risque du Groupe se situent dans la zone d'appétence définie par le Groupe. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier Risques (pilotee par la DRG - Direction des risques Groupe), indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des pôles métiers qui assurent le développement de leur activité, la DRG a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé le Groupe sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité du Groupe.

La DRG assure un suivi consolidé des risques à l'échelle du Groupe, s'appuyant sur un réseau de responsables des Risques et des contrôles permanents, rattachés hiérarchiquement au Directeur des risques et des contrôles permanents et fonctionnellement à l'organe exécutif de l'entité ou du pôle métier.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein du Groupe, la DRG assure les missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque du Groupe en collaboration avec les fonctions Finances, Stratégie et Conformité et les lignes métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des pôles métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des pôles métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques ;
- assurer le recensement et l'analyse des risques des entités collectés dans les systèmes d'informations risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital sont assurés par le département Gestion financière de la Direction des finances Groupe (FIG).

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe la DRG.

La DRG tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans le groupe Crédit Agricole S.A., leur présente les diverses stratégies risques des grands métiers du Groupe pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

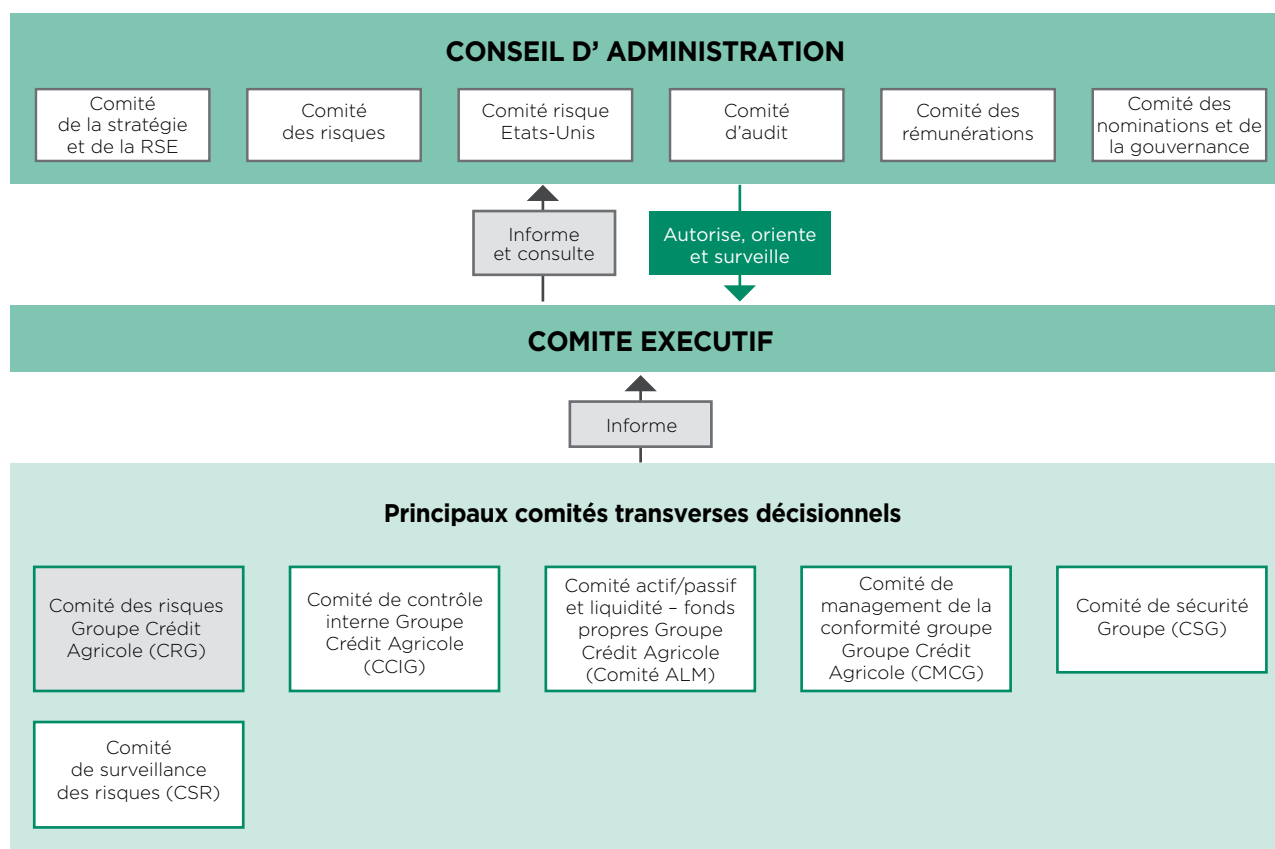
Cette action s'inscrit au niveau consolidé dans le cadre des instances de gouvernance tout particulièrement :

- le Comité des risques (émanation du Conseil d'administration, huit réunions par an) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétence au risque du Groupe définie par la Direction générale, examen régulier des problématiques de

gestion des risques et de contrôle interne du Groupe, revue de l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;

- le Comité de contrôle interne Groupe (CCIG, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., quatre réunions par an) : examine des problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre au sein du Groupe, valide l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne, instance de coordination des trois fonctions de contrôle ;
- le Comité des risques Groupe (CRG) présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. : valide les stratégies risques et les décisions d'engagement de niveau Crédit Agricole S.A. sur avis de la ligne métier Risques dans le cadre d'appétence validé par le Conseil d'administration, revoit les principaux grands risques et les dossiers sensibles, restitutions relatives au fonctionnement des processus et les modèles de notation des entités du Groupe ;
- Comité actif/passif et liquidité - fonds propres groupe Crédit Agricole (Comité ALM présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. quatre réunions par an) : Analyse les risques financiers du Groupe Crédit Agricole (taux, change, liquidité) et valide les orientations de gestion permettant de les maîtriser ;
- le Comité de Management de la Conformité Groupe (CCMG présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. quatre réunions par an au minimum) : définit la politique Groupe en matière de Conformité, examine avant leur application, tous les projets de dispositifs de normes et procédures relatifs à la conformité, examine tous les dysfonctionnements significatifs et valide les mesures correctives, prend toute décision sur les mesures à prendre pour remédier aux défaillances éventuelles, prend connaissance des principales conclusions formulées par les missions d'inspection se rapportant à la conformité, valide le rapport annuel de conformité ;
- le Comité sécurité Groupe (CSG) présidé par le Directeur général adjoint en charge du Pôle Fonctionnement et Transformation est un Comité décisionnaire qui définit la stratégie et apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines suivants : plans de continuité d'activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des Systèmes d'information. Il rapporte au Comité Exécutif ;
- le Comité de surveillance des risques du Groupe présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. est un comité qui examine les dossiers de crédit dont le risque se dégrade significativement. Il étudie en outre le plus en amont possible les points alertes sur tous les types de risques remontés par les Métiers ou les fonctions de contrôles susceptibles d'avoir un effet négatif sur le profil du Groupe ou son niveau de coût du risque.

PRINCIPAUX COMITÉS DE NIVEAU GROUPE TRAITANT DES RISQUES



En outre, chaque entité opérationnelle au sein du Groupe doit définir son cadre d'appétence au risque et mettre en place une fonction Risques et contrôles permanents. Ainsi, dans chaque pôle métier et entité juridique :

- un responsable des Risques et des contrôles permanents (RCPR) est nommé ;
- il supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre, qui couvre les missions de pilotage et de contrôle permanent des risques du ressort de la ligne métier ;
- il bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés. Il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (comités...), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable. Il est associé aux projets de l'entité, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

Ce principe de décentralisation de la fonction Risques au sein des entités opérationnelles vise à assurer l'efficacité des dispositifs de pilotage et contrôles permanents des risques métier.

La gestion des risques au sein du Groupe repose également sur un certain nombre d'outils qui permettent à la DRG et aux organes dirigeants du Groupe d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- une utilisation généralisée des méthodologies de Stress test dans les procédures Groupe sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité ;
- un plan de rétablissement Groupe présenté annuellement aux autorités de contrôle, en conformité avec les exigences réglementaires, notamment les dispositions de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 relatives à la mise en place du régime de résolution bancaire.

Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble du Groupe, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- des Comités carrières et talents au sein de la ligne métier Risques, qui permettent de planifier le renouvellement des "postes clés", de favoriser la mobilité des hommes et des femmes relevant de cette expertise et ainsi d'enrichir les trajectoires en diversifiant les portefeuilles de compétences ;
- des carrières valorisées et une expérience recherchée par les autres filières grâce à un passage dans la ligne métier Risques ;
- une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs intra et hors ligne

métier Risques. Ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des collaborateurs du Groupe avec notamment un *e-learning*, permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;

- des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque, amorcées depuis 2015. Elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un atout au quotidien.

Suivi des risques sur base consolidée

Le Comité des risques du Conseil d'administration et le Comité des risques Groupe examinent trimestriellement le tableau de bord des risques réalisé par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe. Ce document offre une revue détaillée de la situation des risques du Groupe sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

Le Journal des risques qui vise à donner, en complément du tableau de bord des risques, une vision synthétique de l'évolution des risques du Groupe ainsi qu'une mise en perspective sur longue période des tendances observées sur le portefeuille. Ce document est présenté au Comité des risques du Groupe ainsi qu'au Comité des risques du Conseil d'administration.

Le dispositif d'alerte sur base consolidée du Groupe est animé par le Comité de surveillance des risques examinant l'ensemble des alertes de risque centralisées par la Direction des risques Groupe.

Dispositif de Stress tests

Les Stress tests, simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole. Les Stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital et répondent à des exigences réglementaires. À ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de Stress tests apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou du Groupe utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétence au Risque. Le dispositif de Stress tests couvre le risque de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de Stress tests pour la gestion des risques du groupe Crédit Agricole regroupe des exercices de natures diverses.

Différents types de Stress tests

- **Gestion prévisionnelle du risque par les Stress tests** : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en Central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction générale dans le cadre du Comité des risques Groupe. À ce titre, des Stress tests encadrant le Risques de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, en 2016, des Stress tests ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur certaines activités ou secteurs d'activité. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en Comité des Risques Groupe en matière de limites globales d'exposition.

- **Stress tests budgétaires ou Stress tests ICAAP** : un exercice annuel est mené par le groupe Crédit Agricole dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce Stress test sont intégrés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire du Groupe à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques.

L'objectif de ce Stress test dans le processus budgétaire et ICAAP est de mesurer les effets de scénarios économiques (central - baseline et stressé - Adverse) sur les activités, les entités, et le Groupe dans son ensemble. Il se décline au niveau de l'ensemble des entités françaises ou étrangères relevant du périmètre de Contrôle Interne. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de le confronter aux niveaux de tolérance et de capacité du Groupe.

- **Stress tests réglementaires** : cette typologie de Stress tests regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'ABE ou émanant d'un autre superviseur. En 2016, le groupe Crédit Agricole a en particulier mené à bien le Stress test réglementaire organisé par l'ABE.

Gouvernance

Reprenant les orientations de l'ABE, un programme de Stress tests au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les Stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction économique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'administration. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe est en risque.

RISQUES DE CRÉDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, est conforme aux exigences prudentielles en vigueur dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'ABE (*forbearance*) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructuré" pendant une période *a minima* de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, les entités du Groupe ont mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Les montants des expositions performantes en situation de *forbearance* au sens de l'ITS 2013-03 sont déclarés dans la note annexe 3.1. Les principes de classement comptable des créances sont précisés dans la note annexe 1.3 des états financiers du Groupe.

I. Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par Crédit Agricole S.A. et ses filiales doit s'inscrire dans le cadre de l'appétence au risque du Groupe et des entités et des stratégies risques validées par le Conseil d'administration et approuvées par le Comité des risques Groupe, émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. présidé par le Directeur général. Les stratégies risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces stratégies risques sont déclinées autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect de ces stratégies risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables des Risques et contrôles permanents.

Par ailleurs, une gestion active de portefeuille est faite au sein de la Banque de financement et d'investissement, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, afin de réduire les principaux risques de concentration supportés par le groupe Crédit Agricole S.A. L'utilisation d'instruments de marché pour réduire et diversifier les risques de contrepartie comme les dérivés de crédit ou les mécanismes de titrisation permet au Groupe d'optimiser l'emploi de ses fonds propres. De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ainsi que la recherche de couverture des risques (assurance-crédit, dérivés), constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

Crédit Agricole S.A. et ses filiales s'efforcent de diversifier leurs risques afin de limiter leur exposition au risque de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel ou un pays. Dans cet objectif, Crédit Agricole S.A. et ses filiales surveillent régulièrement le montant total de leurs engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur économique et par pays (en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements).

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.

II. Gestion du risque de crédit

1. Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur. Le Comité des risques Groupe et son Président constituent l'instance ultime de décision du Groupe.

Chaque décision de crédit requiert une analyse du couple rentabilité/risque pris. Sur la Banque de financement et d'investissement, un calcul de rentabilité de la transaction *ex ante* est réalisé.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entité étatique ou parapublique.

2. Méthodologies et systèmes de mesure des risques

2.1 LES SYSTÈMES DE NOTATION INTERNE ET DE CONSOLIDATION DES RISQUES DE CRÉDIT

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par le Directeur des risques et des contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de *backtesting* ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, chaque entité a la responsabilité de définir, mettre en œuvre et justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A.

Ainsi, LCL et les filiales de crédit à la consommation (Crédit Agricole Consumer Finance) sont dotés de systèmes de notation propres. Les Caisses régionales de Crédit Agricole disposent de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole S.A. Des procédures de contrôles *a posteriori* des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (Particuliers, Agriculteurs, Professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à 1 an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

CORRESPONDANCES ENTRE LA NOTATION GROUPE ET LES AGENCES DE NOTATION

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1/Aa2	Aa3/A1	A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1	Ba2	Ba3	B1/B2	B3	Caa/Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+/AA	AA-/A+	A-/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+/B	B-	CCC/CC/C
Probabilité de défaut à 1 an	0,001 %	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,16 %	0,30 %	0,60 %	0,75 %	1,25 %	1,90 %	5,0 %	12,00 %	20,00 %

Au sein du groupe Crédit Agricole, la grande clientèle regroupe principalement les États souverains et Banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de Gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, les entités du groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du *Front Office*. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- l'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- la correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- la fiabilité des données support de la notation interne.

Le Comité normes et méthodologies entre autres, s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation les méthodologies de notation et de leurs *backtestings* annuels.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales continuent de porter leurs efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des encours aux portefeuilles bâlois ;
- le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties

notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

Enfin, sur les métiers de banque de financement et d'investissement, des mesures de pertes attendues, de capital économique et de rentabilité ajustée du risque sont utilisées lors des processus décisionnels d'octroi des crédits, de définition des stratégies risques et de limites.

2.2 MESURE DU RISQUE DE CRÉDIT

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole S.A. et ses filiales utilisent différents types d'approches pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple).

Crédit Agricole CIB utilise une méthodologie interne spécifique pour estimer le risque de variation inhérent à ces instruments dérivés, selon une approche nette de portefeuille au niveau de chaque client :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque de variation correspond à l'estimation de la valeur maximale de notre exposition sur sa durée résiduelle, dans un intervalle de confiance donné.

La méthodologie utilisée s'appuie sur des simulations de type "Monte-Carlo", permettant d'évaluer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une modélisation statistique de l'évolution jointe des paramètres de marchés sous-jacents.

Ce modèle prend en compte les différents facteurs de réduction de risque tels que la compensation et la collatéralisation prévues dans la documentation négociée avec les contreparties préalablement à la mise en place des transactions.

Les situations de risque spécifique de corrélation défavorable (risque que l'exposition sur un dérivé soit corrélée positivement à la probabilité de défaut de la contrepartie suite à l'existence d'un lien juridique entre cette contrepartie et le sous-jacent du dérivé) font l'objet d'un dispositif de suivi périodique pour leur identification et sont intégrées dans le calcul des expositions conformément aux préconisations réglementaires. Les situations de risque général de corrélation défavorable (risque que les conditions de marché affectent de façon corrélée la qualité de crédit d'une contrepartie et l'exposition sur les opérations de dérivés avec cette contrepartie) sont suivies au travers d'exercices de stress *ad hoc* en 2016.

Le modèle interne est utilisé pour la gestion des limites internes accordées pour les opérations avec chaque contrepartie, et également pour le calcul du capital économique au titre du Pilier 2 de Bâle 3, via la détermination profil de risque moyen (*Expected Positive Exposure*) dans une approche globale de portefeuille.

Dans le cadre réglementaire, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a donné à Crédit Agricole CIB l'autorisation d'utilisation de la Méthode du Modèle Interne à partir du 31 mars 2014 pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie. Cette méthode utilise le modèle décrit ci-dessus pour déterminer l'indicateur EEPE (*Effective Expected Positive Exposure*) et concerne l'ensemble des produits dérivés. Cette méthode est aussi utilisée pour le calcul de la valeur exposée au risque de crédit dans le cadre de l'exigence en fonds propres relative au risque d'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA). Pour les opérations de repos et les opérations de dérivés de ses filiales, Crédit Agricole CIB utilise l'approche standard.

La gestion du risque de crédit sur ces opérations de marché suit les règles établies par le Groupe. La politique de fixation de limites pour le risque de contrepartie est identique à celle décrite dans le paragraphe "Gestion du risque de crédit - Principes généraux de prise de risque" en p 215. Les techniques de réduction du risque de contrepartie sur opérations de marché utilisées par Crédit Agricole CIB sont détaillées dans le paragraphe "Mécanismes de réduction du risque de crédit".

Le groupe Crédit Agricole intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Value Adjustment* ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.3 sur les principes et méthodes comptables et 10.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur (cf. p 419).

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfices de la compensation et les sûretés détenues, et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillées dans la note annexe consolidée 6.12 relative à la compensation des actifs financiers.

Concernant les autres entités du Groupe, le calcul de l'assiette de risque de contrepartie sur opérations de marché est soit effectué par le moteur de Crédit Agricole CIB dans le cadre d'un contrat de prestations de services internes, soit basé sur l'approche réglementaire.

3. Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

3.1 PROCESSUS DE SURVEILLANCE DES CONCENTRATIONS PAR CONTREPARTIE OU GROUPE DE CONTREPARTIES LIÉES

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend, par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par le Groupe, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein des systèmes d'information internes à chaque filiale ou métier. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place

à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Chaque entité opérationnelle transmet mensuellement ou trimestriellement à la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe le montant de ses engagements par catégorie de risques. Les grandes contreparties non bancaires, c'est-à-dire celles sur lesquelles les engagements cumulés du groupe Crédit Agricole dépassent 300 millions d'euros après effet de compensation, font l'objet d'une présentation spécifique au Comité des risques du Groupe.

Fin 2016, les engagements commerciaux de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès de leurs dix plus grands clients non bancaires hors États souverains représentent 5,6 % du portefeuille total d'engagements commerciaux non bancaires (contre 6,3 % au 31 décembre 2015). La diversification du portefeuille sur base individuelle est satisfaisante.

3.2 PROCESSUS DE REVUE DE PORTEFEUILLE ET DE SUIVI SECTORIEL

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

Par ailleurs, la Banque de financement et d'investissement est dotée d'un outil de modélisation de portefeuille lui permettant de tester la résistance de ses portefeuilles en situation de stress.

3.3 PROCESSUS DE SUIVI DES CONTREPARTIES DÉFAILLANTES ET SOUS SURVEILLANCE

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables des Risques et contrôles permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel par les Comités dédiés aux engagements sensibles des entités et d'un suivi trimestriel sur base consolidée pour les principales par le Comité des risques Groupe et le Comité des risques.

3.4 PROCESSUS DE SUIVI DES RISQUES DE CRÉDIT SUR BASE CONSOLIDÉE

Le profil de risque de crédit du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et Conseil d'administration à travers deux supports principaux : le "journal des risques du Groupe" et le "tableau de bord des risques du Groupe".

En complément, des revues périodiques détaillées sont réalisées en Comité des risques Groupe sur les risques bancaires, les risques pays et les principaux risques non bancaires.

3.5 PROCESSUS DE SURVEILLANCE ET DE GESTION DU RISQUE PAYS

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique, et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de

l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Chaque pays justifiant d'un volume d'affaires suffisant fait l'objet de limites revues annuellement et de stratégies risques sauf exception.

Cette approche est complétée par des analyses de scénarios qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques et financières défavorables, et qui donnent une vision intégrée des risques auxquels le Groupe pourrait être exposé dans des situations de tensions extrêmes.

Les missions de gestion et de contrôle des risques pays du Groupe se déclinent selon les principes suivants :

- la détermination des limites d'exposition acceptables en termes de risque pays est effectuée à l'occasion des revues des stratégies pays en fonction de l'évaluation du degré de vulnérabilité du portefeuille à la matérialisation du risque pays. Ce degré de vulnérabilité est déterminé par la nature et la structuration des opérations, la qualité des contreparties et la durée des engagements. Ces limites d'expositions peuvent être revues plus fréquemment si l'évolution d'un pays le nécessite. Ces stratégies et limites sont validées selon les enjeux en termes de risques par les Comités stratégies et portefeuilles (CSP) de Crédit Agricole CIB et le Comité des risques du Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A. ;
- le maintien d'un système d'évaluation régulière des risques pays ainsi que la mise à jour trimestrielle de la notation de chaque pays sur lesquels le Groupe est engagé sont assurés par la Banque de financement et d'investissement. Cette notation est établie grâce à l'utilisation d'un modèle interne de *rating* pays fondé sur des analyses multicritères (solidité structurelle, gouvernance, stabilité politique, capacité à/volonté de payer). Des événements de nature spécifique peuvent justifier une révision de la notation en dehors du calendrier trimestriel ;
- la validation par le département des Risques pays et portefeuille de Crédit Agricole CIB d'opérations dont la taille, la maturité et le degré d'intensité au titre du risque pays sont susceptibles d'altérer la qualité du portefeuille.

La surveillance et la maîtrise de l'exposition au risque pays, tant d'un point de vue quantitatif (montant et durée des expositions) que qualitatif (vulnérabilité du portefeuille) s'opèrent grâce à un suivi spécifique et régulier de l'ensemble des expositions pays.

Les pays d'Europe de l'Ouest affichant une notation interne (inférieure à B) les rendant éligibles à une surveillance rapprochée au titre du risque pays font l'objet d'une procédure de suivi *ad hoc* séparée. Les expositions au risque souverain et non souverain sur ces pays sont détaillées dans la note 6.9 des annexes aux comptes consolidés.

Par ailleurs, les expositions aux autres pays dont la notation interne est inférieure à la note B sont détaillées dans le chapitre III paragraphe 2.4 "Risque pays" ci-dessous.

3.6 STRESS TESTS DE CRÉDIT

Le dispositif *Stress test* pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité des normes et méthodologies au même titre que les modèles Bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de *Stress test* est *backtesté*.

En cohérence avec la méthodologie ABE, les *Stress tests* pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres Bâlois (PD, LGD, EAD) et visent à estimer l'évolution du *coût du risque* incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et également l'impact en emploi pondéré.

Dans l'optique du suivi et du pilotage du risque de crédit, la Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, un ensemble de stress.

Un *Stress test* crédit global est réalisé *a minima* annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la DRG, concernent l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles bâlois, qu'ils soient traités réglementairement en méthode IRB ou en méthode Standard. L'horizon d'analyse est fixé à 3 ans. Le processus de stress est intégré dans la gouvernance de l'entreprise et vise à renforcer le dialogue entre les filières risque et finance sur la sensibilité du *coût du risque* et des exigences en fonds propres à une dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des *Stress tests* crédit globaux sont utilisés dans le cadre du calcul du capital économique (Pilier 2). Ils sont examinés par le Comité exécutif et sont également communiqués au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

4.1 GARANTIES REÇUES ET SÛRETÉS

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRD 4 de calcul du ratio de *solvabilité*).

Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est du ressort des différentes entités.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 8 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

4.2 UTILISATION DE CONTRATS DE COMPENSATION

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole S.A. et ses filiales appliquent le *close out netting* lui permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie. Ils recourent également aux techniques de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé,

en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

4.3 UTILISATION DE DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Dans le cadre de la gestion de son portefeuille de financement des entreprises (*banking book*), la Banque de financement et d'investissement a recours à des dérivés de crédit conjointement à un ensemble d'instruments de transfert de risque comprenant en particulier les titrisations. Les objectifs recherchés sont la réduction de la concentration des encours de crédit aux entreprises, la diversification du portefeuille et l'abaissement des niveaux de perte.

Les risques liés à ces opérations font l'objet d'un suivi à l'aide d'un jeu d'indicateurs, dont la VaR (*Value at Risk*) pour l'ensemble des opérations liquides d'achat et de vente de protection pour compte propre.

Au 31 décembre 2016, l'encours des protections achetées sous forme de dérivés de crédits unitaires s'élève à 7 milliards d'euros (9,2 milliards d'euros au 31 décembre 2015), le montant notionnel des positions à la vente s'établit quant à lui à 18 millions d'euros (18 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Les encours de notionnels de dérivés de crédit figurent dans la note annexe consolidée 3.2 "Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements".

III. Expositions

1. Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est présente dans la note 3.1 des états financiers.

Au 31 décembre 2016, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales s'élève à 1 305 milliards d'euros (1 278 milliards d'euros au 31 décembre 2015), en hausse de 2,08 % par rapport à l'année 2015.

2. Concentration

L'analyse du risque de crédit sur les engagements commerciaux hors opérations internes au groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par le groupe Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de pension (prêts et créances sur les établissements de crédit, prêts et créances sur la clientèle, engagements de financements et de garanties données, soit 711,05 milliards d'euros)

est présentée ci-dessous. Ce périmètre exclut en particulier les instruments dérivés qui sont principalement suivis en VaR (cf. risques de marché) et les actifs financiers détenus par les compagnies d'assurance (235 milliards d'euros – cf. Risques du secteur de l'assurance).

2.1 DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Sur ce portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires hors Groupe), le périmètre ventilé par zone géographique s'élève à 708,73 milliards d'euros au 31 décembre 2016 contre 681,89 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Ces ventilations reflètent le pays de risque des engagements commerciaux.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Zone géographique de risque	2016	2015
Afrique et Moyen-Orient	4 %	4 %
Amérique centrale et du Sud	2 %	2 %
Amérique du Nord	9 %	9 %
Asie et Océanie hors Japon	5 %	5 %
Europe de l'Est	2 %	2 %
Europe de l'Ouest hors Italie	15 %	14 %
France (banque de détail)	17 %	17 %
France (hors banque de détail)	33 %	33 %
Italie	11 %	11 %
Japon	2 %	3 %
TOTAL	100 %	100 %

La répartition par zone géographique est stable. Les expositions en France représentent fin 2016 50 % du total, comme à fin 2015. L'Italie, second marché du Groupe, est stable avec 11 % des engagements commerciaux (11 % en 2015).

La note 3.1 des états financiers présente par ailleurs la répartition des prêts et créances et des engagements donnés en faveur de la clientèle et des établissements de crédit par zone géographique sur la base des données comptables.

2.2 DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE PAR FILIÈRE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur le portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires hors Groupe), le périmètre ventilé par filière d'activité économique s'élève à 667,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016, contre 631,3 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Ces ventilations reflètent la filière économique de risque des engagements commerciaux sur la clientèle.

**RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX
PAR FILIÈRE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU GROUPE
CRÉDIT AGRICOLE S.A.**

Secteur d'activité	2016	2015
Aéronautique/Aérospatial	2,9 %	2,7 %
Agriculture et agroalimentaire	2,6 %	2,7 %
Assurance	1,3 %	1,4 %
Automobile	4,1 %	3,6 %
Autres activités financières (non bancaires)	6,7 %	5,9 %
Autres industries	1,6 %	2,0 %
Autres transports	1,7 %	1,7 %
Banques	5,9 %	6,7 %
Bois/Papier/Emballage	0,3 %	0,0 %
BTP	2,6 %	2,8 %
Distribution/Industries de biens de consommation	2,1 %	2,1 %
Divers	3,2 %	4,0 %
Énergie	8,3 %	8,4 %
dont Pétrole et gaz	5,8 %	6,1 %
dont Électricité	2,5 %	2,3 %
Immobilier	3,9 %	4,0 %
Industrie lourde	3,0 %	3,1 %
Informatique/technologie	1,2 %	1,0 %
Maritime	2,6 %	2,8 %
Média/Édition	0,5 %	0,6 %
Santé/Pharmacie	1,5 %	1,1 %
Services non marchands/Secteur public/Collectivités	13,0 %	12,2 %
Télécoms	1,7 %	1,9 %
Tourisme/Hôtels/Restauration	1,0 %	1,2 %
Utilities	0,3 %	0,0 %
Clientèle de banque de détail	28,0 %	28,1 %
TOTAL	100 %	100 %

Le portefeuille d'engagements commerciaux ventilé par filière d'activité économique est bien diversifié et sa structure stable sur l'année 2016. Seules deux filières représentent plus de 10 % de l'activité comme en 2015 : la filière "Clientèle de banque de détail" qui occupe la première place à 28 % contre 28,1 % en 2015 ; et la filière "Services non marchands/secteur public/collectivités" à la deuxième place qui voit sa part relative augmenter à 13 % contre 12,2 % du total en 2015, en raison d'une augmentation des expositions du portefeuille Souverains.

La filière "Pétrole et gaz" est la composante principale de notre exposition "Énergie". Cette filière regroupe une grande diversité de sous-jacents, d'acteurs et de types de financements, dont certains sous-segments comme le RBL, le Négocie et les financements de projets sont usuellement sécurisés par des actifs. Les expositions proviennent essentiellement de Crédit Agricole CIB.

La majorité de notre exposition sur le secteur pétrolier porte sur des acteurs structurellement moins sensibles à la baisse des cours du pétrole (compagnies étatiques, grandes sociétés internationales, sociétés de transport/stockage/raffinage). À contrario, les clients focalisés dans l'exploration/production, et ceux dépendants des niveaux d'investissement de l'industrie (les services parapétroliers) sont les plus défavorablement impactés. Ils ont fait l'objet d'un suivi particulier tout au long de l'année ainsi que de mesures spécifiques : réduction des engagements sur le sous-portefeuille exploration/production, stabilité des engagements sur le sous-portefeuille services parapétroliers, ainsi que des tests de résistance avec des hypothèses de prix du pétrole très conservatrices. De manière générale, le secteur "Pétrole et gaz" bénéficie d'une approche très sélective des dossiers et toute nouvelle opération significative fait l'objet d'une analyse approfondie. Notre exposition en dollars qui représente 1,7 % de l'EAD du groupe Crédit Agricole S.A. est en baisse de 13% depuis 2015.

La place de la filière "Maritime" découle de l'expertise et de la position historique de Crédit Agricole CIB dans le financement hypothécaire de navires pour une clientèle internationale d'armateurs. Le transport maritime subit la crise la plus longue observée depuis celle des années 1984-1988. Dans ce contexte, nous poursuivons la stratégie de réduction progressive de notre exposition, engagée depuis 2011. Notre portefeuille est cependant relativement protégé par sa diversification (financement de pétroliers, gaziers, off-shore, vraquiers, porte-conteneurs, croisière, etc.), ainsi que par la qualité des structures de financement de navires, sécurisées par des hypothèques.

2.3 VENTILATION DES ENCOURS DE PRÊTS ET CRÉANCES PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Les concentrations par agent économique des prêts et créances et des engagements donnés sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers consolidés.

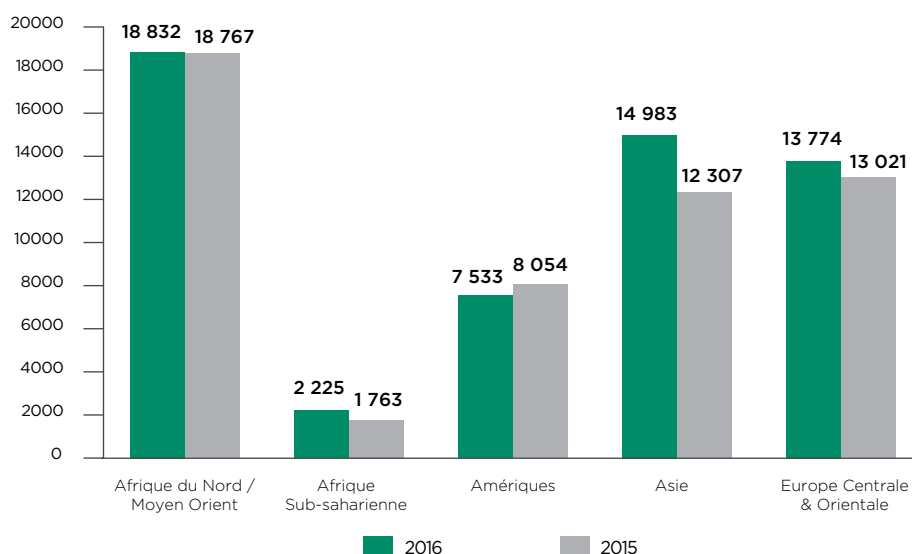
Les encours bruts de prêts et créances (456,0 milliards d'euros au 31 décembre 2016 incluant les créances rattachées, contre 434,5 milliards d'euros au 31 décembre 2015) augmentent de 4,9 % en 2016. Ils se répartissent essentiellement entre la clientèle Grandes entreprises et la clientèle de détail (respectivement 45,3 % et 31,7 %).

2.4 EXPOSITION AU RISQUE PAYS

Au 31 décembre 2016, les engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires) sur la clientèle du groupe Crédit Agricole S.A. dans les pays de rating inférieur à "B" sur la base de l'échelle de notation interne du Groupe, hors pays d'Europe de l'Ouest (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, et Islande) s'élèvent à 57,4 milliards d'euros contre 53,9 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Ces engagements proviennent essentiellement de Crédit Agricole CIB, de l'UBAF détenue par Crédit Agricole CIB (à 47 %) et de la Banque de proximité à l'international. Ils tiennent compte des garanties reçues venant en déduction (assurance-crédit export, dépôts d'espèces, garanties sur titres, etc.).

La concentration des encours sur ces pays est stable sur l'année 2016 : les vingt premiers pays représentent 91,4 % du portefeuille d'engagements à fin 2016, comme à fin 2015.

Trois zones géographiques sont dominantes : Moyen-Orient/Afrique du Nord (33 %), Asie (26 %) et Europe centrale et orientale (24 %).

ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX RELATIFS AUX PAYS DE *rating* INFÉRIEUR À "B" (EN MILLIONS D'EUROS)**Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Les engagements cumulés sur les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'élèvent à 18,8 milliards au 31 décembre 2016, stable par rapport à fin 2015. Le Maroc, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et le Qatar représentent 80,4 % des engagements de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Europe centrale et orientale

Les engagements cumulés sur les pays d'Europe centrale et orientale sont en hausse de 6 % par rapport à l'an dernier principalement en raison d'une progression des expositions sur le Kazakhstan, la Pologne et l'Azerbaïdjan. Les engagements du Groupe sont concentrés sur quatre pays : Pologne, Russie, Ukraine et Serbie, qui représentent 89 % du total sur cette région.

Asie

Les engagements sur l'Asie sont en progression de 22 % à 14,98 milliards d'euros comparés à ceux au 31 décembre 2015. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des expositions sur la Chine qui reste la plus forte exposition régionale (7,8 milliards d'euros) devant l'Inde (4,7 milliards d'euros).

Amérique latine

À fin décembre 2016, les expositions sur cette région représentent 13 % des expositions des pays de *rating* inférieur à "B". La baisse enregistrée s'élève à 6 % par rapport à fin 2015 principalement en raison d'une réduction des engagements sur le Brésil. Les expositions sur le Brésil et le Mexique représentent 87 % du total de l'Amérique latine.

Afrique subsaharienne

Les engagements du Groupe sur l'Afrique subsaharienne s'élèvent à 2,22 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit 4 % du total des

pays de *rating* inférieur à "B". La hausse par rapport à fin 2015 s'explique principalement par la progression des expositions sur le Ghana. Les engagements en Afrique du Sud représentent 45 % des engagements dans cette région.

3. Qualité des encours**3.1 ANALYSE DES PRÊTS ET CRÉANCES PAR CATÉGORIES**

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

Prêts et créances (en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Ni en souffrance, ni dépréciés	433 550	412 685
En souffrance, non dépréciés	5 601	5 829
Dépréciés	16 842	16 017
TOTAL	455 993	434 531

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2016 est composé à 95 % d'encours ni en souffrance, ni dépréciés (95 % au 31 décembre 2015).

Selon la norme IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci. Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque de crédit avéré sur les encours en souffrance présentant un retard inférieur à 90 jours, soit 93,9 % des créances en souffrance non dépréciées (91,7 % fin 2015).

Le détail des actifs financiers en souffrance ou dépréciés est présenté en note 3.1 des états financiers consolidés.

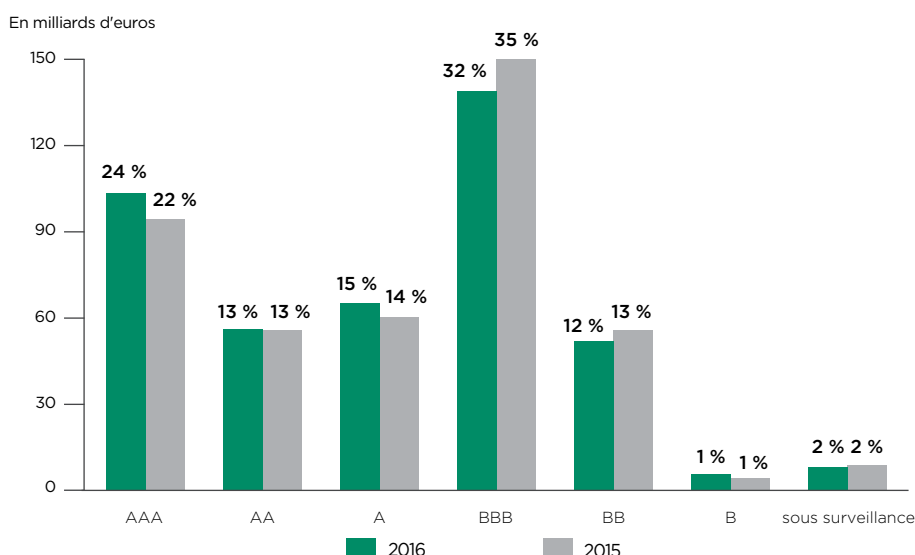
3.2 ANALYSE DES ENCOURS PAR NOTATION INTERNE

La politique de notation interne déployée par le groupe Crédit Agricole vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle du Groupe (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

Sur le portefeuille des engagements commerciaux sains hors clientèle de proximité (517,9 milliards d'euros au 31 décembre

2016, contre 501,9 milliards d'euros au 31 décembre 2015), les emprunteurs faisant l'objet d'une notation interne représentent 79,3 % de ce portefeuille, contre 78 % à fin 2015 (soit 410,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016 contre 390,9 milliards au 31 décembre 2015). Leur ventilation en équivalent notation Standard & Poor's (S&P) de la notation interne du Groupe est présentée ci-dessous :

ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE SAIN D'ENGAGEMENTS COMMERCIAUX HORS CLIENTÈLE DE PROXIMITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. PAR ÉQUIVALENT INDICATIF S&P DU RATING INTERNE 2015



Cette ventilation reflète un portefeuille crédits de bonne qualité et en amélioration en 2016, avec un profil de risque qui montre un accroissement de 3 points des grades A. Au 31 décembre 2016, 85 % des engagements sont portés sur des emprunteurs notés *investment grade* (note supérieure ou égale à BBB ; 84 % au 31 décembre 2015) et seuls 2 % sont sous surveillance.

3.3 DÉPRÉCIATION ET COUVERTURE DU RISQUE

3.3.1 Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de dépréciation :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- des dépréciations sur base collective, en application de la norme IAS 39, dès lors que sur un ou plusieurs sous-ensembles homogènes de portefeuille de risques de crédit, des indices objectifs de dépréciation sont identifiés. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque des engagements sur certains pays, certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais du fait de leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de portefeuille sont également réalisées en Banque de proximité. Les dépréciations collectives sont calculées essentiellement sur des bases statistiques fondées sur le montant de pertes attendues jusqu'à la maturité des transactions, utilisant les critères bâlois d'estimation des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* - LGD).

3.3.2 Encours d'actifs financiers dépréciés

La répartition par agent économique et par zone géographique des prêts et créances dépréciés sur les établissements de crédit et sur la clientèle est présentée en note 3.1 des états financiers.

Au 31 décembre 2016, l'ensemble des engagements dépréciés s'élève à 16,8 milliards d'euros contre 16 milliards au 31 décembre 2015. Ils sont constitués des encours non performants et des engagements sur lesquels le Groupe anticipe un non-recouvrement. Les encours dépréciés représentent 3,7 % des encours bruts comptables du Groupe (3,7 % au 31 décembre 2015) et sont couverts par des dépréciations individuelles à hauteur de 8,8 milliards d'euros soit 52,2 % (8,6 milliards d'euros au 31 décembre 2015), y compris les opérations de location-financement et hors dépréciations collectives.

Les encours restructurés selon la nouvelle définition ⁽¹⁾ s'élèvent à 12,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

4. Coût du risque

Le coût du risque du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 1,79 milliard d'euros au 31 décembre 2016 contre 2,29 milliards d'euros en 2015, soit une amélioration de 22 %. Le coût du risque de LCL est en hausse de 36 % par rapport au niveau très faible de 2015 qui bénéficiait de reprises de provisions. Au sein du pôle Banque de proximité à l'international, l'évolution la plus notable concerne le groupe Cariparma (hors CALIT) qui voit son coût du risque 2016 se réduire de 22 %, traduisant une amélioration de la qualité du portefeuille. Au sein du pôle Services financiers spécialisés, le groupe Crédit Agricole Consumer Finance montre

(1) La définition des encours structurés est détaillée dans la note 1.3 "Principes et méthodes comptables 2016" dans les états financiers consolidés.

une amélioration de 15 % de son coût du risque, essentiellement du fait de meilleures performances de recouvrement de sa filiale Agos Ducato et également d'une amélioration de la qualité de son portefeuille. La Banque de financement et d'investissement montre un coût du risque en amélioration de 15 %.

Le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 4.8 des états financiers consolidés. Ce dernier est ventilé par pôle métier dans la note 5.1 des états financiers consolidés.

5. Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles. La mesure associée à ce risque de crédit est détaillée dans la partie ci-dessus 2.2 "Mesure du risque de crédit" de la section II "Gestion du risque de crédit".

RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les *spreads* de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des *spreads* de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

I. Objectifs et politique

La maîtrise des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation. En termes de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché toujours marqué par la persistance de taux bas et des incertitudes politiques (Brexit, référendum italien, nouvelle administration américaine), la politique de gestion prudente des risques de marché a été poursuivie en 2016, en cohérence avec le cadre d'appétence aux risques du groupe Crédit Agricole.

II. Gestion du risque

1. Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles. Elle tient informés les organes exécutifs (Direction générale de Crédit Agricole S.A.) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du Conseil) de l'état des risques de marché ;
- au niveau local, pour chaque entité du groupe Crédit Agricole S.A., un responsable des Risques et contrôles permanents pilote le dispositif de surveillance et de contrôle des risques de marché issus des activités de l'entité. Au sein de la filiale Crédit Agricole CIB, la Direction des risques et contrôles permanents s'appuie sur des équipes décentralisées de contrôleurs de risques, généralement situées à l'étranger. Ces fonctions de contrôle reposent sur différents pôles :
 - a) le *Risk Management* dont la mission est d'assurer au niveau mondial un suivi et un contrôle des risques de marché pour l'ensemble des lignes produits : proposition de limites qui sont validées par le Comité des risques de marché et suivi de leur respect, analyse des dépassements de limites ainsi que des variations significatives de résultats qui sont portés à la connaissance du Comité des risques de marché,
 - b) le suivi d'activité : en charge de la validation quotidienne des résultats de gestion et des indicateurs de risque pour l'ensemble des activités encadrées par des limites de risque de marché, du contrôle et de la validation des paramètres de marché utilisés pour la production du résultat et des indicateurs de risque. Ceci assure un processus de production autonome, fondé sur une base de données de marché actualisée au quotidien et indépendante du *Front Office*,

Enfin, il est associé à la Direction financière dans les démarches mensuelles de rapprochement du résultat de gestion et du résultat comptable,

- c) des équipes transverses qui complètent ce dispositif, en assurant l'harmonisation des méthodes et des traitements entre les lignes produits et les unités. Ces équipes assurent le *reporting* des indicateurs réglementaires qui ont été produits par le DRM de manière indépendante. Elles comprennent notamment :
 - la Recherche quantitative, responsable de la validation des modèles,
 - l'équipe en charge du modèle interne (*VaR*, *VaR* stressée, *stress scenarios*...),
 - le *Market Data Management* qui assure la collecte des données de marché indépendantes de celles du *Front Office*.

L'architecture informatique mise en place au sein de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour la gestion des H repose sur le partage des plateformes utilisées en *Front Office*, sur lesquelles les indicateurs de risque sont calculés. L'indépendance du processus repose notamment sur la sélection des données de marché et la validation des modèles de valorisation par la Direction des risques.

Les procédures Groupe définissent le niveau d'information, le format et la périodicité des *reportings* que les entités doivent transmettre à Crédit Agricole S.A. (Direction des risques et contrôles permanents Groupe).

2. Les Comités de décision et de suivi des risques

Trois instances de gouvernance interviennent dans la gestion des risques de marché au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. :

- le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., valide les limites globales encadrant les risques de marché de chaque entité lors de la présentation de leur stratégie risque et arrête les principaux choix en matière de maîtrise des risques. Il examine sur une base trimestrielle la situation des marchés et des risques encourus, au travers notamment de l'utilisation des limites et de l'observation des dépassements ou incidents significatifs ;
- le Comité de surveillance des risques, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., examine bimensuellement les principaux indicateurs de suivi des risques de marché ;
- le Comité des normes et méthodologies, présidé par le Directeur des risques et contrôles permanents Groupe, est notamment responsable de la validation et de la diffusion des normes et des méthodologies en matière de pilotage et de contrôles permanents des risques de marché.

Ce dispositif est complété par les Comités de risques locaux propres à chacune des entités au premier rang desquels le CRM (Comité des risques de marché) de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, instance bimensuelle présidée par le membre du Comité de direction générale responsable des risques, qui associe le responsable des activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et les responsables du suivi des risques. Ce Comité effectue une revue des positions et des résultats des activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et s'assure du respect des limites assignées à chaque activité. Il est décisionnaire sur les demandes ponctuelles de révision de limites.

III. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

1. Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur la *Value at Risk* (*VaR*), la *VaR* stressée, les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation des positions au sein de chaque entité présentant des risques de marché. Le processus de contrôles permanents intègre des procédures de validation et de *backtesting* des modèles.

1.1 LA *VaR* (VALUE AT RISK)

L'élément central du dispositif de mesure des risques de marché est la *Value at Risk* (*VaR*). Elle peut être définie comme étant la perte théorique maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés. Le groupe Crédit Agricole S.A. retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps d'un jour, en s'appuyant sur un an d'historique de données. Ceci permet le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe dans ses activités de *trading*, en quantifiant le niveau de perte considéré comme maximal dans 99 cas sur 100, à la suite de la réalisation d'un certain nombre de facteurs de risque (taux d'intérêt, taux de change, prix d'actifs, etc.).

La compensation se définit comme la différence entre la *VaR* totale et la somme des *VaR* par type de risque. Elle représente les effets de diversification entre des positions détenues simultanément sur des facteurs de risque différents. Une procédure de *backtesting* (comparaison entre le résultat quotidien et la *VaR* théorique de la veille) permet de confirmer la pertinence de cette méthodologie.

Le modèle interne de *VaR* de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, principal contributeur à la *VaR* du groupe Crédit Agricole S.A., a fait l'objet d'une validation par les autorités réglementaires.

Le processus de mesure d'une *VaR* historique sur les positions en risque à une date donnée s'appuie sur les principes suivants :

- constitution d'une base historique de facteurs de risque reflétant le risque des positions détenues par les entités du groupe Crédit Agricole S.A. (taux, cours des actions, de change et de matières premières, volatilités, *spreads* de crédit, corrélation, etc.) ;
- détermination de 261 scénarios correspondant aux variations des facteurs de risque sur un jour, observées sur une année glissante ;
- déformation des paramètres correspondants à la date J selon les 261 scénarios ;
- revalorisation des positions du jour sur la base des 261 scénarios.

La valeur en risque à 99 % est égale, sur la base de 261 scénarios, à la moyenne entre les deuxième et troisième plus mauvais résultats observés.

La méthodologie de calcul de *VaR* fait l'objet d'améliorations et d'adaptations continues pour tenir compte, entre autres, des évolutions de la sensibilité des positions aux facteurs de risque et

de la pertinence des méthodes au regard des nouvelles conditions de marché. Les travaux visent par exemple à intégrer de nouveaux facteurs de risque ou à bénéficier d'une granularité plus fine sur les facteurs de risque existants.

Limites du calcul de la VaR historique

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- l'utilisation de chocs quotidiens suppose que toutes les positions peuvent être liquidées ou couvertes en un jour, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise ;
- l'utilisation d'un intervalle de confiance à 99 % exclut les pertes pouvant survenir au-delà de cet intervalle : la VaR est donc un indicateur de risque sous des conditions normales de marché et ne prenant pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle ;

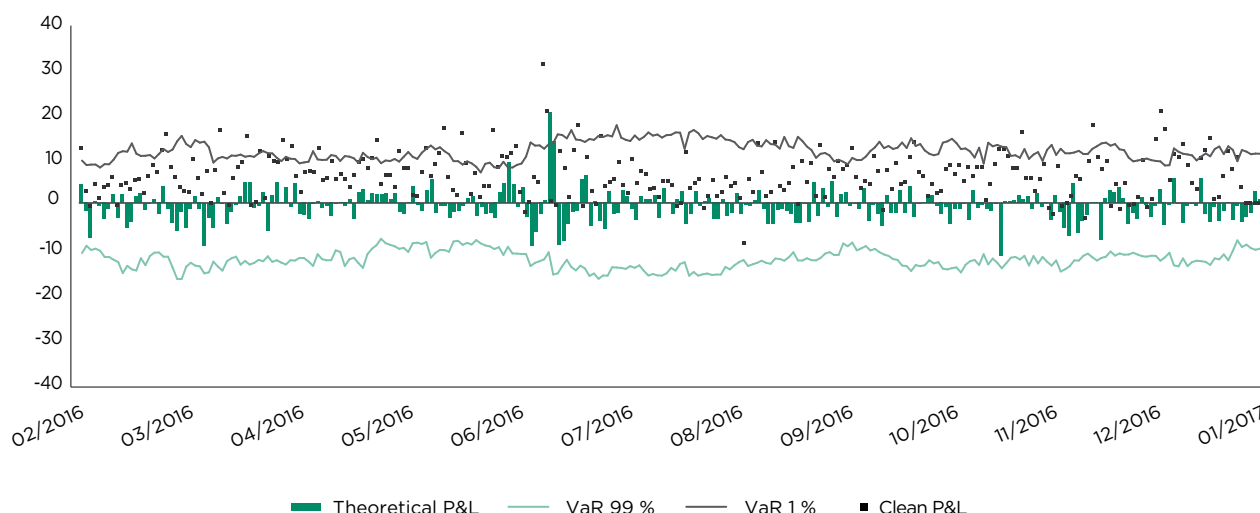
- la VaR ne renseigne pas sur les montants de pertes exceptionnelles (au-delà de 99 %).

Le backtesting

Un processus de *backtesting* permet de contrôler la pertinence du modèle de VaR pour chacune des entités du groupe Crédit Agricole S.A. exerçant une activité de marché. Il vérifie *a posteriori* que le nombre d'exceptions (journées pour lesquelles le niveau de perte est supérieur à la VaR) reste conforme à l'intervalle de confiance de 99 % (une perte quotidienne ne devrait excéder la VaR calculée que deux ou trois fois par an).

Ainsi au 31 décembre 2016, sur le périmètre réglementaire de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (cf. graphique ci-dessous) il n'y a plus d'exception de VaR sur un an glissant. Le facteur multiplicateur, servant au calcul de l'exigence en fonds propres reste à son niveau minimum de 4 depuis fin 2015.

BACKTESTING DE LA VAR RÉGLEMENTAIRE DE CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK DE L'ANNÉE 2016 (EN MILLIONS D'EUROS)



1.2 LES STRESS SCENARIOS

Les *stress scenarios* complètent la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marché. Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

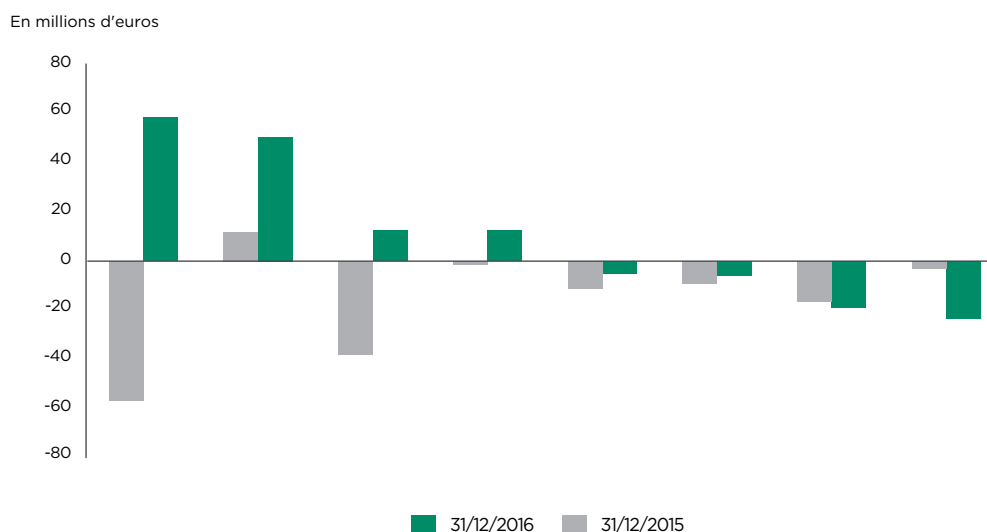
- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ; les *stress scenarios* historiques ainsi retenus sont ceux des crises de 1987 (scénario de krach boursier), de 1994 (scénario de crise obligataire), de 1998 (scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes) et de 2008 (deux stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers) ;

- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ; les scénarios hypothétiques sont ceux d'une **reprise économique** (progression des marchés d'actions et de matières premières, aplatissement des courbes de taux et appréciation de l'USD, resserrement des *spreads* de crédit), d'un **resserrement de la liquidité** (aplatissement des courbes de taux, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés d'actions) et de **tensions internationales** (scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis : augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, baisse du cours des *futures* et hausse de la volatilité sur le marché des matières premières, aplatissement des courbes de taux, baisse du dollar US par rapport aux autres devises, élargissement des *spreads* de crédit).

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité hebdomadaire.

À fin 2016, les niveaux de risque du groupe Crédit Agricole S.A. évalués au travers des stress historiques et hypothétiques sont les suivants :

MONTANTS ESTIMÉS DES PERTES ASSOCIÉES AUX STRESS SCENARIOS



Par ailleurs, d'autres types de stress sont réalisés :

- au niveau des entités, des stress adverses permettent d'évaluer l'impact de mouvements de marché de grande ampleur et défavorables sur les différentes lignes d'activité y compris sur les activités en extinction ;
- au niveau de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, des stress adverses extrêmes, permettent de mesurer l'impact de chocs de marché encore plus sévères.

1.3 LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES

Des indicateurs complémentaires (sensibilités à divers facteurs de risque, *loss alerts*, *stop loss*, montants nominaux, encours, durées...) sont par ailleurs produits au sein des entités et peuvent, dans le cadre du dispositif de maîtrise des risques, faire l'objet de limites. Ils permettent de mesurer et d'encadrer de façon fine les expositions aux différents facteurs de risque de marché, d'identifier les opérations atypiques et d'enrichir la vision synthétique des risques fournie par la *VaR* et les *stress scenarios* globaux.

1.4 INDICATEURS RELATIFS À LA DIRECTIVE CRD 4

***VaR* stressée**

La *VaR* dite "stressée" est destinée à corriger le caractère procyclique de la *VaR* historique. Celle-ci est en effet calculée sur la période d'un an précédant la date de mesure et dans le cas où les paramètres de marché associés reflètent des conditions de marché calmes avec une faible volatilité, elle peut afficher un niveau faible.

La *VaR* stressée est calculée sur un intervalle de confiance de 99 % à horizon d'un jour, et sur une période de tension correspondant à la pire période connue pour les facteurs de risque les plus significatifs.

À fin 2016, elle correspond pour Crédit Agricole Corporate and Investment Bank à la période mars 2008 - mars 2009. L'exigence de fonds propres au titre de la *VaR* est ainsi complétée par une exigence de fonds propres au titre de la *VaR* stressée.

Incremental Risk Charge

L'*IRC* ou *Incremental Risk Charge* est une exigence de capital supplémentaire relative au risque de défaut et de migration sur les positions de crédit dites linéaires (*i.e.* hors positions de corrélation de crédit), requise par la directive CRD 4.

Elle a pour objectif de quantifier des pertes inattendues provoquées par des événements de crédit sur les émetteurs, à savoir le défaut ou la migration de *rating* (aussi bien dans le cas d'un abaissement que d'un rehaussement de la note de crédit).

L'*IRC* est calculée avec un intervalle de confiance de 99,9 % sur un horizon de risque un an, par des simulations Monte-Carlo de scénarios de migrations élaborées à partir de trois jeux de données :

- 1) une matrice de transition à un an fournie par S&P et adaptée au système de notation interne de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Cette matrice donne les probabilités de transition d'un émetteur selon sa note de crédit initiale vers les notes de crédit de rang supérieur et inférieur, ainsi que sa probabilité de défaut ;
- 2) la corrélation des émetteurs à des facteurs systémiques ;
- 3) des courbes de *spread* moyen par *rating* dont sont déduits les chocs induits par les migrations.

Ces scénarios de défaut et de migration de crédit simulés permettent ensuite de valoriser les positions à l'aide des modèles de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

L'*IRC* est alors définie comme le quantile à 99,9 % de la distribution des valorisations ainsi obtenues.

Comprehensive Risk Measure

Le "CRM" ou *Comprehensive Risk Measure* mesure les risques de défaut, de changement de notation ainsi que les risques de marché sur le portefeuille de corrélation de crédit.

L'opération avec Blue Mountain Capital a été débouclée au cours de l'année écoulée. À fin 2016, le Groupe n'a pas d'exigence en fonds propres au titre du *Comprehensive Risk Measure*.

Credit Value Adjustment (CVA)

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment – CVA*) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur des instruments financiers à l'actif du bilan.

La directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du *Credit Value Adjustment (CVA)*. Selon cette directive, les établissements autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux sont tenus de calculer leur charge en capital au titre du risque *CVA* en méthode avancée ("*VaR CVA*"). La méthodologie et le dispositif utilisés pour estimer le montant de ces exigences de fonds propres sont les mêmes que ceux utilisés pour le calcul de la *VaR* de marché au titre du risque spécifique de taux.

L'ACPR a validé le modèle de *VaR CVA* de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et suite à l'entrée en vigueur de la CRD 4 (Bâle 3) à partir du 1^{er} janvier 2014, des fonds propres additionnels au titre de la *CVA* (*VaR* et *VaR* stressée) sont calculés depuis 2014.

RÉPARTITION DE LA VAR (99 %, 1 JOUR)

(en millions d'euros)	31/12/2016	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2015
Taux	6	5	15	10	7
Crédit	4	3	19	4	7
Change	4	2	6	3	3
Actions	1	0	4	1	1
Matières premières	-	-	-	-	-
Compensation	(5)	-	-	(5)	(3)
VAR DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	10	9	17	13	15
Pour information : Somme des <i>VaR</i> des entités	16	12	22	17	20

Au 31 décembre 2016 la *VaR* du Groupe s'élève à 10 millions d'euros, en baisse par rapport au 31 décembre 2015, liée notamment à l'évolution du risque de crédit et des effets de compensation. Pour information, sans la prise en compte des effets de diversification entre entités, la *VaR* totale serait de 16 millions d'euros (dont 12 millions d'euros pour Crédit Agricole Corporate and Investment Bank).

La *VaR* "Taux" enregistre une baisse au 31 décembre 2016 pour s'établir à 6 millions d'euros (contre 7 millions d'euros en 2015) dans un contexte de taux bas.

2. Utilisation des dérivés de crédit

Les CDS sont utilisés à des fins de couverture dans les cas suivants :

- gestion des expositions crédit issues du portefeuille de prêts ou du portefeuille de dérivés (*CVA*) ;
- couverture des expositions du portefeuille d'obligations ;
- couverture des expositions des portefeuilles de dérivés hybrides (par exemple, pour couvrir l'émission des *Credit Linked Notes* vendues à des clients investisseurs).

IV. Expositions**VaR (Value at Risk)**

La *VaR* du groupe Crédit Agricole S.A. est calculée en intégrant les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.

Le périmètre considéré pour les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est celui de la *VaR* réglementaire (mesurée à partir d'un modèle interne validé par l'ACPR).

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la *VaR*, sur les activités de marché du groupe Crédit Agricole S.A. entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 en fonction des facteurs de risque principaux :

La *VaR* "Crédit" a baissé pour se situer à 4 millions d'euros en raison des opérations de couverture du risque liées au *CVA*.

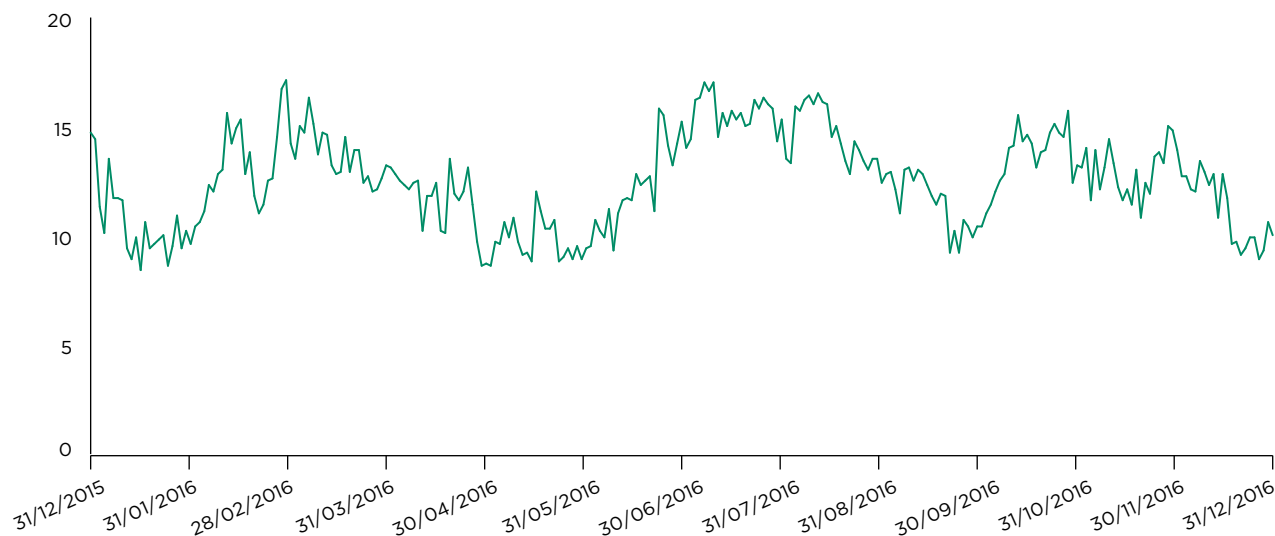
La *VaR* "Change" est en légère hausse et s'établit à 4 millions au 31 décembre 2016.

La *VaR* "Actions" affiche une contribution marginale, de 1 million d'euros, égale à celle observée à fin 2015.

Le graphique suivant retrace l'évolution de la *VaR* sur l'année 2016, marquée par une plus grande volatilité du fait notamment des évolutions de paramètres de marché :

VAR DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. ENTRE LE 01/01/2016 ET LE 31/12/2016

En millions d'euros

**VaR stressée**

La VaR stressée est calculée sur le périmètre de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR réglementaire stressée, sur les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 :

ÉVOLUTION DE LA VAR STRESSÉE (99 %, 1 JOUR)

(en millions d'euros)	31/12/2016	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2015
VaR stressée de Crédit Agricole CIB	17	14	26	20	20

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution de la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank sur l'année 2016 :

VAR STRESSÉE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. ENTRE LE 01/01/2016 ET LE 31/12/2016

En millions d'euros



À fin décembre 2016 la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank s'élève à 17 millions d'euros, en baisse de 3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. En moyenne sur l'année, la VaR stressée (20 millions d'euros) affiche un niveau comparable à celui de 2015, en ligne avec la politique de gestion prudente de Crédit Agricole CIB.

Exigence de fonds propres liée à l'IRC (Incremental Risk Charge)

L'IRC est calculé sur le périmètre des positions de crédit dites linéaires (i.e. hors positions de corrélation) de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de l'IRC, sur les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 :

(en millions d'euros)	31/12/2016	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2015
IRC	127	109	167	135	141

Les évolutions de l'IRC au cours de l'année 2016 ont principalement reflété celles des expositions sur les obligations européennes souveraines, qui ont diminué à partir du deuxième trimestre.

V. Risque action

Le risque action trouve son origine dans les activités de *trading* et arbitrage sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions, ou encore dans les actions d'autocontrôle.

1. Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

Le risque sur actions, provenant des activités de *trading* et arbitrage, est issu de positions prises sur les actions et les indices actions au travers de produits *cash* ou dérivés (celles sur dérivés exotiques actions sont gérées en extinction et ne peuvent plus faire l'objet de nouvelles opérations). Les principaux facteurs de risque sont les prix des actions/indices actions, les volatilités actions/indices actions et les paramètres de *smile* des volatilités actions/indices ⁽¹⁾.

La mesure et l'encadrement de ce risque s'inscrivent dans la description des processus dans la section III ci-dessus.

Ce risque est suivi notamment par l'intermédiaire de la VaR dont les niveaux 2016 sont repris dans le tableau de la section IV ci-dessus. La VaR de la ligne produit actions s'élève à 1 million d'euros au 31 décembre 2016 comme en 2015.

2. Risque sur actions provenant d'autres activités

Des entités du groupe Crédit Agricole S.A. détiennent des portefeuilles investis en partie en actions et produits structurés dont la valeur de marché dépend de l'évolution du prix des sous-jacents actions et indices actions. La note 10.2 des états financiers présente les méthodes de valorisation des actions comptabilisées en "actifs disponibles à la vente". Au 31 décembre 2016, les

encours exposés au risque actions au travers de ces portefeuilles sont principalement constitués d'actifs financiers disponibles à la vente pour 29,8 milliards d'euros (y compris les portefeuilles des entreprises d'assurance pour 26,1 milliards d'euros) et d'actifs financiers à la juste valeur par résultat détenus par les entreprises d'assurance pour 13,8 milliards d'euros.

La note 6.4 des états financiers présente, notamment, les encours et les gains et pertes latents sur actions classées en "actifs financiers disponibles à la vente". Par ailleurs, les informations relatives au risque de marché (y compris risque sur actions) des portefeuilles détenus par les sociétés d'assurance sont présentées dans la partie "Risque du secteur de l'assurance" ci-dessous.

3. Actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du règlement 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003, l'Assemblée générale mixte des actionnaires du Groupe peut autoriser le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. à opérer sur ses propres actions. Cette autorisation est utilisée par Crédit Agricole S.A. principalement pour couvrir les engagements pris auprès des salariés, dans le cadre d'options d'achat d'actions ou de contrat de liquidité, ou en vue d'animer le marché au sein de contrat de liquidité.

Les opérations réalisées en 2016 dans le cadre du programme d'achat d'actions propres sont détaillées dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Acquisition par la Société de ses propres actions".

Au 31 décembre 2016, les encours d'actions en autodétention s'élèvent à 0,10 % du capital contre 0,15 % au 31 décembre 2015 (cf. note 8 de l'annexe aux comptes individuels et note 6.21 de l'annexe aux états financiers consolidés).

Le programme de rachat d'actions propres pour 2015 est détaillé dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Renseignements concernant le capital".

(1) Le *smile* est le paramètre qui prend en compte la variabilité de la volatilité en fonction du prix d'exercice des produits optionnels.

EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU FINANCIAL STABILITY BOARD

Les expositions suivantes (cf. tableau ci-dessous) correspondent aux recommandations du Financial Stability Board. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés de Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2016. À ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière annuelle.

I. Tableau de synthèse des expositions

(en millions d'euros)	Actifs en prêts et créances				Catégorie comptable	Actifs à la juste valeur			Catégorie comptable
	Exposition brute	Décote	Provision collective	Exposition nette		Exposition brute	Décote	Exposition nette	
RMBS	8	0	0	7	(1)	22	(6)	16	(3)
CMBS	0	0	0	0		2	0	2	
CDO super senior non couverts	697	(697)	0	0	(2)	1 419	(1 405)	14	
CDO mezzanines non couverts	17	(17)	0	0		187	(187)	0	
CLO non couverts	2	0	0	2		0	0	0	

(1) Prêts et créances sur les établissements de crédit ou la clientèle – titres non cotés sur un marché actif (cf. note 6.5 des comptes consolidés).

(2) Prêts et créances sur la clientèle – titres non cotés sur un marché actif (cf. note 6.5 des comptes consolidés).

(3) Actifs financiers à la juste valeur par résultat – obligations et autres titres à revenu fixe et instruments dérivés (cf. note 6.2 des comptes consolidés).

II. Asset Backed Securities (ABS) immobiliers

RMBS (en millions d'euros)	États-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute	0	0	22	8	0	0
Décote ⁽¹⁾	0	0	(1)	(0)	0	0
Exposition nette en millions d'euros	0	0	21	7	0	0
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	0	0	23	20	2	2
Décote	0	(0)	(3)	(5)	(0)	(0)
Exposition nette en millions d'euros	0	0	20	15	2	2
% subprime sous-jacents sur exposition nette	0 %	0 %				
Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA						
AA					100 %	100 %
À			49 %	82 %		
BBB			51 %			
BB				18 %		
B						
CCC						
CC						
C						
Non noté						

CMBS (en millions d'euros)	États-Unis		Royaume-Uni		Autres	
	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition nette ⁽¹⁾	0	0	0	0	3	0
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette	0	0	2	2	0	0

(1) Il n'y a plus de provision collective depuis le 31 décembre 2014.

Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste valeur :

- 31 décembre 2016 : nominal = 9 millions d'euros ; juste valeur = 4 millions d'euros.
- 31 décembre 2015 : nominal = 9 millions d'euros ; juste valeur = 3 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

Les taux de pertes finales appliquées sur les prêts en vie sont :

- calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel ;
- exprimés en pourcentage du nominal. Cette approche nous permet notamment de visualiser nos hypothèses de pertes en fonction de nos risques toujours au bilan de la banque.

Les flux futurs obtenus sont ensuite actualisés sur la base d'un taux prenant en compte la liquidité de ce marché.

III. Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains

1. CDO super senior évalués à la juste valeur

La valorisation des CDO super senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

2. CDO super senior évalués au coût amorti

Depuis le quatrième trimestre 2012, ils sont dépréciés selon la même méthodologie que les CDO super senior évalués à la juste valeur, à la différence que, les flux futurs obtenus sont actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif en date de reclassement.

Date de clôture	Taux de pertes subprime produits en		
	2005	2006	2007
31/12/2016	50 %	60 %	60 %
31/12/2015	50 %	60 %	60 %

IV. CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 14 millions d'euros sur les CDO super senior non couverts.

1. Décomposition des CDO super senior

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	1 419	697
Décote	1 405	697
Provision collective	0	0
Valeur nette	14	0
Valeur nette au 31/12/2015	13	0
Taux de décote ⁽¹⁾	99 %	100 %
Sous-jacent		
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	24 %	0 %
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	36 %	0 %
% des actifs Alt A sous jacents	4 %	0 %
% des actifs Jumbo sous jacents	0 %	0 %

(1) Après prise en compte des tranches décotées à 100 %.

2. Autres expositions au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)	Nominal	Décote	Provision collective	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	0	0		0
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	2	(0)		2
CDO Mezzanines non couverts évalués à la juste valeur	187	(187)		0
CDO Mezzanines non couverts comptabilisés en prêts et créances ⁽¹⁾	17	(17)		0

(1) Tranches de CDO mezzanines issues de la liquidation d'un CDO anciennement comptabilisé en prêts et créances.

V. Protections

Répartition de l'exposition nette sur *monolines* au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Monolines en couverture de :			Total protections acquises auprès de monolines
	CDO résidentiels américains	CLO	Autres sous-jacents	
Montant notionnel brut de la protection acquise	45	59	163	267
Montant notionnel brut des éléments couverts	45	59	163	267
Juste valeur des éléments couverts	34	59	126	218
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	11	0	38	49
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	0	0	0	0
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monolines	11	0	38	49

Suite au rachat de CIFG par le *monoliner* Assured Guaranty, désormais ce dernier couvre 100 % de nos positions. Étant considérée comme une contrepartie saine (noté AA par Moody's) nous n'avons donc plus aucune provision *monoline* dans nos comptes.

GESTION DU BILAN

I. Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont arrêtées par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. au sein du Comité des risques Groupe, approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et portent sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. :

- les filiales prenant des risques actif-passif observent les limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. ;
- les méthodes de mesure, d'analyse et de gestion actif-passif du Groupe sont définies par Crédit Agricole S.A. En ce qui concerne en particulier les bilans de la Banque de proximité, un système cohérent de conventions et de modèles d'écoulement est adopté pour les Caisses régionales, LCL et les filiales étrangères ;
- Crédit Agricole S.A. consolide les mesures des risques actif-passif des filiales. Les résultats de ces mesures sont suivis par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A. ;

- la Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. participent aux Comités actif-passif des principales filiales.

II. Risque de taux d'intérêt global

1. Objectifs

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures des entités du Groupe contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêts.

Les variations de taux d'intérêt impactent en effet la marge d'intérêt en raison des décalages de durées et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise par des opérations de bilan ou de hors bilan à limiter cette volatilité de la marge.

Le périmètre du suivi du risque de taux d'intérêt global est constitué des entités dont l'activité est génératrice de risque de taux :

- Caisses régionales ;
- Groupe LCL ;
- Crédit Agricole S.A. ;
- Banques de proximité à l'international notamment Groupe Cariparma ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ;
- Groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- CACEIS ;
- Amundi.

Le risque de taux porté par l'activité Assurance fait l'objet d'un suivi à travers des indicateurs propres à ce métier. Une mesure de l'impact d'un choc de taux instantané sur le niveau des fonds propres solvabilité 2 est réalisée sur le périmètre de Crédit Agricole Assurances. Cet indicateur est encadré par un seuil d'alerte.

2. Gouvernance

2.1 GESTION DU RISQUE DE TAUX DES ENTITÉS

Chaque entité gère son exposition sous le contrôle de son Comité actif-passif, dans le respect de ses limites et des normes Groupe. Les limites des filiales de Crédit Agricole S.A. font l'objet d'une revue annuelle avec une validation par le Comité des risques Groupe.

La Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe participent aux Comités actif-passif des principales filiales, et assurent l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ses entités.

Les situations individuelles des Caisses régionales au regard de leur risque de taux d'intérêt global font l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses régionales.

2.2 GESTION DU RISQUE DE TAUX DU GROUPE

L'exposition au risque de taux d'intérêt global du Groupe est suivie par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A.

Celui-ci est présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. et comprend plusieurs membres du Comité exécutif ainsi que des représentants de la Direction des risques et contrôles permanents :

- il examine les positions individuelles de Crédit Agricole S.A. et de ses principales filiales ainsi que les positions consolidées de chaque arrêté trimestriel ;
- il examine le respect des limites applicables au groupe Crédit Agricole S.A. et aux entités autorisées à porter un risque de taux d'intérêt global ;
- il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. proposées par la Direction de la gestion financière.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. encadrent l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt global.

3. Dispositif de mesure et d'encadrement

3.1 MESURE

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de gaps ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à projeter dans le futur les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options implicites vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

La définition de ces modèles repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

La cohérence des modèles entre les différentes entités du Groupe est assurée par le fait que ceux-ci doivent respecter les principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies. Leur validation est de la responsabilité du Comité actif-passif de l'entité et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les impasses sont consolidées trimestriellement au niveau du Groupe. Si leur gestion l'exige, certaines entités, notamment les plus importantes, produisent une impasse plus fréquemment.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A, qui sert de référence à une partie des produits de collecte de la Banque de proximité du Groupe (produits réglementés et autres), indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation constatée sur des périodes de douze mois glissants. Le Groupe est donc amené à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

Les risques sur options sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques est couverte par des achats d'options.

Ces différentes mesures ont été complétées par la mise en place, pour les principales entités du Groupe, de la mesure du risque de base, qui concerne les opérations à taux révisable et variable dont les conditions de fixation de taux ne sont pas homogènes à l'actif et au passif.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (USD, GBP, CHF notamment).

3.2 DISPOSITIF DE LIMITES

Les limites mises en place au niveau du Groupe, et au niveau des différentes entités, permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur les 15 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale du Groupe dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge d'intérêts en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités. Outre les validations du Comité des risques du Groupe, ces limites sont approuvées par l'organe délibérant de chaque entité.

Chaque entité (dont Crédit Agricole S.A.) assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation

financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

3.3 ÉVALUATION DU BESOIN EN CAPITAL INTERNE

Une mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux est réalisée en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- du risque de taux optionnel (effet gamma des *caps*, principalement) ;
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment).

Cette mesure est réalisée en s'appuyant sur un jeu de scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode cohérente avec celle utilisée pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2.

4. Exposition

Les impasses de taux du Groupe sont ventilées par nature de risque (taux nominal/taux réel) dans les différentes devises. Elles mesurent l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un chiffre positif (négatif) représente un risque à la baisse (hausse) des taux sur l'année considérée. Il indique une sensibilité économique à la variation des taux d'intérêt.

Les résultats de ces mesures au 31 décembre 2016 sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivants :

IMPASSES EN EUROS (AU 31 DECEMBRE 2016)

(en milliards d'euros)	2017	2018-2022	2023-2027	> 2027
Impasses euros	(5,9)	(5,1)	(4,1)	(1,4)

Sur l'année 2017, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à une hausse des taux de la zone euro et perdrait 59 millions d'euros pour une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base, soit une baisse de 0,35 % du PNB 2016 (contre une baisse de 9 millions d'euros, soit 0,1 % du PNB sur l'arrêté du 31 décembre 2015).

L'impact cumulé sur les 30 prochaines années d'une hausse des taux de 200 points de base est égal à 1 252 millions d'euros, soit 2,07 % des fonds propres prudentiels (Tier 1 + Tier 2) du groupe Crédit Agricole S.A. après déduction des participations.

IMPASSES AUTRES DEVISES (AU 31 DECEMBRE 2016)

(en milliards d'euros)	2017	2018-2022	2023-2027	> 2027
Impasses autres devises ⁽¹⁾	2,1	1,4	0,5	0,1

(1) Somme des impasses toutes devises en valeurs absolues contre-valorisées en milliards d'euros.

L'impact d'un choc défavorable de 100 points de base sur les impasses des autres devises s'élève à - 21 millions d'euros sur 2017, soit 0,12 % du PNB 2016.

Les principales devises sur lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé sont l'USD, le PLN, le CHF, le MAD et le CNY.

III. Risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit de la position de change structurelle ou de la position de change opérationnelle.

1. Le risque de change structurel

Le risque de change structurel du Groupe résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Les principales positions de change structurelles brutes (avant couverture) du Groupe sont, au 31 décembre 2016, en dollar US et devises liées au dollar US (dollar de Hong Kong par exemple), en livre sterling, franc suisse, en zloty polonais, dirham marocain et en yen japonais.

Les risques de change sont principalement portés par Crédit Agricole S.A. et ses filiales, les Caisses régionales ne conservant qu'un risque résiduel. Les positions sont déterminées sur la base des états comptables.

La politique du Groupe vise le plus souvent à emprunter la devise d'investissement afin d'insensibiliser l'investissement réalisé contre le risque de change.

Globalement, la politique de gestion des positions de change structurelles du Groupe a deux objectifs :

- l'immunisation du ratio de solvabilité du Groupe contre les fluctuations des cours de change. Ainsi les positions de change structurelles non couvertes seront dimensionnées afin d'obtenir une telle immunisation ;

- la couverture du risque de dépréciation des actifs induite par la variation des cours des devises.

Les positions de change du Groupe sont présentées cinq fois par an lors du Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A., présidé par le Directeur général. Les décisions de pilotage global des positions sont prises à ces occasions. Dans ce cadre, le Groupe documente des relations de couverture d'investissement net en devises.

2. Le risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel résulte de l'ensemble des produits et charges de toutes natures en devises autres que l'euro (les provisions, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes en devises, etc.) ainsi que des déséquilibres bilanciaux.

Crédit Agricole S.A. gère, de même que chaque entité au sein du Groupe portant un risque significatif, les positions impactées par les produits et charges qui leur sont remontés. Les trésoreries étrangères gèrent leur risque de change opérationnel par rapport à leur devise locale.

La politique générale du Groupe est de limiter les positions de change opérationnelles et de ne pas couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de réalisation est fort et le risque de dépréciation élevé.

En application des procédures de suivi et de gestion du risque de change, les positions de change opérationnelles sont actualisées mensuellement, et quotidiennement pour les activités de *trading* de change.

Le groupe Crédit Agricole Assurances, compte tenu de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, est plus spécifiquement exposé aux risques des marchés financiers, de nature actif-passif principalement, notamment ceux liés aux taux d'intérêt, aux marchés d'actions, au change, à la liquidité. Ses placements financiers l'exposent aussi au risque de contrepartie. Le groupe Crédit Agricole Assurances est également soumis à des risques d'assurance de natures diverses. Enfin, il est soumis à des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution de ses processus, à des risques de non-conformité et à des risques juridiques.

IV. Risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

1. Objectifs et politique

L'objectif du Groupe en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tous types de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, le Groupe s'appuie sur un système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;

- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte, calculés et suivis sur l'ensemble des entités du Groupe, et qui font l'objet d'une consolidation afin de permettre un suivi du risque de liquidité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le LCR, ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM) calculés sur base sociale ou sous-consolidée pour les entités assujetties du Groupe, et sur base consolidée pour le Groupe, font ainsi l'objet d'un *reporting* mensuel transmis à la BCE.

2. Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en quatre ensembles :

- les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer l'échéancement et le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement du Groupe et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;
- les indicateurs de diversification, qui permettent de suivre et piloter la concentration des sources de refinancement sur les marchés (par canal de refinancement, type de dette, devise, zone géographique, investisseurs) ;
- les indicateurs de coût, qui mesurent l'évolution des *spreads* d'émission du Groupe sur le court et le long terme et son impact sur le coût de la liquidité.

Il revient au Comité normes et méthodologies, après examen de l'avis de la Direction risques et contrôles permanents Groupe, de valider la définition et les modifications de ces indicateurs tels que proposés par la Direction financière Groupe de Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité du Groupe et fixe les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité du Groupe. Le Comité des risques Groupe, qui propose au Conseil d'administration le niveau de ces limites, en fixe la déclinaison sur les entités constituant le Groupe.

Ainsi, chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et chacune des Caisses régionales se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe. En complément de cette déclinaison du système Groupe, les comités actif-passif (ou leurs équivalents) de ces entités définissent un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à leurs activités. Ils peuvent également décider localement d'un encadrement plus restrictif que la notification Groupe.

3. Gestion de la liquidité

Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de liquidité. À ce titre, la Direction financière est en charge pour le refinancement à court terme de :

- la fixation des *spreads* de levées de ressources à court terme des différents programmes (principalement les Certificats de dépôts négociables – CDN) ;
- la centralisation des actifs éligibles aux refinancements par les Banques centrales des entités du Groupe et la définition de leurs conditions d'utilisation dans le cadre des appels d'offres ;
- la surveillance et la projection des positions de trésorerie.

Pour le refinancement à long terme :

- du recensement des besoins de ressources longues ;
- de la planification des programmes de refinancement en fonction de ces besoins ;
- de l'exécution et du suivi des programmes au cours de l'année ;
- de la réallocation des ressources levées aux entités du Groupe ;

- de la fixation des prix de la liquidité dans les flux intragroupe.

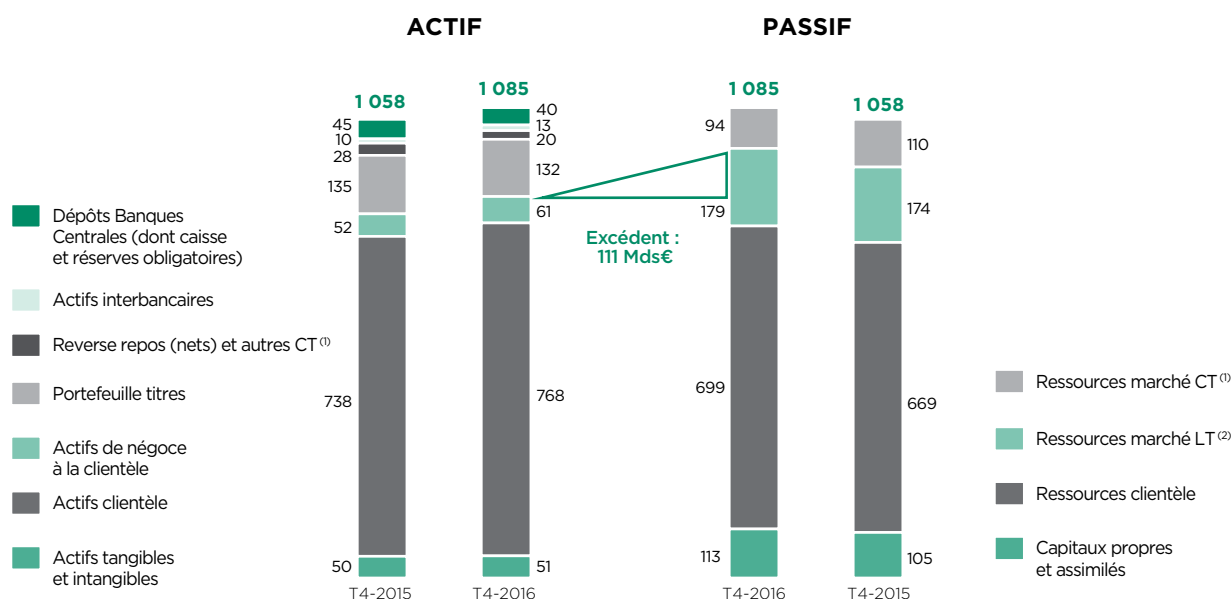
Les programmes de refinancement à long terme comprennent divers instruments (*cf. infra*). L'instance opérationnelle du Groupe sur le suivi de la liquidité est le Comité de trésorerie et de liquidité qui examine tous les sujets relatifs aux questions de liquidité, depuis la liquidité *intraday* jusqu'à la liquidité moyen long terme. Il prépare les orientations proposées au Comité actif-passif et liquidité fonds propres du Groupe.

L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit...) est le Comité actif-passif et liquidité fonds propres, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité du Groupe.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la Direction générale, la Direction risques et contrôles permanents Groupe et la Direction des finances Groupe, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité du Groupe.

4. Données quantitatives

4.1 BILAN CASH AU 31 DÉCEMBRE 2016



Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash*, tels qu'ils apparaissent ci-dessous et dont la définition est communément admise sur la Place.

Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de cette répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation (*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque

de liquidité. Ainsi, 66 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent.

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources de marché long terme", sont retraitées pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

Les ressources de marché long terme augmentent de 5 milliards d'euros sur l'exercice. Ces variations s'inscrivent dans la politique de sécurisation du risque de liquidité du Groupe. On notera

(1) CT : court terme d'une durée inférieure ou égale à 370 jours.

(2) LT : long terme d'une durée supérieure à 370 jours.

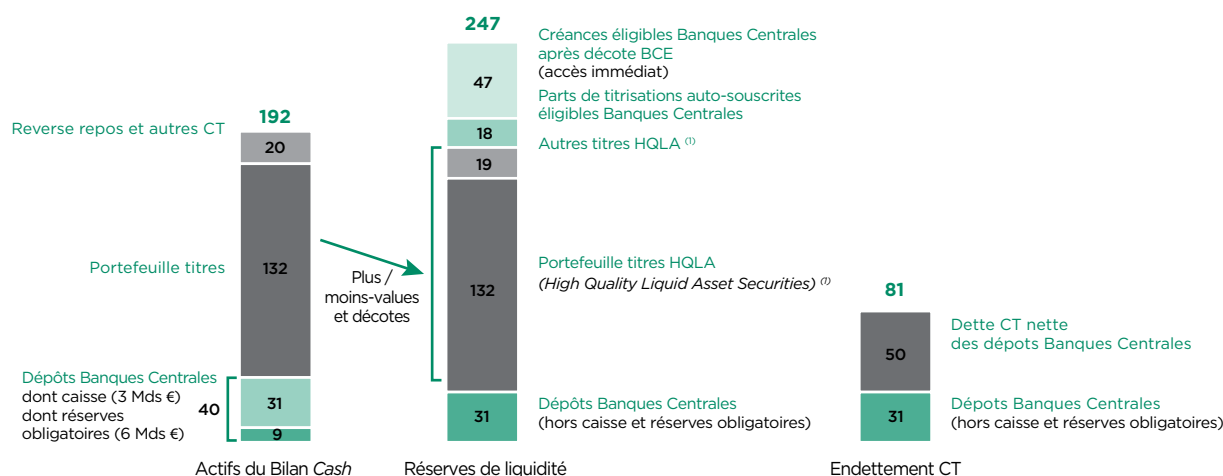
que parmi les opérations de refinancement Banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les Ressources de marché long terme. En effet, les nouvelles opérations de T-LTRO ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE, compte tenu de leur maturité contractuelle à 4 ans elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

L'excédent de 111 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, immobilisation, ressources LT et fonds propres).

La croissance du fonds de roulement couplée à une augmentation des actifs clientèle égale à celle des ressources clientèle, a conduit à réduire le besoin de refinancement de marché de 11 milliards d'euros sur la période.

4.2 ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Les réserves de liquidité après décote atteignent 247 milliards d'euros au 31/12/2016. Elles couvrent 305 % de l'endettement court terme à fin 2016, contre 257 % un an plus tôt. Par ailleurs, les 132 milliards d'euros de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) après décote représentent 264 % de la dette court terme non remplacée en Banques centrales.



(1) Titres disponibles, liquéfiables sur le marché, valorisés après décote de liquéfaction.

Les réserves de liquidité disponibles à fin 2016 comprennent :

- 47 milliards d'euros de créances éligibles au refinancement Banques centrales après décote BCE ;
- 18 milliards d'euros de parts de titrisation autodétenues éligibles au refinancement Banques centrales après décote ;
- 31 milliards d'euros de dépôts auprès des Banques centrales (hors caisse et réserves obligatoires) ;
- un portefeuille de titres d'un montant de 151 milliards d'euros après décote. Ce portefeuille de titres est constitué au 31 décembre 2016 de titres HQLA liquéfiables sur le marché et également éligibles au refinancement Banques centrales pour 132 milliards d'euros, et d'autres titres liquéfiables sur le marché pour 19 milliards d'euros après décote de liquéfaction.

Les réserves de liquidité sur 2016 s'élèvent en moyenne à 243 milliards d'euros.

La déclinaison des limites du système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole au niveau de chaque filiale de Crédit Agricole S.A. et de chaque Caisse régionale assure une adéquation au niveau local entre le risque de liquidité et sa couverture par les réserves.

4.3 RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les *reportings* du Liquidity Coverage Ratio (LCR) définis par l'ABE (European Banking Authority). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des

banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1^{er} octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter qui était de 60 % fin 2015, de 70 % au 1^{er} janvier 2016 et qui est passé à 80 % au 1^{er} janvier 2017.

Le groupe Crédit Agricole, comme la plupart des groupes bancaires européens, pilote déjà son LCR avec une cible supérieure à 100 %. Celui-ci s'établit au-delà de 110 % au 31 décembre 2016. Le ratio LCR de Crédit Agricole S.A. est également au-dessus de 110 % au 31 décembre 2016.

Le ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio*) est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribuée à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. À ce jour certaines pondérations font encore l'objet de discussions et la réglementation européenne n'a pas encore totalement défini ce ratio, dont l'encadrement réglementaire initialement prévu en 2018 pourrait intervenir ultérieurement dans le cadre du processus législatif européen lancé à la suite de la proposition de la Commission Européenne du 23 novembre 2016.

En l'état actuel des textes et de notre compréhension, le groupe Crédit Agricole respecterait d'ores et déjà les exigences du ratio NSRF.

5. Stratégie et conditions de refinancement en 2016

L'année 2016 a été marquée par des conditions de financement contrastées.

Au premier trimestre, la chute des prix du pétrole ainsi que les indicateurs économiques des pays émergents indiquant un ralentissement ont entraîné un écartement des spreads, particulièrement sur les obligations subordonnées. En fin de trimestre, l'annonce du programme de rachat de papiers corporates de la BCE, et des anticipations de taux moins haussières aux États-Unis ont entraîné un resserrement des spreads.

Au deuxième trimestre, les spreads sont restés relativement stables en dépit des inquiétudes macro-économiques grâce au soutien des banques centrales avant de s'écarter au moment du référendum anglais qui a créé un fort pic de volatilité.

Au troisième trimestre, une fois le choc du vote en faveur du Brexit passé ; les spreads sont revenus à leurs niveaux pré-Brexit et ont continué à se resserrer pendant l'été avec l'absence d'offre de papier senior et Tier 2, notamment dans l'attente de la loi Sapin 2, pour atteindre des plus bas sur l'année.

Enfin, au quatrième trimestre, les craintes sur les banques en Italie et en Allemagne ont entraîné les spreads à la hausse. Ce mouvement d'écartement s'est accentué, avec l'élection présidentielle aux États-Unis puis avec les rumeurs de sortie de la BCE de son programme de Quantitative easing et la hausse des Taux directeurs de la FED en décembre.

Le quatrième trimestre a été marqué par la promulgation de la loi Sapin 2 le 9 décembre, instituant en France la dette senior non préférée.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseur et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont émis en 2016 33,1 milliards d'euros de dette senior et subordonnée dans le marché.

Pour répondre aux besoins du capital planning et aux futures exigences en matière de résolution, Crédit Agricole S.A. a émis en 2016 des dettes hybrides et subordonnées conformes à la nouvelle réglementation européenne (CRD 4 / CRR), et entrant dans le calcul des fonds propres du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. pour 1,4 milliards d'euros :

- de la dette Additional Tier 1 pour 1,25 milliards d'USD en janvier 2016 (équivalent à 1,1 milliards d'euros)
- de la dette Tier 2 pour 37,7 milliards de yens en juin 2016 (équivalent à 0,3 milliards d'euros)

Enfin, en matière de dette subordonnée, Crédit Agricole Assurances a émis, au 3^{ème} trimestre 2016, 1 milliard d'euros Tier 2 à 32 ans NC12.

De plus, Crédit Agricole S.A. a été le premier émetteur de dette senior non préférée en EUR et en USD, en émettant 1,5 milliard d'euros à 10 ans le 13 décembre 2016, puis dès le 3 janvier 2017 1,3 MdUS\$ à 5 ans et 1 MdUS\$ à 10 ans.

Créée par la loi Sapin 2, la dette senior non préférée permet de renforcer le profil financier du Groupe et de protéger les notes d'émetteur de Crédit Agricole S.A., d'améliorer le ratio TLAC du Groupe (impact de toutes les émissions senior non préférées : - +70pb au 31/12/2016), d'optimiser les coûts associés à la structure du passif du Groupe, de protéger les détenteurs de dette senior préférée et de faciliter l'accès de Crédit Agricole S.A. au financement de catégorie senior préférée (en volume et en prix).

Le succès des émissions de Crédit Agricole S.A. auprès des investisseurs est essentiellement attribuable à la solidité financière du Groupe Crédit Agricole, liée à son modèle diversifié, générateur de capital organique, au niveau de capital réglementaire du Groupe offrant une protection élevée aux détenteurs de dette senior non préférée et à une offre limitée de dette senior non préférée par Crédit Agricole S.A. : environ 12 Mds€ de dette senior non préférée et de Tier 2 à émettre entre 2016 et 2019 pour atteindre objectif TLAC fixé dans le Plan à Moyen Terme du Groupe, soit 22 % des RWA, et ce, en excluant la dette senior préférée éligible, ainsi qu'à une structure "bullet" simple pour le lancement du produit, permettant d'établir une courbe de prix benchmark

Pour ses besoins de *funding*, Crédit Agricole S.A. a levé en 2016 l'équivalent de 12,2 milliards d'euros de dette senior préférée sur les marchés avec une durée moyenne de 7,9 ans :

- 5,3 milliards de dette senior *unsecured* (EMTN, USMTN, Samourai) avec une durée moyenne de 7 ans ;
- 6,9 milliards d'euros de dettes garanties par des créances collatéralisées par Crédit Agricole Home Loan SFH et Crédit Agricole Public Sector SCF, avec une durée moyenne de 8,6 ans.

Au total, Crédit Agricole S.A. a ainsi levé sur les marchés l'équivalent de 15,1 milliards d'euros, en excès par rapport à son programme de refinancement, initialement fixé à 14 milliards d'euros (senior et subordonnées).

En termes de devises, ces émissions sont très diversifiées : l'euro représente 73 % des émissions, le dollar US 16 %, le yen 7 %, le franc suisse 3 %, et l'ensemble des autres devises 1 %.

Le Groupe a aussi poursuivi sa stratégie pour renforcer et développer l'accès à d'autres ressources moyen long terme de marché diversifiantes, via notamment ses filiales spécialisées, avec 16,9 milliards d'euros de dette senior levée en 2016, en sus des levées de marché de Crédit Agricole S.A.

- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a émis 7,1 milliards d'euros, principalement en placements privés structurés auprès de sa clientèle internationale ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a levé 7,5 milliards d'euros, renforçant sa présence sur les marchés ABS européens, en cohérence avec ses objectifs d'autofinancement ;
- Cariparma a placé dans le marché une émission de covered bonds pour 1,5 milliard d'euros (double tranche à 8 et 15 ans) basée sur des prêts à l'habitat italiens ;
- EFL a levé 0,7 milliard d'euros ;

En complément, le Groupe a placé en 2016 7,4 Mds€ d'obligations dans ses réseaux retail (Caisses régionales, LCL, Cariparma).

En matière de dette senior préférée :

- les émissions d'obligations Crédit Agricole S.A. placées dans les réseaux des Caisses régionales ainsi que les emprunts auprès des organismes supranationaux (CDC, BEI, BDCE, etc.) représentent 2,1 milliards d'euros avec une durée moyenne de 10,5 ans ;
- LCL a placé 0,6 milliard d'euros et Amundi 0,2 milliard d'euros ;
- Cariparma a placé dans son réseau 0,8 milliards d'euros ;

Crédit Agricole S.A. a aussi remplacé d'anciennes émissions de Tier 2, placées dans le réseau des Caisses régionales, par 3,7 milliards d'euros de nouveaux titres Tier 2.

V. Politique de couverture

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., l'utilisation d'instruments dérivés répond à trois objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients du Groupe ;
- gérer les risques financiers du Groupe ;
- prendre des positions pour compte propre (dans le cadre d'activités spécifiques de *trading*).

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39), ils sont comptabilisés dans le *trading book* et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39 (interdiction de couvrir les fonds propres, etc.). Ils sont alors également comptabilisés dans le *trading book*.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation des tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

Chaque entité au sein du Groupe gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Les états de la note 3.4 des états financiers consolidés du Groupe présentent les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture.

1. Couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*) et couverture de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*)

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- la protection de la valeur patrimoniale du Groupe, qui suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (*i.e.* de manière simplifiée, les postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des *swaps* de taux fixe et inflation, *caps* de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*)** dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la

norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité ;

- la protection de la marge d'intérêt, qui suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (*swaps* de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture des flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*)**. Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

Le tableau suivant présente le montant, ventilé par date prévisionnelle de tombée, pour les principales filiales concernées, des flux de trésorerie faisant l'objet d'une couverture de flux de trésorerie :

(en millions d'euros)	Au 31/12/2016			
	< 1 an	1 à 5 ans	≥ 5 ans	Total
Flux de trésorerie couverts	84	30	2 564	2 678

2. Couverture de l'investissement net en devise (*Net Investment Hedge*)

Une troisième catégorie de couverture concerne la protection de la valeur patrimoniale du Groupe aux fluctuations de taux de change, qui résulte de la détention d'actifs ou de passifs dans des devises différentes de la devise de référence du Groupe (l'euro). Les instruments utilisés pour la gestion de ce risque sont classés dans la catégorie des couvertures de l'investissement net en devise (*Net Investment Hedge*).

RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE

Les informations de cette section viennent en complément de la note 4 aux états financiers consolidés qui figurent dans le Document de référence de Crédit Agricole Assurances et sont couvertes par le rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés.

Le groupe Crédit Agricole Assurances, compte tenu de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, est plus

spécifiquement exposé aux risques des marchés financiers, de nature actif-passif principalement, notamment ceux liés aux taux d'intérêt, aux marchés d'actions, au change, à la liquidité. Ses placements financiers l'exposent aussi au risque de contrepartie. Le groupe Crédit Agricole Assurances est également soumis à des risques d'assurance. Enfin, il est soumis à des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution de ses processus, à des risques de non-conformité et à des risques juridiques.

I. Gouvernance et organisation de la gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole Assurances

Le système de gouvernance des risques du groupe Crédit Agricole Assurances (Crédit Agricole Assurances) est construit sur la base des principes suivants :

- il s'inscrit dans les lignes métiers "Risques et contrôles" du groupe Crédit Agricole S.A. (CASA) : la ligne métier Risques et Contrôle permanent en charge du pilotage (encadrement, prévention) et du contrôle de 2^e degré, la ligne métier Audit interne en charge du contrôle périodique et la ligne métier Conformité. En accord avec la réglementation assurances, la fonction actuarielle vient compléter ce dispositif ;
- il est piloté par la holding Crédit Agricole Assurances, qui porte les dispositifs groupe de gestion des risques, supervise, grâce notamment aux éléments de *reporting* mis en place avec les filiales, et assure par des normes et principes groupe la cohérence des systèmes de gestion des risques des filiales. La holding s'appuie sur les expertises au sein du groupe Crédit Agricole Assurances pour couvrir l'ensemble des risques avec une vision groupe ;
- il est basé sur le principe de subsidiarité. Chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances a la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre de son dispositif de gestion des risques solo, dans le respect des principes et règles CASA, des principes et règles de pilotage groupe Crédit Agricole Assurances et de la réglementation locale pour ce qui concerne les filiales à l'international.

La gouvernance des risques repose sur :

- les organes de gouvernance, Direction générale, composée du Directeur général et des seconds dirigeants effectifs, et Conseil d'administration, responsables in fine du respect par le groupe Crédit Agricole Assurances des dispositions légales et réglementaires de toute nature ;
- le Comité exécutif Crédit Agricole Assurances est l'instance stratégique de la Direction générale du Groupe et s'appuie sur les Comités de direction des entités ainsi que des Comités stratégiques de niveau groupe (notamment Comité financier, Comité des Risques et du contrôle interne, Comité ALTM) ;
- les quatre fonctions clés (Risques, Conformité, Fonction actuarielle, Audit interne), incarnées, chacune, par un représentant qui a été désigné par le Directeur général, validé par le Conseil d'administration et notifié à l'autorité de contrôle national compétente. La coordination des quatre fonctions clés est assurée par le Comité des risques et du contrôle interne du groupe Crédit Agricole Assurances. Les responsables des fonctions clés ont un accès direct au Conseil d'administration auquel elles présentent les résultats de leur activité *a minima* annuellement ;
- un dispositif de contrôle interne, défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations. Crédit Agricole Assurances fait valider par son Conseil d'administration ses politiques de risques ;
- le processus d'évaluation interne de la solvabilité et des risques du groupe Crédit Agricole Assurances (ORSA) synchronisé avec les autres processus stratégiques PMT/Budget, Capital planning et l'actualisation de la stratégie Risques et des politiques métiers. Les évaluations prospectives, ainsi réalisées sur l'horizon du plan moyen terme, permettent d'analyser les conséquences de situations adverses sur les indicateurs de pilotage du groupe et de prendre si besoin les actions nécessaires.

1. Organisation de la gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole Assurances est piloté par le responsable Contrôle permanent et Risques (RCPR) groupe Crédit Agricole Assurances, représentant de la fonction Risques groupe Crédit Agricole Assurances, rattaché fonctionnellement au Directeur général de Crédit Agricole Assurances et hiérarchiquement au Directeur des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. Il s'appuie sur les RCPR des entités qui lui sont rattachés hiérarchiquement. Le fonctionnement de la ligne métier Risques Assurances, est matriciel, croisant les organisations de niveau entité avec les approches Groupe par type de risques.

L'organisation en ligne métier hiérarchique garantit l'indépendance, avec un rôle de "second regard" (émission d'avis), vis-à-vis des fonctions opérationnelles, qui gèrent les risques au quotidien, prennent les décisions et exercent le contrôle de premier niveau sur la bonne exécution de leurs processus.

2. Dispositif de gestion des risques

AU NIVEAU DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES

Pour mener à bien ses orientations stratégiques, en maîtrisant et encadrant de façon appropriée ses risques, le groupe Crédit Agricole Assurances s'est fixé un cadre d'appétence aux risques à respecter. Celui-ci est décliné en indicateurs clés par nature de risques, qui constituent le socle de sa stratégie Risques

La stratégie Risques du groupe Crédit Agricole Assurances formalise le dispositif d'encadrement des risques, et notamment les limites et seuils d'alerte, pour les différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie métiers.

Elle est revue au moins annuellement, et validée, ainsi que le cadre d'appétence aux risques, par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Assurances, après examen par le Comité des risques du groupe Crédit Agricole S.A. (émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. et présidé par son Directeur général) des indicateurs et limites majeurs. Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte et les mesures correctives associées sont notifiés à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances voire des Risques du groupe Crédit Agricole S.A., s'agissant de limites de leur ressort.

Le tableau de bord Risques Groupe trimestriel, complété par un *reporting* mensuel pour les risques financiers, qui s'alimentent à partir des indicateurs normalisés de pilotage des risques, permet de surveiller le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances et d'en identifier les éventuelles déviations.

Le Conseil d'administration est informé de tout franchissement de seuil de tolérance d'un des indicateurs de la matrice d'appétence et un suivi du respect du cadre d'appétence lui est régulièrement présenté.

Le holding Crédit Agricole Assurances a instauré les instances permettant de piloter de manière cohérente les risques au niveau groupe : comité bimensuel de surveillance des risques, comité mensuel des risques financiers, revues de portefeuilles par type d'actifs, les éléments d'actualité étant présentés mensuellement au Comité exécutif.

Par ailleurs, un Comité méthodologie de niveau groupe Crédit Agricole Assurances, piloté par la ligne métier Risques, valide les méthodologies des modèles et indicateurs associés aux risques majeurs du groupe Crédit Agricole Assurances ou présentant des enjeux transverses pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

Enfin, dans son rôle de supervision, la Direction risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. organise périodiquement, en présence du Directeur général de Crédit Agricole Assurances, des RCPR groupe et des principales entités, une revue du dispositif de gestion et de contrôle des risques avec un focus sur les

points d'actualité et projets en matière de risques pour le métier assurances.

AU NIVEAU DES ENTITÉS

Dans le respect du cadre groupe, les compagnies définissent leurs propres processus et dispositifs de mesure, surveillance et maîtrise des risques : cartographie des processus et des risques, stratégie risques déclinant, en fonction de leur appétence aux risques, les limites globales groupe Crédit Agricole Assurances selon un processus coordonné par la holding et les complétant, si besoin, par des limites visant à maîtriser leurs risques spécifiques.

Elles formalisent par ailleurs les politiques et procédures structurant de manière stricte la gestion de leurs risques (règles d'acceptation des risques lors de la souscription des contrats d'assurance, de provisionnement et de couverture des risques techniques par la réassurance, de gestion des sinistres...).

Pour les filiales à l'International, Crédit Agricole Assurances a élaboré un recueil de normes (standards), pour transposition par chaque entité, qui délimite le champ des décisions décentralisées et précise les règles à respecter en termes de process de décisions.

Pour la gestion opérationnelle de ses risques, chaque entité s'appuie sur des Comités périodiques (placement, ALM, technique, réassurance...) qui permettent de suivre, à partir des *reportings* établis par les métiers, l'évolution des risques, de présenter les études en appui à la gestion de ceux-ci et de formuler, si besoin, des propositions d'actions. Les incidents significatifs (dont dépassements de limites) donnent lieu à alerte, soit à la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. (limites de niveau groupe Crédit Agricole Assurances), soit à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances ou la Direction de l'entité, et font l'objet de mesures de régularisation.

Le dispositif de gestion des risques est examiné lors des Comités des risques et du contrôle interne de chaque filiale, à la lumière des résultats des contrôles permanents, de l'analyse de leur tableau de bord risques et des conclusions des missions de contrôle périodique.

II. Risques de marché

Compte tenu de la prépondérance des activités d'épargne des filiales vie en France et à l'International (Italie principalement), le groupe Crédit Agricole Assurances est particulièrement concerné par les risques de marché, au regard du volume très important des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés.

Les risques de marché auxquels est soumis le groupe Crédit Agricole Assurances sont de plusieurs natures :

- risque de taux d'intérêt ;
- risques actions ;
- risque de change ;
- risque de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties d'opérations de marché de gré à gré) et d'évolution du *spread* rémunérant le risque émetteur. Ce risque est détaillé dans une section spécifique.

Ces risques impactent notamment la valorisation des actifs en portefeuille, leur rendement à long terme et sont à gérer en lien étroit avec l'adossé des passifs et, notamment en assurance-

vie, des garanties octroyées aux assurés (taux minimum garanti, garantie plancher...).

Le risque de liquidité fait l'objet d'un suivi spécifique.

Ainsi, la politique financière du groupe Crédit Agricole Assurances combine un cadrage actif-passif basé sur des études de type "rendement/risques" et "scénarios de stress", pour dégager les caractéristiques des montants à placer, les contraintes et objectifs sur les horizons court/moyen et long terme, et un diagnostic de marché, accompagné de scénarios économiques, pour identifier les opportunités et contraintes en termes d'environnement et de marchés. Le cadrage actif-passif vise à concilier la recherche de rendement pour les assurés, la préservation des équilibres ALM et le pilotage du résultat pour l'actionnaire.

La Direction des investissements, au sein de la holding Crédit Agricole Assurances, contribue à l'élaboration de la politique de placement du groupe Crédit Agricole Assurances, ainsi que de celles des filiales (prenant en compte leurs propres contraintes ALM et objectifs financiers), soumises pour validation à leurs Conseils d'administration respectifs, et en suit la mise en œuvre. À ce titre, elle assure notamment la supervision des prestations de gestion des placements déléguées à Amundi (mandats de gestion confiés par les compagnies). Par ailleurs, elle réalise en direct (hors mandat) des investissements, dans une optique de diversification, pour le compte des compagnies du groupe Crédit Agricole Assurances (immobilier tout particulièrement).

1. Risque de taux d'intérêt

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

Le risque de taux traduit l'impact sur la valeur du portefeuille obligataire de mouvements de hausse ou de baisse des taux d'intérêt.

Le portefeuille obligataire, hors unités de compte, du groupe Crédit Agricole Assurances s'élève à 235 milliards d'euros au 31 décembre 2016, contre 222 milliards d'euros fin 2015.

Le risque de taux au sein des compagnies d'assurance-vie est intrinsèquement lié aux interactions entre l'actif (gestion financière) et le passif (comportement des assurés) et sa gestion nécessite une approche globale combinant stratégie financière, constitution de réserves, politique commerciale et de résultat. Crédit Agricole Assurances s'appuie sur un dispositif de gestion du risque de taux d'intérêt comportant des limites de risques ainsi qu'une gouvernance associée (Comité actif-passif, présentation de scénarios de stress en Conseil d'administration...).

Le contexte de taux bas exerce une pression sur la rentabilité de Crédit Agricole Assurances : il conduit à une situation où le rendement des titres entrant en portefeuille est inférieur aux taux servis sur les contrats d'assurance-vie. Les risques liés aux taux minimums garantis sont traités en France au niveau réglementaire par des mécanismes de provisions prudentielles.

Crédit Agricole Assurances dispose de différents leviers face au risque à la baisse des taux :

- arrêt de la production de contrats avec des taux moyens garantis non nuls (depuis 2000 pour la principale compagnie vie française), de sorte que le taux moyen garanti global est en baisse régulière ;
- modération de la participation aux bénéfices versée ;
- couverture financière par des actifs obligataires et des *swaps/swaptions* pour gérer le risque de réinvestissement ;

- adaptation de la gestion actif-passif et des politiques d'investissement à l'environnement de taux très bas ;
- diversification prudente des actifs de placement ;
- adaptation de la politique commerciale avec notamment des mesures de réallocation de la collecte vers les contrats en unités de compte.

Crédit Agricole Assurances est exposé à un risque de hausse des taux d'intérêt lié au comportement des assurés : un décalage entre le taux de rendement qui peut être servi par l'assureur (lié au taux des obligations déjà en stock) et celui attendu par les assurés dans un environnement de taux élevé, voire celui procuré par d'autres placements d'épargne, peut se matérialiser par une vague de rachats anticipés des contrats. Si l'assureur était contraint de céder des actifs, notamment obligataires, en moins-values latentes (ce qui engendrerait des pertes pour l'assureur), le taux de rendement du portefeuille s'en trouverait diminué, avec le risque de déclenchement de nouvelles vagues de rachats.

Ainsi, Crédit Agricole Assurances met en œuvre des mesures face au risque de hausse des taux :

- ajustement de la duration en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;
- conservation de liquidités ou de placements mobilisables avec un faible risque de moins-value ;
- gestion dynamique du portefeuille de placements et constitution de réserves donnant la capacité de rehausser le rendement (réserve de capitalisation, provision pour participation aux excédents – PPE) ;
- couverture à la hausse des taux *via* des *caps* : cette stratégie permet de compenser la moindre rémunération du portefeuille obligataire par les compléments de production financière

générés par ces instruments de couverture (environ 30 % du portefeuille obligataire de la principale compagnie vie couvert) ;

- fidélisation des clients afin de limiter les rachats anticipés.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Passifs techniques

Les passifs techniques du groupe Crédit Agricole Assurances sont peu sensibles aux risques de taux pour les raisons suivantes :

- provisions épargne (plus de 90 % des provisions techniques hors unités de compte) : ces provisions techniques sont calculées sur la base du taux du tarif (celui-ci ne variant pas dans le temps pour un même contrat) ; ainsi, une variation des taux d'intérêt n'aura aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions dommages : ces provisions techniques n'étant pas actualisées, les variations de taux d'intérêt n'ont aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions mathématiques de rentes (dommages corporels, incapacité/invalidité) : le taux d'actualisation retenu dans le calcul de ces provisions étant fonction des taux d'intérêt en vigueur à la date de calcul, le montant de ces engagements varie en fonction des taux d'intérêt ; compte tenu du faible montant de ces engagements techniques, ce risque n'est pas significatif pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

Placements financiers

La sensibilité au risque de taux du portefeuille obligataire du groupe Crédit Agricole Assurances, déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse et à la baisse de 100 points de base des taux d'intérêt est la suivante (nets de la participation au bénéfice différée et de l'impôt) :

	31/12/2016		31/12/2015	
	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres
(en millions d'euros)				
Hausse de 100 pdp des taux sans risques	(42)	(1 369)	(62)	(1 221)
Baisse de 100 pdp des taux sans risques	74	1 352	98	1 206

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Quand les titres sont comptabilisés en actifs disponibles à la vente, la sensibilité est enregistrée en capitaux propres. S'ils sont comptabilisés en *trading*, la sensibilité est reprise en résultat.

Dettes de financement

Les emprunts contractés par le groupe Crédit Agricole Assurances sont principalement rémunérés à taux fixe, les intérêts ne sont donc peu sensibles aux variations de taux.

2. Risques actions et autres actifs dits de diversification

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

L'exposition aux marchés actions et autres actifs dits de diversification (private equity et infrastructures cotées ou non, immobilier et gestion alternative) permet de capter le rendement de ces marchés (avec notamment une faible corrélation de l'immobilier par rapport aux autres classes d'actifs) mais induit un risque de volatilité en termes de valorisation et, donc, de provisionnement comptable susceptible d'impacter la rémunération des assurés (provision pour dépréciation durable, provision pour risque d'exigibilité). Pour contenir cet effet, pour les portefeuilles vie notamment, des études d'allocations sont menées visant à déterminer un plafond pour la part de ces actifs de diversification et un niveau de volatilité à ne pas dépasser.

Les actions et autres actifs de diversification sont détenus en direct ou à travers des OPCVM dédiés au groupe Crédit Agricole Assurances permettant une diversification géographique, dans le

respect des politiques de risques correspondantes. Divers jeux de limites (par classe d'actifs et globalement pour la diversification) et règles de concentration encadrent l'exposition à ces actifs.

Les principales classes d'actifs composant le portefeuille global sont présentées en note 6.4 des comptes consolidés.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE ACTIONS

La sensibilité au risque actions du groupe Crédit Agricole Assurances, déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % des actions, est la suivante (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

	31/12/2016		31/12/2015	
(en millions d'euros)	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres
Hausse de 10 % des marchés actions	40	179	33	124
Baisse de 10 % des marchés actions	(45)	(179)	(38)	(124)

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Ces calculs de sensibilité intègrent l'impact des variations de l'indice boursier de référence sur la valorisation des actifs à la juste valeur, les provisions pour garantie plancher et la provision liée au droit de renonciation des contrats en unités de compte ainsi que les éventuelles provisions pour dépréciations complémentaires résultant d'une diminution des marchés actions.

Les variations des justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente impactent les réserves latentes ; les autres éléments impactent le résultat net

3. Risque de change

La sensibilité au risque de change du groupe Crédit Agricole Assurances, déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % de chaque devise par rapport à l'euro (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

	31/12/2016		31/12/2015	
(en millions d'euros)	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux propres
Sensibilité de change sur les instruments financiers : + 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	(16)	18	(14)	15
Sensibilité de change sur les instruments financiers : - 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	13	(15)	11	(12)

L'exposition au risque de change de Crédit Agricole Assurances est de deux natures :

- une exposition structurelle limitée : en yen sur sa filiale CA Life Japan, avec un ratio de couverte de 88,3 % (exposition nette faible de 885 millions de yens à fin 2016 soit un équivalent de 7 millions d'euros), et en PLN sur la filiale CA Insurance Poland, avec un ratio de couverture de 90,7 % (exposition nette de 3,1 millions de zlotys polonais, soit un équivalent de 0,7 million d'euros) ;
- une exposition opérationnelle résultant de la non-congruence entre la devise d'un actif et celle de ses engagements au passif : le portefeuille global du groupe Crédit Agricole Assurances, en représentation d'engagements en euro est essentiellement investi en instruments financiers libellés en euro. Toutefois, l'optimisation du couple rendement/risque amène, dans les fonds dédiés, à chercher à bénéficier de décalages de croissance anticipés entre grandes zones géographiques. La stratégie de couverture du risque de change consiste à ne pas couvrir les devises des pays émergents quelle que soit la classe d'actifs et, en revanche, à couvrir les devises des pays développés par des ventes à terme, avec possibilité d'exposition tactique limitée sur une devise. Globalement l'exposition de change au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances est contrainte par une limite en valeur de marché par rapport au portefeuille total et une sous-limite pour les devises émergentes.

À fin 2016, l'exposition réelle était peu significative (0,32 % du portefeuille global), principalement sur des devises émergentes.

4. Risque de liquidité

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

Pour être en mesure de couvrir les passifs exigibles, les compagnies combinent plusieurs approches.

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements (majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs dont les marchés sont peu profonds comme, par exemple, le private equity, les obligations non notées, la gestion alternative...).

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité, harmonisés au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances, sont définis par les compagnies, dans le cadre de leur gestion actif-passif :

- pour les compagnies vie, de manière à assurer la congruence entre les échéances à l'actif et les échéanciers des engagements au passif, à la fois en régime normal et en environnement stressé (vague de rachats/décès), ces dispositifs encadrent la liquidité à long terme (suivi et limitation des gaps annuels de trésorerie en run-off), à moyen terme (taux dit de "réactivité") et, en cas d'incertitude sur la collecte nette, à court terme (liquidités à 1 semaine, et à 1 mois avec suivi journalier des rachats). Des mécanismes de gestion temporaire de la liquidité, en cas de situation exceptionnelle où les marchés seraient indisponibles, ont été également prévus (possibilité de mise en pensions avec collatéral en cash voire actifs éligibles BCE) ;

- pour les compagnies non-vie, des liquidités ou des actifs peu réactifs sont conservés, dont la part est dimensionnée pour répondre à un choc de passif.

Le taux dit de "réactivité" mesure la capacité à mobiliser des actifs courts à moins de 2 ans ou à taux variable en limitant les impacts en termes de perte en capital ; il est régulièrement mesuré et comparé à un seuil fixé par chaque compagnie vie.

Dans le contexte actuel de collecte soutenue, il n'y a pas nécessité d'activer le dispositif de surveillance à court terme.

PROFIL DES ÉCHÉANCES DU PORTEFEUILLE DES PLACEMENTS FINANCIERS

La note 6.7 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances présente l'échéancier du portefeuille obligataire (hors contrats en unités de compte).

VENTILATION DES PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

La note 6.23 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances fournit des informations sur l'échéancier estimé des passifs d'assurance de Crédit Agricole Assurances (hors les contrats en unités de compte dont le risque est porté par les assurés).

FINANCEMENT

En tant que holding, Crédit Agricole Assurances assure le refinancement des filiales afin de leur permettre de satisfaire à leur exigence de solvabilité et de mener leur gestion opérationnelle en termes de besoins de trésorerie. Elle se finance elle-même auprès de son actionnaire Crédit Agricole S.A. et depuis 2014 en émettant des dettes subordonnées directement sur le marché.

La structure de ses dettes de financement et leur ventilation par échéance figure à la note 6.21 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances.

III. Risque de contrepartie

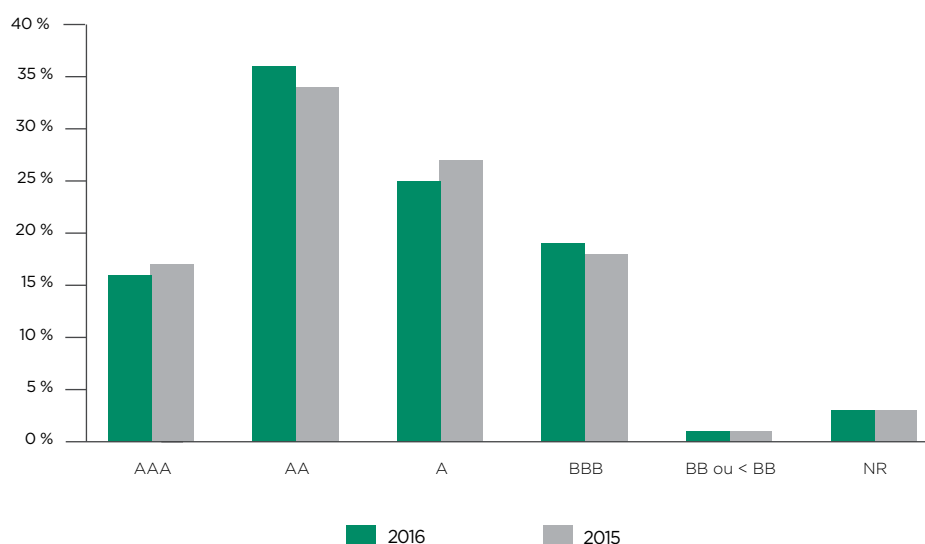
Cette section ne traite que du risque de contrepartie sur les instruments financiers. Le risque de contrepartie sur les créances des réassureurs est abordé dans la section sur les risques d'assurance.

L'analyse du risque de contrepartie pour les émetteurs et pour les opérations de marché de gré à gré (dérivés) est effectuée par les équipes Risques d'Amundi, dans le cadre des mandats de gestion confiés par les compagnies à Amundi.

Le risque de contrepartie est maîtrisé, tant au niveau global groupe Crédit Agricole Assurances qu'au niveau des portefeuilles de chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances, par le biais de limites portant sur la notation, les concentrations émetteurs, sectorielles.

Ainsi, sont définies des limites encadrant la répartition des émissions dans les différentes tranches de notation. La notation utilisée est celle dite "solvabilité 2" correspondant à la seconde meilleure des trois notations S&P, Moody's et Fitch. La part des émissions "haut rendement" détenues en direct (y compris après survenance d'une dégradation sans remise en cause de la capacité de remboursement) ou à travers des fonds spécialisés est strictement contrainte, seules des émissions *a minima* BB étant autorisées à l'achat. Dans le cadre de la réorientation depuis mi-2012 des placements taux vers les obligations émises par des entreprises, sous contrainte d'un maximum d'exposition à respecter sur ce secteur, l'univers a été élargi à des émetteurs non notés par une agence externe mais bénéficiant d'une notation interne de Crédit Agricole S.A. équivalente *a minima* à investment grade (BBB-), selon un processus de sélection rigoureux et pour une proportion limitée (moins de 4 % du portefeuille à fin 2016).

Le portefeuille obligataire (hors unités de compte) ventilé par notation financière se présente ainsi :



La concentration sur un même émetteur (actions et instruments de taux) ne peut dépasser un pourcentage du portefeuille global fixé en fonction de la nature et la qualité de l'émetteur. La diversification à l'intérieur des tranches de notation A et BBB est de surcroît assurée en limitant le poids des dix premiers émetteurs. Des revues trimestrielles sont menées avec les équipes Risques d'Amundi, d'une part, et avec la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A., d'autre part.

Les concentrations sur les souverains et assimilés font l'objet de limites individuelles en liaison avec le poids de la dette dans le PIB et la notation pays.

L'exposition aux dettes des pays périphériques de la zone euro (Grèce, Italie, Irlande, Portugal, Espagne) est réduite. Pour les souverains, elle est concentrée sur le souverain italien détenu par la filiale italienne de Crédit Agricole Assurances.

Pour les produits dérivés négociés de gré à gré auxquels les compagnies peuvent recourir pour couvrir des expositions au risque de taux présentes dans leurs bilans, la maîtrise du risque de contrepartie est assurée par la mise en place de contrats de collatéraux en *cash*.

IV. Risques d'assurance

Les activités d'assurance exposent le groupe Crédit Agricole Assurances à des risques concernant principalement la souscription, l'évaluation des provisions et le processus de réassurance.

La maîtrise des risques lors de la conception d'un nouveau produit d'assurance, ou en cas d'évolution significative des caractéristiques d'un produit existant, est assurée dans chaque entité par une démarche associant l'ensemble des Directions opérationnelles concernées ainsi que les Risques, la Conformité et le Juridique, avec la validation du produit dans un Comité *ad hoc* (Comité nouvelle activité et nouveau produit).

1. Risque de souscription d'assurance

Le risque de souscription d'assurance revêt des formes distinctes selon qu'il s'agit d'assurance-vie ou non-vie :

RISQUES DE SOUSCRIPTION D'ASSURANCE-VIE

Crédit Agricole Assurances est exposé, au travers de ses activités d'Épargne, Retraite et Prévoyance et des garanties vie associées à ses contrats d'assurance emprunteurs, aux risques biométriques (longévité, mortalité, incapacité de travail, dépendance et invalidité), au risque de chargement (insuffisance de chargements pour couvrir les charges d'exploitation et les commissions versées aux distributeurs) mais surtout au risque comportemental de rachats (par exemple, suite à un mouvement de défiance à l'encontre du groupe Crédit Agricole).

En effet, les provisions techniques vie, majoritairement portées par les compagnies françaises, proviennent essentiellement des opérations d'épargne en euro ou en unité de compte (UC). Pour la plupart des contrats en UC, l'assuré supporte directement le risque de fluctuation de la valeur des supports sous-jacents. Certains contrats peuvent toutefois prévoir une garantie plancher en cas de décès ; celle-ci expose alors l'assureur à un risque financier, en liaison avec la valorisation des UC du contrat et la probabilité de décès de l'assuré, qui fait l'objet d'une provision technique spécifique.

En épargne, les taux de rachats de chaque compagnie vie (ainsi qu'au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances) sont surveillés et comparés aux taux de rachats structurels établis sur la base des historiques ainsi qu'à ceux du marché.

En ce qui concerne la prévoyance, l'emprunteur et les rentes, la politique de souscription, qui définit les risques assurés et les conditions de souscription (cible clientèle, exclusions de garanties) et les normes de tarification (notamment les tables statistiques utilisées construites à partir de statistiques nationales, internationales ou de tables d'expérience) contribuent à la maîtrise du risque.

Le risque "catastrophe", lié à un choc de mortalité (pandémie par exemple) serait susceptible d'impacter les résultats de la prévoyance individuelle ou collective. La filiale française vie bénéficie de la couverture du BCAC (Bureau Commun des assurances Collectives) tant en décès collectif qu'en prévoyance individuelle et, pour partie, d'une couverture complémentaire englobant le risque d'invalidité.

RISQUES DE SOUSCRIPTION D'ASSURANCE NON-VIE

En assurance dommages ou pour les garanties non-vie incluses dans les contrats d'assurance emprunteurs, Crédit Agricole Assurances est plus particulièrement exposé au risque de fréquence et au risque exceptionnel, qu'il ait pour origine le risque de catastrophe (notamment climatique) ou la survenance de sinistres individuels de montant élevé.

La politique de souscription définit, pour les partenaires en charge de la distribution, le cadre d'acceptation des risques (avec l'objectif d'assurer une sélection adéquate des risques souscrits et leur mutualisation au sein du portefeuille de contrats pour optimiser les marges techniques). Les règles et modalités de tarification sont également formalisées.

Le rapport entre le montant des sinistres déclarés et les primes est comparé aux objectifs. Cela constitue l'indicateur essentiel de suivi du risque pour identifier, si besoin, les axes d'amélioration du résultat technique.

En assurances non-vie, le risque de concentration, qui se traduirait par un cumul d'indemnités à payer lors d'un sinistre, peut provenir

- de cumuls de souscription dans lesquels des contrats d'assurance sont souscrits par une ou plusieurs entités du groupe sur le même objet de risque ;
- de cumuls de sinistres dans lesquels des contrats sont souscrits par une ou plusieurs entités du groupe Crédit Agricole Assurances sur des objets de risques différents susceptibles d'être affectés par des sinistres résultant d'un même événement dommageable ou d'une même cause première.

Ce risque est couvert, d'une part, par une politique de souscription diversifiée au sein d'un même territoire et, d'autre part, par un recours à la réassurance pour limiter les conséquences financières liées à la survenance d'un événement de risques majeur (tempête, catastrophe naturelle...), la politique de réassurance (*cf* ci-après risque de réassurance) prenant en compte cette dimension.

2. Risque de provisionnement

Le risque de provisionnement caractérise le risque d'écart entre les provisions constituées et les provisions nécessaires pour couvrir les engagements. Il peut être lié à l'évaluation du risque (volatilité introduite par les taux d'actualisation, évolutions réglementaires, risques nouveaux pour lesquels on dispose de peu de profondeur statistique...) ou une modification des facteurs de risques (vieillesse de la population, par exemple, en dépendance ou en santé, renforcement de la jurisprudence pour la responsabilité civile professionnelle, l'indemnisation des dommages corporels...).

La politique de provisionnement établie par chacune des compagnies vise à garantir une appréciation prudente de la charge des sinistres survenus et à survenir, afin que les provisions comptables aient une probabilité élevée d'être suffisantes pour couvrir la charge finale.

Les méthodes de constitution des provisions (dossier par dossier) pour les sinistres IARD, fonction des produits et des garanties impactées, sont documentées et les règles de gestion appliquées par les gestionnaires de sinistres sont décrites dans des manuels.

Les choix de méthodes statistiques d'estimation des provisions comptables (intégrant notamment les provisions pour tardifs) sont justifiés à chaque arrêté.

Le plan de contrôle permanent local couvre le contrôle de la politique de provisionnement.

Les Commissaires aux comptes font une revue actuarielle des provisions à l'occasion de leur revue des comptes annuels.

La ventilation des provisions techniques relatives à des contrats d'assurance-vie et non-vie est présentée en note 6.24 des comptes consolidés.

3. Risque de réassurance

Les risques de réassurance sont de trois natures :

- inadéquation du programme de réassurance (couverture insuffisante ou au contraire paiement d'une prime trop élevée obérant les marges techniques et la compétitivité) ;

- risque de défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part du montant de sinistres qui lui revient ;

- absence ou quasi-absence de réassurance sur une activité ou une garantie offerte (l'offre de réassurance, les montants pouvant être couverts et le coût de la couverture dépendant des conditions de marché susceptibles de varier de manière significative).

Chaque compagnie établit sa politique de réassurance, qui vise à protéger ses fonds propres en cas de survenance d'événements systémiques ou exceptionnels et à contenir la volatilité du résultat ; celle-ci intègre des principes de maîtrise des risques homogènes au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances qui consistent à :

- contracter avec des réassureurs satisfaisant à un critère de solidité financière minimum, avec un suivi des notations des réassureurs au niveau groupe Crédit Agricole Assurances ;
- assurer une correcte dispersion des primes cédées entre réassureurs ;
- suivre la bonne adéquation de la couverture, par la réassurance, des engagements pris envers les assurés et des résultats de la réassurance traité par traité.

Les plans de réassurance sont revus annuellement en Conseil d'administration au niveau de chaque filiale.

Les encours nets cédés aux réassureurs (provisions cédées et comptes courants avec les réassureurs nets des dépôts espèces reçus) s'élèvent à 0,5 milliard d'euros au 31 décembre 2016, quasiment stables par rapport à fin 2015.

Leur ventilation par notation financière des réassureurs se présente comme suit :



4. Risques émergents

La veille permanente sur les risques relatifs à l'assurance est conduite par la Direction des risques, en lien avec les autres Directions métiers et le service juridique.

Le Comité de surveillance des risques, qui réunit bimensuellement l'ensemble des responsables Risques et contrôles permanents, a également pour objectif d'anticiper les évolutions de

l'environnement réglementaire, juridique, et d'identifier les risques émergents.

Cette veille s'alimente de sources multiples (recherches économiques, analyses internes et externes, notamment provenant de cabinets de consulting, études publiées par l'ACPR, l'EIOPA...).

V. Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs. Il inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des Prestations de Service Essentielles Externalisées (PSEE).

Les entités de Crédit Agricole Assurances appliquent les directives du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de démarche de maîtrise des risques tant opérationnels que de conformité.

Ainsi, le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au niveau de chaque entité, y compris la holding, comprend les composantes suivantes :

- une cartographie des événements de risques, réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque. Elle est construite à partir d'un découpage des activités en processus et des 7 catégories de risques de la nomenclature Bâle 2. Les impacts à la fois financiers et non financiers (réglementaire, image) de ces événements de risques identifiés, qu'ils soient avérés ou potentiels, sont évalués ainsi que leur probabilité d'occurrence, en s'appuyant sur les experts métiers. L'appréciation du contrôle interne à travers notamment les résultats des contrôles aux différents niveaux du plan de contrôle local et contrôles standardisés définis par la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. et de ceux du contrôle périodique permet de mettre en exergue les risques nets les plus critiques et de prioriser les plans d'actions visant à leur réduction ;
- un processus de collecte des incidents et des pertes opérationnelles complété par un dispositif d'alertes, afin de suivre les risques avérés, et de les exploiter pour mettre en place les mesures de remédiation et s'assurer de la cohérence avec la cartographie.

Pour couvrir l'indisponibilité des systèmes d'information, des sites opérationnels et du personnel, Crédit Agricole Assurances et ses filiales ont établi leur plan de continuité de l'activité (PCA) centré sur les activités essentielles. Celui-ci répond aux normes Groupe Crédit Agricole S.A., avec l'adoption de la solution du groupe Crédit Agricole S.A. pour le site de repli utilisateurs, un Plan de Secours Informatique (PSI) s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du groupe Crédit Agricole S.A. ; il est régulièrement testé. La sécurité des systèmes d'information repose, pour sa part, sur les politiques de sécurité Groupe. Un programme triennal de chantiers sécuritaires (dont habilitations, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité logique du SI) est en cours de déploiement.

Une politique générale de sous-traitance du groupe Crédit Agricole Assurances, décrivant entre autres le dispositif de suivi et de contrôle associé à la sous-traitance, a été établie et déclinée par les entités.

VI. Risques de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire (sur la réglementation Solvabilité 2, sur les titres en matière de franchissement de seuils et de déclarations réglementaires notamment, CNIL...), des normes professionnelles et déontologiques, des règles de protection de la clientèle ou encore des obligations en matière de la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption ou le financement du terrorisme. Ils font partie intégrante de la cartographie des risques opérationnels des entités.

Dans chaque entité, le responsable de la Conformité est en charge de l'élaboration des procédures, qui déclinent le corpus émis par la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. Il déploie également les formations et le dispositif de contrôle dédié qui vise à la maîtrise de ces risques, ainsi qu'à la prévention du risque de fraude, avec l'objectif constant de limiter les impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires) et de préserver la réputation du groupe Crédit Agricole Assurances. À cet égard, le lancement de nouvelles activités, la création de nouveaux produits sont sécurisés par les Comités nouvelles activités et nouveaux produits, mis en place dans chaque entité, qui examinent notamment, pour les produits, les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs.

Le pilotage de niveau groupe s'exerce à travers des instances de coordination et couvre également la conduite des projets réglementaires lancés par le groupe Crédit Agricole S.A.

Qu'il s'agisse de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou encore de la protection de la clientèle, une coordination renforcée avec les distributeurs (Caisses régionales, LCL, autres réseaux à l'international) a été mise en place pour définir les rôles et responsabilités et assurer la mise en œuvre de contrôles garantissant la bonne application des procédures incombant à chacune des parties.

Le groupe Crédit Agricole Assurances a adapté son organisation et son dispositif de gestion des risques pour se mettre en conformité avec la réglementation Solvabilité 2, selon des modalités définies dans la partie "Gouvernement d'entreprise" du Document de référence de Crédit Agricole Assurances.

VII. Risques juridiques

La Direction juridique des compagnies assume les missions de gestion juridique, veille réglementaire et conseil auprès des différentes Directions métiers.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont Crédit Agricole Assurances a connaissance, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours de 12 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du groupe Crédit Agricole Assurances.

À la connaissance de Crédit Agricole Assurances, aucun litige significatif n'est à mentionner.

RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de service essentielles externalisées (PSEE).

I. Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels :

- supervision du dispositif par la Direction générale (*via* le Comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité des risques et du Comité de contrôle interne) ;
- mission des responsables Risques (Crédit Agricole S.A. et ses filiales) et des managers Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;
- responsabilité des entités dans la maîtrise de leurs risques ;
- corpus de normes et procédures ;
- déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétence aux risques mise en place en 2015 intégrant le risque opérationnel.

Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies

Les cartographies sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par chaque entité avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité des risques opérationnels (volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne).

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

Calcul et reporting réglementaire des fonds propres au titre du risque opérationnel au niveau consolidé et au niveau entité

Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse groupe Crédit Agricole reprenant les principales sources de risques impactant les métiers mais également les profils d'exposition différenciés par entité/type de métier

Outils

La plateforme outil RCP (Risque et contrôle permanent) réunit les trois briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels et contrôles permanents) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc.).

S'agissant de la composante du système d'information relative au calcul et à l'allocation des fonds propres réglementaires, le plan d'évolution s'est poursuivi avec une rationalisation des référentiels, une meilleure granularité des informations, une automatisation des contrôles des données reprises dans les états réglementaires COREP, visant ainsi à répondre aux principes de saine gestion du SI risque du Comité de Bâle.

Ces composantes font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central.

Par ailleurs, les risques liés aux prestations essentielles externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et font l'objet d'un *reporting* dédié ainsi que de contrôles consolidés communiqués en central.

II. Méthodologie

Les principales entités du groupe Crédit Agricole S.A. utilisent l'approche des mesures avancées (AMA) : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Amundi, LCL, Crédit Agricole Consumer Finance et Agos. L'utilisation de l'AMA pour ces entités a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007. Ces entités représentent à ce jour 80 % des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Pour les entités restant en méthode standard (TSA), les coefficients de pondération réglementaires utilisés pour le calcul d'exigence en fonds propres sont ceux préconisés par le Comité de Bâle (pourcentage du produit net bancaire en fonction des lignes métiers).

Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- de favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type *Loss Distribution Approach*.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- de l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...);
- de l'évolution des cartographies de risques ;
- d'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- la base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
 - sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
 - aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

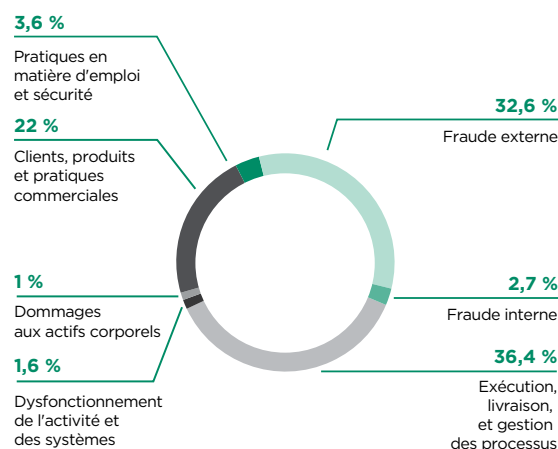
Un comité semestriel de *backtesting* du modèle AMA (*Advanced Measurement Approach*) est en place et se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif et la méthodologie Risques opérationnels ont chacun fait l'objet d'une mission d'audit externe de la BCE au 2^e semestre 2015. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe ainsi que certains axes de progrès. La mise en œuvre des recommandations est en cours.

Une mission a par ailleurs été menée au 2^e semestre 2016 par la BCE sur l'implémentation en local des normes Groupe et le dispositif de contrôle permanent relatifs à la Conformité et au Risque Opérationnel.

III. Exposition

RÉPARTITION DES PERTES OPÉRATIONNELLES PAR CATÉGORIE DE RISQUES BÂLOISE (2014 À 2016)

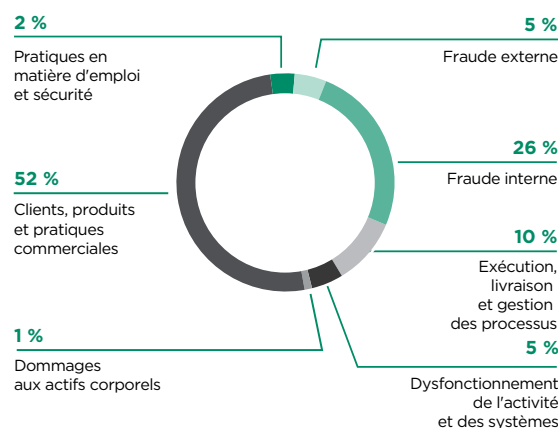


D'une manière générale, le profil d'exposition en termes de risques opérationnels détectés ces trois dernières années reflète les principales activités du groupe Crédit Agricole S.A. :

- une exposition qui reste majoritaire sur la catégorie Exécution liée à des erreurs de traitement (absence ou non-exhaustivité des documents légaux, gestion des garanties, litiges avec fournisseurs, erreurs de saisie...), mais aussi en raison de sanctions en matière fiscale ;
- une exposition à la fraude externe qui reste significative, principalement liée au risque opérationnel frontière crédit (fraude documentaire, fausses factures...), puis à la fraude aux moyens de paiement (cartes bancaires, virements frauduleux) ;
- une exposition liée au risque juridique et de non-conformité (litiges pour : non-respect de l'intérêt du client, soutien abusif, inadaptation du produit/service aux besoins du client, etc.).

Des plans d'action locaux ou Groupe correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au Risque Opérationnel. Un suivi périodique des plans d'action sur les incidents supérieurs à 5 millions d'euros a été mis en place depuis 2014 au sein du Comité Groupe risques opérationnels et depuis 2016 en Comité des risques Groupe.

RÉPARTITION DES EMPLOIS PONDÉRÉS PAR CATÉGORIE DE RISQUES BÂLOISE (2014 À 2016)



IV. Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole S.A. par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole S.A. pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude. Les risques de moindre intensité sont gérés directement par les entités concernées.

En France, les risques de responsabilité civile vis-à-vis des tiers sont garantis par des polices de Responsabilité Civile Exploitation. Il est à noter que les assurances de dommages aux biens d'exploitation (immobiliers et informatiques) incorporent également une

garantie des recours des tiers pour tous les immeubles exposés à ces risques.

Les polices Pertes d'exploitation, Fraude et Tous risques valeurs, responsabilité civile professionnelle du Groupe et responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux ont été renouvelées en 2016.

Les polices "éligibles Bâle 2" sont ensuite utilisées au titre de la réduction de l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (dans la limite des 20 % autorisés).

Les risques combinant une faible intensité et une fréquence élevée qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein du groupe Crédit Agricole S.A. au final par la captive d'assurance du Groupe (Crédit Agricole Risk Insurance) et représentent environ 7 % de l'ensemble des programmes d'assurances Groupe.

RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2015. Les dossiers ci-après évoqués sont ceux qui sont nés ou ont connu une évolution après le 16 mars 2016, date du dépôt auprès de l'AMF du Document de référence n° D 16-0148.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2016 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnés note 6.20 des états financiers.

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné la National Westminster Bank et le Crédit Lyonnais devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs "blessures, angoisses et douleurs émotionnelles".

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du

terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. LCL conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du Summary Judgement a renvoyé LCL et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

À la suite d'une décision rendue par la Cour suprême des États-Unis en janvier 2014, réformant la compétence du juge américain sur un défendeur étranger n'ayant pas son activité principale sur le territoire des États-Unis, LCL a déposé en juin 2014 une nouvelle requête visant à établir l'incompétence du juge américain dans cette affaire. Le tribunal en charge du dossier a, par décision en date du 31 mars 2016, partiellement fait droit à la requête de LCL, en ne retenant pas une compétence générale ("*general jurisdiction*") sur LCL, société étrangère aux États-Unis et dépourvue sur ce territoire de lieu principal d'activités. Mais le tribunal s'est déclaré compétent au titre d'une compétence spécifique ("*specific jurisdiction*") sur les demandes des demandeurs.

Un procès au fond doit désormais s'ouvrir à une date qui n'est pas connue à ce jour.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. L'audience de plaidoirie s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016 devant la Cour d'appel de Paris. La décision est attendue pour le 11 mai 2017.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec CASA et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le USAO et le DANY ont accepté de lever les poursuites relatives aux faits visés par cette enquête à l'encontre de Crédit Agricole CIB et CASA et de chacune des filiales ou affiliées de Crédit Agricole CIB dès lors que Crédit Agricole CIB se conformera aux obligations mises à sa charge dans le cadre de ces accords.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces accords, le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses

programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de ce dossier, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole sera soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprendront une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines - DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) - avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte par la KFTC sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) se poursuit.

S'agissant des deux actions de groupe (*class actions*) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), celles-ci sont toujours au stade préliminaire de l'examen de leur recevabilité.

L'action de groupe "Lieberman" est pour le moment suspendue pour des raisons de procédure devant la Cour fédérale de l'État de New York. S'agissant de l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé une requête visant à obtenir le rejet de cette demande (*motion to dismiss*).

Depuis le 1^{er} juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis ("Frontpoint") relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé une requête visant à obtenir le rejet de cette demande (*"motion to dismiss"*).

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

AWSA II

Crédit Agricole CIB a été assigné le 5 juin 2015 devant le tribunal de commerce de Nanterre par les sociétés polonaises Autostrada Wielkopolska II SA (AWSA II) et Autostrada Wielkopolska SA (AWSA). Le 30 août 2008, AWSA et le Ministre polonais des infrastructures ont signé un Accord pour la Construction et l'Exploitation de la section 2 de l'autoroute A2, située en Pologne. AWSA II, à qui AWSA a transféré les droits de cette concession jusqu'en mars 2037, estime avoir subi, au titre du montage financier de cette opération, un préjudice du fait de Crédit Agricole CIB et demande à ce titre des dommages-intérêts à hauteur de 702,840 millions de zlotys (PLN), soit la contre-valeur en euros d'environ 168,579 millions. À l'audience du 19 octobre 2016, le Tribunal de Commerce de Nanterre a rendu un jugement ayant ordonné le sursis à statuer dans l'attente de la décision définitive à rendre par les juridictions polonaises dans le litige opposant AWSA II à la société qui avait audité le modèle financier.

Bonds SSA

Crédit Agricole CIB a reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre des enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont cités avec d'autres banques, dans plusieurs actions de groupe (*class actions*) consolidées devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB procède à des investigations internes afin de réunir les informations requises. Ce travail se poursuivra au cours de l'année 2017. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

US Program Suisse-USA

Dans le cadre de l'accord signé entre la Suisse et les USA en août 2013 visant à donner aux autorités américaines un droit de regard sur la conduite commerciale des banques suisses à l'égard des contribuables américains, Crédit Agricole Suisse, qui avait accepté volontairement de participer en décembre 2013 au programme fiscal américain, a conclu le 15 décembre 2015 avec le Département de la justice américain un accord de non-poursuite pénale (Non-Prosecution Agreement).

Aux termes de cet accord, Crédit Agricole Suisse s'est acquitté d'une pénalité, intégralement provisionnée, d'un montant de 99 211 000 dollars US.

Crédit Agricole Suisse s'est également engagé à se conformer à diverses obligations mises à sa charge et à coopérer avec les autorités américaines.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption ou le financement du terrorisme.

Un dispositif de contrôle dédié s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation du Groupe.

L'organisation et les principales actions relatives à la Conformité dans le Groupe sont détaillées dans la section sur les indicateurs de performance économique de la partie du Document de référence traitant des informations sociales, sociétales et environnementales du groupe Crédit Agricole S.A.

La prévention, le contrôle et la maîtrise des risques de non-conformité et de réputation sont détaillés dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne au titre de la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003.

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BÂLE 3

Le règlement (UE) n° 575/2013 du 26 juin 2013 impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques du groupe Crédit Agricole S.A. sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Facteurs de risque".

Le groupe Crédit Agricole S.A. a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte de celle sur les facteurs de risque, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité du Groupe vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier en permanence que le Groupe dispose de fonds propres suffisants pour couvrir les risques auxquels il est ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités, sécurisant ainsi l'accès du Groupe aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe s'appuie sur un processus interne ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*) qui comprend i) des mesures d'exigences de capital réglementaire et de capital économique et ii) le pilotage de ces exigences.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires précisés ci-après (accords de Bâle, lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne, attentes prudentielles de la Banque centrale européenne). Il comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe, et permettant un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;

- une mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) ;
- une mesure des exigences de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et une valorisation selon une approche interne (Pilier 2) ;
- le pilotage du capital réglementaire qui s'appuie sur des mesures prospectives, à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central ;
- le pilotage de Stress tests ICAAP qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse (cf. chapitre 5 – partie "Différents types de Stress tests") ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie III – Mesure de l'exigence de capital économique) ;
- et un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est également un processus intégré en forte interaction avec les autres processus stratégiques du Groupe (ILAAP, appétence aux risques, processus budgétaire, plan de rétablissement, identification des risques...).

La table de concordance de l'EDTF est présentée dans le rapport consolidé sur les facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

TABLE DE CONCORDANCE DU PILIER 3 (CRR ET CRD 4)

Article CRR	Thème	Référence Document de référence 2016	Document de référence 2016
90 (CRD 4)	Rendement des actifs	Indicateurs clés	p. 209
435 (CRR)	1. objectifs et politique de gestion des risques	Présentation des comités – gouvernement d'entreprise Principaux comités de niveau groupe traitant des risques – Facteurs de Risques	p. 101 à 109 p. 211 à 212
436 (a)(b)	2. périmètre de consolidation	Pilier 3 États financiers note 12.2	p. 256 à 257 p. 434 à 449
436 (c)(d)(e) (CRR)	2. périmètre de consolidation	Informations non publiées	
437 (CRR)	3. Fonds propres	Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels Tableau des caractéristiques de la dette subordonnée	p. 270
438 (CRR)	4. Exigences de fonds propres	Emplois pondérés par type de risque, par pôle métier et évolution	p. 273 à 274
439 (CRR)	5. Exposition au risque de crédit de contrepartie	Présentation générale du risque de crédit de contrepartie – expositions par type de risques Risque de crédit (totalité) Risque de contrepartie (totalité)	p. 275 à 290
440 (CRR)	6. Coussins de fonds propres	Exigences minimales et expositions par zone géographique	p. 259 à 260 p. 277
441 (CRR)	7. Indicateurs d'importance systémique mondiale	Communication sur les indicateurs requis pour les banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs) + site Internet	A01 et Communiqué de presse
442 (CRR)	8. Ajustements pour risque de crédit	Exposition en défaut et ajustement de valeur	p. 281 à 282
443 (CRR)	9. Actifs grevés	Actifs grevés	p. 266 à 267
444 (CRR)	10. Recours aux OEEC	Fournisseurs de protection	p. 291 à 292
445 (CRR)	11. Exposition au risque de marché	Exposition au risque de marché du portefeuille de négociation	p. 300 à 302 p. 248 à 250
446 (CRR)	12. Risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 302
447 (CRR)	13. Expositions sur actions du portefeuille hors négociation	Expositions sur actions du portefeuille bancaire	p. 276 - p. 217 - 292 à 293
448 (CRR)	14. Expositions au risque de taux d'intérêt pour des positions du portefeuille hors négociation	Risque de taux d'intérêt global – Facteurs de risques	p. 233 à 234 p. 302
449 (CRR)	15. Exposition aux positions de titrisation	Titrisation – Pilier 3	p. 293 à 300
450 (CRR)	16. politique de rémunération	Politique de rémunération – gouvernement d'entreprise (chap. 3)	p. 150 à 174 et 302
451 (CRR)	17. Levier	Ratio de levier	p. 263 à 265
452 (CRR)	18. Utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit	Risque de crédit en approche notation interne	p. 282 à 288
453 (CRR)	19. Utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit	Mécanisme de réduction du risque de crédit	p. 218 à 219 - 291 à 293
454 (CRR)	20. Utilisation des approches par mesure avancée pour le risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 248 à 250 et 302
455 (CRR)	21. Utilisation de modèles internes de risque de marché	Exigences de fonds propres des expositions en méthode interne du risque de marché position – Pilier 3	p. 301 à 302

Des éléments complémentaires sont présentés dans le Rapport consolidé sur les Risques disponibles sur le site web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

TABLE DE CONCORDANCE DE L'EDTF

		Recommandation	Rapport de gestion et autres	Facteurs de risque	Pilier 3	États financiers consolidés
Introduction	1	Table de concordance			p. 255	
	2	Terminologie et mesures des risques, paramètres clés utilisés		p. 210 à 252	p. 275 et 281 à 286	p. 327 à 338, 345 à 357
	3	Présentation des principaux risques et/ou risques émergents		p. 210 à 252		p. 345 à 357
	4	Nouveau cadre réglementaire en matière de <u>solvabilité</u> et objectifs du Groupe	p. 203 à 205	p. 235 à 238	p. 258 à 267	p. 357
Gouvernance et stratégie de gestion des risques	5	Organisation du contrôle et de la gestion des risques	p. 101 à 109 - 119 à 128	p. 210 à 214		
	6	Stratégie de gestion des risques et mise en œuvre	p. 101 à 109, 119 à 128	p. 210 à 252	p. 261 à 266, 271	
	7	Cartographie des risques par pôle métier			p. 274	
	8	Gouvernance et gestion des <u>Stress tests</u> internes de crédits et de marchés		p. 210 à 214, 218, 253		
Exigences de fonds propres et emplois pondérés	9	Exigences minimales de fonds propres			p. 259 à 260	
	10a	Détail de la composition du capital			p. 261 à 263 ⁽¹⁾	
	10b	Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel et des capitaux propres comptables et des fonds propres prudentiels			p. 257 et 270	
	11	Évolution des fonds propres prudentiels			p. 261 à 263, 268 à 270	
	12	Trajectoire de capital et objectifs de ratios en CRD 4	p. 203 à 205		p. 259, 260 et 263 à 270	
	13	<u>Emplois pondérés</u> par pôle métier et par type de risque			p. 273 à 280	
	14	<u>Emplois pondérés</u> et exigence en capital par méthode et catégorie d'exposition		p. 216 à 217	p. 273 à 280	
	15	Exposition au risque de crédit par catégorie d'exposition et note interne		p. 215 à 217, 222	p. 276 à 292	
	16	Évolution des emplois pondérés par type de risque			p. 273	
	17	Description des modèles de <u>backtesting</u> et de leur fiabilisation		p. 224 à 225, 248 à 249	p. 287 à 288	
Liquidité	18	Gestion de la liquidité et bilan <u>cash</u>		p. 235 à 238		
	19	Actifs grevés			p. 266 à 267	
	20	Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle		p. 279		p. 354 à 355, 406
	21	Gestion du risque de liquidité et de financement		p. 235 à 238		
Risques de marché	22 à 24	Mesure des risques de marché		p. 223 à 232	p. 300 à 302	p. 327 à 338, 351 à 353, 415 à 429
	25	Techniques d'encadrement des risques de marché		p. 223 à 232		
Risque de crédit	26	Exposition maximale, ventilation et diversification des risques de crédit		p. 214 à 223	p. 275 à 293	p. 346 à 350
	27 et 28	Politique de provisionnement et couverture des risques		p. 222 à 223		p. 329 à 330, 350, 362
	29	Instruments dérivés : notionnels, risque de contrepartie, compensation		p. 215 à 219, 223, 227, 229, 230, 239, 244, 245	p. 258, 288 à 290	p. 333, 351 à 353, 387 à 388, 419
	30	Mécanismes de réduction du risque de crédit		p. 218 à 219		p. 412 à 413
Autres risques	31	Autres risques : risques du secteur de l'assurance, risques opérationnels et risques juridiques, sécurité des systèmes d'information et plans de continuité d'activités	p. 46 à 47, 101 à 109, 211 à 212	p. 239 à 247		p. 356, 397 à 401
	32	Risques déclarés et actions en cours en matière de risques opérationnels et juridiques		p. 248 à 252		p. 398 à 401

(1) Détail des émissions de dette disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

I. Champ d'application des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée, mais peuvent en être exemptés dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (CRR).

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de cette exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sous-consolidé. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage à CRR/CRD 4 ne remet pas en cause les exemptions individuelles accordées par l'ACPR avant le 1^{er} janvier 2014, sur la base de dispositions réglementaires préexistantes.

II. Périmètre prudentiel

Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle

Les entités comptablement consolidées mais exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée sont essentiellement les sociétés d'assurance et quelques entités *ad hoc* prudentiellement mises en équivalence. Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle au 31 décembre 2013 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, conformément aux normes IFRS 11, restent prudentiellement consolidées par intégration proportionnelle. L'information sur ces entités ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans les comptes consolidés "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016".

TABLEAU 1 – DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT DES PARTICIPATIONS ENTRE PÉRIMÈTRE COMPTABLE ET PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Type de participation	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Traitement prudentiel de ces participations par mise en équivalence, le Groupe étant reconnu "conglomérat financier" : ● pondération des instruments de CET1 à 370 % avec calcul de l'<u>EL equity</u> à hauteur de 2,4 % ; ● déduction des instruments <u>AT1</u> et T2 au niveau de leurs fonds propres respectifs. En contrepartie, comme précédemment, le groupe Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole sont soumis à des exigences complémentaires en matière de fonds propres et de ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier.
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	● Mise en équivalence ● Titres de participation dans les établissements de crédit	● Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 %, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles. ● Déduction des instruments <u>AT1</u> et T2 au niveau de leurs fonds propres respectifs.
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres disponibles à la vente	Déduction des instruments CET1, <u>AT1</u> et T2, au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP	Intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

Par ailleurs, au troisième trimestre, Crédit Agricole S.A. a finalisé une opération de simplification de sa structure. Cette opération, appelée Euréka, comprenait notamment le transfert de la participation sans droit de vote de 25 % détenue par Crédit Agricole S.A. depuis sa cotation en 2001 dans chaque Caisse

régionale (*via* des certificats coopératifs d'investissement et des certificats coopératifs d'associés) à une société détenue à 100 % par les Caisses régionales. Cette opération a entraîné le débouclage de la garantie *Switch* que les Caisses régionales avaient octroyée à Crédit Agricole S.A.

DIFFÉRENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ET CORRESPONDANCE ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS ET LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES

31/12/2016	Valeurs comptables des éléments :						
	Valeurs comptables d'après les états financiers publiés	Valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire	soumis au cadre du risque de crédit	soumis au cadre du risque de contrepartie	soumis aux dispositions relatives à la titrisation	soumis au cadre du risque de marché	non soumis aux exigences de fonds propres ou soumis à déduction des fonds propres
Actif							
Caisses, banques centrales	28	28	28				0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	326	242	3	225		166	0
Instruments dérivés de couverture	22	21		21			0
Actifs financiers disponibles à la vente	316	94	81	9	3		1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	383	379	360	19			0
Prêts et créances sur la clientèle	346	345	341	5			0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	8	8				0
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	14	3	3	1			0
Actifs d'impôt courant	1	2	2				0
Actifs d'impôt différés	3	2	2				0
Compte de régularisation et actifs divers	44	41	38	3		1	0
Actifs non courants destinés à être cédés	1	0	0				0
Participation aux bénéfices différée	0		0				0
Participation et parts dans les entreprises mises en équivalence	7	17	16				1
Immeubles de placement	6	0					0
Immobilisations corporelles	4	4	4				0
Immobilisations incorporelles	2	1					1
Écart d'acquisition	13	12					12
TOTAL DE L'ACTIF	1 524	1 202	886	282	3	167	16
Passif							
Banques centrales	4	5					5
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	244	242		52			191
Instruments dérivés de couverture	18	18					18
Dettes envers les établissements de crédit	112	101		13			88
Dettes envers la clientèle	522	533		5			528
Dettes représentées par un titre	159	154					154
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	9					9
Passifs d'impôt courant	1	1	1				0
Passifs d'impôts différés	2	2	2				0
Compte de régularisation et passifs divers	48	42	10				32
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0					0
Provision technique des entreprises d'assurance	307	0					0
Provisions	4	4	0				4
Dettes subordonnées	29	28					28
Total Capitaux Propres	64	62					62
Dont capitaux propres part du Groupe	58	58					58
Dont capital et réserves liées	27	27					27
Dont réserves consolidées	23	23					23
Dont gains ou pertes latents ou différés part du Groupe	5	5					5
Dont résultat de l'exercice - Part Groupe	4	3					3
Dont résultat de l'exercice	4	4					4
Dont intérêts minoritaires	6	4					4
TOTAL DU PASSIF	1 524	1 202	14	69			1 119

III. Cadre prudentiel (CRR/CRD 4)

Synthèse des principales évolutions apportées par Bâle 3 (CRR/CRD 4) par rapport à Bâle 2

Renforçant le dispositif prudentiel, Bâle 3 conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et introduit de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 (directive 2013/36/EU, transposée notamment par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, et règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil) et sont entrés en application le 1^{er} janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

A. AU NUMÉRATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1),
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1),
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 *Tier 2*.

Les fonds propres, en Bâle 3 **non phasé**⁽¹⁾, sont calculés en prenant en compte les évolutions suivantes par rapport au 31 décembre 2013 en Bâle 2.5 :

1. suppression de la majorité des **filtres prudentiels**, notamment en ce qui concerne les plus et moins-values latentes sur les instruments de capitaux propres et les titres de dettes disponibles à la vente. Par exception, les plus et moins-values des opérations de couverture de flux de trésorerie et celles dues à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement (passifs évalués à la juste valeur) restent filtrées. Pour les tableaux présentés ci-après, projetés en 2022, date à laquelle IAS 39 ne sera plus en vigueur, les plus et moins-values latentes sur les titres de dette souveraine ne sont pas filtrées. De plus, un filtre est introduit au titre du **DVA** (variation de valeur due à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement sur les instruments dérivés au passif du bilan) ;
2. écrêtement des **intérêts minoritaires** et autres instruments de fonds propres émis par une filiale éligible⁽²⁾ excédant les fonds propres nécessaires à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale. Cet écrêtement s'applique à chaque compartiment de fonds propres. Par ailleurs, les intérêts minoritaires non éligibles sont exclus ;
3. déduction du CET1 des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des déficits reportables** ;
4. déduction du CET1 des montants négatifs résultant d'un **déficit de provisions par rapport aux pertes attendues** (**expected loss** "EL"), calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut ;
5. déduction du CET1 des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des différences temporelles** au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1. Cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 %. Les éléments

non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondérés à 250 %) ;

6. déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les **participations financières supérieures à 10 %** (investissements importants) au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1, le traitement étant identique à celui décrit au point précédent :
 - la déduction porte sur les participations directes supérieures à 10 % et les participations indirectes (notamment à travers des OPCVM). Ces dernières font maintenant l'objet d'un traitement sous forme de déduction et non plus d'emplois pondérés. Leur montant est additionné à celui des participations financières directes ci-dessus, dans le cas où elles sont identifiées comme participations financières. À défaut, la part actions, voire la totalité du portefeuille de l'OPCVM est déduit du CET1 sans application de la franchise,
 - en ce qui concerne les participations dans les assurances, elles sont traitées en emplois pondérés avec une pondération de 370 % si elles font partie du conglomerat. Dans le cas contraire, elles sont intégrées aux autres participations dans le secteur financier et donc déduites du CET1 pour la part excédant le mécanisme de double franchise décrit précédemment ;
7. restriction des fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 aux **instruments de dette hybride** qui répondent à des critères d'inclusion pour être éligibles en Bâle 3 ;

8. **corrections de valeur** découlant de l'évaluation prudente définie par la réglementation prudentielle : les établissements doivent appliquer le principe de prudence et ajuster le montant de leurs actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur (*prudent valuation*).

Certains de ces éléments font par ailleurs l'objet d'une mise en application progressive ou "phasée" décrite ci-dessous au point IV.

B. AU DÉNOMINATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 (CRR/CRD 4) a introduit au 1^{er} janvier 2014 des modifications sur le calcul des emplois pondérés des risques de crédit et de contrepartie, et notamment la prise en compte :

- du risque de variation de prix de marché sur les opérations de dérivés liés à la qualité de crédit de la contrepartie (**CVA - credit valuation adjustment**) ;
- des risques sur les contreparties centrales (chambres de compensation) ;
- des notations externes dont la référence est modifiée pour le calcul de la pondération des contreparties financières en méthode Standard ;
- d'un rehaussement de la corrélation de défaut sur les institutions financières de grande taille pour le traitement en méthode *Internal Rating Based* ;
- du renforcement des mesures de détection et de suivi du risque de corrélation ;
- d'un traitement préférentiel des expositions sur les petites et moyennes entreprises (**PME**).

Par ailleurs, les emplois pondérés incluent, pour le périmètre validé en conglomerat, la valeur de mise en équivalence des participations dans les assurances, en application de l'article 49 du CRR. En ce qui concerne le groupe Crédit Agricole S.A., la pondération est à 370 % étant donné le statut non coté de Crédit Agricole

(1) Tels qu'ils seraient calculés en 2022 après la période de transition.

(2) Établissement de crédit et certaines activités d'investissement.

Assurances (CAA). Par ailleurs, ces exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans CAA ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), à compter du 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros au titre de CAA.

Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- l'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- l'approche "Notations internes" (IRB – *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement.

On distingue :

- l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
- l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions en cas de défaut, maturité.

C. RATIOS DE SOLVABILITÉ DANS LE RÉGIME CRR/CRD 4

Au total, dans le régime CRR/CRD 4, trois niveaux de ratio de solvabilité sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio CET1 ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio T1 ;
- le ratio de fonds propres globaux.

Ces ratios font l'objet d'un calcul "phasé" ayant pour but de gérer progressivement la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3.

IV. Phase transitoire de mise en œuvre

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR/CRD 4, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, notamment l'introduction progressive des éléments nouveaux sur les fonds propres :

1. application transitoire du traitement des filtres prudentiels sur les **plus et moins-values latentes** sur les actifs disponibles à la vente : en 2014, les plus-values latentes étaient exclues du CET1, et sont désormais progressivement intégrées (40 % en 2015 ; 60 % en 2016 ; 80 % en 2017 et 100 % les années suivantes). À l'inverse, les moins-values latentes ont été intégrées dès 2014. Par ailleurs, les plus et moins-values latentes sur les titres souverains restent exclues des fonds propres jusqu'à l'adoption de la norme IFRS 9 par l'UE ;
2. déduction progressive de l'écrêtement ou de l'exclusion des **intérêts minoritaires** par tranche progressant de 20 % par an depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
3. déduction progressive des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des déficits reportables** par tranche progressant de 20 % par an depuis le 1^{er} janvier 2014. Le montant résiduel (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
4. pas d'application transitoire de la déduction des montants négatifs résultant d'un **déficit de provisions par rapport aux pertes attendues** (pour mémoire, déduction en CRD 3 à 50 %

du *Tier 1* et à 50 % du *Tier 2*), avec un calcul des montants distinguant maintenant les créances saines et celles en défaut ;

5. déduction progressive des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des différences temporelles** : le montant dépassant la double franchise, partiellement commune aux participations financières supérieures à 10 %, est déduit par tranche progressant de 20 % par an à compter du 1^{er} janvier 2014. Les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 %. Le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
6. déduction progressive des instruments de CET1 détenus dans des entités financières constituant des **participations dans lesquelles le taux de détention est supérieur à 10 %** : le montant résiduel du dépassement de double franchise, commune aux IDA traités au point précédent, est déduit suivant les mêmes modalités qu'au point ci-dessus. Les éléments couverts par la franchise sont comme ci-dessus pondérés à 250 %. Le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (déduction à 50 % du *Tier 1* et 50 % du *Tier 2*) ;
7. les **instruments de dette hybride** qui étaient éligibles en fonds propres en Bâle 2 et qui ne sont plus éligibles en tant que fonds propres du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis. Conformément à cette clause, ces instruments sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015, etc. La partie non reconnue peut être reconnue dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

Enfin, les **immobilisations incorporelles** (dont les écarts d'acquisition) ont été déduites du CET1 à 100 % dès 2014, conformément à la transposition nationale des règles d'application transitoire.

V. Exigences minimales

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (CRR). Le régulateur fixe en complément de façon discrétionnaire des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

Exigences minimales du Pilier 1

- Ratios de fonds propres avant coussins : l'exigence minimale de CET1 phasé passe à 4,5 % à partir de 2015. De même, l'exigence minimale de *Tier 1* phasé passe à 6 % en 2015 et pour les années suivantes (5,5 % en 2014). Enfin, l'exigence minimale de fonds propres globaux phasés est de 8 % comme en 2014 et reste à ce niveau les années suivantes ;
- À ces ratios s'ajouteront des coussins de fonds propres dont la mise en application sera progressive :
 - le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019),
 - le coussin contra-cyclique (taux en principe dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau du Groupe étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (*EAD*⁽¹⁾) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du Groupe,

(1) L'*EAD exposure at default* est le montant de l'exposition en cas de défaillance. Elle englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan.

- les coussins pour risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général, et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne, et plus exceptionnellement au-delà) et pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB ou EISm) (entre 0 % et 3,5 %) ou autre (A-EIS) (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exceptions, c'est le plus élevé qui s'applique. Seul le groupe Crédit Agricole fait partie des établissements systémiques et a un coussin de 1 % phasé à 0,25 % en 2016. Crédit Agricole S.A. ne rentre pas dans ces catégories.

Ces coussins sont entrés en application à partir de 2016 par incréments progressifs annuels jusqu'en 2019 (0 % en 2015, 25 % du coussin demandé en 2016, 50 % en 2017 etc.). Lorsque le taux d'un coussin contra-cyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est au moins 12 mois après la date de publication. Les incréments progressifs annuels définis ci-dessus s'appliquent à l'issue de la période de préavis de 12 mois. À fin décembre 2016, des coussins contra-cycliques sur la Norvège, la Suède et Hong Kong sont reconnus par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF). Ces coussins doivent être couverts par du CET1 phasé.

1 ^{er} janvier...	2015	2016	2017	2018	2019
Common Equity Tier 1	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Tier 1 (CET1 + AT1)	6,0 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %
Tier 1 + Tier 2	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Coussin de conservation		0,625 %	1,250 %	1,875 %	2,50 %
Coussin contra-cyclique (entre 0 et 2,5 %)		0,011 %			
Coussin pour risque systémique (entre 0 et 5 %)		0 %	0 %	0 %	0 %

Exigences minimales au titre du Pilier 2 publiées le 21 décembre 2016

Le groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. ont été notifiés par la Banque centrale européenne (BCE) des nouvelles exigences de capital applicables suite aux résultats du Processus de revue et d'évaluation de supervision "SREP".

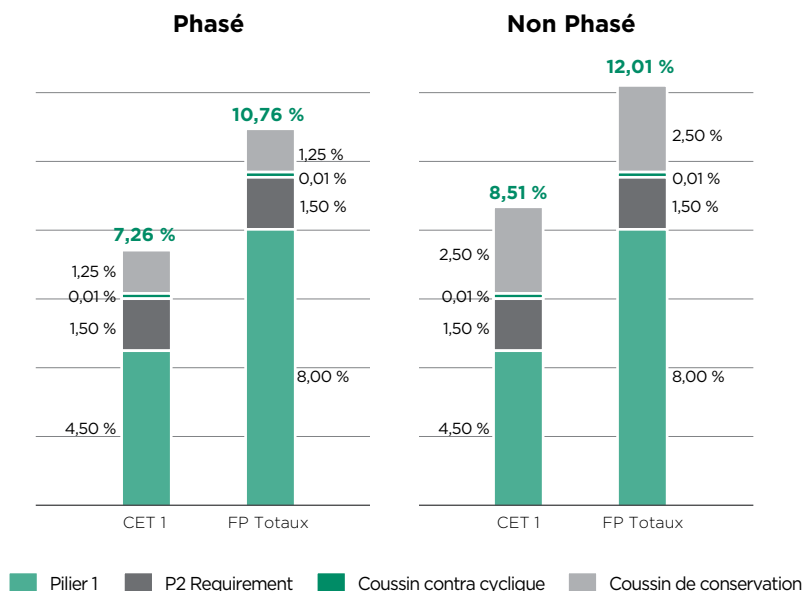
Pour 2017, la BCE fait évoluer la méthodologie utilisée, en découpant l'exigence prudentielle en 2 parties :

- une exigence Pilier 2 ou "Pillar 2 Requirement" (P2R). Cette exigence s'applique à tous les niveaux de fonds propres et doit être constituée intégralement de fonds propres de base

de catégorie 1, le non-respect de cette exigence entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons AT1, dividendes, bonus). En conséquence, cette exigence est publique ;

- une recommandation Pilier 2 ou "Pillar 2 Guidance" (P2G), à ce stade, cette exigence n'a pas de caractère public.

Crédit Agricole S.A. devra en conséquence respecter en 2017 un ratio CET1 consolidé minimum de 7,26 %, en phase transitoire (*phased in*), soit 8,51 % en vision *fully loaded*. Ces niveaux incluent les exigences au titre du Pilier 1, du Pilier 2 P2R, du coussin de conservation des fonds propres qui fait l'objet d'un *phasing* et du coussin contra cyclique :



À fin décembre 2016, le ratio CET1 phasé est de 12,1 % ; il est identique en non phasé.

En qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légale ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au groupe Crédit Agricole qui est très fortement capitalisé.

INDICATEURS ET RATIOS PRUDENTIELS

I. Ratios de solvabilité

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels de manière simplifiée. Le tableau complet est présenté dans la section Composition et évolution des fonds propres prudentiels/Composition des fonds propres dans le rapport consolidé sur les

Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire/Information-financiere/Pilier-3-et-autres-publications-prudentielles.

(en millions d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Capital et réserves part du Groupe ⁽¹⁾	49 727	50 554	47 119	48 396
(+) Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	2 575	1 951	2 783	1 822
(-) Prudent valuation	(472)	(472)	(498)	(498)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(15 074)	(15 074)	(15 416)	(15 416)
(-) Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles après déduction des passifs d'impôt associés	(32)	(53)	(59)	(147)
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(179)	(179)	(841)	(841)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles ⁽²⁾	(251)	(418)	(194)	(485)
Ajustements transitoires et autres déductions applicables aux fonds propres CET1	64	(7)	77	(11)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	36 358	36 302	32 971	32 820
Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres AT1	5 616	5 616	4 433	4 433
Instruments de fonds propres AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	4 508	0	5 627	0
Instruments Tier 1 ou Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 1	(808)	0	(912)	0
Ajustements transitoires et autres déductions	(229)	(75)	(234)	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1	9 087	5 541	8 914	4 433
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1	45 445	41 843	41 885	37 253
Instruments de capital et emprunts subordonnés éligibles en tant que fonds propres Tier 2	17 808	17 808	19 121	19 121
Instruments de capital et emprunts subordonnés non éligibles	431	0	1 955	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes et ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard ⁽³⁾	382	382	1 132	1 132
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2	(3 231)	(3 799)	(2 129)	(2 802)
Ajustements transitoires et autres déductions	(323)	(240)	109	0
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2	15 067	14 151	20 188	17 451
FONDS PROPRES GLOBAUX	60 512	55 994	62 073	54 704
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS	300 740	300 740	305 620	305 620
RATIO CET1	12,1 %	12,1 %	10,8 %	10,7 %
RATIO TIER 1	15,1 %	13,9 %	13,7 %	12,2 %
RATIO GLOBAL	20,1 %	18,6 %	20,3 %	17,9 %

(1) Ce poste est détaillé dans le tableau ci-dessous de passage des capitaux propres aux fonds propres.

(2) Les instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important représentent 4 090 millions d'euros et les impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles sont de 650 millions d'euros en non phasé au 31/12/2016.

(3) La réintégration en Tier 2 de l'excès de provision par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes est limitée à 0,6 % des emplois pondérés en IRB. Par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux peuvent être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard.

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 36,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016 et font ressortir une hausse de 3,5 milliards d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2015.

Les événements non récurrents ayant impacté le CET1 en 2016 concernent tout d'abord l'opération de simplification de la structure du Groupe (opération "Eurêka") qui a généré un profit exceptionnel de 1,3 milliard d'euros. Par ailleurs, la baisse du déficit de provisions par rapport à l'expected loss sur les expositions en IRB et l'augmentation de capital réservée aux salariés ont augmenté le CET1 de respectivement 0,7 et 0,3 milliard d'euros. En ce qui concerne les écarts d'acquisition, sa baisse de 0,3 milliard d'euros se traduit, après retraitement de la provision des écarts d'acquisition de LCL de 0,5 milliard d'euros (car neutre sur le CET1) par une hausse supérieure à 0,1 milliard d'euros. Quant à la variation du change, elle a un impact négatif faible (0,1 milliard d'euros).

Au titre des variations récurrentes, le résultat prudentiel conservé de 1,9 milliard d'euros s'élève à 1,2 milliard d'euros une fois retraitées la plus-value au titre de l'opération Eurêka de 1,3 milliard d'euros et la dépréciation des écarts d'acquisition précitées. À cette hausse organique, il faut ajouter la part hors Groupe du paiement du dividende en actions sur les résultats 2015 (0,4 milliard d'euros), la hausse des intérêts minoritaires (0,1 milliard d'euros) et, en sens inverse, la charge des coupons sur les émissions AT1 éligibles Bâle 3 (0,5 milliard d'euros).

La progression résiduelle est liée notamment à la baisse des actifs d'impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles et à une baisse du dépassement de franchise.

En phasé, les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 36,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit un montant supérieur de 0,1 milliard d'euros à ceux en non phasé. En synthèse, l'impact négatif du *phasing* de 0,8 milliard d'euros sur les plus et moins-values latentes est compensé, par celui positif de la réintégration de l'écrêtement des intérêts minoritaires, soit 0,6 milliard d'euros. Le solde correspond principalement à l'impact positif du *phasing* des actions propres.

Le détail des variations des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés et phasés est le suivant :

- le capital et les réserves s'élèvent en non phasé à 50,6 milliards d'euros, en hausse de 2,2 milliards d'euros par rapport à fin 2015 du fait, principalement, du résultat prudentiel conservé pour 1,9 milliard d'euros, de la part hors Groupe du paiement du dividende en actions sur les résultats 2015 pour 0,4 milliard d'euros, et de l'augmentation de capital salariés pour 0,3 milliard d'euros. En sens inverse, les coupons sur les émissions AT1 représentent une charge de 0,5 milliard d'euros et l'effet change a un impact négatif de 0,1 milliard d'euros. En phasé, le capital et les réserves s'élèvent à 49,7 milliards d'euros, en hausse de 2,6 milliards d'euros par rapport à fin 2015 du fait des mêmes éléments et de la prise en compte du différentiel sur le traitement transitoire des gains et pertes latents ;
- les intérêts minoritaires s'élèvent en non phasé à 2 milliards d'euros, en hausse de 0,1 milliard d'euros, et sont supérieurs en phasé du montant de la réintégration de 40 % de l'écrêtement, soit 0,6 milliard d'euros ;
- la déduction au titre de la *prudent valuation* reste stable à 0,5 milliard d'euros ;
- les déductions au titre des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles sont en baisse de 0,3 milliard

d'euros à 15,1 milliards d'euros (en non phasé comme en phasé), du fait de la provision précitée pour dépréciation des écarts d'acquisition de LCL (0,5 milliard d'euros) et, en sens inverse, d'une hausse principalement due au *goodwill* résultant de l'acquisition par Amundi de la société KBI Global Investors (un peu plus de 0,1 milliard d'euros) ;

- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables s'élèvent à moins de 0,1 milliard d'euros en non phasé et sont en baisse de 0,1 milliard d'euros par rapport à fin 2015 ; en phasé, ils s'élèvent à 60 % du montant non phasé ;
- le déficit de provision par rapport à l'expected loss sur les expositions en IRB s'élève à 0,2 milliard d'euros au 31 décembre 2016 à la fois en non phasé et en phasé, soit une baisse de 0,7 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015, essentiellement du fait de l'application d'une FAQ de l'ABE autorisant la compensation des excédents sur encours sains avec les déficits sur encours en défaut ;
- les instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % s'élèvent à 4,1 milliards d'euros. Ils font l'objet du calcul de franchise dont le dépassement s'élève à 0,4 milliard d'euros en non phasé et à 0,3 milliard d'euros en phasé ; les impôts différés actifs (IDA) dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles s'élèvent à 0,7 milliard d'euros au 31 décembre 2016, en légère augmentation par rapport au 31 décembre 2015. Ils bénéficient pleinement de la franchise et font donc l'objet d'un traitement en emplois pondérés à 250 %.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) non phasés s'élèvent à 41,8 milliards d'euros et sont supérieurs de 4,6 milliards d'euros à ceux du 31 décembre 2015, tandis que ceux phasés atteignent 45,4 milliards d'euros et sont en augmentation de 3,6 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Ils incluent le CET1 décrit ci-dessus ainsi que l'Additional Tier 1 qui évolue comme suit :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 1 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 5,6 milliards d'euros, en hausse de 1,2 milliard d'euros du fait d'une émission de 1,3 milliard de dollars ;
- la totalité du stock antérieur au 1^{er} janvier 2014 est, quant à lui, non éligible en non phasé. En phasé, les titres "*grandfatherés*" baissent de 1,1 milliard d'euros, principalement du fait du remboursement anticipé de deux TSS pour 0,5 milliard d'euros et pour 0,2 milliard de livres sterling (0,3 milliard d'euros) et de plusieurs autres remboursements totalisant 0,3 milliard d'euros. Le montant total des titres "*grandfatherés*" reste ainsi inférieur à la clause de maintien des acquis qui permet de retenir, en sus des instruments éligibles en CRR/CRD 4, un montant de dette correspondant à un maximum de 60 % du stock au 31 décembre 2012 ;
- en non phasé, aucune déduction n'est effectuée sur ce compartiment, en revanche, en phasé, les créances subordonnées des établissements de crédit et des assurances, toutes représentatives d'instruments de *Tier 2*, sont déduites pour leur quote-part affectée en déduction du *Tier 1*. Ce poste, impacté par le changement du pourcentage de *phasing* représente un montant de 0,8 milliard d'euros au 31 décembre 2016, soit une baisse de la déduction de 0,1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015 ;
- les autres déductions incluent maintenant le plafond de rachat d'instruments AT1 qui s'élève à 0,1 milliard d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) non phasés, s'élèvent à 14,2 milliards d'euros et sont en baisse de 3,3 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015, suite à la gestion active des titres hybrides, à la souscription de 1,0 milliard de *Tier 2* de l'assurance et aux amortissements prudentiels. Le *Tier 2* phasé s'élève à 15,1 milliards d'euros, en baisse de 5,1 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015 :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 2 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 17,8 milliards d'euros, soit une baisse de 1,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Au cours de l'année, ont été réalisés trois *calls* de TSR éligibles totalisant 1,8 milliard d'euros, des remboursements partiels réalisés pour 0,9 milliard d'euros (montant de valeur prudentielle estimé à la date de l'opération) dans le cadre d'une opération de *liability management*, auxquels s'ajoutent les tombées d'échéance. En sens inverse, neuf nouvelles émissions de TSR ont totalisé 4 milliards d'euros. Les variations résiduelles proviennent de modifications techniques, portant notamment sur les modalités d'amortissement prudentiel de ces titres. En phasé s'ajoute le montant des instruments non éligibles, soit 0,4 milliard d'euros, en baisse de 1,5 milliard d'euros, principalement due à des remboursements de TSDI non éligibles ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues selon l'approche notations internes et les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux selon l'approche standard baisse à 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2016, montant inférieur de 0,7 milliard d'euros à celui du 31 décembre 2015 suite à sa prise en compte sur le CET1 ;
- les créances subordonnées des banques et assurances, toutes représentatives d'instruments *Tier 2*, sont déduites intégralement du *Tier 2* en non phasé pour un montant de 3,8 milliards d'euros, en hausse de 1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015, suite à la souscription par Crédit Agricole S.A. d'un titre subordonné émis par Crédit Agricole Assurances. En phasé, elles s'élèvent, pour leur quote-part affectée en déduction du *Tier 2*, à 3,2 milliards d'euros, soit une hausse de 1,1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015, l'impact de l'émission Crédit Agricole Assurances étant complété par le changement du pourcentage de *phasing* ;
- les autres déductions incluent maintenant une déduction du plafond de rachat d'instruments *Tier 2* qui s'élève à 0,2 milliard d'euros.

Au total, les fonds propres globaux non phasés s'élèvent au 31 décembre 2016 à 56 milliards d'euros, soit une hausse de 1,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Les fonds propres globaux phasés s'élèvent, quant à eux, à 60,5 milliards d'euros et sont inférieurs de 1,6 milliard d'euros à ceux du 31 décembre 2015. Ces fonds propres prudentiels ne prennent pas en compte les émissions de dette senior non préférée qui sont traitées dans le paragraphe IV. Ratio MREL/TLAC.

II. Ratio conglomérat

Au 31 décembre 2016, le ratio conglomérat de Crédit Agricole S.A., qui intègre désormais l'exigence solvabilité 2 s'élève à 211 % sur une base phasée, un niveau très supérieur à l'exigence minimale de 100 %. Le Groupe dispose ainsi de plus de deux fois les exigences minimales de capital pour les activités bancaires et pour les activités d'assurance.

Le ratio conglomérat est le rapport des fonds propres globaux phasés du conglomérat financier sur les exigences de fonds propres de la banque cumulées avec les exigences de fonds propres de l'assurance :

- il reprend l'ensemble des exigences bancaires et d'assurance en retraçant à la fois du numérateur et du dénominateur la part des intragroupes liée aux participations en fonds propres ;
- les fonds propres de la filiale d'assurances levés à l'extérieur du périmètre de consolidation sont intégrés aux fonds propres du conglomérat.

Fonds propres globaux du conglomérat		
Ratio conglomérat	=	$\frac{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}}{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}} > 100 \%$

En tant que groupe de bancassurance, la vision "conglomérat" est la plus pertinente. Le conglomérat associe banques et assurance : cela correspond au périmètre naturel de Crédit Agricole S.A. Par ailleurs, dans le ratio conglomérat, ces deux activités sont intégrées pour les risques réels portés par chacune. La vision du ratio conglomérat est donc économique tandis que le ratio de solvabilité bancaire traite l'assurance comme une participation.

III. Ratio de levier

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié et remplacé par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014. Le règlement délégué a été publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 18 janvier 2015.

La publication est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2015 au moins une fois par an ; les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé, un ratio phasé ou les deux ratios.

Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Le ratio de levier a subi une période d'observation entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} janvier 2017 dans l'objectif d'un suivi sur les composantes ainsi que le comportement de ce ratio par rapport aux exigences fondées sur les risques.

D'après les propositions de textes diffusées le 23 novembre 2016 dans le cadre des travaux législatifs CRR 2/CRD 5, la mise en application en Pilier 1, initialement prévue dans CRR au 1^{er} janvier 2018, pourrait être décalée.

Une exigence de ratio de levier à deux vitesses est envisagée : elle pourrait être de 3 %, niveau mentionné par le Comité de Bâle pour les non G-SIB, et à un niveau supérieur pour les G-SIB.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition au levier, soit les éléments d'actifs et de hors bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations intragroupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors bilan.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'élève au 31 décembre 2016 à 5,0 % sur une base de *Tier 1* phasé ⁽¹⁾.

(1) Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de + 130 points de base au titre de l'exonération des opérations intragroupe.

RATIO DE LEVIER - DÉCLARATION COMMUNE

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	920 660
2	Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1	(18 502)
3	TOTAL DES EXPOSITIONS AU BILAN (DÉRIVÉS, SFT ET ACTIFS FIDUCIAIRES EXCLUS) (SOMME DES LIGNES 1 ET 2)	902 158
Expositions sur dérivés		
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	21 577
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	31 421
5a	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	0
6	Sûretés fournies pour des dérivés lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	3 412
7	Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés	(25 075)
8	Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client	(239)
9	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	18 173
10	Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus	(13 066)
11	TOTAL DES EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS (SOMME DES LIGNES 4 À 10)	36 204
Expositions sur SFT		
12	Actifs SFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	241 726
13	Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT bruts	(106 218)
14	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs SFT	5 010
14a	Dérogation pour SFT : Exposition au risque de crédit de la contrepartie conformément à l'article 429 ter, paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n° 575/2013	
15	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	
15a	Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT compensées par le client	
16	TOTAL DES EXPOSITIONS SUR OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES (SOMME DES LIGNES 12 À 15A)	140 518
Autres expositions de hors bilan		
17	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	253 994
18	Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents	(117 892)
19	AUTRES EXPOSITIONS DE HORS BILAN (SOMME DES LIGNES 17 ET 18)	136 102
Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)		
19a	Expositions intragroupe exemptées (sur base individuelle) au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	(308 239)
19b	Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	
Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
20	Fonds propres de catégorie 1	45 445
21	MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (SOMME DES LIGNES 3, 11, 16, 19, EU-19A ET EU-19B)	906 744
Ratio de levier		
22	RATIO DE LEVIER	5,0 %
Choix en matière de dispositions transitoires et montant des actifs fiduciaires décomptabilisés		
23	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire
24	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n° 575/2013	

RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER

		Montant applicable
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	1 524 232
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation réglementaire	(322 297)
3	Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 13, du règlement (UE) n° 575/2013	
4	Ajustements pour instruments financiers dérivés	(136 164)
5	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)	31 612
6	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	136 102
6a	Ajustement pour expositions intragroupe exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013	(308 239)
6b	Ajustement pour expositions exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013	0
7	Autres ajustements	(18 502)
8	MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER	906 744

VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, SFT)

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées), dont :	622 318
2	Expositions du portefeuille de négociation	4 956
3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	617 363
4	Obligations garanties	4 734
5	Expositions considérées comme souveraines	156 776
6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	1 606
7	Établissements	41 454
8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	5 426
9	Expositions sur la clientèle de détail	156 199
10	Entreprises	177 670
11	Expositions en défaut	14 595
12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	58 903

IV. Ratio MREL/TLAC

Ratio MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities* ou "Exigence minimale concernant les fonds propres et les engagements éligibles") est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (BRRD) publiée le 12 juin 2014 pour application à partir du 1^{er} janvier 2015 (sauf les dispositions sur le renfouement interne et le MREL applicables depuis le 1^{er} janvier 2016).

Plus globalement, la BRRD établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Cette exigence minimale est calculée comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement. Dans ce calcul, le total des passifs tient compte de la pleine reconnaissance des droits de compensations applicables aux dérivés. Au vu de la proposition législative de la Commission européenne d'amendements à la BRRD, publiée le 23 novembre 2016, le dénominateur du MREL pourrait à terme converger vers celui du ratio TLAC (voir ci-dessous), et être exprimé en RWA. Sont éligibles au MREL les fonds propres prudentiels, les titres subordonnés ayant une échéance résiduelle de plus d'un an (y compris non éligibles prudemment et la part décotée des Tier 2), les dettes seniors non préférées ayant une échéance résiduelle de plus d'un an (Crédit Agricole S.A. a émis en fin d'année 1,5 milliard d'euros à 10 ans) et certaines dettes seniors préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an. La dette senior préférée éligible au MREL est soumise à l'appréciation du Conseil de Résolution Unique (CRU).

Le ratio MREL sert à calibrer une exigence de passifs éligibles et ne préjuge pas des dettes qui seraient effectivement appelées à subir des pertes en cas de résolution.

Le groupe Crédit Agricole a d'ores et déjà atteint depuis septembre 2015 un ratio MREL à 8 % hors dette senior préférée, qui permettrait en cas de résolution le recours au fonds de résolution européen avant d'appliquer le principe de renfouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs seniors préférés. Le groupe Crédit Agricole, sera soumis à un objectif de MREL, défini par l'autorité de résolution et qui pourra être différent de l'objectif cible de 8 % retenu par le groupe.

Le Groupe s'était donné comme objectif d'atteindre le ratio de 8 % hors dette senior préférée fin 2016. En 2016, le CRU n'a communiqué au Groupe qu'une cible indicative de MREL, donc y compris dette senior préférée potentiellement éligible⁽¹⁾, non contraignante au niveau consolidé. D'ici la fin de l'année 2017, le CRU pourrait fixer une exigence de MREL pour le Groupe au niveau consolidé et prendre ses premières décisions de MREL au niveau individuel.

Au 31 décembre 2016, le groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à 8,5 % hors dette senior préférée potentiellement éligible.

Ratio TLAC

Ce ratio, dont les modalités ont été précisées dans un *Term Sheet* publié le 9 novembre 2015, a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière Financial Stability Board (FSB). Le FSB a ainsi défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB). Ce nouveau ratio de *Total loss absorbing capacity* (TLAC), qui sera transposé au niveau européen dans le règlement CRR et entrera en vigueur à partir de 2019, fournira aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIB ont une capacité suffisante d'absorption de pertes, avant et pendant la résolution. En conséquence, les autorités de résolution pourront mettre en œuvre une stratégie de résolution ordonnée, qui minimise les impacts sur la stabilité financière, assure la continuité des fonctions économiques critiques des G-SIB, et limite le recours aux contribuables.

Selon les dispositions du *Term Sheet* TLAC, reprise dans la proposition législative de la Commission européenne d'amendements au règlement CRR publiée le 23 novembre 2016, le niveau minimum de ratio du TLAC correspond à deux fois les exigences prudentielles minimales (soit le maximum entre 6 % du dénominateur du ratio de levier et 16 % des risques pondérés, auquel s'ajoutent les coussins prudentiels applicables) à compter du 1^{er} janvier 2019, puis le maximum entre 6,75 % du dénominateur du ratio de levier et 18 % des risques pondérés (hors coussins) à compter du 1^{er} janvier 2022. Ce niveau minimum pourrait être relevé par les autorités de résolution à travers l'exigence de MREL (voir point précédent).

Ce ratio s'applique à partir de 2019 uniquement aux établissements d'importance systémique, donc au groupe Crédit Agricole. Crédit Agricole S.A. n'y est en revanche pas soumis, n'étant pas qualifié de G-SIB par le FSB.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de résolution peut appliquer le renfouement interne.

Le groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5 % (incluant un coussin de conservation de 2,5 % et un coussin G-SIB de 1 %) à compter de 2019 puis 21,5 % à compter de 2022. Le groupe Crédit Agricole vise le respect de ces exigences TLAC sans inclusion de dette senior préférée, sous réserve de l'évolution des méthodes de calcul des emplois pondérés. Au 31 décembre 2016, le ratio TLAC rapporté aux emplois pondérés est estimé à 20,3 %⁽¹⁾ pour le groupe Crédit Agricole, hors prise en compte des dettes seniors préférées éligibles.

V. Actifs grevés

Crédit Agricole S.A. suit et pilote le niveau des actifs mobilisés dans le groupe Crédit Agricole.

Au total, le ratio d'actifs grevés représente 14,8 % au 31 décembre 2016 :

- sur les créances privées, la mobilisation a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants :

(1) Estimation basée sur l'état actuel de notre compréhension des textes.

- obligations garanties (*covered bonds*) : les actifs des Caisses régionales, de LCL, de Crédit Agricole CIB et de Cariparma sont mobilisés au titre de trois dispositifs d'émission : Crédit Agricole Home Loan SFH, Crédit Agricole Public Sector SCF et Cariparma (22,3 milliards d'euros placés et en vie pour 32,0 milliards d'euros d'actifs grevés),
- dépôts garantis autres que mises en pension : les actifs grevés résultent principalement des activités de refinancement auprès d'organismes français ou supranationaux, des tirages à la BCE au titre du TLTRO et du conduit de titrisation ESTER de Crédit Agricole CIB (37,5 milliards d'euros de refinancement pour 50,0 milliards d'euros d'actifs grevés),
- titres adossés à des actifs (titrisations) : les actifs sont mobilisés au titre des titrisations réalisées par CA Consumer Finance et CA Financements (Suisse) et placées dans le marché (5,1 milliards d'euros).
- titres de créance émis (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) : les actifs encombrés résultent principalement des billets à ordre émis auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH) (14,5 milliards d'euros de refinancement pour 22,4 milliards d'euros d'actifs grevés) ;
- les autres sources d'encombrement sont principalement constituées des titres qui sont grevés et accessoirement du cash (majoritairement en appels de marge) :
 - mises en pension (*repos*) : l'encours des actifs encombrés et collatéral reçu réutilisé au titre des mises en pension représente 63,2 milliards d'euros, dont 53,6 milliards d'euros de titres reçus en garantie et réutilisés sur un total de 193 milliards d'euros de collatéral reçu ; sur les 63,2 milliards d'euros, la part de Crédit Agricole CIB représente 51,4 milliards d'euros (dont 48,3 milliards d'euros de collatéral reçu principalement de sa clientèle et réutilisé) ;
 - dérivés (appels de marge) : les appels de marge représentent un encours de 24,9 milliards d'euros, lié principalement à l'activité de dérivés OTC de Crédit Agricole CIB ;
- le collatéral reçu inclut 175 milliards d'euros de garanties reçues grevées ou disponibles pour être grevées et 18 milliards d'euros de collatéral reçu mais non disponible pour être grevé.

UTILISATION DES ACTIFS GREVÉS ET COLLATÉRAL REÇU

Mises en pension (63,2 Mds d'€)	Dépôts garantis et financement BC ⁽¹⁾ (50,0 Mds d'€)				
Obligations garanties (32,0 Mds d'€)	Dérivés (24,9 Mds d'€)				
Titrisations ⁽²⁾ (5,1 Mds d'€)	Titres de créances ⁽³⁾ (22,4 Mds d'€)				
Autres ⁽⁴⁾ (8,8 Mds€)					
Total actifs (et collatéral) grevés = 207 Mds d'€		÷	1 395 Mds d'€	=	Ratio d'actifs grevés au 31/12/2016 14,8 %

(1) Banques centrales.

(2) Titrisations de CACF et de CA Financements.

(3) Autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs.

(4) Principalement prêts secs de titres.

(5) Dont 18 Mds d'euros non disponible pour être grevé.

Le tableau **détaillant les données relatives aux actifs grevés** au 31 décembre 2016 est présenté dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investissement/informations-financieres

COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

I. Composition des fonds propres

Par souci de lisibilité, le tableau complet de la composition des fonds propres au 31 décembre 2016 est présenté dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investissement/informations-financieres

1. Fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*)

Ils comprennent le *Common Equity Tier 1* (CET1) et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) :

A. COMMON EQUITY TIER 1 (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente, comme décrit dans la section "Contexte réglementaire et périmètre prudentiel/Réforme des ratios de solvabilité" ;
- les intérêts minoritaires, qui, comme indiqué dans le point sur la réforme des ratios de solvabilité, font maintenant l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ;
- les déductions, en sus de celles qui ont été précisées précédemment dans le point sur la réforme des ratios de solvabilité, comprennent notamment les éléments suivants :
 - les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable,
 - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition.

B. FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 en non phasé

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1* "AT1") éligibles sous Bâle 3 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération).

Les instruments d'AT1 sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio de CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 %. Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur nominal. La totale flexibilité des paiements est exigée : interdiction des mécanismes de rémunération automatique, suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur.

Sont déduites les participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment (AT1), ainsi que celles résultant des règles d'application transitoire.

Les cinq émissions d'AT1 éligibles à Bâle 3 comportent deux mécanismes d'absorption des pertes qui se déclenchent :

- lorsque le ratio CET1 phasé du groupe Crédit Agricole S.A. est inférieur à un seuil de 5,125 % ;

- lorsque le ratio CET1 phasé du groupe Crédit Agricole est inférieur à un seuil de 7 %.

Au 31 décembre 2016, les ratios phasés de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole s'établissent respectivement à 12,1 % et 14,4 %. Ainsi, ils représentent un coussin en capital de 20,9 milliards pour le seuil relatif Crédit Agricole S.A. et de 38,5 milliards d'euros pour le seuil relatif au groupe Crédit Agricole par rapport aux seuils d'absorption des pertes.

Au 31 décembre 2016, aucune restriction sur le paiement des coupons n'était applicable.

Au 31 décembre 2016, les éléments distribuables potentiels de Crédit Agricole S.A. s'établissent à 38,1 milliards d'euros incluant 25,9 milliards d'euros de réserves distribuables et 12,2 milliards d'euros de primes d'émission.

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles en phasé

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond :

- aux fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 (AT1) ; et
- à une fraction du *Tier 1* non éligible, égale au minimum :
 - du montant prudentiel des instruments de *Tier 1* non éligibles en date de clôture (post-amortissement, *calls* éventuels, rachats, etc.), y compris les actions de préférence,
 - de 60 % (seuil pour l'exercice 2016) du stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012, le stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 9 329 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 5 597 millions d'euros.

Le montant de *Tier 1* dépassant ce seuil prudentiel est intégré au *Tier 2* phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au *Tier 2*.

Par souci de lisibilité, les tableaux des titres super-subordonnés sont présentés, (i) dans un format simplifié au sein du rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 et (ii) dans leur version extensive conforme à l'Annexe II du règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013 de la Commission européenne du 20 décembre 2013, sur le site Web : www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire/Information-financiere/Pilier-3-et-autres-publications-prudentielles.

2. Fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans. Les incitations au remboursement anticipé sont interdites. Les distinctions antérieures entre le *lower* et l'*upper Tier 2* n'existent plus ;
- ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- la clause de maintien des acquis qui est la même que celle exposée pour l'AT1 ci-dessus ;
- les plus-values latentes nettes afférentes aux instruments de capitaux propres reprises, avant impôt, en fonds propres de catégorie 2 à hauteur de 45 % (seulement en phasé) ;

- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes est limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB. Par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général bruts des effets fiscaux peuvent être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard ;
- les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment (majoritairement du secteur des assurances, les créances subordonnées bancaires n'étant pas éligibles pour la majorité) ainsi que celles résultant des règles d'application transitoire, suite au *phasing* des participations déduites à 50 % du *Tier 1* et à 50 % du *Tier 2* en CRD 3.

La dette subordonnée est présentée ci-dessous avec la distinction existant au 31 décembre 2013 entre titres subordonnés à durée indéterminée et titres participatifs, d'une part, et titres subordonnés remboursables, d'autre part.

Le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond :

- en non phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4 ;
- en phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4, complété du minimum :
 - du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 60 % (seuil pour l'exercice 2016) des titres *Tier 1* non éligibles,
 - de 60 % (seuil pour 2016) du stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012. Le stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 4 118 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 2 470 millions d'euros.

Par souci de lisibilité, **les tableaux des titres subordonnés à durée indéterminée/titres participatifs et des titres subordonnés remboursables** sont présentés dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investissement/informations-financieres

II. Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	58 277	58 277	53 813	53 813
Distribution à venir sur résultat N-1	0	0	0	0
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(1 716)	(1 716)	(692)	(692)
Gains - pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur produits structurés filtrés	219	219	93	93
Gains - pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur dérivés filtrés	(41)	(69)	(40)	(101)
Gains - pertes latents sur opérations de couverture de flux trésorerie filtrés	(578)	(578)	(566)	(566)
Traitement transitoire des gains et pertes latents	(859)	0	(1 350)	0
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5 011)	(5 011)	(3 861)	(3 861)
Autres retraitements prudentiels	(564)	(568)	(278)	(290)
Capitaux propres part du Groupe ⁽¹⁾	49 727	50 554	47 119	48 396
INTÉRÊTS MINORITAIRES COMPTABLES	5 661	5 661	5 622	5 622
(-) éléments non reconnus en prudentiel ⁽²⁾	(3 086)	(3 710)	(2 839)	(3 800)
Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	2 575	1 951	2 783	1 822
<i>Prudent valuation</i>	(472)	(472)	(498)	(498)
Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(15 074)	(15 074)	(15 416)	(15 416)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(32)	(53)	(59)	(147)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(179)	(179)	(841)	(841)
Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	(251)	(418)	(194)	(485)
Autres éléments du CET1	64	(7)	77	(11)
TOTAL CET1	36 358	36 302	32 971	32 820
Instruments de fonds propres AT1 (y compris actions de préférence)	10 124	5 616	10 060	4 433
Instruments Tier 1 ou Tier 2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 1	(808)	0	(912)	0
Ajustements transitoires et déductions	(159)	(75)	(145)	0
Autres éléments de Tier 1	(70)	0	(89)	0
Total Additionnal Tier 1	9 087	5 541	8 914	4 433
TOTAL TIER 1	45 445	41 843	41 885	37 253
Instruments de fonds propres Tier 2	18 239	17 808	21 076	19 121
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	0	0	702	702
Ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard	382	382	430	430
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2	(3 231)	(3 799)	(2 129)	(2 802)
Ajustements transitoires et déductions	(323)	(240)	109	0
TOTAL TIER 2	15 067	14 151	20 188	17 451
FONDS PROPRES GLOBAUX	60 512	55 994	62 073	54 704

(1) Ce poste se retrouve dans le tableau des ratios, section "Indicateurs et ratios prudentiels", point 1 : ratio de solvabilité.

(2) Dont 1 milliard d'euros de titres hybrides émis par Crédit Agricole Assurances.

III. Mesure de l'exigence de capital économique

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure de l'exigence de capital économique au niveau du groupe Crédit Agricole, du groupe Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Ce dispositif est un des éléments du processus ICAAP (*Internal Capital Adequacy Assessment Process*) dont la mise en œuvre, mais également son actualisation, sont de la responsabilité de chaque sous-groupe. Le capital économique est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 4 *via* sa transposition dans la réglementation française par l'arrêté du 3 novembre 2014 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- et les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière (BCE, 3 novembre 2016).

Dans l'optique de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est exposé, le Groupe complète la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) par une mesure des exigences de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et une valorisation selon une approche interne (Pilier 2).

Le calcul des exigences de capital économique consiste à :

- ajuster les exigences de fonds propres calculées au titre du Pilier 1 de façon à ce que le capital interne reflète de façon économique les risques de chaque activité ;
- appliquer un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est défini sur la base de l'appétence du Groupe en termes de notation externe ;
- compléter les exigences correspondant aux risques du Pilier 1 (opérationnels, marché, crédit) afin de tenir compte des autres risques (risques du Pilier 2) ;
- prendre en compte les exigences de capital au titre de l'assurance : le traitement en conglomérat danois du Pilier 1 est remplacé par la mesure d'exigence de marge de solvabilité dérivée de Solvabilité 2 ;
- et à tenir compte, de façon prudente, des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités diversifiées au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

S'agissant du risque de liquidité, le Groupe s'assure de la qualité de son dispositif de gestion et de supervision de ce risque, ainsi que de l'adéquation de son plan de continuité de la liquidité.

Sont ainsi pris en compte au 31 décembre 2016 au titre des risques de Pilier 2 le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque de concentration sur le portefeuille de crédit non retail, la prise en compte de l'effet de la diversification et le risque pays/souverain. En plus de ces risques, la mesure de capital économique requiert de vérifier que les exigences de fonds propres calculées au titre du Pilier 1 couvrent de façon adéquate le risque résiduel lié aux techniques de réduction du risque de crédit et les risques liés aux opérations de titrisation. À défaut, un ajustement du risque par rapport aux exigences du Pilier 1 est effectué par les entités éventuellement exposées à ces risques.

Une cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure des exigences en capital économique est assurée par une comitologie spécifique au sein du Groupe.

Le capital économique des expositions au risque de crédit de la grande clientèle se fonde sur un modèle interne de capital économique permettant notamment d'appréhender les concentrations au sein des portefeuilles de crédit.

Le capital économique des expositions au risque de crédit de la clientèle de détail se fonde sur des mesures réalisées en fonction de scénarios macroéconomiques. Cette démarche a été progressivement étendue aux entités situées hors de France.

Pour le risque de marché qui fait l'objet d'un suivi en VaR, le capital économique intègre pleinement les évolutions réglementaires entrées en application au Pilier 1 (VaR stressée, IRC). L'horizon de mesure du capital est mis en cohérence avec celui retenu pour les autres risques.

Pour le risque de taux du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole S.A. applique dans son calcul du capital économique des chocs de taux et d'inflation. Dans le cadre des chocs de taux appliqués, les impacts sur l'ensemble des risques directionnels, optionnels et comportementaux sont mesurés pour chacune des devises significatives. Le capital interne calculé intègre en outre l'effet compensateur apporté par le plus petit entre (i) la marge nette d'intérêt annuelle et (ii) le résultat brut d'exploitation annuel, dans la limite de 20 % des fonds propres.

Les risques d'assurance sont pris en compte dans le capital économique du Groupe en fonction des mesures réalisées dans le cadre des régimes prudentiels actuels applicables aux compagnies d'assurance (Solvabilité 2).

Pour obtenir une vision globale sur les besoins en capital économique, le groupe Crédit Agricole a mis en place une méthode d'agrégation consistant à sommer les exigences des différents risques puis à déduire le montant relatif aux bénéfices de la diversification inter-risques. Cette diversification est déterminée en estimant la corrélation entre différentes catégories de risques sur la base d'observations historiques.

La mesure de l'exigence en capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du capital planning à cette date, de façon à intégrer les effets des principales réformes prudentielles pouvant être anticipées.

Les entités du groupe Crédit Agricole S.A. soumises à l'exigence de mesure de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de l'exigence de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation est une composante du dispositif d'identification des risques ;
- l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'une feuille de route formalisée par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

IV. Évolution des fonds propres réglementaires en 2016

(en millions d'euros)		Flux en phasé : 31/12/16 vs 31/12/2015
Fonds propres de base de catégorie 1 CET1 au 31/12/2015		32 971
Augmentation de capital (paiement du dividende en actions hors Groupe au titre du résultat de l'exercice N-1) et augmentation de capital salariés		702
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution		3 069
Prévision de distribution		(1 716)
Variation des plus et moins-values latentes ⁽¹⁾		416
Effet change		(138)
Intérêts minoritaires ⁽¹⁾		(208)
Variations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles		342
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1		662
Dépassement de franchise ⁽¹⁾		(57)
Autres ajustements prudentiels		316
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 CET1 AU 31/12/2016		36 358
Fonds propres additionnels de catégorie 1 AT1 au 31/12/2015		8 914
Émissions		1 186
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette ⁽²⁾		(1 122)
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1		109
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 AT1 AU 31/12/2016		9 087
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 TIER 1 AU 31/12/2016		45 445
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2015		20 188
Émissions		4 012
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette ^{(2) (3)}		(6 849)
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2		(2 284)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 TIER 2 AU 31/12/2016		15 067
FONDS PROPRES GLOBAUX AU 31/12/2016		60 512

(1) Intègre la modification des pourcentages de phasing.

(2) Y compris déductions du plafond de rachat d'instruments AT1 et Tier 2 et impact éventuel du plafond applicable aux instruments soumis à exclusion progressive.

(3) Un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance.

COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

I. Emplois pondérés par type de risque

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 300,7 milliards d'euros au 31 décembre 2016 contre 305,6 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

(en millions d'euros)	RWA		Exigences minimales de fonds propres
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016
1 Risque de crédit (hors risque de contrepartie - RCC)	230 731	238 009	18 458
2 <i>dont approche standard (SA)</i>	92 757	93 918	7 421
3 <i>dont approche fondation IRB (IRBF)</i>	21 284	20 256	1 703
4 <i>dont approche avancée IRB (IRBA)</i>	94 824	94 167	7 586
5 <i>dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes</i>	21 866	29 667	1 749
6 Risque de contrepartie	20 267	20 472	1 621
7 <i>dont méthode de l'évaluation au prix du marché</i>	5 736	5 714	248
8 <i>dont méthode de l'exposition initiale</i>			
9 <i>dont méthode standard</i>			
10 <i>dont méthode du modèle interne (IMM)</i>	10 120	10 347	810
11 <i>dont contributions au fonds de défaillance d'une CCP</i>	527	408	42
12 <i>dont CVA</i>	3 885	4 003	311
13 Risque de règlement	1	2	0
14 Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire (après cap)	5 735	5 342	459
15 <i>dont approche fondée sur les notations internes (IRB RBA)</i>	1 771	2 040	142
16 <i>dont approche prudentielle fondée sur les notations internes (IRB SFA)</i>	1 127	910	90
17 <i>dont approche fondée sur les évaluations internes (IAA)</i>	2 483	2 142	199
18 <i>dont approche standard (SA)</i>	353	250	28
19 Risque de marché	7 695	7 589	616
20 <i>dont approche standard (SA)</i>	940	986	75
21 <i>dont approches fondées sur la méthode des modèles internes (IMM)</i>	6 755	6 603	540
22 Expositions Grands Risques	0	0	0
23 Risque opérationnel	27 548	26 115	2 204
24 <i>dont approche élémentaire</i>			
25 <i>dont approche standard</i>	5 424	5 069	434
26 <i>dont approches par mesure avancée</i>	22 124	21 046	1 770
27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (avant pondération des risques de 250 %)	8 764	8 091	701
28 Ajustement du plancher Bâle 1			
29 TOTAL	300 740	305 620	24 059

II. Emplois pondérés par pôle métier

31/12/2016 (en millions d'euros)	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB ⁽¹⁾	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
Banque de proximité en France	6 392	2 101	30 578	0	39 071	4	2 501	0	41 576
Banque de proximité à l'international	26 201	712	3 347	0	30 260	1	2 706	247	33 214
Gestion de l'épargne et Assurances	5 283	11 799	807	0	17 889	202	3 585	0	21 676
Services financiers spécialisés	37 279	920	16 427	0	54 626	34	2 202	0	56 862
Banque de financement et d'investissement	18 158	7 933	74 243	408	100 742	3 644	16 173	7 084	127 643
Activités hors métiers	4 228	7 165	7 512	119	19 024	0	381	364	19 769
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	97 541	30 630	132 914	527	261 612	3 885	27 548	7 695	300 740

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

31/12/2015 (en millions d'euros)	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB ⁽¹⁾	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
Banque de proximité en France	6 954	13 013	28 695	0	48 662	2	2 701	3	51 368
Banque de proximité à l'international	26 340	1 497	3 397	0	31 234	20	2 528	249	34 031
Gestion de l'épargne et Assurances	15 795	9 750	817	8	26 370	286	2 995	23	29 674
Services financiers spécialisés	36 602	832	14 762	0	52 196	68	2 076	9	54 349
Banque de financement et d'investissement	10 057	7 309	76 478	400	94 244	3 627	15 436	6 953	120 260
Activités hors métiers	2 842	5 357	7 008	0	15 207	0	379	352	15 938
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	98 590	37 758	131 157	408	267 913	4 003	26 115	7 589	305 620

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

III. Évolution des emplois pondérés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. sur l'année 2016 :

(en millions d'euros)	31/12/2015	Change	Variation organique et actions d'optimisation	VME Assurances	Périmètre	Méthode	Total variation 2016	31/12/2016
Risque de crédit	267 913	(186)	1 231	2 341	(9 686)	0	(6 300)	261 613
dont Risque actions	37 758	0	235	2 341	(9 704)	0	(7 128)	30 630
CVA	4 003	0	(118)	0	0	0	(118)	3 885
Risque de marché	7 589	0	106	0	0	0	106	7 695
Risque opérationnel	26 115	0	1 429	0	4	0	1 433	27 548
TOTAL	305 620	(186)	2 647	2 341	(9 682)	0	(4 879)	300 740

Les emplois pondérés s'établissent à 300,7 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en baisse de 4,9 milliards d'euros (soit - 1,6 %) en raison notamment de :

- l'effet change (dépréciation de la livre égyptienne en grande partie compensée par l'appréciation du dollar) ;
- la variation organique qui intègre la hausse des exigences au titre du risque opérationnel constatée au second semestre de l'année ;

- l'accroissement de la valeur de mise en équivalence de la participation dans les assurances pour 2,3 milliards d'euros dans un contexte de mise en œuvre des nouvelles règles prudentielles solvabilité 2 et de volatilité des taux d'intérêt ;
- le transfert de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales pour - 9,7 milliards d'euros.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

On entend par :

- **probabilité de défaut (PD)** : probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **valeurs exposées au risque (EAD)** : montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **pertes en cas de défaut (LGD)** : rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **expositions brutes** : montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **facteur de conversion (CCF)** : rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **pertes attendues (EL)** : le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **emplois pondérés (RWA)** : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;

- **ajustements de valeur** : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **évaluations externes de crédit** : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

Dans la partie I, est présentée une vision générale de l'évolution du risque de crédit et de contrepartie suivie par un point plus détaillé sur le risque de crédit dans la partie II, par type de méthode prudentielle : en méthode standard et en méthode IRB. Le risque de contrepartie est traité dans la partie III suivi par la partie IV consacrée aux techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie.

I. Présentation générale du risque de crédit et de contrepartie

1. Expositions par type de risque

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque global (crédit, contrepartie, dilution et règlement livraison) par catégorie d'exposition, pour les approches standard et notations internes au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015.

Les 17 catégories d'expositions en standard sont regroupées afin d'assurer une présentation homogène avec les expositions IRB.

EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON)

	31/12/2016												
	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
(en milliards d'euros)													
Administrations centrales et banques centrales	33,1	33,2	33,1	5,6	136,1	143,7	141,7	2,5	169,1	176,9	174,8	8,1	0,6
Établissements	58,8	75,3	73,4	9,9	343,5	349,6	343,8	9,5	402,3	425,0	417,2	19,4	1,5
Entreprises	112,5	92,5	69,2	53,7	272,2	255,7	202,4	78,6	384,7	348,2	271,7	132,3	10,6
Clientèle de détail	34,1	32,7	28,6	19,2	153,0	153,0	150,0	37,0	187,1	185,7	178,6	56,1	4,5
Crédits aux particuliers	27,5	26,6	22,8	15,8	131,5	131,5	128,7	30,2	159,0	158,1	151,5	46,0	3,7
dont garantis par une sûreté immobilière	4,3	4,2	4,2	1,8	78,1	78,1	78,1	9,2	82,4	82,3	82,3	11,1	0,9
dont renouvelables	8,0	7,7	4,0	3,1	10,1	10,1	7,2	3,0	18,1	17,8	11,3	6,1	0,5
dont autres	15,1	14,6	14,5	10,9	43,4	43,4	43,4	17,9	58,5	58,0	57,9	28,8	2,3
Crédits aux Petites et moyennes entités	6,7	6,1	5,8	3,3	21,4	21,4	21,3	6,8	28,1	27,5	27,1	10,1	0,8
dont garantis par une sûreté immobilière	0,2	0,2	0,2	0,1	3,5	3,5	3,5	0,7	3,8	3,8	3,8	0,8	0,1
dont autres crédits	6,4	5,9	5,6	3,3	17,9	17,9	17,8	6,0	24,3	23,8	23,4	9,3	0,7
Actions	1,2		1,0	1,2	15,9		6,5	21,9	17,0		7,5	23,0	1,8
Titrisations	0,7		0,5	0,4	38,4		38,4	5,4	39,1		38,9	5,7	0,5
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	9,9		10,1	7,7					9,9		10,1	7,7	0,6
TOTAL	250.3		216.0	97.5	959.0		882.9	154.8	1 209.3		1 098.8	252.3	20.2

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

	31/12/2015												
	Standard				IRB				Total				
(en milliards d'euros)	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et banques centrales	39,1	39,1	39,0	6,3	125,4	133,2	131,2	2,8	164,5	172,3	170,2	9,1	0,7
Établissements	71,1	84,8	75,4	11,7	333,5	341,3	335,0	12,7	404,5	426,1	410,4	24,4	2,0
Entreprises	108,2	91,5	68,5	52,4	257,8	239,0	190,6	76,5	366,1	330,5	259,1	128,8	10,3
Clientèle de détail	33,0	31,7	26,9	18,1	144,8	144,9	141,9	34,1	177,9	176,5	168,8	52,1	4,2
Crédits aux particuliers	27,3	26,3	17,4	15,2	124,1	124,2	121,4	27,5	151,5	150,4	138,7	42,7	3,4
dont garantis par une sûreté immobilière	4,0	3,9	0,5	1,7	71,9	71,9	71,9	8,6	75,9	75,8	72,4	10,4	0,8
dont renouvelables	9,6	9,3	3,9	3,6	10,3	10,3	7,5	3,0	19,8	19,6	11,4	6,7	0,5
dont autres	13,7	13,1	13,0	9,9	42,0	42,0	42,0	15,9	55,6	55,0	54,9	25,8	2,1
Crédits aux Petites et moyennes entités	5,7	5,5	9,5	2,9	20,7	20,7	20,5	6,5	26,4	26,1	30,0	9,4	0,8
dont garantis par une sûreté immobilière	0,5	0,5	4,8	0,2	3,5	3,5	3,5	0,7	4,0	4,0	8,3	0,9	0,1
dont autres crédits	5,2	5,0	4,7	2,7	17,2	17,2	17,0	5,8	22,4	22,1	21,7	8,5	0,7
Actions	0,8		0,6	0,8	32,6		8,7	29,7	33,4		9,3	30,5	2,4
Titrisations	0,5		0,3	0,2	34,2		34,2	5,1	34,6		34,4	5,3	0,4
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	11,8		12,7	9,1					11,8		12,7	9,1	0,7
TOTAL	264,5		223,4	98,6	928,4		841,6	160,8	1 192,9		1 065,0	259,4	20,7

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Mesurés en exposition brute, les encours globaux du Groupe enregistrent une hausse de + 1,4 % reflétant la dynamique commerciale favorable observée sur les principaux métiers, en particulier sur les portefeuilles “Entreprises”, et “Clientèle de détail” (évolution, respectivement, de + 5,1 % et + 5,3 %). La baisse du portefeuille “Actions” (- 49,1 % sur l’année) est liée principalement à l’opération “Eurêka”.

Le principal portefeuille demeure la catégorie Établissements, qui intègre 287,0 milliards d’euros d’expositions liées aux opérations internes au groupe Crédit Agricole à fin décembre 2016 (278,0 milliards d’euros à fin décembre 2015). Hors ces opérations internes, le total du portefeuille crédits atteint 922 milliards d’euros en exposition brute à fin décembre 2016 en hausse de + 0,8 % sur un an.

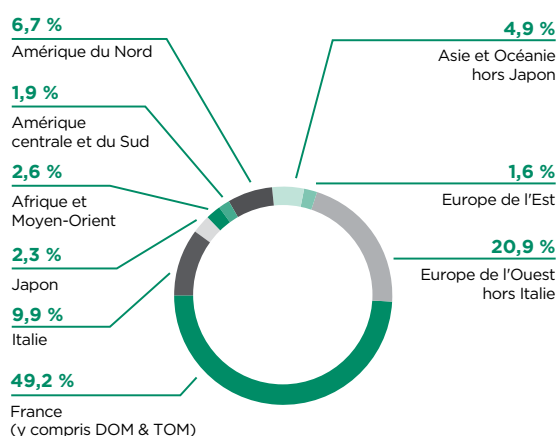
La densité des emplois pondérés (définie comme le ratio emplois pondérés/EAD) est stable et s’élève à 31 % en moyenne pour la clientèle de détail et à 49 % pour le portefeuille Entreprises au 31 décembre 2016.

2 Expositions par zone géographique

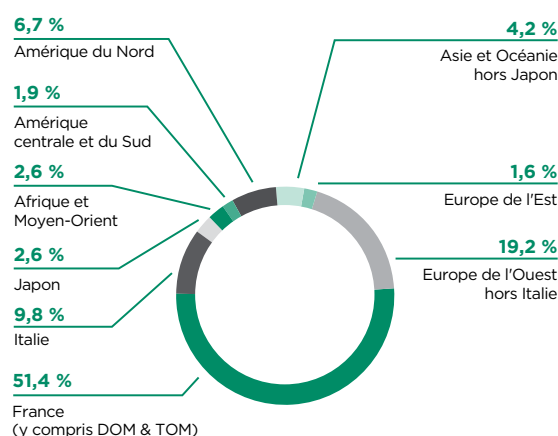
La répartition par zone géographique est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A., hors opérations de titrisation et “Actifs autres que des obligations de crédit”.

Au 31 décembre 2016, le montant total des expositions brutes sur le périmètre indiqué ci-dessus est de 873,2 milliards d’euros (hors opérations internes au groupe Crédit Agricole), contre 868,2 milliards d’euros au 31 décembre 2015.

AU 31 DÉCEMBRE 2016



AU 31 DÉCEMBRE 2015



Zone géographique de risque (en pourcentage)	Administrations et Banques centrales		Établissements		Entreprises		Clientèle de détail		Actions	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM & TOM)	57,2 %	52,6 %	38,9 %	50,4 %	40,0 %	41,3 %	63,7 %	63,5 %	88,7 %	94,1 %
Europe de l'Ouest hors Italie	21,5 %	23,1 %	39,7 %	29,2 %	22,5 %	21,7 %	6,8 %	6,3 %	5,5 %	3,1 %
Italie	4,8 %	5,9 %	2,9 %	3,4 %	7,7 %	7,3 %	23,8 %	24,6 %	4,7 %	2,2 %
Amérique du Nord	4,0 %	4,3 %	4,3 %	3,1 %	12,1 %	12,8 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,2 %
Asie et Océanie hors Japon	3,0 %	2,3 %	7,3 %	6,6 %	7,3 %	6,5 %	0,5 %	0,5 %	0,1 %	0,0 %
Japon	6,5 %	8,9 %	1,9 %	2,2 %	1,7 %	1,4 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %	0,3 %
Afrique et Moyen-Orient	1,9 %	1,8 %	4,1 %	3,2 %	3,1 %	3,4 %	1,6 %	1,8 %	0,2 %	0,1 %
Amérique centrale et du Sud	0,0 %	0,0 %	0,4 %	1,4 %	3,8 %	3,8 %	0,7 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %
Europe de l'Est	1,0 %	1,1 %	0,3 %	0,5 %	1,6 %	1,8 %	2,9 %	3,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sur la Banque de détail, les expositions du Groupe sont concentrées sur 2 pays : France et Italie représentent 88 % des expositions. Les autres portefeuilles présentent une diversification géographique plus forte. À titre d’exemple, près de 30 % des expositions du portefeuille Entreprises se situent en dehors de l’Europe de l’Ouest, principalement en Amérique du Nord et en Asie.

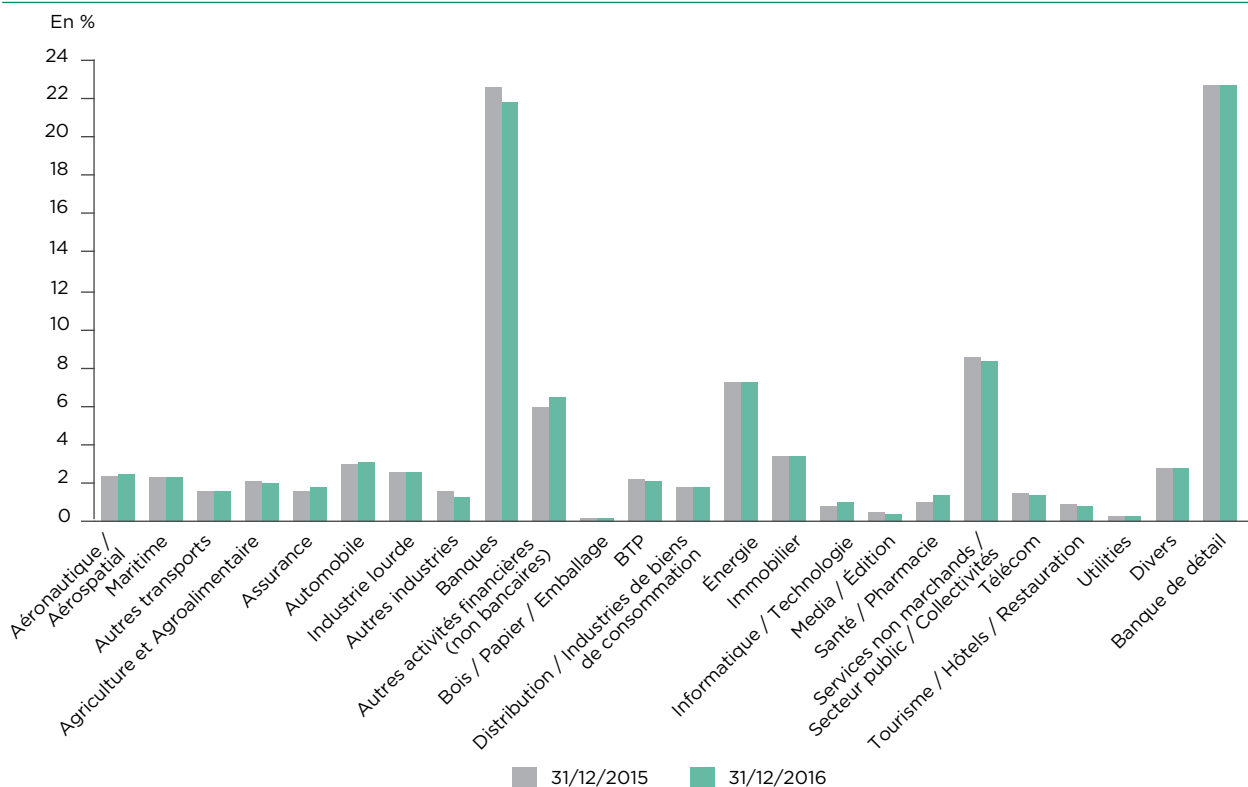
3. Expositions par secteur d’activité

La répartition par secteur d’activité est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A. pour le périmètre des Administrations centrales et banques centrales, Établissements, Entreprises et Clientèle de détail. Le portefeuille Clientèle de détail est également ventilé par sous-portefeuille bâlois (prêts à l’habitat, crédits revolving, autres crédits aux TPE, agriculteurs et professionnels, autres crédits aux particuliers).

Au 31 décembre 2016, le montant total des expositions brutes sur le périmètre indiqué ci-dessus est de 856,2 milliards d'euros (hors opérations internes avec le groupe Crédit Agricole), contre 834,8 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Le montant

ventilé par secteur d'activité est de 808,6 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (contre 783,8 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

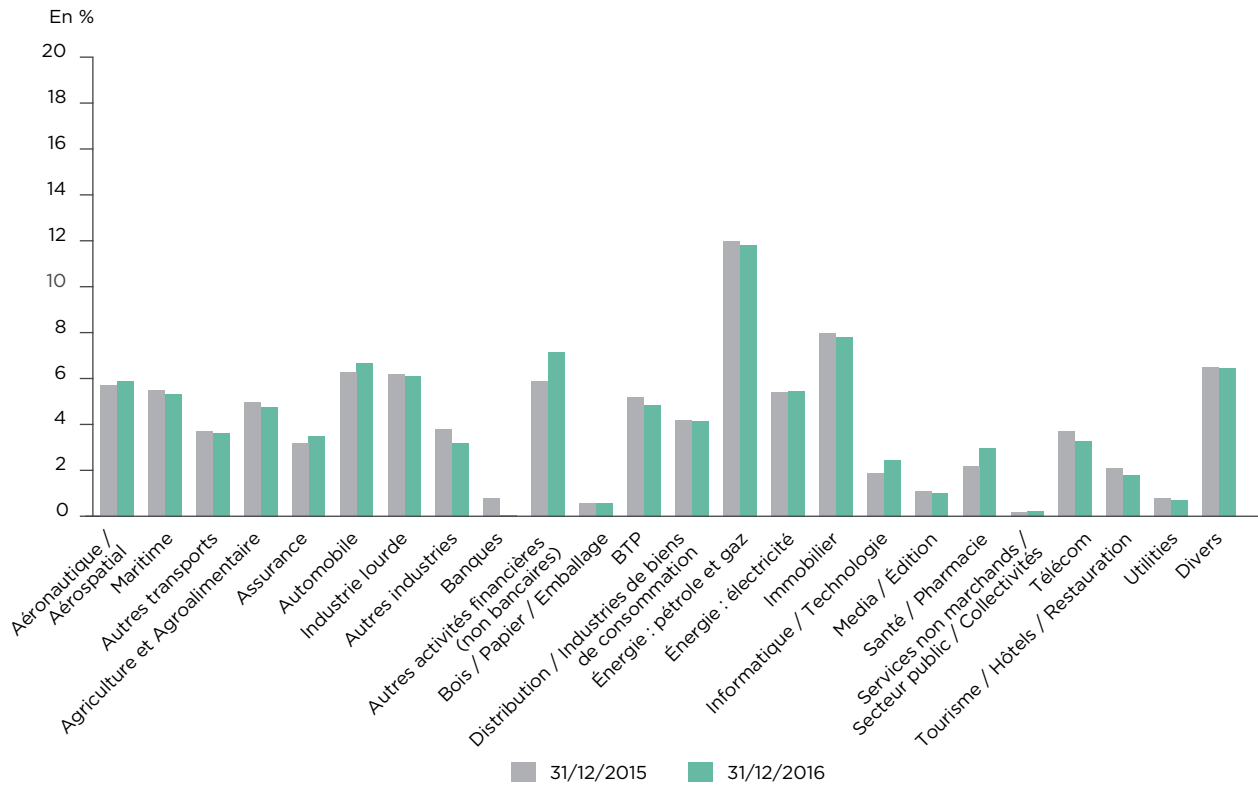
EXPOSITIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



La ventilation du portefeuille crédits par secteur d'activité économique offre toujours un bon niveau de diversification du risque.

Le portefeuille **Entreprises** offre également un niveau de diversification satisfaisant : sur ce périmètre, aucun des secteurs ne représente plus de 12 % du total des expositions à fin 2016.

VENTILATION DU PORTEFEUILLE ENTREPRISES

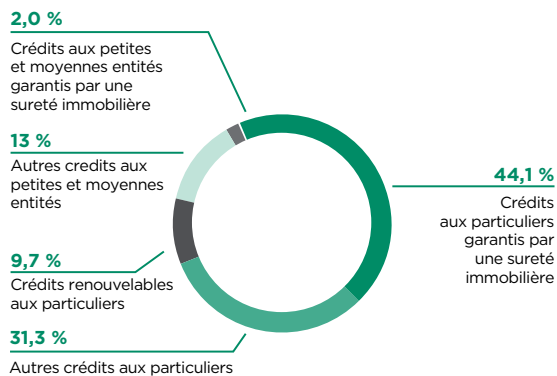


5

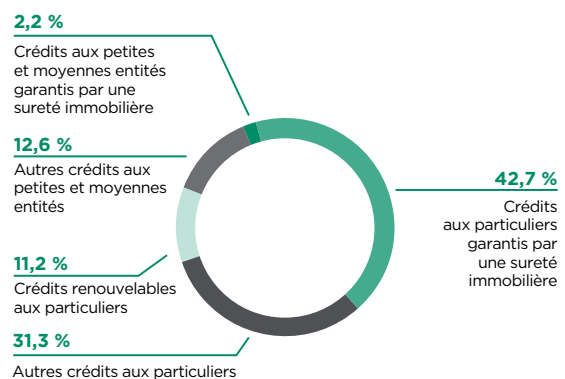
Ventilation du portefeuille Clientèle de détail

La ventilation ci-dessous indique la répartition des expositions sur la Clientèle de détail du groupe Crédit Agricole S.A. par sous-portefeuille bâlois (encours de 187,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016 contre 177,7 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en évolution de + 5,3 % sur l'année).

CLIENTÈLE DE DÉTAIL AU 31 DÉCEMBRE 2016



CLIENTÈLE DE DÉTAIL AU 31 DÉCEMBRE 2015



Au sein du portefeuille "Clientèle de détail", la part relative des "crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" poursuit l'augmentation observée depuis plusieurs années (44,1 % en 2016 contre 42,7 % en 2015). Suivant une tendance inverse, la part des "expositions renouvelables aux particuliers" se réduit encore en 2016 avec 9,7 % des encours de la clientèle de détail contre 11,2 % en 2015.

4. Expositions par échéance résiduelle

La répartition des expositions par échéance résiduelle et par instrument financier est disponible sur une base comptable dans l'annexe 3.3 aux états financiers "Risque de liquidité et de financement".

5. Expositions en défaut et ajustements de valeur

EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENTS DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2016

31/12/2016 (en milliards d'euros)	Expositions brutes	Expositions en défaut			Ajustements de valeur individuels	Ajustements de valeur collectifs
		Approche standard ⁽¹⁾	Approche IRB	Total		
Administrations centrales et banques centrales	169,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	402,3	0,2	0,4	0,6	0,7	0,1
Entreprises	384,7	4,4	5,8	10,1	4,6	1,5
Clientèle de détail	187,1	1,5	5,9	7,4	4,0	0,9
<i>Crédits aux particuliers</i>	159,0	1,3	4,0	5,2	2,9	0,8
<i>dont garantis par une sûreté immobilière</i>	82,4	0,2	1,0	1,3	0,3	0,0
<i>dont renouvelables</i>	18,1	0,4	0,3	0,7	0,5	0,1
<i>dont autres</i>	58,5	0,7	2,6	3,3	2,1	0,6
<i>Crédits aux petites et moyennes entités</i>	28,1	0,2	1,9	2,2	1,2	0,1
<i>dont garantis par une sûreté immobilière</i>	3,8	0,0	0,3	0,3	0,1	0,0
<i>dont autres crédits</i>	24,3	0,2	1,6	1,8	1,1	0,1
TOTAL	1 143,2	6,1	12,1	18,2	9,4	2,5

(1) Arriérés de paiement supérieurs à 90 jours.

EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENTS DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2015

31/12/2015 (en milliards d'euros)	Expositions brutes	Expositions en défaut			Ajustements de valeur individuels	Ajustements de valeur collectifs
		Approche standard ⁽¹⁾	Approche IRB	Total		
Administrations centrales et banques centrales	164,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements	404,5	0,1	0,5	0,5	0,7	0,1
Entreprises	366,1	4,4	4,1	8,4	4,0	1,7
Clientèle de détail	177,7	1,9	6,3	8,3	4,5	0,9
<i>Crédits aux particuliers</i>	151,3	1,6	4,3	5,9	3,2	0,8
<i>dont garantis par une sûreté immobilière</i>	75,9	0,2	1,0	1,2	0,3	0,0
<i>dont renouvelables</i>	19,8	0,4	0,4	0,8	0,5	0,1
<i>dont autres</i>	55,6	1,0	2,9	4,0	2,4	0,7
<i>Crédits aux petites et moyennes entités</i>	26,4	0,3	2,0	2,3	1,3	0,1
<i>dont garantis par une sûreté immobilière</i>	4,0	0,0	0,3	0,3	0,1	0,0
<i>dont autres crédits</i>	22,4	0,2	1,7	2,0	1,2	0,1
TOTAL	1 112,7	6,4	10,9	17,2	9,2	2,7

(1) Arriérés de paiement supérieurs à 90 jours.

Les expositions en défaut s'élèvent à 18,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en hausse de + 5,8 % par rapport au 31 décembre 2015.

Parallèlement, les ajustements de valeur individuels ont augmenté de 0,2 milliard d'euros. Le stock d'ajustements de valeur collectifs baisse de 0,2 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2015.

EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENTS DE VALEUR PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

31/12/2016 (en milliards d'euros)	Expositions en défaut		Ajustements de valeur individuels	Ajustements de valeur collectifs
	Approche standard	Approche notations internes		
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,9	0,9	0,1
Amérique centrale et du Sud	0,0	0,7	0,4	0,0
Amérique du Nord	0,0	0,4	0,1	0,0
Asie et Océanie hors Japon	0,0	0,6	0,2	0,0
Europe de l'Est	0,6	0,0	0,5	0,0
Europe de l'Ouest hors Italie	0,2	2,2	1,0	0,0
France (y compris DOM & TOM)	1,4	3,9	3,2	1,9
Italie	3,5	3,4	3,1	0,5
Japon		0,0	0,0	
Autres				
MONTANT TOTAL	6,1	12,1	9,4	2,5

31/12/2015 (en milliards d'euros)	Expositions en défaut		Ajustements de valeur individuels	Ajustements de valeur collectifs
	Approche standard	Approche notations internes		
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,6	0,9	0,1
Amérique centrale et du Sud	0,0	0,6	0,4	
Amérique du Nord		0,1	0,1	
Asie et Océanie hors Japon	0,0	0,3	0,1	
Europe de l'Est	0,6	0,1	0,5	0,1
Europe de l'Ouest hors Italie	0,2	1,5	0,7	0,0
France (y compris DOM & TOM)	1,3	4,0	3,3	2,0
Italie	4,0	3,7	3,2	0,5
Japon		0,0	0,0	
Autres				
MONTANT TOTAL	6,4	10,9	9,2	2,7

L'exposition globale en défaut (en approches standard et notation interne) est, tout comme l'ensemble des expositions, concentrée sur l'Italie, la France et le reste de l'Europe de l'Ouest hors Italie. Ces périmètres représentent respectivement 37,9 %, 29,3 % et 13,1 % de l'ensemble.

II. Risque de crédit

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole S.A. à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de *roll out* du Groupe sont le passage en méthode IRB avancée de l'ensemble des portefeuilles "Banque de détail" dans les entités Cariparma et FriulAdria en Italie en 2013 ainsi que la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" de LCL et des Caisses régionales avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Les principales entités ou portefeuilles du Groupe en méthode standard de mesure du risque de crédit et/ou du risque opérationnel au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

- les portefeuilles du groupe Cariparma non encore validés (portefeuilles hors clientèle de détail et périmètre Carispezia) ainsi que l'ensemble des autres entités du pôle Banque de proximité à l'international ;

- le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- certains portefeuilles et filiales étrangères du groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- le portefeuille des professionnels de l'immobilier.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de *roll out*), les travaux sur les principales entités ou portefeuilles encore en méthode standard se poursuivent. Une actualisation du plan de *roll out* est adressée annuellement à l'autorité compétente.

1. Expositions en approche standard

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole S.A. a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de l'agence de notation Moody's pour évaluer le risque souverain, et la table de correspondance avec les échelons de qualité de crédit définis par la réglementation.

Par souci de lisibilité, **l'exposition au risque de crédit et les effets de l'atténuation du risque de crédit (ARC)** ainsi que **les expositions par classe d'actifs et par coefficient de pondération des risques** sont présentées dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres.

Le premier échelon est très fortement prédominant dans le portefeuille Administrations et banques centrales (65,8 % au 31 décembre 2016) tandis que la part des notes 5 et 6 est minoritaire avec une quote-part en baisse (moins de 4 % des expositions au 31 décembre 2016 contre moins de 5 % au 31 décembre 2015).

L'exposition sur les établissements en approche standard, demeure, comme les années précédentes, quasi exclusivement concentrée sur le premier échelon reflétant l'importance des activités réalisées avec des établissements de très bonne qualité : la part des établissements des échelons 2 et supérieurs est de 94,2 %.

La ventilation des expositions et des valeurs exposées au risque par échelon de qualité de crédits des Administrations et Banques centrales et des Entreprises sont également présentées dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres.

2. Risque de crédit en approche notation interne

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris

celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;

- la catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 ;
- pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Le calcul des emplois pondérés des expositions de "Titrisation" est expliqué dans le chapitre dédié ci-après.

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les paramètres qui rentrent dans les formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de pertes constitués en interne par le groupe Crédit Agricole S.A. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base moyenne des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole.

Pour la Clientèle de détail, la définition du défaut peut s'appliquer au niveau de la transaction. Lorsqu'elle s'applique au débiteur, elle respecte un principe de contagion. Les règles de contagion sont définies et précisément documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques...).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des risques et des contrôles permanents Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole S.A. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (Loss Given Default, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des

usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

L'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole a fait l'objet d'une présentation au Comité des normes et méthodologies (CNM) pour approbation, avant validation interne par l'Inspection générale Groupe. Cette validation interne est dénommée prévalidation car elle précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière. Le processus de construction et de validation d'un modèle interne de notation nécessite des travaux sur une durée généralement comprise entre trois et cinq années impliquant plusieurs missions de prévalidation et de validation sur site.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

Paramètre modélisé	Portefeuille/Entité	Nombre de Modèles
PD	Souverains	5
	Collectivités publiques	8
	Institutions financières (Banques, Assurances, Fonds...)	8
	Financements spécialisés	9
	Entreprises	5
	Banque de détail - LCL	2
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail - CACIB	1
	Banque de détail - Cariparma	3
LGD	Souverains	1
	Institutions financières (Banques, Assurances, Fonds...)	3
	Financements spécialisés	8
	Entreprises	1
	Banque de détail - LCL	12
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail - CACIB	1
	Banque de détail - Cariparma	2
CCF	Banque de détail - LCL	3
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	2

2.1. QUALITÉ DES EXPOSITIONS EN APPROCHE NOTATIONS INTERNES

Présentation du système et de la procédure de notation interne

Les systèmes et procédures de notations internes sont présentés dans la partie "Facteurs de risques - Risque de Crédit - Méthodologies et systèmes de mesure des risques".

Les catégories d'exposition au risque de crédit de la Clientèle de détail, n'utilisant pas les mêmes notations internes que les autres catégories, sont présentées séparément.

La décomposition des portefeuilles de la catégorie Grande clientèle (catégories d'exposition Administrations centrales et banques centrales, Établissements et Entreprises) par niveau de note interne présente toujours une très bonne qualité globale : **plus de 80 % des expositions sont classées en catégorie *Investment grade* (notes internes de A+ à C-)**.

Par souci de lisibilité, **les expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut en approches NI fondation et NI avancée** sont présentées dans le

rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres.

Les disparités entre les catégories de clientèle déjà observées les années précédentes sur le portefeuille de banque de détail subsistent en 2016 : les niveaux de PD observés sur les portefeuilles garantis par des sûretés immobilières sont sensiblement plus bas que pour les autres catégories : à titre d'exemple 68 % des expositions brutes du portefeuille "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" présentent une PD inférieure à 0,5 % alors que ce chiffre est de 41 % pour "Autres crédits aux Petites et moyennes entités" du portefeuille IRB - Banque de proximité du Groupe.

Les écarts observés sur les niveaux de PD se retrouvent de manière encore plus accentuée si on observe les contributions aux pertes attendues en raison des écarts sensibles de niveau de LGD par portefeuille : les expositions sur les "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" représentent 52,1 % de l'EAD totale de la Clientèle de détail mais seulement 11,4 % des pertes attendues.

PD ET LGD MOYEN PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION SAIN EN MÉTHODE IRBA ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE 2016

Les LGD de ce tableau sont réglementaires et peuvent être floorés sur certains portefeuilles.

31/12/2016 Catégorie d'exposition	Zone géographique	Méthode IRBA	
		PD	LGD
Crédits aux petites et moyennes entités			
	Toutes zones géographiques	11,66 %	36,03 %
dont autres crédits	France (y compris DOM & TOM)	6,40 %	31,05 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	5,99 %	32,37 %
	Italie	29,08 %	52,44 %
	Toutes zones géographiques	11,61 %	20,13 %
dont garantis par une sûreté immobilière	France (y compris DOM & TOM)	5,96 %	18,53 %
	Italie	18,58 %	22,10 %
Crédits aux particuliers			
	Toutes zones géographiques	2,47 %	12,34 %
dont garantis par une sûreté immobilière	France (y compris DOM & TOM)	2,17 %	11,22 %
	Italie	4,14 %	18,52 %
	Toutes zones géographiques	7,94 %	60,79 %
dont renouvelables	France (y compris DOM & TOM)	5,83 %	57,81 %
	Italie	13,11 %	68,07 %
	Toutes zones géographiques	8,49 %	38,75 %
dont autres	France (y compris DOM & TOM)	9,75 %	36,24 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	2,32 %	18,67 %
	Italie	13,00 %	65,22 %
	Asie et Océanie hors Japon	19,99 %	38,76 %
	Toutes zones géographiques	0,08 %	1,94 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,14 %	2,17 %
	Amérique du Nord	0,00 %	1,00 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,03 %	2,01 %
Administrations centrales et banques centrales	Italie	0,14 %	10,00 %
	Japon	0,01 %	1,00 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,06 %	1,93 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,10 %	9,24 %
	Europe de l'Est	0,50 %	45,00 %

31/12/2016 Catégorie d'exposition	Zone géographique	Méthode IRBA	
		PD	LGD
Entreprises	Toutes zones géographiques	3,21 %	33,67 %
	France (y compris DOM & TOM)	3,69 %	29,89 %
	Amérique du Nord	2,52 %	34,72 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	2,78 %	37,26 %
	Italie	7,10 %	48,76 %
	Japon	0,92 %	24,75 %
	Asie et Océanie hors Japon	2,27 %	34,54 %
	Afrique et Moyen-Orient	11,50 %	54,73 %
	Europe de l'Est	0,35 %	47,92 %
Établissements	Toutes zones géographiques	1,11 %	21,12 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,54 %	20,87 %
	Amérique du Nord	0,08 %	13,15 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	3,17 %	18,54 %
	Italie	0,08 %	7,80 %
	Japon	0,14 %	21,48 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,20 %	34,70 %
	Afrique et Moyen-Orient	5,13 %	33,53 %
	Europe de l'Est	0,18 %	26,07 %

PD ET LGD MOYEN PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION SAINES EN MÉTHODE IRBA ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE 2015

31/12/2015		Méthode IRBA	
Catégorie d'exposition	Zone géographique	PD	LGD
Crédits aux petites et moyennes entités			
dont autres crédits	Toutes zones géographiques	12,87 %	35,46 %
	France (y compris DOM & TOM)	7,09 %	29,75 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	7,31 %	23,65 %
	Italie	29,25 %	51,86 %
dont garantis par une sûreté immobilière	Toutes zones géographiques	11,09 %	18,42 %
	France (y compris DOM & TOM)	6,48 %	16,51 %
	Italie	16,66 %	20,72 %
Crédits aux particuliers			
dont garantis par une sûreté immobilière	Toutes zones géographiques	2,58 %	12,18 %
	France (y compris DOM & TOM)	2,35 %	11,08 %
	Italie	3,83 %	18,25 %
dont renouvelables	Toutes zones géographiques	8,79 %	57,21 %
	France (y compris DOM & TOM)	5,85 %	53,19 %
	Italie	16,71 %	68,03 %
dont autres	Toutes zones géographiques	9,86 %	35,66 %
	France (y compris DOM & TOM)	10,71 %	34,84 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	2,54 %	20,10 %
	Italie	15,88 %	52,68 %
	Asie et Océanie hors Japon	20,03 %	38,75 %

31/12/2015 Catégorie d'exposition	Zone géographique	Méthode IRBA	
		PD	LGD
Administrations centrales et banques centrales	Toutes zones géographiques	0,05 %	1,92 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,09 %	2,21 %
	Amérique du Nord	0,00 %	1,00 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,03 %	1,94 %
	Italie	0,14 %	10,00 %
	Japon	0,00 %	1,00 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,07 %	2,45 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,10 %	6,70 %
	Europe de l'Est	0,34 %	45,00 %
Entreprises	Toutes zones géographiques	0,76 %	33,37 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,82 %	28,36 %
	Amérique du Nord	0,87 %	36,61 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,68 %	37,03 %
	Italie	0,96 %	45,62 %
	Japon	1,02 %	23,31 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,37 %	34,92 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,58 %	52,81 %
	Europe de l'Est	0,29 %	50,28 %
Établissements	Toutes zones géographiques	0,16 %	20,78 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,17 %	22,73 %
	Amérique du Nord	0,08 %	11,30 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,09 %	13,56 %
	Italie	0,14 %	9,37 %
	Japon	0,12 %	20,06 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,27 %	32,05 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,10 %	28,02 %
	Europe de l'Est	0,43 %	37,48 %

Par ailleurs, seule la France présente des expositions en IRBF sur les catégories suivantes : administrations centrales et Banques centrales, établissements et entreprises.

2.2. UTILISATION DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT EN COUVERTURE

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes au 31/12/2016

		a	b
		RWA avant prise en compte des dérivés de crédit	RWA réels
31/12/2016 (en million d'euros)			
1	Expositions en méthode IRB fondation		
2	Administrations centrales et banques centrales	-	-
3	Établissements	-	-
4	Entreprises - <u>PME</u>	-	-
5	Entreprises - Financement spécialisé	-	-
6	Entreprises- Autres	-	-
7	Expositions en méthode IRB Avancée		
8	Administrations centrales et banques centrales	21	1
9	Établissements	14	13
10	Entreprises - <u>PME</u>	5 360	2 703
11	Entreprises - Financement spécialisé	-	-
12	Entreprises- Autres	-	-
13	Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des <u>PME</u>	-	-
14	Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers n'appartenant pas à des <u>PME</u>	-	-
15	Clientèle de détail - Expositions renouvelables exigibles	-	-
16	Clientèle de détail - Autres <u>PME</u>	-	-
17	Clientèle de détail - Entreprises autres que des <u>PME</u>	-	-
18	Actions	-	-
19	Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-
20	TOTAL	5 394	2 717

2.3. ÉVOLUTION DES RWA ENTRE LE 30/09/2016 ET LE 31/12/2016

		a	b
		RWA	Exigences minimales de fonds propres
(en millions d'euros)			
1	RWA à la fin de la période précédente	147 768	11 821
2	Montant des actifs	(2 850)	(228)
3	Qualité des actifs	(37)	(3)
4	Mises à jour des modèles	12	1
5	Méthodologie et politique	0	0
6	Acquisitions et cessions	4	0
7	Mouvements de devises	2 175	174
8	Autres	(334)	(27)
9	RWA à la fin de la période considérée	146 739	11 739

2.4. RÉSULTATS DES BACKTESTINGS

On appelle *backtesting* dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de *backtesting* est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques

et des contrôles permanents Groupe. Il se réunit au moins deux fois par an et fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des risques et des contrôles permanents Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre).

Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des risques et des contrôles permanents Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- la qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;
- la qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- l'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Les étapes de *backtesting* sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le *backtesting* débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en

compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le *backtesting* de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des risques et des contrôles permanents Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, *via* le Comité des Normes et Procédures, le résultat du *backtesting* après avis d'un Comité *ad hoc* permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle...).

Ces contrôles *ex post* sont réalisés au travers du cycle (*through-the-cycle*) sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de *backtesting* de l'exercice 2016 pour les modèles de probabilité de défaut (PD) et de perte en cas de défaut (LGD).

31/12/2016 Portefeuille	Probabilité de défaut estimée (%) - Moyenne de longue période	Taux de défaut observé - Moyenne de longue période (%)	LGD estimée (%)	LGD hors marge de prudence (%)
Souverains	1,5 %	0,3 %	55 %	11 %
Collectivités publiques ⁽¹⁾	0,04 %	0,03 %	Approche IRBF	Approche IRBF
Institutions financières ⁽²⁾	0,6 %	0,04 %	56 %	62 %
Entreprises	3,0 %	2,0 %	42 %	40 %
Financements spécialisés	1,5 %	1,0 %	25 %	24 %
Clients Particuliers - LCL	1,6 %	1,3 %	15 %	11 %
Clients Professionnels - LCL	4,7 %	4,1 %	27 %	23 %
Clients Particuliers - Cariparma	2,1 %	1,9 %	22 %	18 %
Clients Professionnels - Cariparma ⁽³⁾	5,5 %	5,3 %	44 %	35 %
Clients Particuliers - CA Consumer Finance France	4,4 %	4,4 %	43 %	40 %
Clients Particuliers - Agos	3,2 %	3,2 %	69 %	64 %
Clients Particuliers - Credibom	3,6 %	3,2 %	40 %	35 %
Clients Particuliers - Credit plus	2,8 %	2,6 %	32 %	31 %

(1) La probabilité de défaut et le taux de défaut des collectivités publiques ont été calculés à partir de T1 2015, compte tenu du déploiement de la nouvelle note qualitative intervenu en 2015.

(2) Modèles internes LGD en cours de recalibrage.

(3) Concernant le portefeuille des professionnels de Cariparma, la probabilité de défaut est estimée à partir du 31/12/2014, compte tenu du fort impact du recalibrage intervenu en 2014 (changement de définition du défaut, mise à jour de l'historique...).

2.5 COMPARAISON ENTRE LES DONNÉES ESTIMÉES ET RÉALISÉES

Le ratio Pertes attendues (EL)/ Valeurs exposées au risque (EAD) s'élève à 1,87 % au 31 décembre 2016 (1,89 % au 31 décembre 2015). Ce ratio est calculé sur les portefeuilles Administrations centrales et banques centrales, Établissements, Entreprises, Clientèle de détail et Actions en méthode IRBA.

Parallèlement, le ratio Montants des provisions/Expositions brutes s'élève à 1,53 % au 31 décembre 2016, contre 1,50 % à fin 2015.

III. Risque de contrepartie

Crédit Agricole S.A. et ses filiales traitent le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient

constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise la méthode d'évaluation au prix du marché (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283) sur le périmètre de Crédit Agricole CIB.

1. Analyse de l'exposition au risque de contrepartie

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31/12/2016

	Standard			IRB			Total			
	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
31/12/2016 (en milliards d'euros)										
Administrations centrales et banques centrales	1,9	1,9	0,1	8,1	8,1	0,4	10,0	10,0	0,4	0,0
Établissements	16,7	16,7	1,8	22,6	22,5	4,3	39,3	39,2	6,1	0,5
Entreprises	2,6	2,6	2,6	21,3	21,1	6,7	23,9	23,7	9,3	0,7
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21,2	21,2	4,4	52,0	51,6	11,4	73,2	72,9	15,9	1,3

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31/12/2015

	Standard			IRB			Total			
	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
31/12/2015 (en milliards d'euros)										
Administrations centrales et banques centrales	1,7	1,7	0,2	7,3	7,3	0,3	9,0	9,0	0,5	0,0
Établissements	17,7	17,7	1,6	22,2	22,1	4,0	37,2	37,0	9,0	0,7
Entreprises	2,7	2,7	2,6	19,5	19,3	7,4	24,9	24,8	6,6	0,5
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22,1	22,1	4,4	49,0	48,7	11,6	71,1	70,7	16,1	1,3

Les valeurs exposées au risque au titre du risque de contrepartie s'élèvent à 73,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (sous forme d'instruments dérivés : 56 milliards d'euros et sous forme d'opérations de financement de titres : 17,2 milliards d'euros).

L'information sur les expositions sur opérations sur instruments financiers à terme est présentée par ailleurs dans l'annexe 3.1 aux états financiers consolidés "Risque de crédit".

2. Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

Par souci de lisibilité, **les expositions au risque de contrepartie en méthode standard par portefeuille réglementaire et par pondération des risques** sont présentées dans le rapport consolidé

sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres.

3. Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

Par souci de lisibilité, **les expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut portefeuilles prudentiels suivants pour les approches NI fondation et NI avancée** sont présentées dans le rapport consolidé sur les Facteurs de risque et le Pilier 3 disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres.

4. Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM) entre le 30/09/2016 et le 31/12/2016

	a
(en millions d'euros)	Montants
1 RWA à la fin de la période précédente	9 496
2 Montant des actifs	(397)
3 Qualité de crédit des contreparties	(46)
4 Mises à jour des modèles (MMI seule)	0
5 Méthodologie et politique (MMI seule)	0
6 Acquisitions et cessions	0
7 Mouvements de devises	1 067
8 Autres	0
9 RWA à la fin de la période considérée	10 120

5. CVA

La directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du *credit valuation adjustment* (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérivés OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon cette directive, les établissements utilisent une formule réglementaire ("méthode standard") ou sont autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée ("VaR CVA").

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties "Institutions financières" hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marche au titre du risque spécifique de taux.

EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) AU 31/12/2016

	a	b
31/12/2016 (en millions d'euros)	EAD après prise en compte des ARC	RWA
1 Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA avancée	20 566	2 958
2 i) Composante VaR (y compris multiplicateur x 3)		42
ii) Composante VaR en période de tensions (y compris multiplicateur x 3)		194
3		
4 Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA standard	7 805	926
EU4 Méthode de l'exposition initiale		
5 TOTAL DES PORTEFEUILLES SOUMIS À L'EXIGENCE CVA	28 371	3 885

EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) AU 31/12/2015

	a	b
31/12/2015 (en millions d'euros)	EAD après prise en compte des ARC	RWA
1 Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA avancée	16 371	2 894
2 i) Composante VaR (y compris multiplicateur x 3)		48
ii) Composante VaR en période de tensions (y compris multiplicateur x 3)		183
3		
4 Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA standard	9 106	1 109
EU4 Méthode de l'exposition initiale		
5 TOTAL DES PORTEFEUILLES SOUMIS À L'EXIGENCE CVA	25 477	4 003

IV. Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **sûreté réelle** : sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujéti, en cas de défaut ou d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie, de liquider, de conserver, d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs ;
- **sûreté personnelle** : sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres événements spécifiques.

EXPOSITIONS EN MÉTHODE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(en millions d'euros)	Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque		
		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés
Administrations centrales et banques centrales	56 884	2 660	48	2 708
Établissements	43 153	671	1 237	1 908
Entreprises	234 781	34 641	44 368	79 008
TOTAL	334 818	37 971	45 653	83 624

EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD AU 31 DÉCEMBRE 2016

(en millions d'euros)	Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque		
		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés
Administrations centrales et banques centrales	33 067	0	0	0
Établissements	58 846	237	83	320
Entreprises	112 498	1 717	18 438	20 156
TOTAL	204 410	1 955	18 521	20 476

1. Techniques de réduction du risque de crédit

1.1 DISPOSITIF DE GESTION DES SÛRETÉS RÉELLES

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans la partie "Facteurs de risque – Risque de crédit – Garanties reçues et sûretés".

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement *a minima*.

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements Bâle 2) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

Concernant les sûretés réelles immobilières, la valorisation initiale des actifs immobiliers est établie à partir de la valeur d'acquisition

ou de construction. Par la suite, la revalorisation peut être fondée sur une approche statistique utilisant des indices de marché ou reposer sur une expertise et une fréquence au minimum annuelle.

Pour la banque de proximité (LCL, Cariparma), la revalorisation est automatique en fonction de l'évolution des indices de marché de l'immobilier. À l'inverse, pour les financements immobiliers de type projet, la revalorisation est principalement fondée sur une approche d'expert qui combine différentes approches (valeur du bien, valeur locative, etc.) et intègre des *benchmarks* externes.

Pour les taux de couverture minimaux (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements Bâle 2), Crédit Agricole CIB réalise une projection de la valorisation de l'actif immobilier entre la date de revalorisation et la date de mise en œuvre de la garantie grâce à une modélisation de la valeur de l'actif, et intègre les coûts de repossession durant cette période. Les hypothèses de délai de revente prises en compte sont fonctions du type de financement (projet, fonciers, professionnels, etc.).

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime ou du négoce de matières premières. Ces métiers sont pratiqués par des *middle office* dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

1.2 FOURNISSEURS DE PROTECTION

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit – cf. paragraphe ci-dessous) sont les agences de crédit export qui relèvent d'un risque souverain de bonne qualité. Les plus importantes sont la BPI (France), Sace S.p.A. (Italie), Euler Hermès (Allemagne) et Korea Export Insur (Corée).

NOTATION EXTERNE ATTRIBUÉE AUX AGENCES DE CRÉDIT EXPORT

	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
	Note de long terme [perspective]	Note de long terme [perspective]	Note de long terme [perspective]
Bpifrance Financement	Aa2 [stable]	Non notée	AA [stable] ⁽¹⁾
Euler Hermès S.A.	Aa3 [stable]	AA- [stable]	Non notée
Sace S.p.A.	Non notée	Non notée	A- [négatif]

(1) Note attribuée à EPIC Bpifrance.

En outre, les garanties reçues de sociétés de caution mutuelle couvrent une part importante des créances du portefeuille "immobilier résidentiel" du Groupe en France (cf. tableau ci-après). Ces encours sont garantis par des cautions octroyées par Crédit Logement (noté Aa3 [stable] par Moody's) ou par la compagnie d'assurance filiale du Groupe, CAMCA Assurance S.A.

(notée A- [positif] par Fitch). Les garants sont eux-mêmes supervisés par l'ACPR et soumis à une réglementation prudentielle, qui est soit celle des sociétés de financement pour Crédit Logement, soit celle applicable aux compagnies d'assurance (solvabilité 2) pour CAMCA.

MONTANTS D'ENCOURS DE PRÊTS IMMOBILIERS GARANTIS PAR CAMCA ET CRÉDIT LOGEMENT

	Encours au 31/12/2016		Encours au 31/12/2015	
(en millions d'euros)	Montant d'encours garantis	% des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis	Montant d'encours garantis	% des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis
Couverture par des organismes de caution (Crédit Logement, CAMCA)	55 262	82,9 %	51 273	85,3 %

Dans le cas de Crédit Logement, la garantie donnée couvre, sans aucune franchise, le paiement de toutes les sommes légalement dues par les emprunteurs défaillants en principal, intérêts, primes d'assurance et frais. Au moment de l'octroi, le garant applique une politique de sélection autonome et complémentaire à celle déjà mise en œuvre par la banque. Dans le cas de CAMCA, le mécanisme de garantie est globalement comparable à celui de Crédit Logement à la différence près que les paiements effectués par CAMCA au titre de la garantie interviennent après épuisement des voies de recours de la banque contre l'emprunteur. Au final, ces

dispositifs de caution permettent de rehausser substantiellement la qualité des prêts immobiliers garantis et constituent un transfert de risque total sur ces encours.

1.3 DÉRIVÉS DE CRÉDIT UTILISÉS EN COUVERTURE

Les dérivés de crédit utilisés en couverture sont décrits dans la partie "Facteurs de risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit" ainsi que dans le chapitre II.2.2 ci-dessus.

	a	b
(en millions d'euros)	Protection achetée	Protection vendue
Montants notionnels		
Contrats dérivés sur défaut sur signature unique	6 984,1	17,7
Contrats dérivés sur défaut indiciels	-	-
Contrats d'échange sur rendement total	-	-
Options sur crédit	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-
TOTAL DES MONTANTS NOTIONNELS	6 984,1	17,7
Justes valeurs		
Juste valeur positive (actif)	168,4	
Juste valeur négative (passif)	(5,3)	(0,1)

2. Techniques de réduction du risque appliquées au risque de contrepartie

Ces techniques sont présentées partie "Facteurs de risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit"

V. Opérations de titrisation

Le risque de crédit sur les opérations de titrisation est présenté dans le chapitre Titrisation ci-après.

VI. Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole S.A., hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus "conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui présentent une nature économique similaire". Il s'agit principalement :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;

- des options implicites des obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions ;
- des options sur actions ;
- des titres super subordonnés.

L'objectif poursuivi dans le cadre de prises de participations non consolidées est l'intention de gestion (actifs financiers à la juste

valeur par résultat ou sur option, actifs financiers disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances) telle qu'elle est décrite dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Les techniques comptables et les méthodes de valorisation utilisées sont décrites dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

MONTANT DES EXPOSITIONS BRUTES ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE EN MÉTHODE NOTATION INTERNE

Catégories (en millions d'euros)	Montants au bilan	Montants hors bilan	Coefficients de pondération des risques	Valeurs des expositions	RWA	Exigences de fonds propres
Expositions en actions négociées sur les marchés organisés	706	97	190 %	791	1 503	120
Expositions en fonds de capital-investissement	766		290 %	728	2 110	169
Autres expositions en actions	14 319	0	370 %	4 933	18 253	1 460
TOTAL	15 790	97		6 452	21 866	1 749

L'exposition sur actions en approche notations internes correspond essentiellement aux portefeuilles de Crédit Agricole S.A., de Crédit Agricole CIB et de Crédit Agricole Investissement et Finance.

La valeur des expositions sur actions traitée en approche notation interne s'élève à 15,9 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (contre 32,6 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

Par ailleurs, le montant des expositions sur actions traités en méthode standard s'élève à 1,2 milliard au 31/12/2016 pour un montant de RWA de 1 milliard d'euros hors franchise.

Le montant cumulé des plus-values ou moins-values réalisées sur les ventes et liquidations sur la période sous revue est présenté dans l'annexe 4 aux états financiers "Notes relatives au compte de résultat".

TITRISATION

I. Définitions

Le groupe Crédit Agricole est engagé dans des opérations de titrisation en tant qu'originateur, arrangeur ou investisseur au sens de la typologie Bâle 3.

Les opérations de titrisation, recensées ci-après, correspondent aux opérations telles que définies dans la directive 2013/36/UE ("CRD 4") et le règlement UE 575/2013 du 26 juin 2013 ("CRR") en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014. Ces textes intègrent dans le droit européen la réforme internationale Bâle 3 (décembre 2010) qui introduit notamment de nouvelles exigences en matière de solvabilité bancaire et de surveillance du risque de liquidité. Sont ainsi visés les opérations ou les dispositifs par lesquels le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches avec les caractéristiques suivantes :

- les paiements dans le cadre de l'opération ou du dispositif dépendent de la performance de l'exposition ou de l'ensemble des expositions ;
- la subordination des tranches détermine la répartition des pertes pendant la durée de l'opération ou du dispositif.

Au sein des opérations de titrisation, on distingue :

- les titrisations classiques : une titrisation impliquant le transfert économique des expositions titrisées. Ceci suppose le transfert de la propriété des expositions titrisées par l'établissement initiateur à une entité de titrisation ou une sous-participation d'une entité de titrisation dans les expositions titrisées. Les titres émis par l'entité de titrisation ne représentent pas des obligations de paiement pour l'établissement initiateur ;

- les titrisations synthétiques : une titrisation où le transfert de risque s'effectue *via* l'utilisation de dérivés de crédit ou de garanties et où les expositions titrisées sont conservées au bilan de l'établissement initiateur.

Les expositions de titrisation détaillées ci-après reprennent l'ensemble des expositions de titrisation (comptabilisées au bilan ou au hors bilan du groupe) qui induisent des emplois pondérés (RWA) et des exigences de fonds propres au titre de son portefeuille réglementaire selon les typologies suivantes :

- les programmes originateurs reconnus efficaces en Bâle 3 dans la mesure où il y a un transfert significatif des risques ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est investisseur ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est sponsor ;
- les positions de *swap* de titrisation (couverture de change ou de taux) qui sont accordés à des véhicules de titrisation.

Les opérations de titrisation pour compte propre réalisées dans le cadre d'opérations de financement collatéralisé, non déconsolidées, ne sont pas reprises ci-après. Leur incidence sur les comptes consolidés est détaillée dans les notes annexes 2.3 et 6.6 aux états financiers "opérations de titrisation" et "actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Il faut noter que la majorité des opérations de titrisation pour compte de la clientèle européenne fait intervenir Ester Finance Titrisation, établissement de crédit filiale à 100 % de Crédit Agricole CIB, qui finance l'achat de créances, ce qui rend Crédit Agricole CIB à la fois sponsor et originateur de ces opérations de titrisations.

II. Finalité et stratégie

1. Opérations de titrisation pour compte propre

Les activités de titrisation pour compte propre du groupe Crédit Agricole sont les suivantes :

OPÉRATIONS DE FINANCEMENT COLLATÉRALISÉ

Ces opérations visent à émettre des titres qui peuvent être, selon le cas, totalement ou partiellement placés auprès d'investisseurs, donnés en pension ou conservés au bilan de l'émetteur pour constituer des réserves de titres liquides utilisables dans le cadre de la gestion du refinancement. Cette activité concerne plusieurs entités du Groupe, principalement CA Consumer Finance et ses filiales ⁽¹⁾.

GESTION ACTIVE DU PORTEFEUILLE DE FINANCEMENT DES CLIENTS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

En complément du recours aux dérivés de crédit (cf. chapitre "Facteurs de risque et Pilier 3" partie "Risques de crédit – Utilisation de dérivés de crédit"), cette activité consiste à utiliser les titrisations pour gérer le risque de crédit du portefeuille de financement des clients de Crédit Agricole CIB.

Les objectifs de cette gestion du portefeuille de financement sont l'optimisation de l'allocation des fonds propres, notamment la réduction de la concentration des encours de crédit aux entreprises, la libération de ressources pour contribuer au renouvellement du portefeuille bancaire de Crédit Agricole CIB (dans le cadre du modèle *Distribute to Originate*) et optimiser sa rentabilité de fonds propres. Cette activité est gérée par l'équipe ALM/CPM Exécution de Crédit Agricole CIB. L'approche utilisée pour calculer les montants pondérés des positions de titrisation pour compte propre est la méthode de la formule réglementaire. Dans cette activité, la banque n'achète pas systématiquement une protection sur la totalité des tranches d'un portefeuille, l'objectif de gestion étant de couvrir certaines des tranches les plus risquées des portefeuilles de financement tout en conservant une partie du risque global.

NOUVELLES TITRISATIONS RÉALISÉES PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB EN 2016

Dans le cadre de la gestion du portefeuille de financement, les équipes ALM/CPM Exécution ont mis en place la titrisation synthétique d'un portefeuille de 1 milliard d'euros constitué d'expositions sur des grandes entreprises. Une seconde titrisation synthétique d'un portefeuille de 3 milliards de dollars d'actifs de financements sécurisés a été signée en décembre 2016 et a été finalisée en février 2017.

ACTIVITÉS EN EXTINCTION DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Il s'agit soit d'investissements dans des parts de titrisations qui sont gérés en extinction, soit des expositions dont le risque est considéré comme faible et que Crédit Agricole CIB accepte de porter sur le long terme. Elles ont été isolées en 2009 dans un portefeuille de *banking book* prudentiel dédié. Ces activités ne génèrent pas de risque de marché.

2. Activités réalisées en matière de titrisation pour compte de la clientèle en tant qu'arrangeur/sponsor, intermédiaire ou initiateur

Seul Crédit Agricole CIB, au sein du groupe Crédit Agricole, a une activité de titrisation pour le compte de la clientèle.

Les activités de titrisation pour compte de la clientèle au sein des activités de *Global Markets* permettent à Crédit Agricole CIB de lever de la liquidité ou de gérer une exposition au risque pour le compte de ses clients. Dans le cadre de ces activités, Crédit Agricole CIB peut alors agir en tant qu'initiateur, sponsor, arrangeur ou investisseur :

- en tant que sponsor et arrangeur, Crédit Agricole CIB structure et gère des programmes de titrisation qui assurent le refinancement d'actifs de clients de la banque, essentiellement *via* les Conduits ABCP (*Asset Backed Commercial Paper*), LMA en Europe, Atlantic et La Fayette aux États-Unis et ITU au Brésil. Ces entités spécifiques sont protégées du risque de faillite de Crédit Agricole CIB mais sont consolidées au niveau Groupe depuis l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014, de la norme IFRS 10. En effet, les rôles du groupe Crédit Agricole CIB en tant que sponsor des conduits, gérant et apporteur des lignes de liquidité lui confèrent un pouvoir directement lié à la variabilité des rendements de l'activité. Les lignes de liquidité couvrent les investisseurs du risque de crédit et garantissent la liquidité des conduits.
- en tant qu'investisseur, le Groupe investit directement dans certaines positions de titrisation et est fournisseur de liquidité ou contrepartie d'expositions dérivées (par exemple : *swap* de change ou de taux).

2.1 ACTIVITÉS RÉALISÉES EN TANT QU'ARRANGEUR SPONSOR, INTERMÉDIAIRE OU INITIATEUR

En tant qu'arrangeur, sponsor et initiateur, Crédit Agricole CIB procède à des opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle. Au 31 décembre 2016, il existe quatre véhicules consolidés multicédants en activité (LMA, Atlantic, La Fayette et ITU), structurés par le Groupe pour le compte de tiers. LMA, Atlantic, La Fayette et ITU sont des programmes *fully supported*. Cette activité de programmes ABCP permet de financer le besoin de fonds de roulement de certains clients du Groupe en adossant des financements à court terme à des actifs traditionnels, tels que des créances commerciales ou financières. Le montant des actifs détenus par ces véhicules et financés par l'émission de titres négociables s'élève à cette date à 24,56 milliards d'euros (18,7 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

Le risque de défaillance sur les actifs de ces véhicules est supporté par les cédants des créances sous-jacentes *via* le rehaussement de crédit ou par des assureurs pour certains types de risque en amont des programmes ABCP. Crédit Agricole CIB porte le risque, *via* des lignes de liquidités.

L'activité des programmes est restée soutenue pendant l'année 2016, les encours nouvellement titrisés concernant majoritairement des créances commerciales et financières.

À noter que pour une partie de cette activité programmes ABCP, Crédit Agricole CIB agit en tant qu'initiateur dans la mesure où les structures font intervenir l'entité Ester Finance Titrisation qui est une entité consolidée du Groupe.

Il en ressort que le montant d'engagement des lignes de liquidité consenties à LMA, à Atlantic, à La Fayette et à ITU en tant que sponsors, s'élève à 31,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (25,5 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

2.2 ACTIVITÉS RÉALISÉES EN TANT QU'INVESTISSEUR

Dans le cadre de ses activités de sponsor, le Groupe peut octroyer des garanties et des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation ou servir de contrepartie de produits dérivés dans des opérations de titrisation *ad hoc*. Il s'agit principalement des *swaps* de change accordés aux conduits ABCP et des *swaps* de taux pour certaines

(1) À noter que dans ce cadre, les Caisses régionales de Crédit Agricole ont réalisé en 2015 une opération de titrisation de crédits habitat ("RMBS") : cette opération est hors du périmètre groupe Crédit Agricole S.A.

émissions ABS. Ces activités sont enregistrées dans le portefeuille bancaire en tant qu'activité investisseur.

Par ailleurs Crédit Agricole CIB peut être amené à financer directement sur son bilan certaines opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle (principalement des opérations aéronautiques ou de financement de flotte de véhicules) ou apporter un support, *via* une facilité de liquidité, à une émission faite par des véhicules *ad hoc* externes au Groupe (SPV ou conduit ABCP non sponsorisé par Crédit Agricole CIB). Dans ce cas Crédit Agricole CIB est considéré comme jouant un rôle d'investisseur. Cette activité correspond à un encours de 2 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2015).

2.3 OPÉRATIONS D'INTERMÉDIATION

Crédit Agricole CIB participe à la structuration et au placement de titres adossés à des ensembles d'actifs provenant de clients et destinés à être placés auprès d'investisseurs.

Dans le cadre de cette activité, la banque conserve un risque relativement faible *via* l'apport éventuel de lignes de support aux véhicules émetteurs de titres ou la détention d'une quote-part des titres émis.

III. Suivi des risques et comptabilisation

1. Suivi des risques

La gestion des risques liés aux opérations de titrisation suit les règles établies par le Groupe selon que ces actifs sont enregistrés en portefeuille bancaire (risque de crédit et de contrepartie) ou dans le portefeuille de négociation (risque de marché et risque de contrepartie).

Hors Crédit Agricole CIB, les seules opérations de titrisations du groupe sont des titrisations classiques que le Groupe réalise pour compte propre en tant qu'originateur dans le cadre d'opérations de financement collatéralisé. Pour ces opérations, le suivi du risque des actifs sous-jacents n'est pas modifié par l'opération.

Le développement, le dimensionnement et le ciblage des opérations de titrisation sont périodiquement revus dans le cadre de Comités de stratégies portefeuille spécifiques à ces activités et aux pays qu'elles concernent ainsi que dans le cadre de Comités Risques Groupe.

Les risques des opérations de titrisation se mesurent à la capacité des actifs transférés à des structures de financement à générer suffisamment de flux pour assurer les charges principalement financières de ces structures.

Les expositions de titrisation de Crédit Agricole CIB sont traitées selon les approches du cadre IRB-Titrisation à savoir :

- méthode fondée sur les notations externes "*Rating Based Approach*" (RBA) pour les expositions bénéficiant (directement ou par notation induite) d'une notation externe publique d'agences agréées par le Comité des Superviseurs Européens. Les organismes externes utilisés sont Standard & Poors, Moody's, Fitch Ratings et Dominion Bond Rating Services DBRS ;
- approche évaluation interne "*Internal Assessment Approach*" (IAA) : méthodologie de notation interne agréée par le Comité normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A. pour les principales classes d'actifs (notamment les créances commerciales et les créances financières automobiles) dès lors qu'il n'existe pas de notations d'agences pour l'exposition considérée ;

- méthode de la formule réglementaire : "*Supervisory Formula Approach*" (SFA) dans les cas résiduels où il n'existe ni notation externe publique ni possibilité d'appliquer la méthodologie IAA pour les expositions ne bénéficiant pas d'une notation externe publique.

Ces notations englobent tous les types de risques induits par ces opérations de titrisation : risques intrinsèques sur les créances (insolvabilité du débiteur, retards de paiement, *dilution*, compensation des créances) ou risques sur les structururations des opérations (risques juridiques, risques liés aux circuits d'encaissement des créances, risques liés à la qualité des informations périodiquement fournies par le gestionnaire des créances cédées, autres risques liés au cédant, etc.)

Ces notations examinées de manière critique ne constituent qu'une aide à la décision sur ces opérations, décisions qui sont prises dans des Comités de crédit de différents niveaux.

Les décisions de crédit assortissent les opérations qui sont *a minima* revues annuellement dans ces mêmes Comités de différentes limites à l'évolution du portefeuille acquis (taux de retard, taux de pertes, taux de concentration sectoriels ou géographiques, taux de *dilution* des créances ou valorisation périodique des actifs par des experts indépendants etc.) dont le non-respect peut engendrer un durcissement de la structure ou faire rentrer l'opération en amortissement anticipé.

Ces décisions de crédit intègrent également, en liaison avec les autres Comités de crédit de la Banque, l'appréciation portée sur le risque induit par le cessionnaire des créances et la possibilité d'y substituer un autre gestionnaire en cas de défaillance dans la gestion de ces créances.

Comme toute décision de crédit, ces décisions intègrent les dimensions de conformité et de "risques pays".

Le risque de liquidité lié aux activités de titrisation est suivi par les lignes métiers responsables mais aussi, en central, par la Direction des risques de marché et le département *asset and liability management* de Crédit Agricole CIB. L'impact de ces activités est intégré dans les indicateurs du Modèle Interne de Liquidité, notamment les scénarios de stress, les ratios de liquidité et les impasses de liquidité. La gestion du risque de liquidité est décrite plus en détail dans le paragraphe "Risque de liquidité et de financement" de la partie "Facteurs de risque" de ce chapitre.

La gestion des risques structurels de change des activités de titrisation ne diffère pas de celle des autres actifs du Groupe. Concernant la gestion du risque de taux, le refinancement des actifs titrisés s'effectue au travers de véhicules *ad hoc* selon des règles d'adossesment en taux proches de celles des autres actifs.

Pour les actifs gérés en extinction, chaque cession de position a été préalablement validée par la Direction des risques de marché de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB n'ayant pas de position de retitrisation au 31 décembre 2016, il n'y a aucun suivi spécifique à ce titre.

2. Méthodes comptables

Dans le cadre des opérations de titrisation, une analyse du caractère décomptabilisant au regard de la norme IAS 39 est effectuée (dont les critères sont rappelés en note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés).

Dans le cas de titrisations synthétiques, les actifs ne font pas l'objet d'une décomptabilisation dans la mesure où les actifs restent contrôlés par l'établissement. Les actifs restent comptabilisés selon leur classification et leur méthode de valorisation d'origine (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Les titrisations classiques de ses actifs financiers que réalise le Groupe pour compte propre sont réalisées dans le cadre d'opérations de financement collatéralisé qui ne sont pas déconsolidantes (ni au plan comptable, ni au plan prudentiel). Leur incidence sur les comptes consolidés est détaillée dans les notes annexes 2.3 et 6.6 aux états financiers "opérations de titrisation" et "actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Par ailleurs, les investissements réalisés dans des instruments de titrisation (cash ou synthétiques) sont comptabilisés conformément à leur classification et la méthode de valorisation associée (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Les positions de titrisation peuvent être classées dans les catégories comptables suivantes :

- "Prêts et créances" : ces positions de titrisations sont évaluées après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation ;
- "Actifs financiers disponibles à la vente" : ces positions de titrisation sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" : ces positions de titrisations sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat dans la catégorie "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Le produit de cession de ces positions de titrisation est comptabilisé conformément aux règles de la catégorie d'origine des positions vendues.

Ainsi, pour les positions classées en prêts et créances et en actifs disponibles à la vente, le produit de cession vient impacter le résultat en "Gains ou pertes nets sur AFS" respectivement dans les sous-rubriques "Plus ou moins values de cessions sur prêts et créances" et "Plus ou moins values de cessions sur AFS".

Pour les positions classées en valeur de marché par résultat, les produits de cession sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

IV. Synthèse de l'activité pour le compte de la clientèle en 2016

L'activité Titrisation de Crédit Agricole CIB en 2016 s'est caractérisée par :

- l'accompagnement du développement du marché des ABS publics aux États-Unis et en Europe. Crédit Agricole CIB a structuré et organisé le placement (arrangeur et teneur de livres) d'un nombre significatif d'émissions ABS primaires pour le compte de ses grands clients "Institutions financières" notamment dans le secteur automobile et dans le financement de la consommation ;
- sur le marché des programmes ABCP, Crédit Agricole CIB a maintenu son rang parmi les leaders de ce segment, tant en Europe que sur le marché américain, au travers du renouvellement ainsi que de la mise en place de nouvelles opérations de titrisation de créances commerciales ou financières pour le compte de sa clientèle essentiellement *corporate*, tout en assurant un bon profil des risques supportés par la banque. En outre, Crédit Agricole CIB sponsorise un nouveau programme ABCP aux États-Unis, La Fayette, afin de chercher des sources de financement alternatifs en lien avec la nouvelle réglementation américaine sur les fonds monétaires. La stratégie de Crédit Agricole CIB axée sur le financement de ses clients est appréciée par les investisseurs et s'est traduite par des conditions de financement encore compétitives.

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole CIB n'avait pas ni programme de titrisation en remboursement anticipé, ni de position de retitrisation.

En outre, en 2016, Crédit Agricole CIB n'a pas apporté de soutien implicite au sens de l'article 248, paragraphe 1 du CRR, à des programmes de titrisation.

V. Expositions

1. Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

1.1 OPÉRATIONS DE TITRISATION EN APPROCHE IRB

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par rôle

31/12/2016 Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD Titrisés						Total
	Classique			Synthétique			
	Investisseur	Originateur	Sponsor	Investisseur	Originateur	Sponsor	
Prêts immobiliers résidentiels	152,6	1 563,7	67,0	3,4	-	-	1 786,8
Prêts immobiliers commerciaux	-	-	31,3	1,9	-	-	33,2
Créances sur cartes de crédit	0,4	-	-	-	-	-	0
Leasing	20,4	-	4 546,3	-	-	-	4 566,7
Prêts aux entreprises et PME	485,6	58,7	-	1 999,6	2 259,0	-	4 803,0
Prêts à la consommation	81,4	-	3 922,4	-	-	-	4 003,8
Créances commerciales	42,8	10 046,6	6 977,2	-	-	-	17 066,6
Autres actifs	2,1	205,5	5 940,0	-	-	-	6 147,6
TOTAL	785,3	11 874,6	21 484,1	2 004,9	2 259,0	-	38 407,9

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par méthode de pondération

31/12/2016 Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD Titrisés			Total
	SFA	IAA	RBA	
Prêts immobiliers résidentiels	-	-	1 786,8	1 786,8
Prêts immobiliers commerciaux	-	-	33,2	33,2
Créances sur cartes de crédit	-	-	0,4	0,4
Leasing	-	4 512,1	54,6	4 566,7
Prêts aux entreprises et PME	4 257,4	-	545,5	4 803,0
Prêts à la consommation	-	3 411,8	592,0	4 003,8
Créances commerciales	984,6	16 082,0	0,0	17 066,6
Autres actifs	1 663,7	1 700,5	2 783,4	6 147,6
TOTAL	6 905,8	25 706,3	5 795,9	38 407,9

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées selon le classement comptable au bilan ou hors bilan

31/12/2016 Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD Titrisés		Total
	Bilan	Hors Bilan	
Prêts immobiliers résidentiels	1 678,5	108,3	1 786,8
Prêts immobiliers commerciaux	-	33,2	33,2
Créances sur cartes de crédit	-	0,4	0,4
Leasing	-	4 566,7	4 566,7
Prêts aux entreprises et PME	60,5	4 742,5	4 803,0
Prêts à la consommation	2,3	4 001,5	4 003,8
Créances commerciales	88,0	16 978,6	17 066,6
Autres actifs	902,3	5 245,3	6 147,6
TOTAL	2 731,5	35 676,4	38 407,9

Position de titrisation conservées ou acquises dans le portefeuille bancaire par approche et par pondération

31/12/2016 Pondération (en millions d'euros)	Valeurs exposées au risque (EAD)			Exigences en fonds propres		
	Titrisation + Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation + Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
Méthode fondée sur les notations externes	5 795,9	4 170,7	1 625,1	141,7	126,6	15,1
Pondération 6-10 %	1 495,6	1 495,6	-	9,3	9,3	-
Pondération 12-35 %	2 159,4	2 100,7	58,7	24,7	23,7	1,0
Pondération 40-75 %	24,9	17,2	7,7	1,4	1,1	0,3
Pondération 100-650 %	521,3	521,3	-	56,6	56,6	-
Pondération = 1 250 %	1 594,7	36,0	1 558,7	49,8	36,0	13,8
Approche évaluation interne	25 706,3	25 706,6	-	198,6	198,6	-
Pondération moyenne (%)	9,7 %	-	-	9,7 %	-	-
Méthode de la formule réglementaire	6 905,8	6 905,8	-	90,2	90,2	-
Pondération moyenne (%)	16,3 %	-	-	16,3 %	-	-
TOTAL PORTEFEUILLE BANCAIRE	38 407,9	36 782,8	1 625,1	430,5	415,4	15,1

31/12/2015 Pondération (en millions d'euros)	Valeurs exposées au risque (EAD)			Exigences en fonds propres		
	Titrisation + Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation + Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
Méthode fondée sur les notations externes	6 446,3	4 701,0	1 744,5	164,0	141,0	23,0
Pondération 6-10 %	1 419,6	1 419,6	0,0	9,0	9	0,0
Pondération 12-35 %	2 854,9	2 638,8	216,1	32,6	29	3,7
Pondération 40-75 %	48,5	48,5	0,0	3,1	3	0,0
Pondération 100-650 %	574,2	560,0	13,7	67,6	65,7	1,9
Pondération = 1250 %	1 549,1	34,3	1 514,8	51,1	34,3	16,7
Approche évaluation interne	21 332,1	21 332,1	0	171,3	171,3	0
Pondération moyenne (%)	10,0 %	-	-	10,0 %	-	-
Méthode de la formule réglementaire	6 377,5	6 377,5	0	73	72,8	0,0
Pondération moyenne (%)	14,3 %	-	-	14,3 %	-	-
TOTAL PORTEFEUILLE BANCAIRE	34 155,9	32 411,3	1 744,5	408,0	385,1	23,0

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation pour compte propre et compte de tiers

La valeur en risque des opérations de titrisation s'élève à 6 007 millions d'euros pour compte propre et à 32 400 millions d'euros pour comptes de tiers au 31 décembre 2016, contre respectivement 6 448 millions d'euros et 27 708 millions d'euros en 2015.

1.2 OPÉRATIONS DE TITRISATION TRAITÉES EN APPROCHE STANDARD

ENCOURS TOTAL DES EXPOSITIONS TITRISÉES

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Titrisations classiques	690,0	455,0
Titrisations synthétiques	-	-

MONTANTS AGRÉGÉS DES POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISES (VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE)

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
MONTANT AGRÉGÉ DES POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISE	537	272
Bénéficiaire d'une évaluation externe de crédit	406,0	259,0
Pondération 20 %	-	27,5
Pondération 40 %	-	-
Pondération 50 %	406,0	183,4
Pondération 100 %	-	42,4
Pondération 225 %	-	-
Pondération 350 %	-	5,6
Pondération 650 %	-	-
Pondération = 1 250 %	-	6,9
Approche par transparence	130,7	5,8

2. Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille de négociation génératrices d'emplois pondérés en approche standard

2.1 VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES OPÉRATIONS DE TITRISATION VENTILÉES PAR RÔLE EN APPROCHE STANDARD

Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD Titrisés au 30/12/2016						Total
	Classique			Synthétique			
	Investisseur	Originateur	Sponsor	Investisseur	Originateur	Sponsor	
Prêts immobiliers résidentiels	38	-					38
Prêts immobiliers commerciaux	-	-					-
Créances sur cartes de crédit	-	-					-
Leasing							-
Prêts aux entreprises et PME	-	-					-
Prêts à la consommation	-	-					-
Créances commerciales	-	-					-
Retitrisation							-
Autres actifs	72	-					72
TOTAL	111	-	-	-	-	-	111

Les valeurs exposées aux risques portent uniquement sur les titrisations classiques.

2.2 VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES OPÉRATIONS DE TITRISATION VENTILÉES PAR APPROCHE ET PAR PONDÉRATION

Tranche de pondération du risque (en millions d'euros)	30/12/2016			31/12/2015		
	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres
EAD faisant l'objet d'une pondération						
Pondérations 7-10 %	23		0	8		0
Pondérations 12-18 %	0		0	0		
Pondérations 20-35 %	6		0	96		0
Pondérations 40-75 %	2		0	2		0
Pondérations 100 %	5		0	5		0
Pondérations 150 %	0		0			
Pondérations 200 %	0		0			
Pondérations 225 %	0		0			
Pondérations 250 %	5		0	6		0
Pondérations 300 %	0		0	0		
Pondérations 350 %	0		0	0		
Pondérations 425 %	6		0	11		1
Pondérations 500 %	0		0			
Pondérations 650 %	0		0			
Pondérations 750 %	0		0			
Pondérations 850 %	0		0			
Pondérations 1 250 %	63		10	76		12
Approche évaluation interne	111	0	11	205	0	13
Méthode de la formule réglementaire						
Méthode par transparence						
TOTAL NET DES DÉDUCTIONS DES FONDS PROPRES						
1 250 %/ Positions déduites des fonds propres						
TOTAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	111	0	11	205	0	13

2.3 EXIGENCES DE FONDS PROPRES RELATIVES AUX TITRISATIONS CONSERVÉES OU ACQUISES

	30/12/2016				31/12/2015			
	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres
(en millions d'euros)								
EAD faisant l'objet d'une pondération	110,6	0	67,4	10,6	205,0	0,0	83,7	13,2
Titrisation	132,9		22,7		132,9		28,0	
Retitrisation	609,9		44,7		609,9		55,7	
Déductions	0,0				0,0			

RISQUES DE MARCHÉ

I. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes

Les méthodologies de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes sont décrites dans la partie "Facteurs de risques - Risques de marché - Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

II. Règles et procédures d'évaluation du portefeuille de négociation

Les règles d'évaluation applicables aux éléments du portefeuille de négociation sont présentées dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Les modèles d'évaluation font l'objet d'un examen périodique tel qu'il est décrit dans la partie "Facteurs de risques - Risques de marché - Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

III. Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

1. Emplois pondérés des expositions en méthode standard

EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD AU 31/12/2016

31/12/2016		a
(en millions d'euros)		RWA
Produits fermes		
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	804,6
2	Risque sur actions (général et spécifique)	0,0
3	Risque de change	0,0
4	Risque sur produits de base	
Options		
5	Approche simplifiée	
6	Méthode delta-plus	0,0
7	Approche par scénario	2,9
8	Titrisation	132,9
9	TOTAL	940,4

EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD AU 31/12/2015

31/12/2015		a
(en millions d'euros)		RWA
Produits fermes		
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	648,8
2	Risque sur actions (général et spécifique)	0,0
3	Risque de change	170,3
4	Risque sur produits de base	
Options		
5	Approche simplifiée	
6	Méthode delta-plus	0,2
7	Approche par scénario	1,2
8	Titrisation	165,1
9	TOTAL	985,6

2. Expositions en méthode modèle interne

2.1 EMPLOIS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES

		a	b
		RWA	Exigences minimales de fonds propres
31/12/2016 (en millions d'euros)			
1	VaR (max entre les valeurs a et b)	2 070	166
(a)	Mesure de la valeur en risque du jour précédent (VaR_{t-1})		166
(b)	Coefficient multiplicateur (mc) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque au cours des 60 jours ouvrables précédents (VaR_{avg})		39
2	SVaR (max entre les valeurs a et b)	3 091	247
(a)	Dernière mesure disponible ($SVaR_{t-1}$)		55
(b)	Coefficient multiplicateur (ms) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque stressée au cours des 60 jours ouvrés précédents ($SVaR_{avg}$)		247
3	Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (max entre les valeurs a et b)	1 594	127
(a)	Dernière mesure disponible		77
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		127
4	Mesure globale des risques relative au portefeuille de corrélation - CRM (max entre les valeurs a, b et c)		
(a)	Dernière mesure disponible		
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		
(c)	Niveau plancher		
5	TOTAL	6 755	540

		a	b
		RWA	Exigences minimales de fonds propres
31/12/2015 (en millions d'euros)			
1	VaR (max entre les valeurs a et b)	2 056	164
(a)	Mesure de la valeur en risque du jour précédent (VaR_{t-1})		164
(b)	Coefficient multiplicateur (mc) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque au cours des 60 jours ouvrables précédents (VaR_{avg})		49
2	SVaR (max entre les valeurs a et b)	2 780	222
(a)	Dernière mesure disponible ($SVaR_{t-1}$)		63
(b)	Coefficient multiplicateur (ms) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque stressée au cours des 60 jours ouvrés précédents ($SVaR_{avg}$)		222
3	Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (max entre les valeurs a et b)	1 768	141
(a)	Dernière mesure disponible		134
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		141
4	Mesure globale des risques relative au portefeuille de corrélation - CRM (max entre les valeurs a, b et c)		
(a)	Dernière mesure disponible		
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		
(c)	Niveau plancher		
5	TOTAL	6 603	528

2.2 VALEURS RÉSLTANTES DE L'UTILISATION DES MODÈLES INTERNES

31/12/2016

(en millions d'euros)

VaR (10 jours, 99 %)	
1	Valeur maximale 49,6
2	Valeur moyenne 41,4
3	Valeur minimale 34,6
4	Valeur en fin de période 38,8
VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)	
5	Valeur maximale 72,2
6	Valeur moyenne 61,8
7	Valeur minimale 52,8
8	Fin de période 54,8
Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)	
9	Valeur maximale 209,3
10	Valeur moyenne 98,1
11	Valeur minimale 45,6
12	Valeur en fin de période 59,1
Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)	
13	Valeur maximale 0,0
14	Valeur moyenne 0,0
15	Valeur minimale 0,0
16	Valeur en fin de période 0,0
17	Plancher (méthode de mesure standard) 0,0

31/12/2015

(en millions d'euros)

VaR (10 jours, 99 %)	
1	Valeur maximale 54,9
2	Valeur moyenne 41,1
3	Valeur minimale 28,7
4	Valeur en fin de période 49,1
VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)	
5	Valeur maximale 76,6
6	Valeur moyenne 55,6
7	Valeur minimale 42,6
8	Fin de période 62,7
Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)	
9	Valeur maximale 120,4
10	Valeur moyenne 108,7
11	Valeur minimale 96,3
12	Valeur en fin de période 103,2
Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)	
13	Valeur maximale 0,0
14	Valeur moyenne 0,0
15	Valeur minimale 0,0
16	Valeur en fin de période 0,0
17	Plancher (méthode de mesure standard) 0,0

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

La nature du risque de taux d'intérêt, les principales hypothèses retenues et la fréquence de l'évaluation du risque de taux d'intérêt sont présentées dans la partie "Facteurs de risques - Gestion du bilan - Risque de taux d'intérêt global".

RISQUE OPÉRATIONNEL

I. Méthodologie de calcul des fonds propres en méthode avancée

Le groupe Crédit Agricole S.A. a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1^{er} janvier 2008, la méthode avancée (AMA - Advanced Measurement Approach) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le champ d'application de la méthode avancée et de la méthode standard ainsi que la description de la méthodologie avancée

sont présentés dans la partie "Facteurs de risques - Risques opérationnels - Méthodologie".

II. Techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel

Les techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel sont présentées dans la partie "Facteurs de risques - Risques opérationnels - Assurance et couverture des risques opérationnels".

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Les éléments requis au titre de la politique de rémunération par le règlement UE 575-2013 (CRR) sont exposés dans le chapitre 3 du présent Document de référence.

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 24 MAI 2017**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire afin de soumettre à votre approbation 33 résolutions ayant pour objet :

- I. L'approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016, l'affectation du résultat, la fixation du dividende et sa mise en paiement,
- II. L'approbation de conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,
- III. La composition du Conseil d'administration (nomination de 3 nouveaux administrateurs et renouvellement du mandat de 7 administrateurs),
- IV. La consultation sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à chaque dirigeant mandataire social,
- V. La consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations versées durant l'exercice écoulé aux dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier,
- VI. L'approbation du plafonnement de la partie variable de la rémunération totale des dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et des catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier,
- VII. L'approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, au titre de l'exercice 2017, à chaque dirigeant mandataire social,
- VIII. L'octroi d'autorisations au Conseil d'administration en vue d'acheter les actions ordinaires de la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, et, le cas échéant, leur annulation.

I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016 - AFFECTATION DU RÉSULTAT – FIXATION DU DIVIDENDE - (1^{ÈRE} À 4^{ÈME} RÉSOLUTIONS)

Les premiers points de l'ordre du jour portent sur l'approbation des comptes annuels (**1^{ère} résolution**) et des comptes consolidés (**2^{ème} résolution**) de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de Crédit Agricole S.A. ("**Crédit Agricole S.A.**" ou la "**Société**").

Pour de plus amples informations concernant les comptes 2016 de Crédit Agricole S.A. ainsi que la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2016 et depuis le début de l'exercice 2017, votre Conseil d'administration vous invite à vous reporter au rapport de gestion du Conseil d'administration figurant dans le Document de Référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 21 mars 2017, mis en ligne sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.

La **3^{ème} résolution** a pour objet de décider l'affectation du résultat de l'exercice 2016 qui fait ressortir un bénéfice distribuable de de 15 863 336 254,35 €.

Votre Conseil d'administration vous propose d'affecter comme suit le résultat distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

	(en euros)
Bénéfice de l'exercice	13 818 771 822,95
Report à nouveau antérieur	2 044 564 431,40
Total (bénéfice distribuable)	15 863 336 254,35
AFFECTATION :	
▪ à la réserve légale, qui atteint ainsi 10 % du capital social	62 033 270,70
Dividende(*)	
▪ dividende avant majoration	1 707 662 715,60
▪ majoration du dividende	9 963 688,86
Dividende total	1 717 626 404,46
Report à nouveau	14 083 676 579,19
TOTAL	15 863 336 254,35

Votre Conseil d'administration vous propose de fixer le montant du dividende à 0,60 € par action. Conformément aux dispositions statutaires, une majoration du dividende de 10 %, soit 0,06 € par action sera attribuée aux actions qui, au 31/12/2016, étaient détenues depuis plus de 2 ans sous la forme nominative et le seraient toujours à la date de mise en paiement du dividende, étant précisé que la date de mise en paiement s'entend, en application des règles de marché Euronext "date de détachement".

Ce dividende, ordinaire et majoré, serait mis en paiement à compter du 31 mai 2017.

II. APPROBATION DE CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES VISÉES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE (4^{ÈME} À 12^{ÈME} RÉSOLUTIONS)

Les **4^{ème} à 12^{ème}** résolutions ont pour objet de soumettre à votre approbation 9 conventions réglementées autorisées par votre Conseil d'administration au cours de l'année 2016 :

Les résolutions **4 à 10** concernent essentiellement la réalisation de l'opération Euréka, qui a consisté à simplifier et rendre plus transparente la structure du Groupe :

- La **4^{ème} résolution** concerne la signature du protocole d'accord qui précise les dates de réalisation et confirme les conditions financières de l'opération, contenues dans la lettre d'intention signée le 17 février 2016.
- La **5^{ème} résolution** concerne la signature du contrat de cession des certificats coopératifs d'associés et des certificats coopératifs d'investissement entre Crédit Agricole S.A. et la Société Sacam Mutualisation, ayant pour objet de déterminer les conditions de réalisation du transfert des CCI et CCA détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de la Société Sacam Mutualisation, conformément au protocole d'accord faisant l'objet de la **4^{ème} résolution**.

- La **6^{ème} résolution** porte sur la signature de l'avenant au protocole de cotation conclu le 22 novembre 2001. L'avenant modifie l'article 4 dudit protocole (prise de participation au capital des Caisses régionales) pour tenir compte de la réalisation du reclassement interne des CCI et des CCA détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de la Société Sacam Mutualisation.
- La **7^{ème} résolution** concerne la signature de l'avenant n° 3 à la convention de Garantie *Switch*. Cet avenant permet d'assouplir pour Crédit Agricole S.A. les modalités de résiliation de la garantie et de lisser dans le temps, pour les Caisses régionales, les variations de valeurs attachées à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances.
- La **8^{ème} résolution** porte sur la signature de l'avenant à la convention d'intégration fiscale conclue le 17 décembre 2015 entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales. Cet avenant prévoit que les économies d'impôt réalisées par le Groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par les Caisses régionales leur sont désormais réallouées intégralement.
- La **9^{ème} résolution** concerne la signature de la convention d'intégration fiscale conclue entre Crédit Agricole S.A. et la Société Sacam Mutualisation. Cette convention prévoit que les économies d'impôt réalisées par le Groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par la Société Sacam Mutualisation lui sont réallouées intégralement.
- La **10^{ème} résolution** porte sur la signature des contrats de prêts conclus entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales en vue de financer la souscription de celles-ci à l'augmentation de capital de la Société Sacam Mutualisation.
- La **11^{ème} résolution** concerne l'avenant à la convention d'intégration fiscale conclue entre Crédit Agricole S.A. et les Sociétés SAS Rue la Boétie, Ségur, Miromesnil et les différentes holdings fédérales (Sacam Avenir, Développement, International, Participations, Fia-net Europe, Fireca, Immobilier Machinisme, Assurance Caution). Cet avenant prévoit que les économies d'impôt réalisées par le Groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par lesdites sociétés leur sont désormais réallouées intégralement.
- La **12^{ème} résolution** porte sur la signature de l'amendement à la convention d'intégration fiscale conclue dès 1996, entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. Cette convention a été amendée afin d'élargir à l'ensemble du sous-groupe Crédit Agricole CIB la monétisation, limitée jusqu'à présent au seul déficit individuel de Crédit Agricole CIB, en grande partie localisé dans certaines structures du sous-groupe.

Ces conventions ont été transmises aux Commissaires aux comptes qui présenteront leur rapport spécial à l'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole S.A., ce rapport figure au chapitre 8 du Document de Référence 2016, publié sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.

III. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (13^{ÈME} À 22^{ÈME} RÉSOLUTIONS)

- Nomination de 3 nouveaux administrateurs (**13^{ème} et 15^{ème} résolutions**)
- Renouvellement du mandat de 7 administrateurs (**16^{ème} à 22^{ème} résolutions**)

Par les **13^{ème} à 15^{ème} résolutions**, votre Conseil d'administration vous propose de nommer en qualité d'administrateurs :

- Mme Catherine POURRE, en remplacement de M. François VERVERKA, atteint par la limite d'âge statutaire,
- M. Jean-Pierre PAVIET, en remplacement de M. Jean-Louis ROVEYAZ, atteint par la limite d'âge statutaire,

- M. Louis TERCINIER, en remplacement de M. Roger ANDRIEU, atteint par la limite d'âge statutaire.

Les **16^{ème} à 22^{ème} résolutions** vous proposent de renouveler le mandat d'administrateurs de :

- Mme Caroline CATOIRE,
- Mme Laurence DORS,
- Mme Françoise GRI,
- M. Daniel EPRON,
- M. Gérard OUVRIER-BUFFET,
- M. Christian STREIFF,
- M. François THIBAUT.

La biographie de ces différents candidats figure dans la brochure d'avis de convocation mise en ligne sur le site de Crédit Agricole S.A.

IV. CONSULTATION SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE, AU TITRE DE L'EXERCICE 2016, À CHAQUE DIRIGEANT, MANDATAIRE SOCIAL (23^{ÈME} À 25^{ÈME} RÉOLUTIONS)

En application du Code AFEP-MEDEF de novembre 2016, lequel constitue le code de référence de Crédit Agricole S.A., le Conseil d'administration vous propose d'émettre un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à chaque dirigeant mandataire social de la société, savoir :

- M. Dominique LEFEBVRE, Président du Conseil,
- M. Philippe BRASSAC, Directeur Général,
- Et M. Xavier MUSCA, Directeur général délégué.

Les tableaux individuels de présentation des éléments de rémunération sur lesquels nous vous consultons figurent dans le Document de Référence 2016 ainsi que dans la brochure d'avis de convocation. La politique de rémunération dans laquelle s'inscrivent ces rémunérations peut également être consultée dans le Document de Référence 2016.

V. CONSULTATION SUR L'ENVELOPPE GLOBALE DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ AUX DIRIGEANTS EFFECTIFS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-13 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET AUX CATÉGORIES DE PERSONNELS IDENTIFIÉS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (26^{ÈME} RÉOLUTION)

Par le vote de la **26^{ème} résolution**, il vous est demandé, en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, un avis consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations, de toutes natures, versées aux dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 dudit code.

En 2016, 766 collaborateurs du groupe Crédit Agricole S.A. relevaient des catégories de personnels susvisées.

Ces collaborateurs ont perçu en 2016 une rémunération fixe, définie en fonction des compétences et du niveau de responsabilité, d'une part, et une rémunération variable liée à la performance individuelle et collective de l'année 2015 ainsi qu'à la maîtrise des risques, d'autre part.

Pour ces catégories de personnels identifiés dont la rémunération variable est supérieure à un seuil de matérialité défini par le groupe Crédit Agricole S.A. à 120.000 euros, 40 % à 60 % de la rémunération attribuée en 2016 au titre de la performance de 2015 sont différés par tiers sur une durée de 3 ans et versés sous conditions de performance et sous forme d'actions ou d'instruments adossés à l'action. Ainsi en 2016 seule la part non différée de la rémunération attribuée au titre de 2015 et la part indexée sur l'action Crédit Agricole S.A., versée en septembre 2016, ont été perçues par les catégories de personnels identifiés.

Par ailleurs, trois tranches de rémunération variable différée sont arrivées à échéance en 2016 et ont été versées aux catégories de personnels identifiés :

- la 1^{ère} tranche du plan 2014 libérée ou versée en septembre 2016 sous forme d'actions (ou instruments équivalents) valorisées à cette date,
- la 2^{ème} tranche du plan 2013 libérée ou versée en septembre 2016 sous forme d'actions, (ou instruments équivalents) valorisées à cette date,
- la 3^{ème} tranche du plan 2012 libérée ou versée en septembre 2016 sous forme d'actions, (ou instruments équivalents) valorisées à cette date,

La rémunération globale versée en 2016 aux catégories de personnels identifiés s'élève à 291 M€. Elle se décompose de la façon suivante :

- 165 M€ au titre de la rémunération fixe,
- 75 M€ au titre de la rémunération variable attribuée en 2016 relative à la performance 2015 et non différée,
- 10 M€ au titre de la rémunération variable attribuée en 2016 relative à la performance 2015 non différée et versée à l'issue d'une période de portage de 6 mois,
- 11 M€ au titre de la rémunération variable attribuée en 2015, correspondant à la 1^{ère} tranche du plan 2014 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents,
- 12 M€ au titre de la rémunération variable attribuée en 2014, correspondant à la 2^{ème} tranche du plan 2013 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents,
- 18 M€ au titre de la rémunération variable attribuée en 2013, correspondant à la dernière tranche du plan 2012 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents.

L'ensemble de la politique de rémunération dans laquelle s'inscrivent ces rémunérations peut être consultée dans le Document de référence, au chapitre "Politique de rémunération".

Les informations relatives aux rémunérations attribuées au titre des années 2015 et 2016 sont publiées sur le site internet de Crédit Agricole S.A., dans le rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A.

VI. APPROBATION DU PLAFONNEMENT DE LA PARTIE VARIABLE DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-13 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET DES CATÉGORIES DE PERSONNELS IDENTIFIÉS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (27^{ÈME} RÉOLUTION)

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale, sur avis du Comité des rémunérations, conformément aux dispositions de l'article L.511-78 du Code monétaire et financier introduit par l'ordonnance n°2014-158 du 20 février 2014, d'approuver, au titre de l'exercice 2016, le plafonnement de la partie variable, à 200 % de la rémunération fixe pour les dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et pour les catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe.

Nous vous précisons que l'article L.511-79 du Code monétaire et financier prévoit, pour le calcul du plafonnement, que les instruments différés pour une durée d'au moins 5 ans, qui ne peuvent représenter plus de 25 % du total de la rémunération variable, pourront bénéficier d'une valorisation décotée au moment de leur attribution, selon un taux d'actualisation dont les modalités de calcul seront publiées par l'Autorité Bancaire Européenne.

Pour les entités du groupe relevant du champ d'application du règlement délégué n°604/2014 de la Commission européenne et de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, sont visés, d'une part, les collaborateurs au titre de leur fonction au niveau du groupe ou de leur entité et, d'autre part, les collaborateurs au titre de leur niveau de délégation ou de rémunération. Sont notamment inclus :

- les principaux dirigeants de Crédit Agricole S.A.,
- les principaux responsables des trois fonctions de contrôle,
- les collaborateurs ayant une incidence significative sur le profil de risque de crédit ou de marché de Crédit Agricole S.A. à travers leur délégation de pouvoir ou leur capacité d'engagement,
- les collaborateurs ayant les plus hautes rémunérations.

La définition complète des personnels identifiés est reprise dans le Document de référence au chapitre "Politique de rémunération".

Pour l'ensemble des catégories de personnels concernées, il est demandé à l'assemblée générale des actionnaires la possibilité de porter à 200 % au plus le ratio entre la rémunération variable et la rémunération fixe.

La définition d'un ratio maximal potentiel vise à permettre au groupe :

- de continuer à attirer et retenir les talents et les compétences nécessaires à la banque dans l'ensemble des régions du monde où le groupe opère et, notamment, celles dans lesquelles les établissements ne sont pas contraints par ces obligations réglementaires ;
- de garantir un équilibre entre la rémunération fixe et la rémunération variable permettant d'impacter de façon significative la rémunération des collaborateurs dont la performance ou la prise de risques est non conforme avec les objectifs fixés par l'établissement.

Il est rappelé que la rémunération des catégories de personnels identifiés fait l'objet de règles et de contrôles spécifiques, dans le cadre du dispositif de gouvernance des politiques et pratiques de rémunération mis en place par le groupe et qui concerne l'ensemble des entités.

L'ensemble de la politique de rémunération dans laquelle s'inscrit cette rémunération figure dans le Document de référence, au chapitre "Politique de rémunération".

Les informations relatives aux rémunérations attribuées au titre des années 2015 et 2016 sont publiées sur le site internet de Crédit Agricole S.A., dans le rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A.

VII. APPROBATION DES PRINCIPES DE DÉTERMINATION, DE RÉPARTITION ET D'ATTRIBUTION DES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ATTRIBUABLE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (28^{ÈME} À 30^{ÈME} RÉOLUTIONS)

Par les **28^{ème} à 30^{ème} résolutions** et, en application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, le Conseil d'administration soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, au titre de l'exercice 2017, à :

- ⇒ M. Dominique LEFEBVRE, Président du Conseil d'administration,
- ⇒ M. Philippe BRASSAC, Directeur général,
- ⇒ M. Xavier MUSCA, Directeur général délégué.

VIII. AUTORISATIONS À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ACHETER DES ACTIONS ORDINAIRES ET, LE CAS ÉCHÉANT, DE LES ANNULER (31^{ÈME} ET 32^{ÈME} RÉOLUTIONS)

Par la **31^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration vous demande de bien vouloir l'autoriser, pour une durée maximum de 18 mois, à acheter un nombre d'actions ordinaires de la Société ne pouvant excéder 10 % du nombre total des actions ordinaires composant le capital social à la date de réalisation de ces achats.

La Société pourra utiliser l'autorisation sollicitée en vue :

- de la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions de la Société au profit des membres du personnel salarié (ou de certains d'entre eux) et/ou mandataires sociaux exerçant des fonctions de dirigeant (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce,
- d'attribuer ou de céder des actions ordinaires de la Société aux salariés visés à l'alinéa ci-dessus, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou d'un plan d'épargne d'entreprise,
- d'attribuer gratuitement des actions au titre du dispositif d'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société,

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des actions ordinaires par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers, étant précisé que le nombre d'actions ordinaires achetées dans ce cadre correspondrait, pour le calcul de la limite de 10 % visée ci-dessus, au nombre d'actions ordinaires achetées, déduction faite du nombre d'actions ordinaires revendues pendant la durée de l'autorisation,
- et de procéder à l'annulation totale ou partielle des actions ordinaires acquises.

Le prix unitaire maximum d'achat ne pourrait pas être supérieur à 24 euros.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat d'actions ordinaires mis en place par la Société pourraient être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur le marché ou hors marché, de gré à gré notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) ou à des bons ou, plus généralement, à des valeurs mobilières donnant droit à des actions ordinaires de la Société et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne qui agirait sur la délégation du Conseil d'administration apprécierait. Il est précisé que la part du programme de rachat d'actions ordinaires réalisée par acquisition de blocs d'actions ordinaires pourrait atteindre l'intégralité dudit programme.

Les opérations effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourraient intervenir à tout moment, sauf en période d'offre publique visant la Société, pendant la durée de validité du programme de rachat d'actions.

La Société pourrait également utiliser la présente résolution et poursuivre l'exécution de son programme de rachat dans le respect des dispositions légales et réglementaires et, notamment, des dispositions des articles 231-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Société.

Conformément aux obligations légales, le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

La description des opérations réalisées sur les actions ordinaires au cours de l'année 2016, autorisées par l'Assemblée générale du 19 mai 2016, figure dans le rapport de gestion inclus dans le Document de référence publié sur le site Internet de la Société www.credit-agricole.com.

Par la **32^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite également de votre assemblée générale, pour une durée de 24 mois, une autorisation, avec faculté de délégation, pour réduire le capital par voie d'annulation, dans la limite de 10 % du capital social par période de vingt-quatre mois, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions ordinaires de la Société rachetées dans le cadre de l'autorisation donnée par la **31^{ème} résolution** de votre assemblée ou de toutes autorisations ultérieures de votre assemblée, en application des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

Enfin, par la **33^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite de votre assemblée générale les pouvoirs nécessaires pour accomplir toutes formalités de publicité et de dépôt inhérentes à la tenue de votre assemblée générale du 24 mai 2017.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Crédit Agricole S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre groupe constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques ainsi que pour déterminer le montant des dépréciations qu'elle estime nécessaires. Nous avons également vérifié que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.
- Comme indiqué dans les notes 1.3 et 10.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe utilise des modèles internes pour la valorisation des instruments financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables, ainsi que pour l'estimation de certains ajustements de juste valeur des instruments financiers. Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle des modèles utilisés, les hypothèses retenues et les modalités de prise en compte des risques associés à ces instruments.
- Comme indiqué dans les notes 1.4, 2.4 et 6.18 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe a procédé à des tests de dépréciation de la valeur des écarts d'acquisition, qui ont conduit, le cas échéant, à la constatation de dépréciations au titre de cet exercice. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, les principaux paramètres et hypothèses utilisés, ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant à des dépréciations. Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations fournies dans ces notes de l'annexe.
- Comme indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe constitue des provisions pour couvrir les risques juridiques et fiscaux auxquels il est exposé. Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques ainsi que pour déterminer le montant des provisions qu'elle estime nécessaires. Nous avons également vérifié que les notes 2.7, 2.8 et 6.20 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée
- Votre groupe procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation des comptes consolidés, comme exposé dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés, qui portent, notamment, sur la valorisation et les dépréciations des participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les engagements liés aux régimes de retraite et avantages sociaux futurs, les provisions pour risques opérationnels, les provisions techniques des contrats d'assurance et les actifs d'impôts différés. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes et les hypothèses retenues et à vérifier que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin

ERNST & YOUNG et Autres

Valérie Meeus

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

1. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE, CENTRE LOIRE ET LA S.A.S. RUE LA BOÉTIE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault président ou administrateurs de votre société et présidents, directeurs généraux ou vice-président des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature du protocole d'accord qui a pour objet la mise en œuvre de l'opération "Eurêka".

Celle-ci consiste en une simplification de la structure du Groupe et le renforcement du niveau de capital de Crédit Agricole S.A., au travers d'un reclassement de la participation détenue par Crédit Agricole S.A., sous forme de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), dans le capital des Caisses régionales (opération "Eurêka"). Les CCI/CCA émis par les Caisses régionales et détenus par Crédit Agricole S.A. sont ainsi transférés à Sacam Mutualisation, entité intégralement détenue par les Caisses régionales.

Le protocole d'accord précise les dates de réalisation et confirme les conditions financières de l'opération "Eurêka" contenues dans la lettre d'intention signée le 17 février 2016, dont la signature avait été autorisée par le Conseil d'administration de votre société du 16 février 2016 et approuvée par l'Assemblée générale du 19 mai 2016, sur rapport spécial des commissaires aux comptes du 15 mars 2016, comme mentionné dans la partie "conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale" du présent rapport.

Modalités

Après avoir pris connaissance du rapport définitif des experts indépendants désignés par les parties concluant au caractère équitable des conditions financières de l'opération de reclassement des CCI/CCA, la signature du protocole d'accord a eu lieu le 21 juillet 2016.

Le montant de l'opération fixé dans le protocole d'accord s'élève à 18,025 milliards d'euros soit une valorisation globale de 1,05 fois la quote-part des CCI/CCA cédés dans les capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales au 31 décembre 2015. Toutefois, le protocole d'accord a également précisé que serait effectué un ajustement égal à la quote-part des CCI/CCA cédés dans la variation des capitaux propres IFRS consolidés retraités entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. À la suite de cet ajustement, le montant de l'opération s'est élevé à 18,542 milliards d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

L'opération "Eurêka" vise à simplifier et à rendre plus transparente la structure du Groupe. Elle permet en particulier d'améliorer la lisibilité du Groupe par les marchés (en contribuant à réduire la décote de complexité qui affecte la valeur boursière de Crédit Agricole S.A.), d'améliorer la qualité du capital de Crédit Agricole S.A. par le débouclage du Switch 1 en conséquence du transfert intragroupe des CCI/CCA, et de renforcer le niveau de capital de Crédit Agricole S.A. Le protocole d'accord précise les dates de réalisation et confirme les conditions financières de l'opération "Eurêka" contenues dans la lettre d'intention signée le 17 février 2016.

2. AVEC SACAM MUTUALISATION**Personnes concernées**

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et gérants ou représentants des associés indéfiniment et solidairement responsables de Sacam Mutualisation.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature du contrat de cession qui a pour objet de déterminer les conditions de réalisation du transfert des CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de Sacam Mutualisation, conformément au protocole d'accord.

Modalités

La signature du contrat de cession a eu lieu le 1^{er} août 2016. Ce contrat a précisé les modalités de réalisation de la cession, dont le prix définitif s'établit à 18,542 milliards d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Le contrat de cession permet la réalisation opérationnelle de l'opération "Eurêka", en fixant le montant définitif du prix de cession, les modalités de paiement du prix et les modalités de livraison des CCI/CCA.

3. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE ET CENTRE LOIRE**Personnes concernées**

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature de l'avenant qui a pour objet de modifier le protocole de cotation conclu le 22 novembre 2001, qui décrit les conditions de réalisation des opérations préalables à la cotation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole "CNCA", et qui a été modifié par avenant en date du 6 mai 2009. L'avenant modifie l'article 4 (Prise de participation de la CNCA au capital des Caisses régionales) du protocole de cotation pour tenir compte de la réalisation du reclassement interne des CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de Sacam Mutualisation.

Modalités

La signature de l'avenant au protocole d'accord a eu lieu le 21 juillet 2016.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

À la suite de la réalisation de l'opération "Eurêka", l'avenant permet d'actualiser les dispositions du protocole de cotation, en modifiant ou supprimant les articles du protocole liés à l'existence de participations de Crédit Agricole S.A. dans le capital des Caisses régionales sous forme de CCI/CCA. Cet avenant permet donc de tenir compte du fait que Crédit Agricole S.A. ne détient plus de participations dans le capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération "Eurêka".

4. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE ET CENTRE LOIRE**Personnes concernées**

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature de l'avenant n° 3 à la convention de garantie Switch entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Dans le cadre de l'opération "Eurêka", les parties ont décidé de modifier certaines modalités de la convention Switch pour la partie Assurances, au titre de laquelle les Caisses régionales garantissent Crédit Agricole S.A. contre une baisse de la valeur de mise en équivalence des participations qu'elle détient dans le capital de Crédit Agricole Assurances, et d'aménager les conditions de restitution du montant de gage-espèces relatif à la Garantie applicable aux CCI/CCA.

Cet avenant apporte les modifications suivantes à la garantie Switch afférente à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances :

- Introduction d'un mécanisme de résiliation partielle du Switch Assurances qui serait mis en œuvre sur décision de Crédit Agricole S.A. par voie de réduction progressive du montant garanti ;
- Remplacement de la périodicité de calcul trimestrielle par une périodicité semestrielle.

Modalités

La signature de l'avenant n° 3 à la convention de garantie Switch a eu lieu le 21 juillet 2016, avec effet au 1^{er} juillet 2016.

Le montant des garanties apportées par les Caisses régionales mentionnées ci-dessous au titre de la partie Assurances s'élève à 2.847,14 millions d'euros et leurs dépôts de garantie à 963,76 millions d'euros au 31 décembre 2016.

La rémunération versée ou à verser par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales garantes mentionnées ci-dessus, au titre de la période allant du 1^{er} juillet 2016, date d'effet de l'avenant, au 31 décembre 2016 s'élève à 45,67 millions d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Cet avenant permet de maintenir la garantie Switch afférente à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances. Il permet d'assouplir pour Crédit Agricole S.A. les modalités de résiliation de la garantie, et de lisser dans le temps, pour les Caisses régionales, les variations de valeur attachées à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances.

5. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE ET CENTRE LOIRE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature d'un avenant à la convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Le Conseil d'administration avait autorisé dans sa séance du 21 janvier 2010, et reconduit dans sa séance du 15 décembre 2015, les conventions d'intégration fiscale conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales. Ces conventions, conclues pour une durée de cinq ans, prévoyaient que les économies d'impôt réalisées tant au titre des dividendes reçus par ces entités qu'au titre des dividendes reçus par Crédit Agricole S.A. de ces entités leur étaient réallouées pour moitié.

Un avenant à cette convention a été signé le 21 juillet 2016 qui prévoit que les économies d'impôt réalisées par le Groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par les Caisses régionales leur sont désormais réallouées intégralement.

Modalités

Le montant global des économies d'impôt 2016 reversées au titre des conventions liant Crédit Agricole S.A. et les sociétés visées ci-dessus s'élève à 9 millions d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Tenant compte, d'une part, de la cession des CCI/CCA réalisée le 3 août 2016 par Crédit Agricole S.A. au profit de Sacam Mutualisation et, d'autre part, des modifications législatives des articles 216 et 223B du Code général des impôts intervenues dans la loi de finances rectificative pour 2015 et applicables au 1^{er} janvier 2016 relatives à la suppression de la neutralité fiscale des dividendes intragroupe (suppression de la neutralisation de la quote-part de frais et charges sur dividendes intragroupe et corrélativement, réduction du taux de cette quote-part de frais et charges), le dispositif des réallocations prévu par lesdites conventions a été adapté.

6. AVEC SACAM MUTUALISATION

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et gérants ou représentants des associés indéfiniment et solidairement responsables de Sacam Mutualisation.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature d'une convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et la société Sacam Mutualisation.

Cette convention a été conclue le 21 juillet 2016. Sur le même modèle que les conventions conclues avec les Caisses régionales, cette convention prévoit que les économies d'impôt réalisées par le groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par cette entité lui soient réallouées intégralement.

Modalités

Aucune réallocation n'a été effectuée au titre de 2016.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

À la suite de la cession par Crédit Agricole S.A. des CCI/CCA à Sacam Mutualisation en date du 1^{er} août 2016, Crédit Agricole S.A. et Sacam Mutualisation se sont accordées sur les termes d'une convention fiscale régissant les relations entre ces sociétés et précisant notamment les règles de réallocation des économies d'impôt le cas échéant. En outre, elle tient compte des modifications législatives des articles 216 et 223 B du CGI issues de la loi de finances rectificative pour 2015 décrites ci-dessus.

7. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE ET CENTRE LOIRE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature des contrats de prêts, entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales, selon l'option qu'elles auront choisie, précision étant faite que quelle que soit l'option choisie par une Caisse régionale, le coût moyen de son financement sera égal à 2,15 % l'an.

Connaissance prise du protocole d'accord et notamment des termes de l'article 4.4.42. (iii) les Caisses régionales peuvent bénéficier d'un financement sous forme de prêts senior et/ou subordonnés (dans des proportions variables, sur option, en fonction de leurs besoins).

Votre société s'est ainsi engagée à consentir aux Caisses régionales un financement total (pour l'ensemble des Caisses régionales) de onze milliards d'euros sous la forme, au choix des Caisses régionales, soit d'un financement 100 % senior, soit d'un financement mixte senior/subordonné, la part du financement subordonné pouvant être de 10 %, 20 %, 30 % ou 40 %. Dans la mesure où le taux du financement global (senior + subordonné) est supposé être de 2,15 % l'an, l'échéance et le taux du prêt senior sont décroissants lorsque la proportion du financement subordonné augmente.

Modalités

La signature des contrats de prêts conclus entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales a eu lieu le 21 juillet 2016 avec effet au 3 août 2016. Les financements effectivement accordés par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ont finalement tous pris la forme d'un prêt senior ayant une maturité de 10 ans, remboursable in fine et pouvant être remboursé par anticipation de manière semestrielle à compter de la quatrième date anniversaire sous réserve de respecter un préavis de douze mois précisant le montant du remboursement anticipé demandé, et portant intérêts au taux fixe de 2,15 % par an.

Le montant total du financement proposé aux Caisses régionales concernées par le caractère réglementé de ces conventions est de 3.217 millions d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

En vue de la bonne fin de l'opération "Eurêka", les prêts accordés par Crédit Agricole S.A. sont destinés à permettre aux caisses régionales de financer leur participation à la capitalisation de Sacam Mutualisation.

8. AVEC LES SOCIÉTÉS S.A.S. RUE LA BOÉTIE, S.A.S. SÉCUR, S.A.S. MIROMESNIL, SACAM AVENIR, SACAM DÉVELOPPEMENT, SACAM INTERNATIONAL, SACAM PARTICIPATIONS, SACAM FIA-NET EUROPE, SACAM FIRECA, SACAM IMMOBILIER, SACAM MACHINISME ET SACAM ASSURANCE CAUTION

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents, vice-président, gérants, directeurs généraux ou administrateurs des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 13 décembre 2016, a autorisé la signature de l'avenant à la convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et les sociétés S.A.S. Rue La Boétie, S.A.S. Ségur, S.A.S. Miromesnil et les holdings fédérales (Sacam Avenir, Sacam Développement, Sacam International, Sacam Participations, Sacam Fia-net Europe, Sacam Fireca, Sacam Immobilier, Sacam Machinisme et Sacam Assurance Caution).

Le Conseil d'administration de votre société a autorisé dans sa séance du 21 janvier 2010, et reconduit dans sa séance du 15 décembre 2015, les conventions d'intégration fiscale conclues avec les entités susmentionnées. Ces conventions, conclues pour une durée de cinq ans, prévoyaient que les économies d'impôt réalisées sur les dividendes reçus par ces entités leur étaient réallouées pour moitié.

Ces conventions ont fait l'objet d'un avenant en date du 21 juillet 2016 qui prévoit, sur le même modèle que l'avenant aux conventions d'intégration fiscale conclu avec les Caisses régionales, que les économies d'impôt réalisées par le groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par lesdites sociétés leur sont désormais réallouées intégralement.

Modalités

Le montant global des économies d'impôt 2016 reversées au titre des conventions liant Crédit Agricole S.A. et les sociétés visées s'élève à 26,7 millions d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Dans le contexte de la cession des CCI/CCA par Crédit Agricole S.A. et des modifications législatives des articles 216 et 223 B du Code général des impôts intervenues dans la loi de finances rectificative pour 2015 et applicables au 1^{er} janvier 2016 relatives à la suppression de la neutralité fiscale des dividendes intragroupe (suppression de la neutralisation de la quote-part de frais et charges sur dividendes intragroupe et corrélativement, réduction du taux de cette quote-part de frais et charges), lesdites conventions ont fait l'objet de l'avenant décrit ci-dessus.

9. AVEC CRÉDIT AGRICOLE CIB

Personnes concernées

MM. Philippe Brassac, François Veverka, Jean-Louis Roveyaz et François Thibault, Directeur général ou administrateurs de votre société et Président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 7 novembre 2016, a autorisé la signature de l'amendement à la convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole S.A. a conclu dès 1996 une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole CIB, renouvelée le 22 décembre 2015 pour la période 2015-2019, dont l'objet est de déterminer les relations entre Crédit Agricole S.A., d'une part, et Crédit Agricole CIB et ses filiales intégrées, d'autre part, et notamment la répartition de la charge d'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale permettait à Crédit Agricole CIB de percevoir l'économie d'impôt réalisée par le groupe Crédit Agricole à hauteur de son résultat fiscal individuel déficitaire effectivement imputé par le Groupe. Cette convention a été amendée en date du 15 novembre 2016 afin de prévoir l'extension de la monétisation au profit de Crédit Agricole CIB, de l'ensemble du déficit du sous-groupe imputé par Crédit Agricole S.A. en tant que société tête de groupe, y compris le déficit reportable du sous-groupe des années antérieures au 1^{er} janvier 2016 déjà imputé par Crédit Agricole S.A.

Modalités

Le montant de l'économie d'impôt relative à l'ensemble du déficit du sous-groupe Crédit Agricole CIB comptabilisée au 31 décembre 2016 au titre de la convention liant Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB s'élève à 1.076 millions d'euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

La motivation essentielle de cette modification de la convention d'intégration fiscale est d'élargir la monétisation, limitée jusqu'à présent au seul déficit individuel de Crédit Agricole CIB, à l'ensemble du sous-groupe intégré Crédit Agricole CIB dont certaines filiales, intervenant dans des opérations de financement de bateaux en crédit-bail, confrontées à l'interruption par les preneurs de ces opérations de financement avant leur arrivée à maturité.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE, CENTRE LOIRE, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE ET DE L'ANJOU ET DU MAINE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Célerier, Thibault, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, et Roveyaz, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 21 janvier 2010, a autorisé l'élargissement du groupe fiscal Crédit Agricole S.A., sur le fondement de l'alinéa 5 de l'article 223 A du Code général des impôts, cet élargissement s'appliquant obligatoirement à la totalité des Caisses régionales et des Caisses locales soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ainsi que, sur option, à leurs filiales. Le dispositif est encadré par une convention liant l'organe central et chacune des entités entrant dans le groupe du fait de son élargissement.

Les conventions de régime de groupe fiscal liant l'organe central et chacune des entités entrant dans le groupe du fait de son élargissement ont été conclues pour une durée initiale de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2010 et sont renouvelables sur accord conjoint et exprès de l'ensemble des entités concernées pour des périodes successives de cinq ans.

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 15 décembre 2015, a autorisé la reconduction des conventions de régime de groupe fiscal, dans les mêmes termes et pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Modalités

Tenant compte de la cession des CCI/CCA réalisée par Crédit Agricole S.A. au profit de Sacam Mutualisation, ainsi que des modifications législatives des articles 216 et 223 A du Code général des impôts issues de la loi de finances rectificative pour 2015, lesdites conventions d'intégration fiscale ont fait l'objet d'un avenant tel que décrit dans la partie "Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale" du présent rapport, autorisé par le Conseil d'administration lors de sa séance du 19 mai 2016. Sur la base de cet avenant, il est prévu que les économies d'impôt réalisées par le groupe Crédit Agricole du fait de la neutralisation des dividendes intragroupe que reçoivent les Caisses régionales leur soient réallouées intégralement.

2. AVEC LA SOCIÉTÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB**Personnes concernées**

MM. Philippe Brassac, François Veverka, Jean-Louis Roveyaz, François Thibault, Directeur général ou administrateurs de votre société et Président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

À la suite des opérations de rapprochement des activités de banque de financement et d'investissement des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais, une opération d'apport partiel d'actifs du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez (devenu Calyon puis Crédit Agricole CIB) a été réalisée.

Dans cette circonstance, il est apparu nécessaire de renforcer les fonds propres de Crédit Agricole CIB. Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 9 mars 2004, a autorisé la réalisation, par votre société, des opérations permettant le renforcement des fonds propres de Crédit Agricole CIB, pour une enveloppe globale maximale de 3 milliards d'euros.

Modalités

Dans le cadre de cette autorisation, votre société a, notamment, souscrit en 2004 à une émission de titres super subordonnés, pour un montant de 1.730 millions de dollars US. Au cours de l'exercice 2014, l'une des émissions d'un montant de 1.260 millions de dollars US a fait l'objet d'un remboursement anticipé intervenu le 28 février 2014.

Pour la seule émission d'un montant de 470 millions de dollars US encore en cours pendant l'exercice écoulé, le montant du coupon total au titre de 2016, hors intérêts de retard, s'élève à 13,03 millions de dollars US.

3. AVEC LES SOCIÉTÉS CRÉDIT AGRICOLE CIB, LCL ET LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, LANGUEDOC ET DE L'ANJOU ET DU MAINE**Personnes concernées**

Mme Flachaire, MM. Lefebvre et Gaillard pour la convention de garantie financière et pour l'avenant à la convention de garantie financière, MM. Brassac, Roveyaz, Veverka et Thibault pour l'ensemble des conventions, Président, administrateurs ou dirigeants de votre société et Présidents, Directeurs généraux ou administrateurs des entités susmentionnées.

Nature et objet

Afin d'accroître ou de sécuriser les réserves de liquidités à court terme mobilisables aux opérations de refinancement de l'Eurosystème, le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 18 décembre 2012, a autorisé la création d'un fonds commun de titrisation (FCT) permettant l'émission d'obligations senior notées AAA, d'un montant global de 10 milliards d'euros, garanties par des prêts à l'habitat détenus par des entités du Groupe (Caisses régionales et LCL) sur des personnes physiques.

Dans ce cadre, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion, par votre société, des documents du programme relevant des dispositions relatives aux conventions réglementées. Les conventions relatives à ce programme (dont la convention de garantie financière et l'avenant à la convention de garantie financière) ont été conclues en avril 2013 et le FCT (dénommé "Evergreen HL1") a réalisé des émissions pour un montant de 10 milliards d'euros en avril 2013.

Modalités

Au 31 décembre 2016, le montant total des émissions du FCT s'élève à 9.000 millions d'euros.

Conventions et engagements approuvés au cours de l'exercice écoulé

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale du 19 mai 2016, sur rapport spécial des commissaires aux comptes du 15 mars 2016.

1. AVEC LES SOCIÉTÉS SAS RUE LA BOÉTIE, SACAM MUTUALISATION ET LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE, CENTRE LOIRE, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE ET DE L'ANJOU ET DU MAINE**Personnes concernées**

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Célerier, Thibault, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, et Roveyaz, président ou administrateurs de votre société et présidents, directeurs généraux, administrateurs ou gérant des entités susmentionnées.

Nature et objet

Votre société a initié un projet visant à simplifier et à rendre plus transparente la structure du Groupe et à renforcer le niveau de capital de votre société, au travers d'un reclassement de la participation détenue par votre société, sous forme de certificats coopératifs d'investissement (CCI) et de certificats coopératifs d'associés (CCA), dans le capital des Caisses régionales, à une entité intégralement détenue par les Caisses régionales, Sacam Mutualisation.

Le Conseil d'administration de votre société réuni le 16 février 2016, et les Conseils d'administration de chacune des Caisses régionales réunis le 15 février 2016 et de la SAS Rue La Boétie réuni le 16 février 2016, ainsi que le gérant de Sacam Mutualisation, ont autorisé la signature d'une lettre d'intention, qui décrit les principes directeurs de cette opération de simplification et précise l'état des discussions entre les parties.

Les Conseils d'administration des Caisses régionales et de votre société ont autorisé cette signature après avoir pris connaissance des travaux de leurs experts indépendants respectifs sur l'équité des conditions financières du projet d'opération, tant du point de vue de votre société que de celui des Caisses régionales.

Modalités

Aux termes de la lettre d'intention, le montant de l'opération envisagée est de 18 milliards d'euros correspondant, pour la quote-part de ces titres, à 17,2 fois la contribution au résultat net part du Groupe 2015 des Caisses régionales et à 1,05 fois leurs capitaux propres au 31 décembre 2015, sous réserve d'ajustements usuels en fonction de la date de réalisation.

Comme mentionné dans la partie "Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale" du présent rapport, les conditions financières définitives de l'opération "Euréka" ont été fixées dans le protocole d'accord signé le 21 juillet 2016.

2. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL DE FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, PARIS ET D'ÎLE-DE-FRANCE, CENTRE LOIRE, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE ET DE L'ANJOU ET DU MAINE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Célerier, Thibault, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffet, et Roveyaz, Président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le Conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 16 février 2016, a également autorisé la signature, entre votre société et les Caisses régionales, d'un avenant à la convention-cadre de garantie Switch.

La convention-cadre, conclue entre votre société et les Caisses régionales le 16 décembre 2011 et modifiée le 19 décembre 2013, prévoit notamment que les Caisses régionales garantissent votre société contre une baisse de la valeur de mise en équivalence des CCI/CCA détenus par votre société dans le capital des Caisses régionales, afin d'éviter une requalification de ces titres au plan prudentiel.

Dans le cadre de l'opération de simplification décrite précédemment, qui prévoit notamment la cession des CCI/CCA, le mécanisme de garantie Switch CCI/CCA (autorisé par le Conseil d'administration le 16 décembre 2011 et approuvé par l'Assemblée générale du 22 mai 2012) deviendrait sans objet et serait résilié, le Switch couvrant la valeur de mise en équivalence des activités d'assurances (avenant à la convention de garantie Switch autorisé par le Conseil d'administration du 19 décembre 2013 et approuvé par l'Assemblée générale du 21 mai 2014) étant maintenu.

Aux termes de cette convention, la résiliation du Switch CCI/CCA était susceptible d'intervenir dès l'annonce de l'opération projetée en raison du changement de méthode de comptabilisation des CCI et CCA dans les comptes consolidés de votre société et de la cessation de leur comptabilisation par mise en équivalence à cette date.

En conséquence, le Conseil d'administration de votre société a autorisé la signature d'un avenant à cette convention à l'effet de maintenir le Switch CCI/CCA en place jusqu'à la réalisation éventuelle de l'opération projetée.

Modalités

Le montant des garanties apportées par les Caisses régionales mentionnées ci-dessus au titre de la garantie Switch (CCI/CCA et Assurances) s'élevait jusqu'au 1^{er} juillet 2016, date d'effet de l'avenant n° 3 mentionné dans la partie "Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale" du présent rapport, à 7.817, 34 millions d'euros et leurs dépôts de garantie à 2.639,76 millions d'euros.

Cette convention a été signée le 17 février 2016 et a produit ses effets jusqu'au 1^{er} juillet 2016.

La rémunération versée ou à verser par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales garantes mentionnées ci-dessus, au titre de la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 2016, s'élève à un montant global de 122,58 millions d'euros.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin

Ernst & Young et Autres

Valérie Meeus